

renouvellement M.F.A.

Les premiers Français évacués du Cambodge sont attendus mardi à Paris

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauvillier

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 8 sch.; Belgique, 10 fr.; Canada, 50 c. etc.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 14 p. t. grecs, 18 dr.; Iran, 45 rials; Italie, 250 L.; Japon, 125 y.; Luxembourg, 10 fr.; Pays-Bas, 2,75 fr.; Portugal, 0,85 esc.; Royaume-Uni, 1 p. t. suisse, 2 fr.; Suède, 0,90 kr.; U.S.A., 65 cts.; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 33 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4207-23 Paris Téléc. Paris n° 65972 Tél. : 770-91-29

DOUBLE SUCCÈS POUR LE CHANCELIER SCHMIDT

L'opposition allemande n'a pas réussi à remporter les élections à Düsseldorf et à Sarrebruck

LE REFLUX

Après les consultations régionales de Sarre et de Rhénanie du Nord-Westphalie, le soupire de soulagement du chancelier Schmidt a été à la mesure des inquiétudes éprouvées, même si, comme l'a affirmé prudemment le chancelier, les résultats n'ont pas « préjugé l'avenir ». Les socialistes ont du moins réussi à enrayer la désaffection de leur électorat, qui leur avait valu un recul de dix points aux catastrophiques élections de Hambourg, en mars 1974.

Les chrétiens-démocrates, qui avaient crié victoire un peu vite, ne voient pas la série des consultations régionales s'achever à leur avantage. D'abord servis par la crise économique et par les difficultés intérieures qui accablent le chancelier Brandt à l'été dernier, ils ont été profitant de l'agitation d'extrême gauche, les dirigeants de la C.D.U. se trouvent dans la singulière situation de gagner partout des suffrages sans pouvoir arracher à leurs adversaires la moindre position. Dans aucun Land ils ne sont parvenus à prendre le relais d'un gouvernement de coalition socialiste-libéral. A Sarrebruck, l'un des bastions de toujours, ils se trouvent désormais à égalité avec l'opposition.

On fait de cette dernière consultation, l'opposition de Bonn est même en passe de subir un revers historique. Les chrétiens-démocrates ne pourront maintenir un cabinet majoritaire en Sarre, perdre aussi sa majorité à la Chambre haute (Bundesrat), où sont représentés les Laender. Paradoxalement, c'est donc dans ce petit Land périphérique que le reflux chrétien-démocrate a la plus grande portée. Les Etats gouvernés par la C.D.U. disposaient de 21 voix au Bundesrat, contre 20. L'opposition ne disposera plus entièrement, désormais, des trois représentants de ce Land.

De notre correspondant

Bonn. — L'Union chrétienne-démocrate a gagné des voix aux consultations régionales du dimanche 4 mai, en Rhénanie-Westphalie comme en Sarre, mais — et l'on se réfère à ses espérances — elle a perdu les deux élections. A Düsseldorf, elle reste loin de la majorité absolue, qui lui aurait été nécessaire pour chasser la coalition libérale-socialiste du pouvoir. A la diète de Sarrebruck elle a perdu la majorité absolue des sièges qu'elle détenait depuis cinq ans. Sans doute obtient-elle le même nombre de mandats que le parti social-démocrate et le parti libéral ensemble, mais il ne lui sera plus possible de gouverner sans l'appui d'une opposition qui paraît décidée à rester unie.

EN SARRE, le S.P.D. a obtenu 22 sièges, le F.D.P. 3, la C.D.U. 25. Les auteurs de la Constitution sarroise d'avaient prévu cette situation de match nul. Ils ont seulement précisé que, pour être élu, le ministre-président doit recueillir 28 voix. La C.D.U. a obtenu 49,1 % des voix, soit 13 points de plus qu'en 1970. Le S.P.D. 41,8 % (+ 1), le F.D.P. 7,4 % (- 3). Le parti libéral revient ainsi à la Diète de Sarrebruck, dont il avait été exclu il y a deux ans.

EN RHÉNANIE-WESTPHALIE, l'Union chrétienne-démocrate a obtenu 46,3 % et y a cinq ans, le S.P.D. perd 1,1 point (45 % contre 46,1 %) et le F.D.P. améliore légèrement son score à 8,7 % contre 5,5 %. Dans les deux Laender, les petits partis retrouvent moins de voix encore qu'en 1970.

La bonne tenue des sociaux-démocrates et des libéraux en Rhénanie-Westphalie, leur légère progression en Sarre, ont une cause commune : l'amélioration lente mais sensible de la situation économique à jout en leur faveur. En outre, la démocratie chrétienne ne présentait ni à Düsseldorf ni à Sarrebruck des candidats très convaincants. Son équipe de Rhénanie-Westphalie était encore incohérente quand Sarre l'image du « Landessieger » (père du Land), Franz-Josef Roeder, ministre-président depuis quinze ans, se trouve quelque peu sariné. Il va sans doute continuer à expédier les affaires courantes.

Exaltant la « coopération exceptionnelle » entre les deux pays

M. Giscard d'Estaing a reçu au Maroc un accueil particulièrement chaleureux

Poursuivant sa visite officielle au Maroc, le président Giscard d'Estaing devait participer, ce lundi matin 5 mai, à une partie de chasse dans le Moyen-Atlas, en compagnie de Hassan II, avant de regagner Rabat, où il aura mardi matin un entretien avec le souverain marocain. Le président de la République rentrera à Paris dans l'après-midi, après avoir donné une conférence de presse et offert un déjeuner en l'honneur du roi.

La journée de dimanche a été marquée par l'accueil particulièrement chaleureux réservé au chef de l'Etat français par la population marocaine, sur le parcours de Rabat à Fès et dans cette ville même. Dans le discours qu'il a prononcé samedi soir, à l'issue du dîner offert en son honneur par Hassan II, M. Giscard d'Estaing a évoqué la « coopération exceptionnelle » entre les deux pays, et déclaré à propos du récent ajournement de la conférence préparatoire sur l'énergie : « Loin de considérer que l'effort de concertation doit être interrompu, je tiens à dire ici que nous continuerons à en approfondir les conditions et à prendre, au moment opportun, les nouvelles initiatives qui seront nécessaires. »

De notre envoyé spécial

Fès. — Après une nuit de repos au Palais des hôtes de Fès, le président Giscard d'Estaing devait participer lundi matin, en compagnie du roi Hassan II, à une partie de chasse organisée en son honneur dans la région d'Ifrane, dans le Moyen-Atlas. La réserve royale est riche en sangliers et en gibier de toutes sortes.

En début d'après-midi, M. Giscard d'Estaing devait regagner Rabat. Il donne, à 18 heures, une réception à l'ambassade en l'honneur de la colonie française. Plusieurs milliers de personnes doivent s'y rendre, venant de toutes les régions du Maroc. On prêtait au roi Hassan II l'intention de faire une apparition à cette réception, ce qui serait sans précédent.

Mais cette expression a-t-elle encore un sens après la folle journée qu'a vécue dimanche le Maroc, et le fantastique accueil réservé au président de la République tout au long du voyage qui l'a conduit de Rabat à Fès en passant par Khemisset ? De l'avis de tous les témoins, qu'il s'agisse de Marocains, de Français résidant dans le pays, de journalistes ou de membres de la délégation française, aucun chef d'Etat n'aurait été reçu au Maroc de cette façon. « Je n'ai jamais vu de tels rassemblements, de telles foules, même pour les fêtes du Trône », nous a dit un chef d'entreprise français installé depuis vingt-deux ans. Il n'est guère possible d'évaluer de façon précise le nombre des personnes qui s'étaient massées tout au long des 200 kilomètres du parcours, mais il dépassait le million.

DANIEL JUNQUA.

(Lire la suite page 2.)

EN RÉPONSE A L'OFFRE DE M. MITTERRAND

Les communistes acceptent une rencontre « au sommet » avec les socialistes

Le bureau politique du parti communiste va examiner la proposition du parti socialiste d'organiser « une rencontre au plus haut niveau entre les signataires du programme commun » pour rechercher « les moyens de l'approfondissement de l'union et des actions communes ». M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C.F., a indiqué lundi, que son parti n'était pas opposé au principe d'une telle rencontre. « Si des réunions ne se sont pas tenues jusqu'ici, ce n'est pas à cause du P.C.F. », a-t-il déclaré. M. Leroy a ajouté : « Nous allons poursuivre l'application de notre politique, qui est de ménager à la fois l'action indépendante de notre parti et de développer l'action commune pour la victoire du programme commun. »

Cette relance de l'union de la gauche marque, d'ores et déjà, la fin de la phase politique des relations entre socialistes et communistes, qui a occupé tout l'hiver, au profit d'un type de rapports moins antagonistes, mais plus ouvertement concurrentiels qu'auparavant.

La manière dont ils justifient leur comportement envers leurs alliés depuis l'automne dernier laisse penser que la phase de redressement à l'intérieur du parti et d'agressivité à l'extérieur est close. Le moment paraît donc venu des retrouvailles, d'autant que celles-ci sont souhaitées par d'autres organisations, le Mouvement des radicaux de gauche, par exemple, mais surtout la G.G.T. et la C.F.D.T., gênées dans leur action syndicale par les querelles des « politiques ». Dans une conjoncture sociale difficile pour le pouvoir, l'opposition de gauche a intérêt à se rassembler.

Pendant, ni les socialistes ni les communistes ne peuvent se retrouver comme s'il n'était rien passé. L'un et l'autre parti expliquent, chacun à sa manière, les raisons de la crise, en les situant bien au-dessus des préoccupations électorales révélees d'abord par les résultats de l'élection présidentielle puis par ceux des élections législatives partielles de l'automne. Pour les communistes, il s'agissait, dans une situation de crise mondiale du capitalisme, d'élever la qualité de l'union de la gauche et d'empêcher les socialistes de céder comme autrefois à la tentation de collaborer avec la droite. Le parti socialiste est loin, on s'en doute, de partager cette analyse.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 12.)

UN FACE-A-FACE SYNDICAL FRANCO-ALLEMAND

Se servir du système ou le changer

Des chefs d'Etat et de gouvernement se rencontrent à intervalles réguliers pour échanger leurs vues. Les tête-à-tête entre leaders syndicaux sont généralement moins fréquents. M. Edgar Mitterrand, secrétaire général de la C.F.D.T. et Heinz-Oscar Vetter, président du Deutsche Gewerkschaftsbund (D.G.B.), ont toutefois accepté de confronter leurs thèses devant Jacqueline Grapin et Joannine Roy, envoyées spéciales de notre supplément « Europa ». On ne s'étonnera pas que le premier souhaite « changer le système » et le second « s'en servir » pour améliorer sérieusement le sort des travailleurs. Mais sur d'autres points, et notamment sur le thème de la coopération possible entre pays industrialisés et pays en voie de développement, leurs opinions se rapprochent.

(Lire page 21.)

LE MÉDECIN DEVANT LA MORT

Si l'on en croit les multiples et récents ouvrages, communications académiques ou rapports gouvernementaux, la mort serait éliminée par les civilisations occidentales, rayée de la pensée quotidienne, et le tabou dont elle est l'objet serait plus profondément exorcisé encore que ceux liés à la sexualité.

Le mythe de la toute-puissance médicale, le recul des religions du salut dans l'au-delà face aux doctrines du salut collectif d'ici-bas, expliqueraient l'attitude nouvelle de refus ou de négation d'un événement dont l'homme est seul, de tous les êtres vivants, à connaître l'échéance et à mesurer la portée.

Une enquête récente montre néanmoins que 73 % des Français pensent souvent ou parfois à la mort, et que 40 % — dont 13 % des catholiques pratiquants — affirment qu'après la mort il n'y a rien.

Une telle indication semble donner raison au pasteur Dumas, dont la voix, et elle seule, s'élève inlassablement pour affirmer que, loin de refuser la mort, notre société moderne est celle qui, pour la première fois dans l'histoire, la « regarde en face », dans toute l'ampleur de son néant.

Quelle soit née ou que ses véritables implications soient pour la première fois envisagées, il est un fait que la mort a changé et qu'elle ne ressemble plus que rarement, dans la société urbanisée et dans l'hôpital inhumain d'aujourd'hui, à l'événement familial et naturel qu'elle fut durant des siècles.

(Lire la suite page 16.)

AU JOUR LE JOUR

AUX ENFERS

En prélude à une grande séance d'exorcisme, M. Mitterrand a démasqué les deux démons qui menacent l'âme des communistes et des socialistes. Pour les premiers, Balzath s'appelle le stalinisme, et c'est un fantôme qu'on n'attenterait pas revoir, même à titre de revenant. Pour les seconds, le Malin se nomme la troisième force, qui a pour résultat de faire de ceux qui en sont possédés les avocats du diable.

Et il faut reconnaître qu'il est diablement plus difficile de se soucier de ses propres démons que de l'enfer des autres.

BERNARD CHAPIUS.

I. — Les tourments du crépuscule

Jusqu'au début de ce siècle, la cause de décès la plus fréquente, et de loin, était la maladie infectieuse. Frappant de préférence les jeunes non encore immunisés elle était de son caractère brutale, de son caractère prématuré et de sa résistance à tout effort thérapeutique un caractère indu et scandaleux, que revêtent encore aujourd'hui, les morts accidentelles ou celles des enfants leucémiques.

Les progrès médicaux, ou se conjuguèrent l'hygiène, les vaccinations et la chimiothérapie, ont eu raison de ces maladies qui, lorsqu'elles guérissent, ne laissent généralement aucune séquelle. L'immense effort déployé à les vaincre, quel qu'en ait été le coût, était amplement justifié par la plénitude du triomphe et la certitude d'une guérison complète permettant l'accomplissement d'une vie menacée avant l'heure.

Or dans les sociétés modernes occidentales, ce n'est plus chez des jeunes en pleine possession de leurs moyens physiques et mentaux que survient la mort, mais, dans les deux tiers des cas, chez des vieillards atteints pour la plupart de détériorations chroniques, multiples et irréversibles qu'impose la sénescence.

La France compte sept millions de plus de soixante-cinq ans et deux millions d'octogénaires. Les trois quarts des plus de soixante ans ont un ascendant à charge. 70 % des lits d'hôpitaux sont occupés par des vieux, et l'on découvre qu'il nous faudrait disposer de cinq mille lits au moins pour les déments séniles qui envahissent peu à peu tous les

Le Festival de Cannes débute samedi

Le procès-verbal d'un art effervescent

Le Festival de Cannes débute le samedi 10 mai. A cette occasion, M. Maurice Bessy, délégué général de la manifestation cannoise, expose son point de vue sur le rôle de ces rencontres cinématographiques.

Le vingt-huitième Festival international du film ne sera différent des précédents que dans la mesure où l'on admet qu'une certaine forme de cinéma bascule, que le cinéma d'aujourd'hui prête les armes aux armées.

Dans la trentaine de films de la manifestation — essentielle — la compétition — place est faite aux aînés, Antonioni, Bergman et Losey qui seront là, hors-concours, à titre d'exemple ; à Schlesinger qui nous propose le trompe-l'œil

MAURICE BESSY.

(Lire la suite page 35.)

la grande muette serait-elle sourde et aveugle ? ARMÉE NATION Rémy Baudoin Michel Stak Serge Vignemont le rendez-vous manqué Col. "Virages" / 384 pages 40 F

renouvellement M.F.A.



Après la victoire des révolutionnaires en Indochine

DIRIGÉ PAR LE GÉNÉRAL TRAN VAN TRA

Un comité militaire administre Saigon
Le général Minh a rencontré les nouveaux dirigeants

Radio-Saigon rebaptisée Radio-Libération a diffusé, dimanche 4 mai, la liste des membres du comité administratif militaire de la capitale. Les grandes villes du Sud sont dirigées provisoirement par de tels comités, qui seront remplacés par des comités révolutionnaires sur la base d'une large représentation illustrant la concordance nationale.

D'autre part, le G.R.P. a lancé un ultimatum à tous les militaires de l'ancien régime, les invitant à se présenter très rapidement avec, éventuellement, leurs armes et leurs documents. Une adresse a été donnée à cet effet, dans un faubourg de Saigon. Les contrevenants sont passibles de sévères représailles.

« Les actes de destruction de biens et les détournements de fonds sont punis », indique le décret. 3) Le bureau de liaison du gouvernement révolutionnaire auprès du siège des Nations unies, à Genève a demandé l'admission d'une délégation de Saigon dans l'Organisation météorologique mondiale. Une semblable demande avait déjà été présentée pour l'entrée à l'Organisation mondiale de la santé.

LA SITUATION DES FRANÇAIS DANS LA CAPITALE EST SATISFAISANTE

Les trente-huit journalistes et photographes français qui se trouvent à Saigon sont en bonne santé, convenablement traités et peuvent travailler dans des conditions tout à fait normales, indique-t-on à Paris, de source autorisée.

Chine LA PREMIÈRE DÉLÉGATION DE LA C.E.E. SÉJOURNE À PÉKIN

Pékin (A.F.P.). — La première délégation officielle du Marché commun a se rendre en République populaire de Chine, dirigée par Sir Christopher Soames, vice-président de la Commission de Bruxelles, chargé des relations extérieures, est arrivée, dimanche 4 mai, à Pékin.

DEVANT L'AMBASSADE DU SUD A PARIS « Ma fiancée est peut-être à Guam, ou ailleurs... »

« Nous ne sommes pas sûrs que ces papiers soient valables, mais nous faisons cela par précaution. Assis sur un banc devant l'ambassade du Vietnam du Sud (1) attendent de Villiers, à Paris, plusieurs étudiants vietnamiens remplissent sur leurs genoux ou à même le banc des certificats de nationalité, des extraits de naissance. « Si je change de nationalité, je veux être sûr d'être dans mon droit, et puis on nous a dit qu'il valait mieux le faire », dit l'un d'eux. Il se resta plus qu'à attendre le tampon officiel. Grospeils autour de la porte de l'ambassade, les jeunes Vietnamiens, en majorité étudiants et lycéens, attendent patiemment leur tour. Echanges de poignées de mains, sourires, rires, rien ne témoigne des événements que leur pays connaît.

Un étudiant, venu de province pour remplir ses feuilles et celles de ses amis, explique dans quelle impasse il se trouve : « J'ai le choix entre deux choses : revenir dans mon pays et subir un régime que je n'accepte pas, ou ne plus jamais revoir ma famille. Bien sûr, j'ai des parents en France, mais ils ne sont ni mon père ni ma mère. » Ce choix, la plupart d'entre eux, auront à le faire, et pourtant, sur son visage commencent à se dessiner les traits de ceux des Vietnamiens présents, s'apprêtant à donner leur ni émotion. « Nous sommes des Orientaux », explique-t-il.

LES RÉFUGIÉS SUD-VIETNAMIENS SONT MAL ACCUEILLIS AUX ÉTATS-UNIS

L'indifférence d'un pays d'immigrants

Washington. — L'opinion publique américaine s'est adaptée sans heurt à l'ère vietnamienne. A l'exception de certains chefs de file de la droite du parti républicain, comme le sénateur Goldwater ou l'ancien gouverneur Reagan, d'une minorité de militaires, de membres du Congrès et de journalistes, personne n'a manifesté d'émotion particulière pour la « perte » du Vietnam. Jusqu'à nouvel ordre, on ne décèle aucun traumatisme dans le public, qui accepte avec soulagement la fin de la guerre, dont le dénouement — il faut le répéter — n'est nullement ressenti comme une défaite.

« Ces parasites... »

« Ces parasites, à qui nous devons la perte du Vietnam du Sud, savent que leur vie matérielle est désormais assurée. Mais nous ? », demande M. Tan Dinh Thuan. Qu'allons-nous faire ? J'ai près de cinquante ans. Je ne pourrais jamais relaire ma vie aux États-Unis. J'ai été éduqué dans la culture française comme tous ceux de ma génération. Nous sommes des centaines pour qui la seule chance, ce serait la France. Peut-être les Français accepteraient-ils de m'accueillir ? Après tout, j'ai servi l'administration française pendant dix-sept ans...»

7 500 MILITAIRES AMÉRICAINS VONT QUITTER LA THAÏLANDE

Bangkok (A.F.P.). — Environ sept mille cinq cents militaires américains quitteront la Thaïlande d'ici à la fin de juin, annonce, mardi 5 mai, un communiqué du ministre thaïlandais des affaires étrangères. Ce retrait, décidé par les autorités thaïlandaises et américaines, ramènera à dix-sept mille cinq cents le nombre des militaires américains basés dans le royaume.

Duclos CE QUE JE CROIS son testament. Advertisement for Duclos cigarettes featuring a portrait of a man and the text 'CE QUE JE CROIS' and 'son testament'.

A « TENT CITY », EN CALIFORNIE

Millionnaires et miséreux se côtoient provisoirement

Camp-Pendleton (A.F.P.). — Millionnaires et miséreux font la queue ensemble pour la soupe populaire à « Tent City ». Tous sont des réfugiés du Vietnam du Sud.

« Ces parasites... »

« Ces parasites, à qui nous devons la perte du Vietnam du Sud, savent que leur vie matérielle est désormais assurée. Mais nous ? », demande M. Tan Dinh Thuan. Qu'allons-nous faire ? J'ai près de cinquante ans. Je ne pourrais jamais relaire ma vie aux États-Unis. J'ai été éduqué dans la culture française comme tous ceux de ma génération. Nous sommes des centaines pour qui la seule chance, ce serait la France. Peut-être les Français accepteraient-ils de m'accueillir ? Après tout, j'ai servi l'administration française pendant dix-sept ans...»

« Comment s'étaient-ils procurés tout cela ? »

« Comment s'étaient-ils procurés tout cela ? », demandent ces témoins. « Par la corruption, affirmant-ils aussitôt. Maintenant, on les retrouve à Camp-Pendleton. Ils se mettent, avec une faiblesse humide, dans les files qui s'allongent devant les cuisines improvisées. Ils assaillent de se faire oublier mais nous les reconnaissons. »

(PUBLICITE)

### Un institut applique sa méthode pour empêcher les cheveux de mourir.

#### VOTRE ATOUT LE PLUS PRÉCIEUX ET LE PLUS MENACÉ.

Atout charme, bien sûr, mais aussi atout professionnel. Tout le monde sait en effet qu'une chevelure triste et clairsemée donne facilement dix ans de plus, alors qu'une chevelure saine et en bonne santé est la garantie d'une apparence jeune et dynamique. Or, des signes inquiétants se manifestent chez des milliers d'hommes et de femmes de tous âges : démangeaisons, pellicules, cheveux gras, secs ou cassants, chutes abondantes... c'est une grave erreur de les négliger. Attendez, c'est risquer de les perdre définitivement.

#### DES ANNÉES DE RECHERCHES AUX ETATS-UNIS.

L'Institut Capillaire ne propose aucun "moyen miracle" pour retrouver la chevelure de vos rêves.

Seule une méthode sérieuse, mise au point après de patientes recherches en laboratoire peut assurer de véritables chances de succès.

C'est une technique exclusive, découverte et mise au point aux Etats-Unis, qu'applique l'Institut Capillaire.

Elle se déroule en deux phases :  
• Corriger la chute par la remise en état du cuir chevelu ;  
• On débarrasse les follicules pileux des dépôts qu'ils obstruent.

• Stimuler la repousse et activer la croissance par l'application d'un revitalisant.

#### POUR UNE RENOVATION DURABLE DE VOTRE CHEVELURE : DE LA PERSISTANCE ET DE LA DISCIPLINE.

Un traitement sérieux se doit d'être appliqué avec sérieux : c'est donc en étroite collaboration avec ses clients que l'Institut Capillaire après avoir procédé à un examen approfondi de chaque cas, entreprend les applications à un rythme régulier. Locaux ultra-modernes, opératrices compétentes, accueil souriant et compréhensif : toutes les conditions sont réunies pour assurer le succès.

Alors, si l'état de vos cheveux vous inquiète, n'attendez pas qu'il soit trop tard, appelez immédiatement l'Institut Capillaire entre 11 h et 20 h du Lundi au Vendredi et de 9 h à 13 h le Samedi.

Un entretien confidentiel de 3/4 d'heure vous sera consacré. Des traitements avec applications à domicile sont préparés pour les clients habitant hors de ville.

#### INSTITUT CAPILLAIRE BRIDGE CAP

La garantie de leur sérieux : aucune personne n'est acceptée si son cas ne relève pas de leur compétence.

- PARIS - 75008 - 116 bis, Champ-Élysées, 1, rue Lord Byron - 225.59.49
- AIX-EN-PROVENCE - 13100 - 1, rue Lapierre - (91) 26.37.01
- ANGERS - 49000 - 15, bd Foch - (41) 88.57.03
- CLERMONT-FERRAND - 63000 - 27, rue Blatin - (73) 93.18.34
- DION - 21000 - 15, rue du Château - (80) 32.97.57
- LIMOGES - 87000 - 6, rue Mireboeuf - (55) 32.45.37
- MARSEILLE - 13001 - 54, rue de Rome - (91) 33.21.60
- MONTPELLIER - 34000 - 11, bd Sarrail - (67) 72.81.56
- NANTES - 44000 - 11, rue Boileau - (40) 71.74.55
- NICE - 06000 - 12, rue de France - (93) 87.11.18
- RENNES - 35000 - 25, rue de la Monnaie - (99) 30.16.88
- TOULON - 83100 - 2, rue d'Antrechaus - (94) 92.60.54
- TOURS - 37000 - 22, rue Victor-Laloux - (47) 20.33.60

## ASIE

# INDE : UNE BOMBE QUI NE VEUT PAS DIRE SON NOM

## II. — Beaucoup de bruit pour rien ?

par NICOLAS VICHNEY

L'engin nucléaire que l'Inde a fait détoner en 1974 avait été réalisé grâce à un réacteur canadien. Tandis que les Etats-Unis manifestaient leur réprobation, Paris félicitait la Nouvelle-Delhi, mais en précisant que les présentations (« le Monde » a dit 4-5 mail).

Bombay. — L'arène de la Porte de l'Inde, un souvenir de la présence anglaise : des mendicants à éviter en luyoyant et des vrais pauvres aussi, un rappel du niveau de vie d'un des locaux qui ne respirent pas le luxe et finalement, un bureau où de toutes évidences on s'active plus qu'on ne trinche. Voici, enfin, pourchassé à Bombay alors qu'il se trouvait à l'étranger, recherché à la Nouvelle-Delhi quand il était déjà à Bombay, le docteur Sethna. Président de la Commission indienne de l'énergie atomique, c'est à ce

titre l'un de ces nouveaux maharadjahs qui, avec pour fortune leur talent de « manager », règnent sur une Inde qu'ils veulent de demain alors qu'elle est encore plus d'hier que d'aujourd'hui. Pourtant, égaré dans son anglais de quelques phrases en français, recourant au tableau noir pour décrire ce réacteur atomique dont l'Inde est si fière, il se montre catégorique : « L'Inde n'est pas une puissance nucléaire militaire » (not a nuclear weapon power).

Mais le docteur Sethna se veut aussi convaincant. Pour étayer cette position, celle que l'Inde n'a cessé d'adopter depuis l'explosion nucléaire du 18 mai 1974, qui n'a provoqué qu'ailleurs, sans en France, que des ricaneurs, il dispose de tout un arsenal d'arguments.

### L'offensive et la défensive

— D'abord, un rappel de la tradition : l'usage veut en Inde que la manière détalée, que l'on précise avec soin l'attribution de chaque dépense. La pratique fait aussi, sans l'argent est rare, que tout bénéficiaire de crédits se ferait plutôt arracher les yeux que de les voir s'orienter ailleurs. Or, l'examen des documents officiels ne laisse apparaître aucune trace d'un programme nucléaire militaire. Qui plus est, loin d'être en expansion, les sommes allouées au programme atomique ont été réduites à l'occasion du dernier exercice budgétaire (une diminution de 10 millions de roupies (1) sur un budget de 1 960 millions).

Un appel au réalisme en suite : l'Inde n'aura jamais les moyens financiers de poursuivre la mise en œuvre de programmes conduisant à une force de dissuasion nucléaire. La France ne saillie pas ce que ça lui coûte ?

— Une pointe de technique : celui qui a fait la bombe A fera la bombe H. Mais, la bombe H exige de l'uranium enrichi, et l'Inde ne travaille pas sur l'enrichissement de l'uranium.

— L'aspect juridique, pour amorcer la conclusion : de toute

façon, l'Atomic Energy Act qui définit les pouvoirs de la Commission indienne de l'énergie atomique lui interdit toute recherche de caractères militaires. En Parlement, et il n'y a pas eu.

— Enfin, le côté pratique des choses : le lieu où sont concentrées toutes les recherches nucléaires, le centre de recherche Bhabha, à Trombay (dix mille personnes, dont deux mille scientifiques), n'a rien de secret. Il est ouvert aux visiteurs et on y organise fréquemment des réunions internationales.

Après l'offensive, la défensive. Une bombe atomique, vous me dites, mais pour quel faire ? Ici et là, deux explications avaient été avancées pour expliquer, sinon justifier, une éventuelle volonté du gouvernement indien de se doter de l'armement nucléaire : « Ce n'est pas sans raison » et « De telles interruptions de notre attitude sont inacceptables ».

Mais alors, un engin nucléaire

pacifique, c'est pour quel faire ? Nous avons, explique en substance le docteur Sethna, de grands travaux à effectuer dans l'Himalaya, mais le régime de la mousson fait que le temps pour les effectuer est des plus courts ; les moyens habituels n'y suffisent pas. Nous avons découvert, d'autre part, du pétrole off shore et il faudra en tirer le meilleur profit, en recourant aux explosifs nucléaires. D'ailleurs, nous collaborons, à ce sujet, avec les grandes compagnies pétrolières françaises.

— Ce qu'elle démentiront, sans s'écarter leur surprise. C'était peut-être pousser l'assaut avec trop de vigueur.

En fait, la question ne paraît pas être de savoir si un engin nucléaire peut avoir une utilité pacifique. Sur le papier, oui, et une preuve peut en être trouvée dans tous les écrits consacrés aux explosions pacifiques. Mais en fait, il n'y a plus grand monde pour y croire, même parmi les Américains, qui se firent les pionniers de cette technique d'avant-garde.

— Mais pourquoi, semble-t-il, se demander pour quelles raisons l'Inde aurait été tentée de se doter d'un armement nucléaire ?

— Pour quelles raisons, aussi, elle chercherait à dissimuler ses efforts ?

Première raison, et peut-être la meilleure : l'Inde en avait envie. Au fil des ans, elle a appris que le comportement des grandes puissances qu'elle risquait d'être soumise à des pressions diverses et changeantes, sans pouvoir en obtenir toutes les garanties qu'elle pouvait souhaiter : pour elle, comme pour bien d'autres, l'om-

breille nucléaire n'est désormais qu'une des utopies du monde moderne. Tout aussi instructif a été le comportement des pays de second rang, notamment des pays en voie de développement : l'accession de la Chine à l'armement nucléaire, accessoirement son entrée dans le club des puissances spatiales, ont suscité moins la réprobation que le respect. De là à mettre en balance les avantages à retirer d'un pacifisme militant et d'une manifestation de puissance.

Un gouvernement à la recherche d'un nouveau prestige après le semi-échec de la révolution verte — *panem et circenses* et les seconds à défaut du premier — ont majorité, le parti du Congrès en quête d'un thème d'audience nationale pour faire oublier ses faiblesses ; un Indien moyen qui a appris à faire risquer sa tête pour rien ne manquera au décor et il était possible de prévoir la pièce que l'on y jouerait.

Restait à confectionner l'engin nucléaire. En 1971, les « fançons » de la Nouvelle-Delhi demandaient le lancement d'un « crash programme » (programme d'urgence) qui conduirait et pourrait rapporter l'argent, à la bombe en deux ans. C'est en 1974 que la première explosion eut lieu : une toute petite année de retard mais sans que l'on ait eu à dépenser une roupie de plus.

Il en est des bombes comme des fusées : même si en définitive elles servent à personne, elles sont utiles à ceux qui les construisent. Par les raffinements qu'elles appellent, ce sont des locomotives du progrès technologique. Et cette fois, l'Inde en rêve jour et nuit, au point d'oublier que, peut-être, ses vrais besoins sont ailleurs.

### Une ligne Maginot nucléaire dans l'Himalaya ?

Enfin, il n'était pas exclu qu'une bombe puisse servir, sinon aux militaires du moins aux diplomates.

Hostiles par principe à l'armement nucléaire — de précieux crédits qui se dispersent dans de furtives aventures — les milieux militaires indiens auraient pu en venir à imaginer de disposer d'une force de dissuasion rudimentaire. Pour l'Inde, lancer sur la Chine — sur qui d'autre ? — des bombes bardées porteur d'engins n'est pas plus stupide que, pour la France, de songer à diriger ses « vecteurs » conventionnels sur certaines agglomérations soviétiques : les avions seront moins bons et les possibilités d'interception aussi. Il pourrait en résulter une dissuasion ou un semblant de dissuasion et, face aux missiles chinois, s'ils existent, le déséquilibre pourrait être graduellement effacé par l'entrée en service des fusées à réaction ou des ogives de missile, et qui est d'avoir été conçus pour ne pas servir ? Leur présence pourrait bien conduire, par accord tacite ou tout autrement, à une « dénucléarisation » d'un éventuel conflit sur la frontière.

Il ne faut pas en rester là. C'est avec un mélange d'effroi et de colère que l'Inde voyait son puissant voisin décrocher progressivement tous les éléments d'une panoplie nucléaire complète : bombe A, puis, dans des délais records, bombe H, missiles. Certainement, la libre disposition d'un armement nucléaire même rudimentaire, et hors d'état de supporter la comparaison avec celui de la Chine ou au moins, la certitude qu'il n'est plus hors de portée, conduirait l'Inde à tempérer son sentiment d'infériorité. Un obstacle — mais il en resterait bien d'autres — serait levé sur la voie qui pourrait conduire, un jour, à l'établissement d'un nouveau climat entre la Nouvelle-Delhi et Pékin.

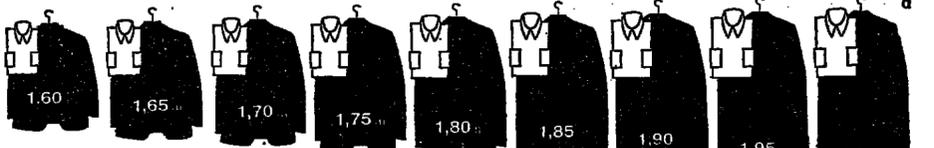
A l'occasion de l'explosion à Raggane de sa première bombe, la France a pu multiplier les déclarations flamboyantes : s'en prenant à tout le monde, elle ne menaçait personne. Mais, en péril de mort, Israël s'est mis dans le silence. L'Inde, elle, sait qu'il lui faudrait, compte tenu de l'état d'avancement de sa technique et de l'exiguïté de ses moyens, des années et des années pour donner forme à un éventuel programme nucléaire militaire.

Alors, s'interdit-elle une première expérience tout en poursuivant un programme d'armement clandestin ? Pour cela, il aurait fallu tenir un meilleur compte de ses possibilités et un moindre compte de son opinion publique. Dissimuler son premier essai ? Mais les grandes puissances ont toujours une oreille collée au sol pour mieux entendre les tremblements de terre anormaux, et c'est été impossible. Alors, parler haut et anticipant sur l'avenir ? Il serait tout d'abord de chercher à impressionner un adversaire, surtout si on le croit susceptible, en agitant un sabre qui ne serait encore que de bois.

Tout poussait donc l'Inde à adopter une attitude volontairement ambiguë et à se mettre en mesure de proclamer, devant les réactions que susciterait ses essais, que c'était faire beaucoup de bruit pour rien. Mais, voyons ! vraiment pour rien.

F I N

(1) Une roupie vaut approximativement 65 centimes.

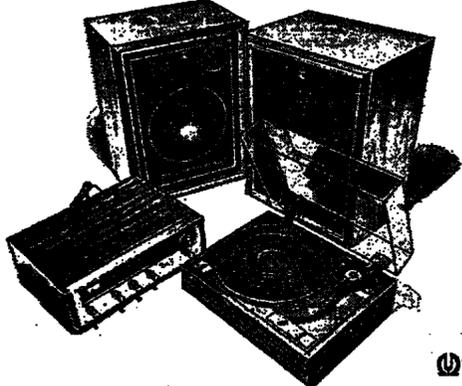


### CAPEL habille en long comme en large

70 tailles en prêt-à-porter - Magasin principal : 74 bd de Sébastopol Paris 3<sup>e</sup>, 272.25.09 - Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse Paris 15<sup>e</sup>, 638.73.51

## Darty : le seul spécialiste Hi-Fi qui ose vous signer le Contrat de Confiance a choisi Pioneer.

Deux raisons à ce choix : La platine de cette chaîne Pioneer est garantie 3 ans. L'ampli-tuner (grandes ondes et FM) et les 2 enceintes sont garantis 5 ans.



Jusqu'au 31 mai 1975, cet ensemble Pioneer est en promotion chez Darty. C'est comme si Darty vous offrait gratuitement la platine PL 10 et la cellule.

- Venez tester cet ensemble dans l'un des auditoriums Darty
- PIERREFITTE - 102, 114, avenue Lémine (RN1)
  - CHATILLON-S-BAGNEUX - 151, avenue Marcel-Cachin (RN306)
  - CERGY-PONTOISE - Centre Régional "3 Fontaines"
  - BONDY - 123 à 153, avenue Galliéni (Bus 147 D)
  - CRETEIL - Centre Régional Créteil Soleil
  - THIAIS-RUNGIS - Centre Régional de la Belle-Epine
  - ORGEVAL - Centre Commercial Art de Vivre (Au pied du Novotel)
  - BAGNOLET - Pte de Bagnolet - M<sup>e</sup> Galliéni
  - PARIS 11<sup>e</sup> - 25 à 35, bd de Belleville - M<sup>e</sup> Couronnes
  - PARIS-MADELEINE - (A partir du 21 Mai) - Place de la Madeleine
- Ou dans l'un des autres magasins Darty
- CHAMPIGNY - 12, avenue Roger-Salengro - La Fourchette - (RN4)
  - PARIS 18<sup>e</sup> - 128, avenue de Saint-Ouen - M<sup>e</sup> Pte-de-Saint-Ouen
  - PARIS 13<sup>e</sup> - 168, avenue de Choisy - M<sup>e</sup> Place d'Italie

Darty, le seul spécialiste Hi-Fi qui ose vous signer le Contrat de Confiance

هنا من الأنجل

LE MONDE

AGN

PROCHE-ORIENT

Fin de la visite de M. Arafat à Moscou

Un communiqué souligne « l'importance d'une participation de l'O.L.P. à la conférence de Genève »

Moscou. — La délégation de l'Organisation de la libération de la Palestine (O.L.P.), dirigée par M. Yasser Arafat et qui se trouvait en U.R.S.S. depuis le 28 avril dernier, quitte Moscou ce lundi 5 mai. Les entretiens de M. Arafat avec notamment M. Gromyko, ministre des affaires étrangères, et M. Ponomarev, secrétaire du comité central, se sont terminés dimanche soir après une interruption de trois jours due aux fêtes du 1er mai. Ces discussions, qui ne paraissent pas avoir été toujours faciles, ont donné lieu à la publication d'un communiqué relative-

De notre correspondant

ment bref, dans lequel les deux parties soulignent l'importance d'une participation de l'O.L.P. sur un pied d'égalité avec les autres parties intéressées aux efforts visant au règlement du problème du Proche-Orient, y compris à la conférence de la paix à Genève. Le communiqué ne fait aucune allusion au plan de paix soviétique en trois points — ou en trois phases — qui a été proposé il y a deux semaines par M. Gromyko, à l'occasion de la visite à Moscou de M. Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères de plan préprovisoire.

turement le droit d'Israël à l'existence.

Après la visite de M. Arafat et celle, en cours des semaines précédentes, de MM. Fahmi, le ministre égyptien des affaires étrangères, Saddam Hussein, le « numéro deux » irakien, et de M. Khaddam, le ministre syrien des affaires étrangères, l'harmonisation des positions des pays arabes reste toujours un problème à résoudre pour l'U.R.S.S. D'autant plus qu'on parle de nouveau d'une tentative égyptienne pour relancer la recherche d'un règlement partiel avec Israël à l'occasion de la prochaine rencontre Ford-Sadate.

Le communiqué soviéto-palestinien fait clairement allusion à ces craintes puisqu'il souligne « l'importance dans les conditions actuelles des efforts concertés des Etats arabes et de l'O.L.P. » et qu'il condamne « toute sorte de transaction bilatérale isolée d'un règlement global du conflit ». La Pravda du 27 avril dernier ne disait rien d'autre lorsqu'elle affirmait dans un commentaire de politique internationale que la recherche d'un règlement global au Proche-Orient « dépend pour une bonne part des pays arabes eux-mêmes, de l'unité de leurs actions concertées ».

JACQUES AMALRIC.

A Jérusalem

UN MORT, TROIS BLESSÉS A LA SUITE DE L'EXPLOSION D'UN ENGIN DANS UN IMMEUBLE

Quatre personnes ont été blessées dimanche 4 mai par l'explosion d'un engin dans le quartier résidentiel israélien de Haka à Jérusalem. Ce lundi la police a annoncé que l'une d'entre elles, Jaacov Beja, âgé de trente-sept ans, avait succombé à ses blessures.

Samedi matin deux obus de katouchas étaient déjà tombés sur la partie israélienne de Jérusalem, près de l'université hébraïque, sans causer de victimes.

A Beyrouth un communiqué du commandement général des forces de la révolution palestinienne, cité par l'agence Wafa, a annoncé que « des bombes incendiaires placées à l'intérieur d'un immeuble abritant des « officiers ennemis » ont explosé dimanche matin ». Un porte-parole militaire palestinien, cité par la même agence, avait attribué l'opération de samedi à une unité de combattants palestiniens « qui avaient lancé plusieurs roquettes de fort calibre sur les bâtiments de la Knesset ».

(A.F.P., A.P., Reuter, UPI).

SELON LE « LOS ANGELES TIMES »

Le roi Hussein annoncerait que la Jordanie, l'Égypte et la Syrie sont disposées à reconnaître l'État d'Israël

Selon le Los Angeles Times, qui a obtenu le texte du discours que doit prononcer, le mardi 6 mai, le roi Hussein à l'académie militaire de Charleston, le souverain hachémite s'apprêterait à annoncer que les Etats arabes — en particulier l'Égypte, la Syrie et la Jordanie — seraient disposés à reconnaître l'État d'Israël et à conclure un traité de paix mettant définitivement fin au conflit du Proche-Orient. En échange de quoi, ajoutera le roi Hussein, les Etats arabes exigeraient l'évacuation totale des territoires conquis par l'État juif en 1967, ainsi que la « reconnaissance des droits nationaux légitimes du peuple palestinien ».

Le roi Hussein déclarera encore : « Notre politique a été révisée après l'échec de la mission Kissinger dans la région. Nous avons adopté de nouvelles positions, de nouvelles mesures, réalistes et constructives. Il en résulte que la Jordanie, l'Égypte et la Syrie souhaitent ardemment conclure la paix. Nous acceptons les conditions de paix qui ont été formulées par le président Ford, à la fin de l'état de belligérance, le droit d'Israël à l'existence et à la souveraineté dans le cadre de frontières sûres et reconnues, — et nous sommes disposés à conclure et à soutenir une paix définitive. »

Les ambassadeurs de dix-huit pays arabes se sont réunis discrètement à Washington la semaine dernière pour examiner le contenu du discours du roi Hussein. Ce dernier, qui fait une visite privée aux Etats-Unis, a rencontré, à quatre reprises, le président Ford et le secrétaire d'Etat Henry Kissinger. Le discours de mardi intervient à un moment où le gouvernement américain est en train de « réexaminer » sa politique au Proche-

Orient, après l'échec de la mission Kissinger dans la région. Le roi Hussein déclarera encore : « Notre politique a été révisée après l'échec de la mission Kissinger dans la région. Nous avons adopté de nouvelles positions, de nouvelles mesures, réalistes et constructives. Il en résulte que la Jordanie, l'Égypte et la Syrie souhaitent ardemment conclure la paix. Nous acceptons les conditions de paix qui ont été formulées par le président Ford, à la fin de l'état de belligérance, le droit d'Israël à l'existence et à la souveraineté dans le cadre de frontières sûres et reconnues, — et nous sommes disposés à conclure et à soutenir une paix définitive. »

Dans son dernier livre

SOIXANTE-HUIT AVIONS SOVIÉTIQUES MIG-21 SE SONT ÉCRASÉS EN ÉGYPTE AU COURS DES ANNÉES 1971 ET 1972, révèle M. Heykal.

Soixante-huit avions de combat soviétiques de type Mig-21 se sont écrasés en Égypte au cours de l'entraînement au cours des années 1971-1972, révèle M. Mohamed Hassanin Heykal, ancien rédacteur en chef d'Al-Ahram, dans son nouveau livre intitulé la Guerre du Ramadan. Le quotidien Al-Ahram a publié samedi 3 mai le premier chapitre de ce livre consacré aux relations égypto-soviétiques.

M. Heykal révèle encore que ces appareils perdus au cours d'entraînements étaient pilotés par des Égyptiens ou des Soviétiques. Il explique ces pertes par le fait que les cadets soviétiques étaient entraînés sur ces appareils en Égypte.

M. Heykal révèle également que le nombre des experts et des conseillers soviétiques qui ont été expulsés d'Égypte en juillet 1972 était de vingt et un mille.

A Londres, l'hebdomadaire britannique Sunday Times a publié des extraits de l'ouvrage de M. Heykal. Dans ces extraits, l'auteur raconte comment, lors de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'État d'Israël, en 1973, le colonel Kadafi avait ordonné au commandant d'un sous-marin égyptien basé à Tripoli de couler le navire britannique Queen Elizabeth, lequel amenait en Israël un groupe de touristes (cf. le Monde des 20 et 23 mai 1973).

M. Heykal indique également que le président Sadate avait envoyé un contre-ordre au commandant du sous-marin. M. Heykal indique encore que le premier ministre libyen, M. Jalloud, avait tenté d'obtenir de la Chine populaire qu'elle fournisse à la Libye des armes nucléaires. — (A.F.P., Reuter.)

L'essentiel des discussions soviéto-palestiniennes a porté sur le principe et les modalités de la participation de l'O.L.P. aux travaux de la conférence de Genève. M. Arafat n'a pas voulu s'engager d'une manière précise sans avoir reçu d'invitation en bonne et due forme. Le communiqué n'explique d'ailleurs pas la participation de l'O.L.P. aux travaux de Genève, il met simplement en relief l'importance d'une telle participation. Il ne précise pas non plus si cette participation doit intervenir dès la reprise des travaux de la conférence ou au cours d'une seconde phase. Selon des sources bien informées, les Soviétiques auraient invoqué le précédent du Vietnam pour tenter d'amener leurs interlocuteurs palestiniens à une plus grande souplesse. Néanmoins, aujourd'hui, aurait notamment fait remarquer la délégation soviétique, que l'intérêt du G.R.P. était bien de participer aux négociations de Paris et d'accepter le compromis bancal de janvier 1973, dans lequel certains mauvais esprits avaient alors voulu voir une défaite déguisée des forces révolutionnaires sud-vietnamiennes.

L'argument a peut-être convaincu M. Arafat, mais on sait très bien à Moscou que le leader de l'O.L.P. n'est pas véritablement maître de ses mouvements et qu'il doit composer avec les autres fractions de son organisation. C'est pourquoi il ne faut pas non plus s'étonner de l'absence dans le communiqué soviéto-palestinien de toute référence au droit à l'existence d'Israël. Comme les Soviétiques soulevaient la question, M. Arafat aurait fait remarquer que, en ce moment, c'est surtout le droit à l'existence d'un Etat palestinien qui doit être garanti. Le dirigeant de l'O.L.P. n'aurait pas cependant écarté la possibilité de reconnaître ulté-

Nous nous mettons au pli.

Le pliage, l'assemblage, le liassage sont encore, dans beaucoup d'entreprises, exécutés manuellement.

Et pourtant Agfa-Gevaert vous propose tout un ensemble de machines qui peuvent exécuter parfaitement ces travaux, quels que soient vos besoins.

Déconome de temps est considérable. Et la main-d'œuvre ainsi libérée peut être utilisée à des tâches plus rentables.

Les assembleuses Panduro, par exemple, peuvent opérer jusqu'à la vitesse de 3000 liasses/heure. Et elles peuvent comporter jusqu'à 13 postes.

Les plieuses Rotodux peuvent fonctionner au rythme de 30.000 feuilles/heure environ (8000 feuilles/heure pour des plis croisés).

Et toutes ces machines vous sont garanties par Agfa-Gevaert. Avec la sécurité que représente l'une des plus importantes structures commerciales dans le domaine de l'équipement des entreprises.

A chaque instant en tout point de France 400 spécialistes répartis en 33 agences sont prêts à intervenir pour vous conseiller, vous aider. Contactez-nous. Nous saurons nous plier à vos besoins.

AGFA-GEVAERT

Toute une gamme de machines pour plier et assembler.



AGFA-GEVAERT. EQUIPEMENT DES ENTREPRISES.

Si vous voulez en savoir plus sur le développement de vos entreprises, contactez Agfa-Gevaert - service commercial - 256, route du Président Ailland, 92700 Colombes. Un expert vous fera visiter notre Centre de démonstrations permanent à la même adresse.

LA RÉBELLION KURDE CONTRE BAGDAD NE REPRENDRA JAMAIS déclare le général Barzani

Deux journaux irakiens, le Rashtak et le Kaysan, ont publié samedi 3 mai une interview du général Barzani, ancien chef de la rébellion kurde, qui vit maintenant à Téhéran. Le général, âgé de soixante-trois ans, affirme renoncer définitivement à la lutte armée et déclare que la rébellion kurde contre le gouvernement de Bagdad ne reprendra jamais. La guerre menée durant vingt ans par les Kurdes pour leur autonomie « est terminée à son terme », a-t-il précisé. Le général dit encore qu'en dehors de l'assistance iranienne les rebelles n'ont reçu qu'une « aide » d'autres pays. Il conclut en affirmant qu'il « prouve un sentiment de « détente

et de sécurité » à vivre dans un pays gouverné par « un vrai chef arabe », le chah.

A Bagdad, d'autre part, un important défilé militaire s'est déroulé dimanche 4 mai pour célébrer la victoire sur la rébellion kurde. Le chef de l'Etat-major irakien a déclaré à cette occasion que 1 640 militaires des forces armées irakiennes ont été tués et 7 908 blessés au cours des opérations de liquidation de la clique des rebelles au nord de l'Irak, de mars 1974 à mars 1975. Ce bilan comprend 86 officiers tués et 388 blessés. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

États-Unis

LE SÉNATEUR GEORGE McGOVERN, ancien candidat démocrate à la Maison Blanche, devait arriver le lundi 5 mai à La Havane pour une visite privée de quatre jours. (A.F.P.)

Inde

CINQ DÉTENUÉS MAOÏSTES ont été tués par des gardiens.

alors qu'ils tentaient de s'évader, samedi 3 mai, de la prison de Calcutta. — (Reuter.)

Norvège

LA NORVÈGE refuse de mettre ses gisements pétroliers sous la surveillance de l'O.T.A.N. a déclaré samedi 3 mai, le ministre norvégien des affaires étrangères, M. Knut Frydenlund au quotidien socialiste Dagbladet. — (A.F.P.)

PRESSE NOUVELLE HEBDOMADAIRE

à l'occasion du X<sup>e</sup> Anniversaire du seul magazine progressiste juif

- Israël 75
- Un grand reportage de Jean Liberman.
- Les Juifs d'U.R.S.S.
- par Jean Elieinstein.
- Histoire des Juifs de Tunisie par Marcel Corf.

S'adresser à Presse Nouvelle Hebdo, 14, rue de Paradis, 75018 Paris - Tél. : 778-01-73 et 74.

# AMÉRIQUES

## Chili

### La junte ne parvient pas à dominer la crise économique

Buenos-Aires. — Le gouvernement du général Pinochet n'a pas atteint les objectifs qu'il s'était fixés. L'équipe que dirige M. Raúl Sáez, ministre de la coordination économique, et qui comprend MM. Fernando Léniz et Jorge Cauas, respectivement ministre de l'économie et ministre des finances, a perdu de son assurance. Les efforts déployés pour stabiliser la monnaie ont échoué. La politique déflationniste a entraîné une récession sensible surtout dans l'industrie. La chute brutale du cours du cuivre (plus de 80 % de la valeur

des exportations chiliennes) risque d'aggraver en 1975 le déficit chronique de la balance des paiements. En outre, malgré les facilités offertes, les investisseurs étrangers boudent le régime. C'est ce lundi 5 mai, dans la capitale française, que les pays créanciers du Chili devaient se rencontrer pour examiner l'opportunité d'une nouvelle réunion du club de Paris. Le précédent rendez-vous, le mois dernier, avait été annulé en raison de l'opposition manifestée par plusieurs pays européens.

#### Correspondance

La production ayant diminué de plus de 3 % en 1973, on pouvait s'attendre en 1974 à une nette reprise économique. Or, selon des estimations provisoires, le taux de croissance n'a pas dépassé l'an dernier 5 %. Si la production agricole (plus 17 %) et minière (plus 19 %) a augmenté, la production industrielle n'a pas progressé, et, d'après le patronat de la Bofifa (Sociedad de Fomento Fabril), elle aurait même baissé. Les exportations de produits manufacturés étant accrues, ce résultat indique un recul considérable de la demande interne.

C'est précisément ce que recherchent les pouvoirs publics, qui en freinant la consommation, prétendent maîtriser l'inflation, dont le rythme annuel était passé de 22 % en 1971 à 163 % en 1972 et 508 % en 1973. La politique des prix et des salaires appliquée avec une rigueur excessive a provoqué une rapide dégradation du pouvoir d'achat. Les statistiques officielles ne rendent pas compte de toute son ampleur. Mais une étude (1) comparant l'évolution, de septembre 1973 à septembre 1974, du revenu d'un fonctionnaire marié ayant deux enfants à charge et payé au salaire minimum conduit à une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 50 %. Le développement du chômage, qui atteignait officiellement 10 % de la population active du « Grand Santiago » à la fin de 1974, contre 47 % en 1973, a encore aggravé cette situation.

#### 504 % d'inflation

Dans ces conditions, on s'attendait que le gouvernement allait contrôler l'inflation. L'indice des prix à la consommation accuse une hausse de 375,9 %, moins forte certes que celle de l'année précé-

dente. Mais, exprimée en moyenne annuelle, elle a été plus importante en 1974 (plus 504 %) qu'en 1973 (plus 362 %). De plus, la hausse moyenne des prix de gros a été deux fois plus forte en 1974 que l'année antérieure. L'effort entrepris avec un certain succès pour assainir les finances publiques aurait pourtant entraîné un ralentissement de l'inflation. Plusieurs dizaines d'entreprises nationalisées ou réquisitionnées par le gouvernement Allende et qui recevaient des subventions de l'Etat ont été restituées au secteur privé. Les tarifs publics ont été relevés. Des compressions de personnel ont été effectuées dans l'administration. Le déficit du budget, qui était élevé à 45 % des dépenses en 1973, a été ramené à environ 30 % en 1974.

Forcé est de reconnaître que le processus inflationniste s'alimente lui-même. En tout cas, les méthodes employées pour l'endiguer ne sont pas les plus appropriées. « Les prix fléchissent à un niveau beaucoup plus élevé que prévu », admet M. Jorge Cauas. Mais pourquoi ? « Dans une économie fortement concentrée et dominée par les monopoles, répond un ancien collaborateur d'Allende, l'exploitation accrue des salariés et la neutralisation de la demande, au lieu de diminuer les prix, tendent au contraire à les augmenter. »

Afin de compenser la baisse des ventes, les entrepreneurs qui veulent conserver le niveau de leurs profits élèvent leurs prix. Résultat : à démanteler un secteur public hypertrophié et convulsé des ventes du laissez-faire, les économistes du gouvernement assurent aux entrepreneurs une complète impunité. Mais ceux-ci s'exposent aux critiques de groupes sociaux

avec qui ils s'étaient alliés contre le gouvernement Allende. « Vous ne pouvez pas vous attendre à ce que nous soyons qu'à nos propres intérêts », dit M. Rafael Cusumide à propos de la Bofifa. Le chef de file des petits commerçants a voulu mettre en garde les forces armées contre un secteur « aussi dangereux, à son gré, que les marxistes ». La politique économique a mis en cause la cohésion des forces sociales alliées contre l'Unité populaire. Les salariés, dont le pouvoir d'achat s'est effondré, n'en sont pas les seuls victimes. Les fonctionnaires, touchés par des réductions de personnel — cinquante mille en 1974. — Les artisans, les petites et moyennes industries, les détaillants, s'estiment floués et critiquent le gouvernement militaire. Les prix ayant évolué dans un sens défavorable aux agriculteurs, on peut également s'attendre à des protestations de ce côté.

#### De nouveaux sacrifices

De nouveaux sacrifices : c'est tout ce que peut offrir un gouvernement qui n'a sans doute pas été favorisé par les circonstances extérieures. En effet, si la forte hausse des cours du cuivre au début de l'année dernière a permis d'accroître les exportations en valeur de 80 % par rapport à 1973, la chute brutale des cours dans la seconde moitié de l'année laisse prévoir pour 1975 une baisse considérable des recettes. En accord avec les autres producteurs (Pérou, Zambie et Zaïre) Santiago a pris la décision de réduire de 15 % sa production. L'effet de cette mesure tardive à se faire sentir, et selon les premières prévisions pour 1975 le déficit de la balance des paiements sera nettement plus élevé qu'en 1974 et 1973 (environ 400 millions de dollars).

Malgré l'opposition déclarée de plusieurs pays européens, le gouvernement chilien table sur une reconduction des accords de consultation de la dette, dont le dernier conclut en 1974 dans le cadre du Club de Paris. Au total, la dette chilienne s'élève à 4,5 milliards de dollars, pour 1975 le service de la dette nécessitera 200 millions, dont 200 millions d'intérêts. Mais même dans l'hypothèse la plus favorable, d'une renégociation des accords de consultation de la dette, il resterait à couvrir un déficit proche de 1 milliard de dollars. Santiago, qui compte sur des ventes en devises au titre des crédits de financement de l'Unité populaire, ne peut donc pas l'excuse de consacrer la totalité de ces crédits au développement économique. Plus de la moitié des 700 millions de dollars reçus en 1974 ont été destinés à dédommager des compagnies étrangères expropriées sous le régime populiste et à l'achat d'armements.

L'échec du gouvernement du général Pinochet dans le domaine économique explique pour une bonne part, croyons-nous, la réticence des investisseurs étrangers. Bien que Santiago n'ait pas hésité à prendre des mesures très libérales à leur égard, le montant des entrées de capitaux au titre des investissements a été insignifiant. Cela a causé une vive déception chez les dirigeants militaires, qui croyaient en effet qu'ils pourraient compter sur la solidarité concrète du « monde capitaliste ». Ils l'ont effarouché.

#### PHILIPPE LABREVEUX.

(1) Mensage, décembre 1974. L'étude est basée sur l'évolution des prix de vingt produits de première nécessité.

#### LES DÉCOUVERTES DE GAULT ET MILLAU

Toujours attendus ! Ce mois-ci, Harb pour les anti-touristes, les Politiques, le Roussillon, l'Allemagne romane, le vin de la vallée du Rhône, le beurre au baré d'Essai. Et des dizaines de bonnes adresses pour les Lyonnais et les habitants de la Belgique et du Nord de la France. Demandez vite le Nouveau Guide GAULT-MILLAU pour les vacances de printemps. Harb pour les anti-touristes.

## Brésil

### La droite militaire tente de regrouper ses forces contre le gouvernement Geisel

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — Le gouvernement du général Geisel rencontre la première résistance sérieuse, au sein de l'armée, à sa politique de démocratisation. Depuis plusieurs semaines, des tracts circulent dans les casernes et les écoles d'officiers pour dénoncer la « trahison de la révolution de 1964 » et appeler les « chefs militaires et civils à réagir le moment venu ».

Tout permet de croire que cette agitation est entretenue par une minorité d'officiers, notamment par les responsables de la répression, et qu'elle n'affecte pas l'ensemble d'une institution qui a marqué son adhésion au chef de l'Etat et à son programme de libéralisation. Elle est loin, cependant, d'être dénuée de portée. On l'a bien vu lors des cérémonies qui ont marqué, cette année, le onzième anniversaire du mouvement du 31 mars 1964. Certains commandants d'armée ont prononcé alors, des discours d'une dureté inattendue, qui visaient, visiblement, à neutraliser la propagande de l'Etat. Faute de s'en prendre directement au général Geisel, en raison du prestige du chef de l'Etat, les auteurs des tracts attaquent violemment le général Golbery, chef de sa maison civile et responsable des affaires de politique intérieure. Ils lui reprochent d'avoir permis la victoire de l'opposition aux élections parlementaires du 15 novembre et de

se faire l'avocat des « ennemis du régime » en dialoguant avec les « communistes-terroristes » et les anciens amis de João Goulart. Ils traitent même le général Golbery d'« allié des communistes » et l'actuel président de la Chambre des députés, M. Celso Borja, d'« homme de gauche ». Tout ceci fait sourdre les moins avisés : le général Golbery, dont les sentiments pro-américains sont bien connus, est, en effet, le fondateur du S.N.I., c'est-à-dire des services d'information militaires. Quant à M. Celso Borja, il a commencé sa carrière dans le sillage de l'ancien gouverneur Carlos Lacerda, anticommuniste notoire, et l'un des inspirateurs du mouvement de 1964.

Les auteurs de pamphlets sont prudemment égaillés à la politique étrangère du gouvernement, qui a établi des relations diplomatiques avec Pékin et s'est abstenu au moment du vote pour la réadmission de Cuba dans le système inter-américain, lors de la conférence de Quito, en novembre 1974. Ils montrent le bout de l'oreille en défendant à plusieurs reprises les services chargés de la répression, qu'ils appellent les « braves services de sécurité, sentinelles vigilantes de la patrie ». Non seulement ils s'opposent à ce que les militaires soient étiquetés du « combat contre la subversion », mais ils dénoncent l'insistance de la presse, de l'Eglise et du Congrès à enquêter sur les soldats prisonniers politiques disparus.

#### L'arbitraire reprend

Ce dernier trait montre d'où viennent les résistances militaires à la démocratisation du pays. Dès que le gouvernement a tenté de discipliner la répression et en a fait un sujet de débat au Parlement et dans la presse, l'arbitraire et la violence se sont déchaînées de plus belle. Militants communistes séquestrés, torturés (les tortures ont recommencé à Rio, d'où elles avaient pratiquement disparu), violations répétées des assurances fournies par le ministre de la justice : telles ont été les premières réactions de la droite militaire, qui lance maintenant un appel à « la mobilisation des forces révolutionnaires pour une riposte immédiate ».

Un tel appel, s'il était entendu, provoquerait une division de l'armée. Aussi a-t-il peu de chances d'être suivi. Néanmoins, on a beaucoup remarqué comment certains chefs militaires insistent, ces dernières semaines, sur la « cohésion » et « l'unité » de leurs troupes. « Il n'y a ni dans ni mort », a déclaré, par exemple, le 31 mars, le général Eduardo d'Ávila Melo. Dans le même temps, le président Geisel affirmait qu'il avait été un des premiers à déclarer, en 1964, et qu'il continuerait de l'être.

En outre, de nombreuses assurances étaient prodiguées aux services de sécurité. « On parle d'embourgeoisement de la révolution, et ainsi de servir de contre-feu à l'avancée du parti communiste brésilien. Sur les progrès du P.C.B., les versions sont d'ailleurs contradictoires. » à gauche, on affirme qu'il n'a cessé de se renforcer, qu'il pénètre désormais « tous les milieux » et qu'il est

en passe de redevenir « le plus grand P.C. d'Amérique latine ». Dans certains milieux militaires, on revanche, on déclare que l'implantation communiste reste faible, du moins à l'échelle du pays et qu'elle ne constitue guère une menace pour la sécurité nationale.

#### Une ouverture indispensable

Plusieurs personnalités influentes à la création d'un nouveau parti travailliste ont rédigé, le 1<sup>er</sup> mars, un projet de manifeste-programme. C'est un appel à l'union entre le peuple et l'armée, dont la tradition populaire et progressiste est respectée, et à la solidarité envers la politique sociale et nationaliste du général Geisel. Toutefois, ce texte réclame une amnistie « large et sans restrictions » que le gouvernement ne juge pas encore opportune d'accorder.

Au même titre que la confiance manifestée à plusieurs reprises, par la direction du M.D.B. dans la personne du chef de l'Etat, ce document montre que le général Geisel a désormais derrière lui une grande partie de la classe politique et de l'opinion publique. Aussi les chances d'un « coup » de la droite militaire sont-elles minimes.

Certes, on trouve « inquiétants », dans certains milieux politiques et militaires, l'« excitation » manifestée actuellement par les éléments les plus fanatiques de l'armée, ou les plus indisciplinés dans tous les sens du terme, au maintien du statu quo. Mais cette réaction était prévue. En outre, on voit mal quel autre chef militaire pourrait être opposé au général Geisel, largement suivi par l'armée dans son projet de démocratisation et de « retour aux casernes ». Sur quoi, on ne voit pas quel autre programme pourrait être appliqué. L'ouverture politique et sociale, est, en effet, indispensable à la création d'un marché interne, dont l'économie brésilienne a plus que jamais besoin.

CHARLES VANHECKE.

**OUVERTURE AVRIL 1975**

# VACANCES A DEAUVILLE\*

## 1=2

**Avec l'acquisition d'un mois de haute saison (mai, juin, juillet, août, septembre) nous vous offrons gratuitement un mois de moyenne saison.**

Exemple de prix pour un studio de 4 personnes :

- mai + avril ..... 26.400 F
- juin + mai ..... 27.300 F
- septembre + octobre ..... 24.000 F

\* Au « CASTEL NORMAND », vous bénéficiez des services hôteliers : petit déjeuner, repas froids, entretien, journaliers, réservations, salons de détente, etc.

\* Au « CASTEL NORMAND », vivez dans joie !

**CRÉDIT JUSQU'À 70 %**  
\* en plein centre, à 200 m du casino.

54, rue du général-Leclerc. Visite sur place tous les jours.  
Réalisation PRODOMO S.A. et JACQUES BOITARD

Bon pour une documentation gratuite en couleurs. A envoyer à : PRODOMO S.A., 7, place de Valois 75001 Paris - Tél. : 231.80.36 + 233.85.45 +.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE

Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 688

**SCHEPPE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION**

Société privée fondée en 1873  
Contrôle et contrôle pédagogique de l'Etat  
4, rue des Petits-Champs, 75004 PARIS - CODEX 62

**INCROYABLE Canon 1290<sup>F</sup>**

Canon reflex 24 x 36.  
Objectif Canon 1-8.  
Cellule derrière l'objectif, avec sac.  
Expédition franco.  
**quantité limitée**

**camera 7**

PARIS  
7 rue La Fayette 874.33.21  
21 r. de Châteaudun  
878.64.25

BANES  
45 La Croisette  
(Résidences de Gd Hotel) 38.39.05  
DOCUMENTATION SUR DEMANDE

# VALAIS

Suisse

**ZERMATT** 1520 m. au pied du Cervin  
Vacances sur mesure  
La station sans automobiles. Nombreux moyens de remontées dans la région des excursions.  
288 km de sentiers pédestres, 8 pistes couvertes privées, skis et centre fitness, Tennis et Parours. Ski d'été, 8 séjours, 3000-3800 m.  
Office du Tourisme, 3920 Zermatt  
Téléphone 1941/2877 78 55 tél. fax 38150

**LOCHE-LES-BAINS**, 1471 m. Station thermale et climatique à bains thermaux couv. et 4 en plein air. Remontées mécaniques Tarent et Gland.

**SAAS-FEE**, 1800 m. Spécialement en JUN : Ski, tennis, natation = Fr. 100.-; secourisme, tennis, natation = 45.-. Tél. 1941/2874 81 58, tél. fax 38230

**VERBIER**, 1500 m. La station qui sourit au soleil. Piscine, tennis. Promenades variées. Ecole suisse d'alpinisme - Off. tour., tél. 1941/2877 1250

**EVOLINE**, 1380 m. tél. 1941/2774 82 36

**LES HAUTS-BREDS**, 1450 m. tél. 1941/2774 81 58

**AROLA**, 2000 m. tél. 1941/2774 81 57

**LA SAGE LA-SORCLAZ, VILLA**, 1700 m. tél. 1941/2774 82 80

Stations été/hiver. Air pur, cosmiques et traditions. Promenades variées, excursions, alpinisme, centre alpin des jeunes.

**CHAMPEX-LAC**, 1900 m. Tranquillité, 1200 lits, hôtels/châteaux - Piscine chauffée, Pêche, tennis, 100 km de promenades. Tél. 0422 2200 m.

**BELALP**, 2100 m. au-dessus Grd Glacier d'Aléssio  
BLATTEN, 1500 m. village valaisan typique, 5 km de Brique, 300 places de parking gratuites.

Renseignements: Agences de voyages, Office National Suisse du Tourisme à Paris (25), 17bis rue Sorbier, ou Union Valaisanne du Tourisme, CH-1951 Sion

هنا من الأمل

EUROPE

Point de vue

Face à la stratégie américaine

par MICHEL VISEUR (\*)

DURANT les années 50, la stratégie de l'OTAN s'articulait autour de deux composantes : déployées à l'avant, au rideau de fer, les forces conventionnelles...

La deuxième cause de désarroi découle de la rupture de solidarité dans la défense. A l'un, cette dernière offre une sécurité absolue ; aux autres une sécurité relative. L'un risque de perdre le conflit périphérique ; les autres jouent leur survie.

Trois attitudes

Devant cette réalité, trois attitudes paraissent possibles :

1) LA FIDELITE A L'OTAN. — L'aspirer d'une évolution favorable de l'alliance semble illusoire. Il faudrait, en effet, que l'Europe ne soit plus considérée comme un champ de bataille potentiel, ce qui supposerait qu'on lui reconnaisse une décision d'emploi sur des armes nucléaires...

II. LA POLITIQUE DU VIDE. — Quitter l'OTAN et désarmer unilatéralement pour mettre fin au partage à la sécurité exercé par les Etats-Unis serait faire bon marché de la menace militaire constituée par la présence à nos portes de 13 000 hommes, de 16 000 chars, de 5 000 avions, de 3 500 charges nucléaires.

III. LA SOLUTION EUROPEENNE. — L'indépendance de notre stratégie de défense est avant tout la conséquence d'une conception erronée de la stratégie globale dont elle n'est qu'une composante. C'est donc à partir d'une vision globale de la stratégie qu'il faut tenter de définir une stratégie européenne ouverte au monde et capable de s'affirmer vis-à-vis des deux superpuissances.

Comme deuxième condition, il faut rendre à l'Europe les moyens de sa défense et rompre, ce faisant, le

Autriche A SIX MOIS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Le ton monte entre socialistes et populistes

Dans un souci d'austérité financière, l'Autriche célèbre avec une certaine discrétion le trentième anniversaire de la II<sup>e</sup> République, dont la fondation marqua, en fin avril 1945, le retour à l'indépendance du pays après l'annexion hitlérienne.

qui sur une base de neutralité librement consentie rendit sa totale liberté d'action à la République autrichienne.

Le 1<sup>er</sup> mai a notamment été marqué à Vienne par un défilé des jeunes socialistes d'une ampleur sans précédent. En dépit du climat d'unité nationale qui marque les festivités, le ton monte entre les deux grands partis en raison de l'approche des élections générales qui doivent avoir lieu dans six mois.

Vienna. — Depuis cinq ans dans l'opposition, après avoir tenu seule, de 1965 à 1970, les rênes du gouvernement, l'Ö.V.P. souffre de l'absence de pouvoir. En revanche, on murmure que durant les quatre années où le parti socialiste (S.P.O.) était dans l'opposition, M. Bruno Kreisky n'a pas décollé. Son accession au pouvoir au printemps 1970 lui a donné la possibilité de déployer toute l'énergie restée sans emploi.

Bourreau de travail, exigeant beaucoup de lui-même et de ses collaborateurs, M. Kreisky a pris l'Autriche en main, bien décidé à « dépoissier » son pays. Il lui a fallu toutefois prendre des ménagements. Naturellement porté au compromis, le chancelier autrichien est habitué depuis plus d'un demi-siècle à voir les catholiques associés au pouvoir. Il s'agissait donc pour le chancelier de prouver à ses compatriotes qu'un gouvernement socialiste — le premier dans l'histoire de l'Autriche — ne signifiait pas, comme le craignaient les Autrichiens, la descente vers l'« état » plus qu'embryonnaire. Ce qu'il faut, c'est leur donner une dimension et une crédibilité suffisantes. Et c'est possible. La dimension que devrait avoir une force nucléaire stratégique européenne n'est pas demeurée, comme pourrait le suggérer l'importance des arsenaux nucléaires des deux superpuissances. Le problème ne consiste pas, en effet, à égaler leur potentiel d'annihilation mais, plus modestement, à assurer l'agression éventuelle que les portes qu'il aurait à subir, chez lui, ne pourraient être compensées par le profit escompté de l'agression. Tel est ce qu'il est convenu d'appeler le pouvoir égalisateur de l'atome.

Il demeure le problème de la crédibilité liée à la volonté d'emploi, qui ne pourrait être mise en doute dès lors que l'agresseur potentiel aurait décidé de passer à l'épreuve de force. La réponse, la seule réponse possible à ce problème, réside dans l'union politique.

Les réformes sociales

Dans un pays où l'influence de l'Église est considérable, de problèmes longtemps tabous comme la contraception et l'avortement ont trouvé des solutions légales, même si celles-ci sont encore contestées, tout au moins pour ce qui concerne l'interruption volontaire de la grossesse. Le code pénal a encore bénéficié d'autres modernisations : notamment la fin de la répression de l'adultère et de l'homosexualité entre adultes ; la suppression des peines de prison de courte durée et celles pour petits délits. Des instructions précises incitent les juges à réduire le plus possible le nombre de détentions préventives. Quant au nouveau droit de la famille, en cours d'élaboration, il offrira aux Autrichiens quelques progrès vers l'égalité des sexes inscrite dans la Constitution mais peu appliquée en fait ; la responsabilité de l'éducation des enfants, par exemple, sera partagée entre le père et la mère, la femme ne devra plus nécessairement porter le nom de son mari ; elle ne pourra plus être obligée de le suivre dans son domicile.

D'autres secteurs ont aussi été l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement de M. Kreisky. Aux termes de la loi sur la « constitution du travail », les ouvriers bénéficieront de droits plus étendus dans la gestion des entreprises : un tiers du conseil de surveillance est composé dans les sociétés anonymes des membres du conseil d'entreprise (équivalent des comités d'entreprise français). Cet élargissement des pouvoirs de contrôle des travailleurs est d'autant

De notre correspondante

plus appréciable en Autriche que, grâce au système de la Sozialpartnerschaft — sans doute unique en Europe — la coopération entre partenaires sociaux est déjà très étroite. On cite ici avec fierté un taux moyen annuel de quarante secondes à cinq minutes de grève par travailleur durant ces cinq dernières années. Développer la politique scientifique et de recherche était aussi l'un des objectifs du gouvernement socialiste. Un plan de financement a été prévu jusqu'en 1980. Il devra s'accroître jusqu'à représenter un minimum de 1,5 % du produit national brut. En 1973, l'Autriche a dépensé, pour ce seul secteur, 4,2 milliards de schillings (environ 1 milliard de francs).

Toutes ces réformes n'ont pas été unanimement applaudies. En particulier celle de la radiotélévision autrichienne (O.R.F.), où des changements dans les structures administratives ont été l'occasion pour le gouvernement de placer un homme de

confiance à la tête de cet organisme. Les populistes s'en prennent aussi à la politique économique de l'équipe en place. A l'heure où le pays connaît, lui aussi, une certaine inflation (+ 8,2 % par rapport à mars 1974), ils s'indignent des dépenses « inconsidérées » engagées pour la construction de la future « UNO-City ». Selon l'Ö.V.P., il s'agit essentiellement d'une politique de prestige. Les populistes accusent, en outre, le gouvernement de M. Kreisky d'imprudence devant un taux de chômage qui augmente. A la fin de février, 2,8 % de salariés étaient sans travail, soit environ soixante-dix mille sur deux millions six cent mille actifs.

Ces chiffres montrent pourtant que, dans le tableau général assez sombre des économies européennes, l'Autriche tire son épingle du jeu plutôt mieux que d'autres. C'est pourquoi l'évocation du désastre, tactique des populistes, n'est peut-être pas le meilleur moyen pour déloger du pouvoir un homme qui y semble solidement installé.

ANITA RIND.

er ses for  
isel  
me ouvertu  
indispensable

Au cours des années 60, les données stratégiques ont été profondément modifiées par la mise sur pied d'une force nucléaire soviétique capable de détruire les principaux centres vitaux américains.

Une deuxième conséquence, tout aussi inquiétante, est le dilemme auquel sont confrontés constamment les pays européens de l'OTAN : ou bien, ils réduisent leur défense classique, et ce faisant, abaissent le seuil d'emploi des armes nucléaires qui s'abattrait sur leur territoire ; ou bien ils renforcent leur défense classique et retardent de quelques jours la nécessité de recourir à l'emploi de ces mêmes armes nucléaires tactiques. Les moyens en présence sont, en effet, d'une telle ampleur qu'il serait techniquement impossible de contenir, dans un espace européen n'ayant qu'une profondeur dérisoire, une attaque classique lancée par un adversaire disposant de l'initiative, du choix du moment et du choix de l'endroit où il appliquerait une concentration maximum de ses forces qu'autorisent l'extrême mobilité des moyens.

Une troisième conséquence est la très grande stabilité qui s'est installée dans les rapports entre les deux superpuissances. Elles ont compris que, malgré leur dimension colossale, elles s'épuiserait en vain dans

(\*) Lieutenant-colonel de l'armée de l'air belge, ancien officier d'état-major de la division des plans et tactiques du SEAFS (état-major suprême des forces alliées en Europe).

ANGLETERRE 3 cas 3 formules adultes, 3 formules étudiants. British European Centre, 5, rue de Valenciennes, Paris 10. Cours à Paris.

Actuellement, l'un des meilleurs placements : les lithographies et gravures rares

Les véritables lithographies et les gravures en taille-douce constituent d'agréables objets de collection : on en tire tout l'agrément que procurent les livres d'art et l'on se constitue un véritable capital à l'abri de l'inflation. Arnould de Vesgre édite à tirage limité des gravures et des lithographies selon les méthodes artisanales traditionnelles. Grâce à la vente directe de l'éditeur à l'amateur d'art, il est possible d'acquérir ces œuvres d'art à des conditions extrêmement raisonnables (et même par mensualités de quelques dizaines de francs par mois). Lorsqu'elles sont de cette qualité, les lithographies et gravures ne peuvent que prendre de la valeur avec les années. Vous pouvez obtenir une documentation complète avec reproductions en couleurs en ren-

Présent à la foire de Paris 1975 bâtiment 3 - allée P - stand 15 le filter soft, premier Affineur d'eau, filtre, adoucit, désodorise. Culligan. Distribution dans 91 pays. traite l'eau avec sérieux

11 questions posées à : Robert Davezies, Françoise Vandermeersch, Roger Garaudy, Georges Casalis, Giulio Girardi, René Loureau, Enrique Düssel, Marc Oraison, Albert Pié, M. Dominique Chenu, Jacques-M. Pohier. L'EGLISE INTERROGÉE le Centurion

Jocelyn PARIS noblesse du CUIR boots pour homme style nouveau. 134 bd St-Germain Paris 6 - 033.44.10

BAC. 75 B.E.P.C. MATH. PHYSIQUE Révisions spécialisées à partir de 13 ans. MATH - ASSISTANCE Centres Pédagogiques Privés

# EUROPE

## Chypre

### UN ACCORD DE PRINCIPE A ÉTÉ CONCLU SUR LA RÉOUVERTURE DE L'AÉROPORT DE NICOSIE

Un accord de principe a été conclu sur la réouverture de l'aéroport de Nicosie à 4-5 mai. Dans un premier temps, l'aéroport sera réouvert par les Nations unies. Une commission conjointe sera formée ultérieurement par les deux communautés, et sera chargée de superviser l'opération. Les deux communautés grecque et turque ont accepté de conclure un accord de principe, le 5 juin et se réuniront à nouveau à la fin de la conférence.

Pour ce qui est du pouvoir et des fonctions du futur gouvernement central, le communiqué rappelle que les deux négociateurs étaient convenus d'établir un « comité d'experts » qui soumettra un rapport, le 5 juin, aux négociateurs, lors de la deuxième phase de la conférence.

Le problème des réfugiés et celui des aspects géographiques, c'est-à-dire de la délimitation des territoires des deux communautés, ont fait l'objet selon le communiqué, d'un « examen détaillé », mais les discussions sur ces points sont encore dans leur première phase.

### Renforcement du dispositif militaire turc

« La Turquie va renforcer son dispositif militaire le long des côtes de la mer Egée et en Turquie pour répondre à une concentration de troupes grecques à proximité des côtes turques », a déclaré, dimanche 4 mai, à l'agence Reuters, le vice-premier ministre turc, M. Alpaskan Turhan. « La Grèce menace la Turquie militairement. Elle mobilise actuellement le Dodécannèse, et elle a envoyé au moins mille hommes dans l'île de Rhodes », a-t-il ajouté.

Selon des témoins cités par la même agence, Ankara a, en effet, envoyé récemment plusieurs unités dans la province de Mithras, face à l'île de Rhodes. — (A.F.P., Reuters, U.P.I., A.P.)

## DIPLOMATIE

### La conférence du Commonwealth préconise la fermeture de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie

La conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, réunis depuis le 29 avril à Kingston (Jamaïque), a décidé, le vendredi 2 mai, de confier à une commission des « sages » le soin de tenter de concilier les points de vue de M. Wilson, premier ministre britannique, et de son collègue guyanais, M. Forbes Burnham, sur les moyens de défendre les cours des matières premières. M. Wilson a présenté un plan qui devrait permettre, selon lui, de régulariser les cours au bénéfice commun des pays producteurs et des pays consommateurs. Le programme de M. Burnham suppose, au contraire, le groupement en cartels des pays producteurs. Les participants à la conférence ont, d'autre part, élu M. Shridath S. Ramphal, ministre des affaires étrangères de Guyana, au poste de secrétaire général du Commonwealth. Il succède ainsi au Canadien Arnold Smith, qui occupait cette fonction depuis dix ans.

De notre correspondant

Nairobi. — Le Mozambique aura-t-il les moyens, une fois indépendant, de fermer sa frontière au commerce rhodésien ? Un nouveau pas dans ce sens semble avoir été franchi pendant la conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth à la Jamaïque.

Les quatre cinquièmes du commerce extérieur de la Rhodésie transitent par le Mozambique et, si ce dernier avait les moyens d'interdire ce trafic, le régime minoritaire de Salisbury serait vite contraint d'être porté à bout de bras par l'économie sud-africaine.

Mais ce serait un luxe que, seul, le Mozambique ne peut s'offrir. Lors de l'indépendance du pays, prévue pour le 25 juin prochain, le PRÉLIMO de M. Samora Machel héritera d'une économie en ruine. La fermeture de la frontière rhodésienne ouvrirait une brèche supplémentaire de 10 millions de livres sterling par an dans des recettes déjà maigres.

La semaine dernière, après avoir entendu le point de vue d'une délégation de l'African National Council (A.N.C.) de Rhodésie, dirigée par Mgr Muzorewa et le pasteur M. Sithole, les leaders du Commonwealth semblent avoir accepté le principe d'un fonds de compensation qui permettrait au Mozambique de faire face à une fermeture de la frontière. Ils ont toutefois estimé qu'une aide de ce genre devrait être canalisée par l'ONU.

Salisbury n'a pas attendu pour

signifier son « implacable résolution face aux déclarations extravagantes et aux demandes arrogantes » faites à Dar-es-Salaam et à Lilongwe. Selon les bureaux employés dimanche 4 mai par M. Sulton-Pryce, un porte-parole rhodésien, il faisait en outre allusion aux propos du révérend Sithole, qui vient de se prononcer pour une transition de douze mois assurée par un gouvernement présidé par un Africain et comprenant « quelques ministres européens », sans quoi la guerre reprendrait.

A court terme, les pouvoirs de la minorité européenne de Rhodésie seraient davantage menacés par une fermeture de la frontière du Mozambique que par une reprise de la guérilla africaine.

Jusqu'à nouvel ordre, Mgr Muzorewa refuse de rencontrer M. Smith tant que les détenus politiques africains n'auront pas été libérés et que le passeur Sithole n'aura pas reçu l'assurance de ne pas être de nouveau interné s'il rentre en Rhodésie.

M. Wilson, premier ministre britannique, a proposé l'envoi à Salisbury de l'un des membres de son cabinet pour tenter de débattre la situation. Dans les semaines qui viennent, M. Ian Smith sera donc soumis à un double test : s'il n'ouvre pas les portes de ses prisons et refuse de recevoir l'ambassadeur de Londres, il sera de nouveau question de l'application des sanctions économiques par le Mozambique.

JEAN-CLAUDE POMONTL

## Portugal

### MM. Soares et Cunhal pourraient se rapprocher

Lisbonne (A.F.P.). — La tension politique qui a suivi les incidents du 1er mai et qui pouvait déboucher sur une nouvelle crise dans les rapports entre le parti socialiste et le parti communiste s'est apaisée. Les leaders des deux partis, MM. Mario Soares et Alvaro Cunhal, ont l'un et l'autre souligné dès vendredi 2 mai qu'il ne fallait pas dramatiser.

Le secrétaire général du P.C.P., a en particulier insisté sur la nécessité de « l'unité des forces démocratiques ». Quant au secrétaire général du parti socialiste, il a souligné qu'il fallait insister plus sur ce qui rapproche les deux partis, et moins sur ce qui les divise. Une rencontre entre dirigeants n'est pas exclue et pourrait se tenir prochainement. MM. Mario Soares et Alvaro Cunhal ont été

reçus ensemble vendredi soir par le général Vasco Gonçalves, premier ministre. Il est permis de penser qu'il les a invités sinon à faire la paix du moins à mettre une sourdine à leur querelle à un moment où le gouvernement se trouve en face d'une tâche difficile, celle de prendre rapidement les mesures nécessaires au redressement de l'économie et de la situation sociale.

Un passage d'un communiqué, publié samedi soir par le comité central du parti communiste, renforce l'hypothèse d'une prochaine rencontre. Le P.C.P. « reste disposé à étudier la situation actuelle de la révolution, de concert avec toutes les forces démocratiques, et notamment avec le parti socialiste, et à examiner les possibilités de coopération ».

À l'issue de chaque crise, les

leaders des deux partis avaient proposé des discussions communes, l'initiative venant alternativement du parti socialiste et du parti communiste. Mais ces propositions n'avaient jamais été suivies d'effet.

M. Joseph Luis, secrétaire général de l'OTAN, a déclaré dimanche 4 mai au cours d'une interview radiodiffusée qu'il espérait que le Portugal continuerait de jouer un rôle actif au sein de l'Alliance, mais qu'il « n'est pas sûr » et que « même les Portugais n'en étaient pas sûrs ».

## Union soviétique

### Le dimanche de la Pâque orthodoxe n'a pas été chômé

Moscou. — Les Moscovites ont célébré, chacun à leur façon, le dimanche 4 mai, la Pâque orthodoxe. Pour tous, la fête a commencé dès samedi soir soit par l'office traditionnel dans l'une des quelque quarante églises encore ouvertes au culte dans la capitale, soit par un fastueux banquet en famille ou entre amis. Aucun incident n'a été signalé à Moscou, mais comme d'habitude les églises les plus importantes étaient gardées par la milice.

Cette fête pourtant a entraîné un bon nombre de récriminations. Pour la première fois de mémoire de Soviétique, le dimanche de la Pâque n'a pas été chômé, par ordre du gouvernement pour rattraper les congés du 1er mai. Cette innovation a choqué les croyants mais aussi bon nombre d'athées — et parmi eux des membres du parti communiste — pour lesquels la Pâque n'est certes pas une fête officielle du régime, mais se doit d'être célébrée tout comme le 1er janvier. Selon la rumeur publique, de nombreux Soviétiques auraient même pris la plume pour faire savoir à M. Brejnev leur désaccord.

S'agit-il de la part des autorités d'une simple maladresse ou d'un geste délibéré ? On ne peut pas rejeter la seconde hypothèse en raison d'un renouvellement certain des pratiques religieuses chez les jeunes générations. Cette résurgence d'un sentiment religieux n'est pas niée par les autorités puisqu'elles la font dénoncer ouvertement dans la presse et qu'elles attirent même l'attention des militants du parti sur les « insuffisances » de la propagande athée. L'organisation du parti pour la ville de Moscou a récemment émis la somme de d'alarme après avoir constaté une augmentation sensible des baptêmes dans l'agglomération : selon le parti, vingt mille trois cents cinquante enfants ont été baptisés pendant les neuf premiers mois de 1974, soit trois mille de plus que pendant la même période de 1973. Selon cette circulaire, même des communistes n'échappent pas au phénomène religieux : certains membres du parti chantent dans les chorales d'église et siègent dans les conseils de paroisse.

Les échos que l'on peut recueillir ne démentent pas ces affirmations. Ils n'en illustrent pas moins l'attraction croissante de la religion sur certaines couches de la population.

NICOLE ZAND.

## Espagne

### LES CARLISTES PROPOSENT LA FORMATION D'UN FRONT DÉMOCRATIQUE RÉVOLUTIONNAIRE

Madrid (A.F.P.). — Quelques cinq mille carlistes se sont réunis, dimanche 4 mai, à Estella, en Navarre, pour leur réunion annuelle de Montejurra.

### Ancien représentant de Madrid à la S.D.N.

#### ALVAREZ DEL VAYO EST MORT

Genève (A.F.P.). — M. Julio Alvarez Del Vayo, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement républicain espagnol en exil, est mort samedi 3 mai, à Genève. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Julio Alvarez del Vayo était né à Madrid le 9 février 1891, docteur en droit, connaissait parfaitement le russe, il fut ambassadeur à Moscou de 1933 à 1935. Membre du parti socialiste, il est élu député de Madrid en 1936, et est nommé, la même année, ministre des affaires étrangères dans le cabinet Largo Caballero, poste qu'il occupa à nouveau, après une courte interruption, dans le cabinet Negrin, d'avril 1938 à mars 1939. Après la guerre d'Espagne il résida aux États-Unis où il fonda un journal à New-York. Socialiste de gauche, il devint l'un des leaders du groupe anti-franquistes Espagnols combattants, fondé en 1940.

Julio Alvarez del Vayo fut représentant de l'Espagne à la Société des Nations (S.D.N.). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont « La Bourse nouvelle » et une histoire de la guerre d'Espagne.

tejuera, afin de commémorer leurs morts de la guerre civile. La princesse Irène des Pays-Bas, épouse du président carliste au trône d'Espagne, Carlos Hugo de Bourbon Parme, a annoncé une nouvelle orientation de parti vers les forces socialistes d'opposition n'appartenant pas à la liste démocratique d'Espagne.

L'alternative que proposent les carlistes, a-t-elle dit, passe par la constitution d'un front démocratique révolutionnaire.

Un sommet de Montejurra, une messe, seul acte autorisé par les autorités civiles, a été dit à la mémoire des combattants carlistes, mais aussi à l'intention du peuple chér et de morts pour la justice, dans le monde entier.

Des groupes politiques clandestins étaient représentés, aux cérémonies.

## Irlande du Nord

### La victoire électorale des loyalistes d'Ulster provoque inquiétude et amertume à Dublin

Les résultats définitifs des élections à la Convention constitutionnelle, qui ont eu lieu en Irlande du Nord le 1er mai, sont les suivants :

Coalition loyaliste, 48 élus (30 dans l'Assemblée provinciale élue en mai 1973) ; parti travailliste social-démocrate (S.D.L.P.), 17 (19) ; Parti de l'Alliance (interprofessionnel), 8 (8) ; parti unioniste d'Irlande du Nord (protestants modérés, tendance Faulkner), 5 (8) ; parti travailliste d'Irlande du Nord, 1 (0) ; loyalistes indépendants, 1 (n'existant pas).

Le triomphe des protestants extrémistes et l'effacement des partis modérés (S.D.L.P., Alliance, unionistes d'Irlande du Nord) sont commentés avec amertume à Londres comme à Dublin.

#### De notre correspondant

Dublin. — Rien qu'on se soit attendu à Dublin que les loyalistes obtiennent la majorité absolue aux élections, la victoire éclatante qu'ils ont remportée provoque une certaine inquiétude.

Le gouvernement de Dublin fait l'objet de vives attaques de la part du parti travailliste de la minorité catholique d'Ulster, la S.D.L.P. (travailliste social-démocrate), qui reproche particulièrement au ministre des affaires étrangères irlandais, M. Garret Fitzgerald, et au ministre des P.T.T., M. Conor Cruise O'Brien, d'être, depuis la chute de l'écucur de Belfast, au mois de mai

dernier, partisans de la non-intervention de la République dans les affaires d'Ulster. Cette politique avait pour objectif de convaincre les loyalistes que Dublin ne mènerait pas campagne en faveur de la réunification de l'île et que — si la minorité catholique participait à l'administration de la province — l'Irlande du Sud était prête à reconnaître l'existence de jure et de facto de l'Irlande du Nord. Mais cette participation semble maintenant en danger et, de nouveau, la minorité en Ulster se tourne vers Dublin.

JOE MULHOLLAND.



### Jusqu'au bout du monde ...

... on trouve l'outillage Facom : celui qui dépanne dans tous les cas. Pour partir sur une île déserte ou dans la jungle brésilienne, on n'a pas le droit de se tromper d'outils. On choisit ceux qui garantissent un travail efficace : les outils Facom.

Et chacun est sûr de trouver l'outil dont il a besoin à proximité : Facom est pré-

sent dans 133 pays du monde, de l'Italie au Koweït pour satisfaire les professionnels de la mécanique, de l'électricité, de la plomberie ou de l'automobile.

Jusqu'au bout du monde, l'outillage de confiance s'appelle Facom.

**FACOM**

هنا من الأهل

# EUROPE

## Pologne

### Une réforme administrative va bouleverser l'organisation du pays

De notre correspondant

Vienne. — Le gouvernement polonais va procéder, dans les semaines qui viennent, à une réforme administrative qui devrait bouleverser profondément l'organisation du pays. Cette mesure a été annoncée le 25 avril, par M. Edward Gierek, premier secrétaire du parti ouvrier unifié polonais, au cours d'une rencontre avec des journalistes. Elle n'a toutefois été rendue publique que le lundi 28 avril dans *Trybuna Ludu*, l'organe du parti.

M. Gierek n'a pas donné de précisions sur la nature de la réforme envisagée. Il a seulement indiqué qu'elle avait pour but « d'encourager les initiatives sociales, d'accroître la participation du peuple au gouvernement du pays et de renforcer la démocratie socialiste ».

Le plan du gouvernement consisterait, croyons-nous, à supprimer les dix-neuf voïvoïes qui constituent actuellement le territoire polonais, et à les remplacer par une cinquantaine de nouvelles unités. Il s'agirait donc d'une mesure de décentralisation, visant d'une part à décentraliser l'administration du pays, et d'autre part à améliorer l'efficacité des instructions du pouvoir central et à accroître son contrôle sur l'appareil d'Etat.

Les autorités considèrent en effet que certaines des voïvoïes actuelles se sont érigées en fiefs. Elles représenteraient un obstacle bureaucratique nuisible à l'efficacité du travail gouvernemental, surtout en matière économique.

En 1973 et 1974, le gouvernement polonais avait déjà mis en place une réforme de l'organisation communale, d'abord dans

les campagnes, puis dans les villes. Cette réforme avait consisté notamment à installer un président de commune (*sołdek*), nommé par le pouvoir central aux côtés du maire, élu par ses administrés. Les résultats jugés favorables de cette mesure ont incité les autorités à passer à l'application du troisième volet du plan de réorganisation de l'appareil d'Etat.

En dépit de sa mise en vigueur très prochaine, la nouvelle réforme a, pour le moment, été très peu commentée dans la presse. Cela s'expliquerait par les résistances sourdes auxquelles se heurterait le projet, dans la bureaucratie de l'Etat et du parti. Le redécoupage administratif risque, en effet, de briser des positions bien établies, de provoquer des compressions de personnel, d'obliger à des déplacements de fonctionnaires.

Le parti va devoir, quant à lui, caquer ses structures sur les nouvelles divisions régionales. Cette opération pourrait provoquer quelques grincements de dents. Un secrétaire de voïvoïe, quand les voïvoïes étaient en petit nombre, était considéré comme un « roi local » dans sa province.

Enfin, la nouvelle organisation pourrait poser des problèmes délicats pour l'élaboration du plan 1976, puisque les données économiques et statistiques étaient rassemblées, jusqu'à maintenant, au niveau des voïvoïes. En procédant à la réforme malgré toutes ces difficultés, M. Gierek prend un risque certain. Sans doute souhaite-t-il clore ce chapitre avant le septième congrès du parti, prévu pour le mois de décembre, et le début du nouveau plan quinquennal 1976-1980.

MANUEL LUCBERT.

## Finlande

### M. Paasio abandonnera en juin la présidence du parti social-démocrate

De notre correspondant

Helsinki. — Le président du parti social-démocrate, M. Rafael Paasio, a annoncé sa décision de ne plus briguer de poste au prochain congrès du parti, qui doit se tenir du 10 au 13 juin prochain à Jyväskylä.

Succédant à M. Väinö Tanner, en 1963, M. Paasio avait recueilli l'héritage d'un parti traversé par des divisions internes et en partie de vices. En deux années de présidence, il a réussi à le remettre solidement sur la scène politique : le nombre des députés sociaux-démocrates au Parlement est passé de 37 à 65, le parti a presque quadruplé le nombre de ses membres et est devenu la première formation politique en recueillant un peu plus de 25 % des voix aux dernières élections en 1972. M. Paasio, âgé de soixante et onze ans, ne cachait pas qu'il abandonnerait la présidence « à partir du moment où régnait une période de calme à l'intérieur du parti ».

Depuis la mise au pas, en septembre dernier, de la fraction de droite, dirigée par le gouverneur de la province d'Ostima, M. Kaarlo Pitkanen, qui fut secrétaire général du parti de 1967 à 1969, et l'élection récente de M. Simo Junninen, chroniqueur du journal du parti *Demari*, accompagnée d'un contrôle plus ferme sur la gauche renouable, qui avait mené campagne contre l'accord avec la C.I.E.E., la famille social-démocrate apparaît relativement moins désunie que la plupart des autres formations politiques. Les élections des députés au prochain congrès ont marqué le triomphe de la ligne Paasio.

En levant l'hypothèque de la candidature aux élections prési-

dentielles et en obtenant que M. Kekkonen accepte de se représenter en 1978 (*le Monde* du 26 avril), le parti pouvait envisager de passer le relais, selon toute vraisemblance, à M. Eelvi Sorasa, son secrétaire général. L'élection de M. Sorasa à la présidence du parti ne fait guère de doute depuis le ralliement de la « Junte de Tampere », l'un des sociaux-démocrates, et après l'échec de la candidature de M. Hämmäläinen, ancien président de la centrale ouvrière SAK.

Mais la question reste ouverte en ce qui concerne le secrétaire général.

M. Paasio fut lui-même deux fois premier ministre (de 1966 à 1968 et en 1972), en même temps qu'il était président du parti. Mais la répartition des tâches qui s'est dessinée depuis montre que si le président ou le secrétaire général exerce les fonctions de premier ministre il est nécessaire qu'une forte personnalité dirige en main un parti toujours menacé par les querelles et les divisions.

Méneé de main de maître, la difficile opération de passation des pouvoirs semble, malgré certaines difficultés, devoir se dérouler de la façon la moins brutale afin de procurer une nouvelle assemblée à une formation sans laquelle aucune action gouvernementale n'est possible.

GILLES GERMAIN.

## Turquie

### LE PARTI OUVRIER S'EST RECONSTITUÉ

(De notre correspondant.)

Istanbul. — Dissous en 1971, après dix ans d'existence, par la Cour constitutionnelle « pour avoir transgressé la loi relative aux partis politiques et favorisé des menées séparatistes », le Parti ouvrier de Turquie (POT) a été reconstitué à la fin du mois d'avril à Istanbul. Parmi les quelque cinquante fondateurs — intellectuels, syndicalistes, ouvriers — figurent Mme Behlül Boran, soixante-cinq ans, la « Passionaria turque », le dernier président national du POT et plusieurs de ses anciens collaborateurs. Condamnés à de lourdes peines de prison par le tribunal militaire d'Ankara en juillet 1972 « pour avoir fait de la propagande communiste, créant un climat d'anarchie propice au renversement de l'ordre économique et social », ceux-ci devaient toutefois retrouver leur liberté grâce à la loi d'amnistie votée en 1974.

Plusieurs dirigeants syndicalistes affiliés à la centrale ouvrière progressiste DISK ont également participé à la reconstruction du POT, qui se veut l'organisation démocratique indépendante des classes laborieuses « ayant pour objectif l'instauration d'un régime socialiste en Turquie » par la voie légale. Le POT se propose de lutter contre l'impérialisme.

ARTUN UNSAL.

## PIERRE DALLE NOGARE



### Les sentiments furtifs

ROMAN

"Pierre Dalle Nogare est, depuis Pierre-Jean Jouve, notre poète le plus profondément tragique".

ALAIN BOSQUET "LE MONDE"

JULLIARD

## JACQUELINE MANICOM

### l'auteur de LA GRAINE Mon examen de Blanc

"Passer son examen de Blanc", en créole cela veut dire imiter le Blanc, assimiler sa culture, avoir honte d'assumer l'originalité de la personnalité antillaise.

Jacqueline Manicom raconte dans ce

ROMAN



ROMAN

PRESSES DE LA CITE

DE LA CITE

JULLIARD

## JACQUES ROBERT

### Les gens de l'immeuble

ROMAN

L'assassinat d'une petite fille va un matin changer leur vie. Jacques-Robert, grand maître du suspense, à travers l'enquête haletante d'un officier de police, vous fera découvrir des monstres à tête de Monsieur-tout-le-monde dignes de Graham Greene ou de Simenon.



JULLIARD

## DOMINIQUE DELPIERRE

### Le goût de l'écorce

ROMAN

"Ce livre fait mal." HENRY MILLER

JULLIARD

DOMINIQUE DELPIERRE

le goût de l'écorce

## FRANÇOISE XENAKIS

l'écrivain ou la sixième roue du carrosse

### L'écrivain ou la sixième roue du carrosse

"Ce petit livre acide, mais pourtant savoureux, témoigne de la solitude de l'écrivain abandonné à lui-même".

PAUL MORELLE "LE MONDE" JULLIARD

françoise xenakis

idée fixe

## JOËL SCHMIDT

### Le fleuve des morts

ROMAN

"Cueillez ce roman sans hésiter : à lui tout seul il vaut le printemps".

DIIDIER DECOIN "LES NOUVELLES LITTÉRAIRES"



JULLIARD

## ALBERT DUCROQ

après Le Roman de la Matière et Le Roman de la Vie

### Le Roman des Hommes

par le grand spécialiste de l'Espace à Europe n°1

JULLIARD



## JEAN-JACQUES ANTIÉ

### Les grandes Heures des Iles de Lérins

Une résurrection de l'Histoire. Un guide pratique et indispensable aux amateurs d'histoires.

Un volume relié skivertex. Titres frappés à chaud. Nombreuses illustrations.

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN

JEAN-JACQUES ANTIÉ

LES GRANDES HEURES DES ILES DE LÉRINS

## GEORGE B. MAIR

### Confession d'un chirurgien

Un livre qui ne manquera pas de choquer les conformistes, d'irriter le Conseil de l'Ordre, d'indigner les membres de l'association "Laissez-les vivre", de troubler la plupart des lecteurs de bonne foi, qui seront amenés à se poser bon nombre de questions fondamentales.

PRESSES DE LA CITE



MEDECINS DE LA HONTE

### Médecins de la honte

La vérité sur les cobayes humains d'Auschwitz. Les souvenirs inédits du Docteur LEON LANDAU qui exerça durant 30 ans la médecine à Berk-plage et qui était l'un des derniers survivants du "Kommando des Morts" d'Auschwitz.

PRESSES DE LA CITE

## SC.PO

Préparation d'état, sur place ou par correspondance. Examen d'entrée 1<sup>er</sup> année. Examen d'entrée 2<sup>e</sup> année. Seconde session - Fin d'AP. CEPES, 57, r. St-Lazare, 92-Nestlé, 722-84-84

## SEYCHELLES

Toutes combinaisons : hôtels, location voitures, appartements, autos, différentes files. 2 SEMAINES A PARTIR DE 3800 F en demi-pension. Brochure ZENITH auprès de votre agence, ou 14, rue Thiers - 75001 PARIS, Tél. 742.55.50-555.44.7

# POLITIQUE

## LA CONVENTION NATIONALE

# La majorité du P.S. et le CERES

Sur les relations entre le parti socialiste et le parti communiste, tous les délégués à la convention nationale, réunie samedi 3 et dimanche 4 mai à Paris, paraissent d'accord. La polémique entre les deux formations s'étant apaisée, chacun était convalescent de la nécessité de relancer le processus unitaire, et personne ne s'est opposé à la proposition de M. Mitterrand tendant à ouvrir un dialogue « au sommet » avec le P.C.F.

Cette unanimité a tranché sur la querelle qui, tout au long du week-end, a opposé la majorité et la minorité du parti. Dès

Samedi après-midi, M. Lionel Jospin, membre du secrétariat, ouvre les travaux de la convention en présentant son rapport sur les relations entre le parti communiste et le parti socialiste. Tout en soulignant que le P.C.F. a porté, dans la crise ouverte entre les deux formations, une responsabilité particulière, il note que les socialistes acceptent de se soumettre à la critique mais souhaitent que les communistes fassent de même. Il juge, en effet, indispensable que le parti communiste, qui a déjà entamé sa mutation, aille plus loin dans son renouvellement.

Revenant sur les critiques faites au parti socialiste par ses alliés, M. Jospin estime que la pratique des deux formations ne permet plus de distinguer clairement qui est réformiste et qui est révolutionnaire. Puis il se félicite de l'amélioration du climat au sein de la gauche, et il explique ce phénomène en notant que les couches influencées par le parti communiste comprennent mal la polémique engagée par celui-ci « le parti communiste », ajoute-t-il, « ne pouvait aller plus loin dans le ton sans atteindre le seuil d'un changement de stratégie ». Néanmoins, il constate que le P.C.F. a repris en main, à travers la crise que vient de vivre la gauche, sa base et ses cadres en les éloignant des militants socialistes.

Le rapporteur poursuit en constatant que le parti socialiste n'a pas cédé à la pression communiste et que c'est un parti cohérent qui poursuit sa progression. Citant l'intervention de M. Georges Marchais lors de la dernière session du comité central du P.C.F., il souligne que le secrétaire général n'a pas demandé au parti socialiste de changer de nature. M. Jospin le regrette en estimant que, justement, les socialistes ont changé depuis 1971 et ne sont plus le partenaire social-démocrate traditionnel auquel les communistes s'étaient habitués.

En conclusion, il interroge les

communistes sur divers points. Il souhaite, notamment, savoir si les communistes admettent qu'il existe deux partis de la classe ouvrière dirigeant ensemble l'union de la gauche. Il souhaite également savoir si le parti communiste reste d'accord pour l'accès au pouvoir avec les socialistes sur la base d'un programme de cinq ans et dans le cadre des institutions actuelles, c'est-à-dire quel que soit le président de la République.

M. Gérard Delafau propose ensuite que le parti socialiste revienne à des analyses plus strictement marxistes. M. Pierre Guidon, conseiller de Paris, animateur du CERES, juge stérile la dialectique entre communistes et sociaux-démocrates. Pour la dépasser, il réclame des projets communs et des décisions communes. En ce qui concerne la nature du parti socialiste, il insiste pour que soit construite une formation non enfermée dans la définition traditionnelle de la social-démocratie. Tout en jugeant cette tâche déjà bien avancée, il estime qu'elle n'est pas achevée.

M. Gérard Jaquet, membre du bureau exécutif, note que les critiques des communistes sont créées sur le fait que, selon lui, le parti socialiste est réformiste. Il rappelle toutefois que, en 1936,

### M. SARRE : une nouvelle période historique

Après M. Fournier, qui invite le P.S. à poursuivre sa pression unitaire sur le P.C.F., et M. Sutra (Hérault), M. Pierre Bérégovoy, membre du secrétariat, réclame, au nom de la fédération du Nord, l'élargissement des actions communes à la base entre socialistes et communistes. Il refuse, en revanche, l'instauration d'un débat idéologique entre les deux formations et insiste sur le fait que le P.S. doit affirmer sa propre personnalité.

Après M. Gouyer (Isère), M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif, animateur du

vendredi 2 mai, lors de la session du comité directeur, M. Guidon, au nom du CERES, a critiqué la direction du P.S. en lui reprochant notamment son autoritarisme et en pressant au passage la défense de la tendance modérée du parti, dont le bulletin, « Socialisme 2000 », vient d'être interdit par le bureau exécutif. M. Mitterrand a répliqué à ces critiques en estimant qu'un code de bonne conduite devrait être respecté au sein du P.S. et en reprochant vivement au CERES ses méthodes. D'ores et déjà, le comité directeur a été amené à désavouer la création par la minorité du P.S. d'une tendance au

parti communiste avait refusé l'autonomie dans le cadre de l'union de la gauche, car il jugeait que le gouvernement de Front populaire devait être un gouvernement de défense républicaine et non de transition au socialisme. M. Jaquet estime que cette position du P.C.F. n'a changé qu'après mai 1968, lorsque a été adopté le manifeste de Champigny, qui prévoit l'instauration, par un gouvernement d'union de la gauche, d'une « démocratie avancée ». Néanmoins, l'orateur constate que le parti communiste conserve sa conception d'un P.C. parti de la classe ouvrière et, donc, devant jouer un rôle d'avant-garde. Il propose, en conclusion, la mise en place d'une commission d'arbitrage entre les partis de gauche du même type que celle qui existait lors du Front populaire et qui devait éviter les polémiques comme celles qui viennent de se dérouler entre communistes et socialistes. Il appelle, en outre, à une plus grande cohésion du parti socialiste.

M. Charles Henu, membre du comité directeur, estime que dans le débat entre communistes et socialistes, le parti socialiste doit dire clairement ce qui est supportable pour lui et ce qui ne l'est pas.

CERES, constate que les militants n'ont pas été passionnés par la préparation de la convention nationale. Selon lui, en 1920, lors du congrès de Tours, qui aboutit à la scission de la S.F.I.O. et à la création du parti communiste, personne n'a eu raison. Le parti socialiste, né en 1911, à Epinay-sur-Seine, lui paraît avoir ouvert une nouvelle période historique. Il invite les congressistes à bâtir un nouveau parti « pour l'antagonisme » qui ne serait ni une formation bolchevique ni une formation social-démocrate. Les socialistes, estime-t-il, doi-

vent définir une ligne de conduite autonome dans le cadre de l'union de la gauche permettant de conduire la crise actuelle du capitalisme jusqu'à la rupture. Il déplore, à ce propos, que le P.S. manque d'initiative et de présence militante.

Évoquant ensuite la situation au Portugal, M. Sarre fait naître des remous dans la salle en vantant les mérites du Mouvement des forces armées et en estimant que, grâce à lui, les conditions sont créées pour un passage rapide au socialisme. M. Roland Monnet (Ain) reproche au parti communiste dans son département de ne pas toujours jouer le jeu unitaire. M. Jean Rous juge que la conception communiste du pluralisme reste autoritaire puisque, selon le P.C.F., la phase de transition au socialisme doit rester dirigée par la classe ouvrière, c'est-à-dire par le parti communiste. Il estime que le parti socialiste doit poursuivre son offensive idéologique en vue de faire triompher un socialisme démocratique et autogestionnaire.

Après M. Dupuis (Dordogne), qui estime que le P.S. doit affirmer sa présence sur le terrain, et M. Fuchs, membre du comité directeur, qui pense que les socialistes doivent se préparer à canaliser un mouvement social. On entend encore MM. Coffineau, membre du comité directeur (CERES), Salomon (Paris), Escanez (Alpes-de-Haute-Provence) et Chapuis, membre du comité directeur, ancien secrétaire national du P.S.U. Ce dernier explique que la chance historique de la gauche est que le parti socialiste veuille construire le socialisme. Il se demande si telle est également la volonté du parti communiste et, si oui, quel socialisme le P.C.F. entend construire. Il reproche ensuite au CERES de vouloir réparer l'« erreur » de 1920, constituée par la scission entre communistes et socialistes, alors que l'histoire n'avance qu'à coups de contradictions.

Dimanche matin, M. Denis

sein du SNES. Il a, en outre, décidé de dissoudre le bureau des Jeunes socialistes, à l'origine bastion du CERES, où s'affrontaient divers courants.

Cette lutte interne s'est poursuivie tout au long de la convention nationale. D'un côté, les animateurs du CERES se sont succédé à la tribune pour faire le procès de la « social-démocratie » et réclamer la poursuite de la mutation du P.S. De l'autre, M. Mitterrand a, plus clairement que jamais, condamné les thèses de sa minorité qui, selon lui, ne représentent qu'un « pot-pourri commu-

(Loir-et-Cher) se demande si le parti communiste n'a pas la volonté de casser le parti socialiste, et il constate qu'il est bien difficile d'être unitaire tout seul, alors que les communistes refusent les actions communes à la base. M. Jean Maire (Val-d'Oise), estime que la mutation des socialistes inquiète le P.C.F. dans la mesure où celui-ci n'a plus en face de lui, un parti social-démocrate. Il réclame une implantation prioritaire du P.S. dans la classe ouvrière, et exprime sa méfiance pour les négociations au sommet.

M. Bianca, membre du comité directeur, répond à M. Georges Sarre sur la situation au Portu-

### M. ROGARD : un cadeau à Valéry Giscard d'Estaing

M. Michel Rogard, membre du bureau exécutif, ancien secrétaire national du P.S.U., note que la polémique, au sein de la gauche, a constitué « un considérable cadeau à Valéry Giscard d'Estaing ». Il explique que si la polémique publique s'est dissipée, il n'en reste pas moins une situation difficile sur le tas. L'orateur se félicite toutefois de l'impavidité dont a fait preuve le parti socialiste au cours des derniers mois. Selon lui, les rapports entre communistes et socialistes ne doivent pas être traités en termes de rapports de forces mais de mutation réciproque. Il craint que la fin de la polémique ne signifie pas nécessairement un retour à l'union dans la mesure où l'on peut penser que le parti communiste est revenu à une stratégie d'autonomie totale dans laquelle l'union n'est plus qu'un thème de discours.

M. Lalgnel, membre du comité directeur, propose d'ouvrir, avec le parti communiste, un débat sur le rôle de l'Etat, la notion de contrôle et la finalité de la construction européenne et de la défense. M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, ani-

gal, il dénonce la politique suivie dans ce pays par le parti communiste. Selon lui, la stratégie du P.C. portugais consiste à vouloir conquérir seul le pouvoir, le parti socialiste étant dans cette optique considéré comme un obstacle à contourner, voire à abattre. Il constate que le parti communiste portugais a refusé de signer tout pacte et tout programme le liant au parti socialiste. Il dénonce ensuite, sous les protestations de délégués du CERES, le contrôle exercé par le parti communiste sur la presse écrite portugaise par l'intermédiaire des typographes, ainsi que la « colonisation de l'Etat » et, notamment, du ministère du travail.

mateur du CERES, constate que le XXI<sup>e</sup> congrès du parti communiste a réaffirmé le rôle propre de cette formation et a exprimé la volonté des communistes de « faire rabattre » des socialistes quelque peu de leur superbe ».

**ETATS-UNIS "AU VOLANT"**

avec ZENITH

1500 hôtels à travers les U.S.A. et le CANADA une « américaine AVIS »

Hôtels + auto 376 F par semaine

Vois seels à partir de 1600 F

Brochure ZENITH après de votre agence, ou 14, rue Thiers - 75001 PARIS Tél. 742.85.86-298.44.77

La Société Nationale de Recherche et d'Exploitation Minières

# ALGERIE.

Expose la gamme complète de ses Produits à la Foire de Paris (26.4 - 11.5. 1975) Pavillon de l'ALGERIE.

**Vines et inerais non ferreux**

Division Engineering et Développement  
Rue Rageot de la Touche  
Cinq Maisons El-Harrach  
Tél : 76.51.60 Alger

**Vines et inerais de fer**

Division Recherches et Prospection  
8, Rue de l'Aures  
Tél. : 76.61.01 à 03  
El-Harrach Alger

**Vines et inerais non métalliques**

Division Commercialisation  
3, Avenue F. Roosevelt  
Tél. : 60.29.80/83  
Telex : SD. 052.834

**Vines et inerais de fer**

Division Production Équipement  
127, Bd. Salah Bouakour  
Tél. : 63.15.55 à 62  
Telex : Minebar 52.910 Alger

Direction Générale  
126, Bd. Salah Bouakour  
Tél. : 63.15.55 à 62  
Telex : Minebar 52.910 Alger

Consultez nous, nous sommes à votre disposition pour tout renseignement

**Pavillon de la R.A.D.P. Foire de Paris**  
**Parc des Expositions Porte de Versailles.**

مکان المآل

DU PARTI SOCIALISTE

se sont vivement affrontés

gauchiste, sans aucune réalité politique... La détermination constante des relations entre la majorité et la minorité du P.S. hypothèque l'action du parti.

Il constate que la division du mouvement ouvrier a toujours entraîné son impuissance... M. Chevènement estime que le véritable débat, au sein de la gauche, porte sur la nature de « du front de classe ».

M. Chevènement estime que le véritable débat, au sein de la gauche, porte sur la nature de « du front de classe »... M. Mitterrand estime que la future convention nationale, consacrée à l'autoquestionnement, permettra de répondre à la polémique par une meilleure définition théorique du parti socialiste.

terrand a souligné, en le déplorant, que, au sein du P.S., chacun n'était pas sur les mêmes bases théoriques... C'est justement pour apprendre aux socialistes à mieux se connaître et à affirmer leur originalité que le comité directeur du parti a confié à M. Jean Popereau le soin de lancer une campagne

ment des méfiances réciproques entre socialistes et communistes... M. François Mitterrand prend la parole.

retrouver la dialectique de

les communistes ont renoncé à la guerre et que la crise reste donc, pour eux, l'explication fondamentale... Selon M. Mitterrand, le monde communiste a de nouveaux acquis la certitude que les difficultés actuelles marquent, cette fois-ci, le début d'un système capitaliste.

nationale de propagande intitulée, par référence à l'élection présidentielle : « Un an après, la montée du parti socialiste... »

THERRY PFISTER.

comblant, notamment au plan de l'élaboration théorique... M. Mitterrand constate alors que le mouvement communiste a montré néanmoins plus de cohésion et de continuité que le mouvement social-démocrate.

Après cette nouvelle attaque contre le C.E.R.E.S., le premier secrétaire annonce que le nombre des sections d'entreprises qui, selon M. Chevènement, s'élève à huit cents, est inexact.

M. MITTERRAND : il faut

retrouver la dialectique de

l'alliance... M. Mitterrand estime que la future convention nationale, consacrée à l'autoquestionnement, permettra de répondre à la polémique par une meilleure définition théorique du parti socialiste.



(Dessin de PLANTU.)

traditionnelles sur la « crise du capitalisme mondial », le premier secrétaire estime qu'il existe une sorte de « mythologie » dans les milieux communistes à ce sujet.

constate : « Le monde communiste a opéré son développement comme s'il ne pouvait résister à l'aspect mythique, plus que scientifique, de son propre raisonnement... »

Les commentaires de la presse

LE FIGARO : la patience va payer.

« La patience va payer. François Mitterrand s'en était vanté depuis le début de la querelle cherchée par le P.C. à ses côtés socialistes... »

enjeux idéologiques précis où leurs divergences requerraient de se trahir.

« M. Mitterrand a écopé, hier, les démons qui guettent respectivement les socialistes et les communistes... »

LA LETTRE DE LA NATION (U.D.R.) : les socialistes pressent leurs désirs pour des réalités.

« Voilà donc les réponses aux questions que le P.C. posait depuis le mois d'octobre au P.S. On doute qu'elles soient jugées satisfaisantes... »

LA RÉOLUTION

La convention nationale a adopté une résolution qui précise :

« Une discussion importante a eu lieu sur les causes réelles et les effets de la polémique engagée contre le parti socialiste... »

LE QUOTIDIEN DE PARIS : les limites de l'union.

« L'union de la gauche n'a absolument plus le même sens qu'au départ... »

L'AURORA : l'indéfectible recensement est retardé.

« Que penser du dernier exploit croûteux de François Mitterrand ? Sans doute ceci : le premier secrétaire sait que les socialistes de sa propre tradition supportent de moins en moins la collusion... »

Advertisement for a red pendant: 'Un cadeau unique pour la Fête des Mères. Un pendentif en vermeil dans une édition à tirage limité. Date limite des souscriptions : le 12 mai 1975 minuit.'

Subscription form for the pendant: 'LE PENDENTIF DE LA FÊTE DES MÈRES 1975 en vermeil, dans une édition à tirage limité. Date limite : le 12 mai 1975 à minuit, le cachet de la poste faisant foi.'

Advertisement for Kenya Safari Club: 'KENYA avec ZENITH... L'AFRICAIN SAFARI CLUB OFFRE SPECIALE MAI-JUIN 1975 F. Une semaine pension complète.'

Vertical text on the left margin: 'ATIONALES', 'ERES', 'Giscard d'Estaing', 'ATS-UNE U VOLANT', '3. 1975', 'bis ion liques', 'seulement de Paris Versailles', 'KENYA', 'AFRICAIN SAFARI CLUB', 'OFFRE SPECIALE MAI-JUIN 1975 F. Une semaine pension complète.'

# POLITIQUE

## Les communistes acceptent une rencontre « au sommet » avec les socialistes

(Suite de la première page.)  
 M. Mitterrand a fait observer, dans son intervention devant la convention, que les reproches communistes sur le comportement de son parti avaient été vides de sens à la critique théorique. Simplement parce que le premier terrain n'était pas solide. L'accusation faite aux socialistes de se préparer à « gérer la crise du capitalisme » relevait selon lui — du procès d'intention. En revanche, le terrain des divergences doctrinales entre les deux principaux courants de la gauche était plus sûr. Les communistes y sont revenus rapidement et M. Mitterrand les a suivis.

Le premier secrétaire du P.S. a expliqué que lui-même et ses amis n'avaient jamais ni le caractère mondial de la crise que traverse le capitalisme. A la différence des communistes, les socialistes, s'ils ne sous-estiment pas la gravité de la situation créée, ne pensent pas qu'elle est historiquement décisive : la révolution n'est pas, selon eux, derrière la porte. M. Mitterrand pense que, sur ce point, les communistes se trompent, car leur approche du phénomène de la crise est — assure-t-il — plus mythique que scientifique. (Notons au passage la gravité de la critique faite à la démarche marxiste, qui se prétend scientifique, de ne point l'être.)

La divergence d'appréciation reste entière et, au moment où M. Mitterrand exposait son point de vue, M. Marchais assurait devant le congrès du Mouvement de la jeunesse communiste : « Le capitalisme est une vieille société à bout de souffle. Il atteint désormais ses limites historiques. Il faut en finir avec lui. »

### Les « vieux démons »

L'avenir tranchera, mais pour le présent les socialistes pensent avoir raison et M. Mitterrand ajoute que le passé ne leur donne pas tort non plus, quels qu'aient été leurs errements. Depuis longtemps la social-démocratie n'avait trouvé un défenseur si ardent. Plus qu'un plaidoyer, c'est un discours de réhabilitation qu'a prononcé le premier secrétaire du P.S. Léon Blum, a-t-il expliqué, a eu raison, en 1920, de ne pas accepter les conditions d'adhésion à l'Internationale communiste. Les socialistes n'ont pas à se sentir coupables d'avoir été rejetés à droite par la conjoncture historique de la guerre froide, mais les torts ne sont pas de leur côté et, s'ils doivent se méfier des vieux démons (le retour à la troisième force), ils ne doivent pas oublier que « le démon du communisme, c'est quand même le stalinisme ».

Aussi bien, en face du mouvement maoïste-léniniste, qui selon M. Mitterrand, a montré historiquement plus de cohérence et plus de continuité, le courant socialiste doit raffermir ses bases théoriques, notamment en approfondissant le contenu de l'autogestion. Le P.S., qui n'a jamais sacrifié les libertés aux exigences de la lutte des classes, a pour

● L'Académie des sciences de l'U.R.S.S. a décerné les médailles d'or « Karl Marx » pour 1975 à Jacques Duclos, membre du bureau politique du parti communiste français décédé le 28 avril dernier, et à M. Mikhaïl Soulov, membre du bureau politique du parti communiste soviétique. La médaille d'or « Karl Marx » est la plus haute distinction décernée par l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. et elle récompense « des résultats remarquables dans le domaine des sciences sociales ».

● La commission de coopération de l'Association internationale des parlementaires de langue française, réunie depuis vendredi 2 mai au Sénat sous la présidence de M. Raouf Boudhuh, député de l'île Maurice, a achevé samedi ses travaux auxquels ont participé les délégations parlementaires de vingt-six pays.

Représentant deux nouvelles sections, des parlementaires du Brésil et de l'Iran ont siégé pour la première fois à la commission. Pour la première fois également, la Grèce et la Syrie avaient délégué des parlementaires en tant qu'observateurs. L'Assemblée générale de l'A.I.P.L.F. se réunira du 5 au 20 septembre à l'île Maurice.

**TUNISIE**  
 avec ZENITH  
 en collaboration avec l'Office National du Tourisme Tunisien.  
 une semaine pension complète à partir de 990 F et le spécial location villa  
 Structures ZENITH auprès de votre agence, ou 14, rue Taitbout - 75001 PARIS  
 Tél. 74.25.20.28.4.77

vocation, selon son premier secrétaire, de continuer à défendre ce qui le distingue en tant que formation politique, en tant qu'apport historique : une conception des rapports entre l'Etat et le citoyen, entre l'homme et la société. Il refusera de « laisser succéder à une tyrannie une autre tyrannie » ou de faire « le bonheur du peuple malgré lui ».

En conséquence, les socialistes n'ont pas à imiter les communistes. « Soyons nous-mêmes », dit M. Mitterrand à ses amis. En écho, M. Marchais recommande aux jeunes communistes : « Soyez pleinement vous-mêmes ! » Ces encouragements éclairent le cadre nouveau des relations au sein de la gauche. Chacun des deux principaux partis ne veut rien perdre dans cette alliance, ni en quantité ni en qualité. L'union continue, mais la concurrence est plus serrée. M. Mitterrand a rappelé que la dialectique de la désunion conduirait chaque parti à céder à ses vieux démons. Il n'a pas caché non plus la contradiction de la dialectique de l'union. Celle-ci vient de connaître « sa crise d'identité ». Il y en aura d'autres, car, en concourant au même but — une société socialiste — avec des méthodes différentes, les deux partis seront nécessairement conduits à s'affronter encore. L'union de la gauche gagne ainsi en lucidité ce qu'elle perd en enthousiasme. C'est la rançon de la maturité.

ANDRÉ LAURENS.

## DEVANT LE CONGRÈS DU « MOUVEMENT DE LA JEUNESSE COMMUNISTE »

### M. Georges Marchais : il n'est pas d'autre chemin que la lutte

Les quelque mille cinq cents jeunes délégués — dix-neuf ans d'âge moyen, — qui ont participé pendant quatre jours aux travaux du congrès national du Mouvement de la jeunesse communiste, au Palais des sports de Nanterre, ont approuvé dimanche 4 mai le rapport d'activités présenté par M. Jean-Michel Catala (« Le Monde » du 3 mai). Celui-ci a été réélu secrétaire général. Le congrès a décidé de transformer en bimensuels ses deux mensuels, « Avant-Garde », organe du M.J.C., et « Clarté », organe de l'Union des étudiants communistes, d'intensifier la campagne de recrutement, afin d'atteindre, au 31 août 1975, le chiffre des cent mille adhérents contre soixante-dix mille actuellement, de lancer, du 28 mai au 28 juin, une campagne « contre le chômage, pour l'emploi ».

De fait, si M. Georges Marchais a appelé les jeunes communistes

Dimanche après-midi, M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., prononce le discours de clôture, et salue d'abord la victoire du peuple vietnamien. Il dénonce ensuite la politique de M. Giscard d'Estaing « Jamais, souligne-t-il, un pouvoir n'a tant promis et si peu donné. Ce pouvoir, c'est celui de la démagogie, du faux-sémitisme et du mensonge ».

« A cet égard, il ne recule devant rien. C'est ainsi que, dans la dernière période, les dirigeants du pays nous ont promis, nous, les communistes, de sortir de la légalité, de provoquer la violence. C'est le comble du cynisme ! Car ceux qui manifestent la violence, ceux qui jouent avec pieds la démocratie, ce sont eux : les hommes du grand capital et leurs valets ».

(...) Dans cette violence,

nous, les communistes, nous n'avons aucune part. Nous l'avons dit et nous le répétons : ni la violence ni l'illégalité ne viennent et ne viendront jamais de nous ».

Enfin, M. Marchais affirme qu'il n'est pas d'autre chemin que la lutte : la lutte pour que la vérité se fasse jour sur les causes de la crise et les moyens d'en sortir. La lutte pour imposer des reculs au patronat et au pouvoir, comme viennent de nous en donner l'exemple les travailleurs de chez Renault. La lutte pour que dans la voie de la grande campagne nationale de meetings communs, l'union de la gauche soit une véritable alliance de combat contre la politique du pouvoir et pour le triomphe du programme commun. La lutte pour jeter autour de ce programme commun un rassemblement majoritaire de notre peuple, un rassemblement suffisamment cons-

cient et déterminé capable d'imposer à la grande bourgeoisie les changements démocratiques profonds. »

Après, M. Jean-Michel Catala, réélu secrétaire général du mouvement, avait notamment déclaré : « Les jeunes communistes sont déterminés à monter une garde vigilante autour de l'union. L'union est le moyen de la victoire du peuple ; elle est le résultat du patient et dur combat des communistes. Elle ne sera jamais irrévocable : la tentation de la collaboration de classe sera toujours forte chez nos alliés socialistes. Pour qu'aujourd'hui l'union soit déterminée et combattive, pour que demain sa victoire ne signifie pas retour aux vieilles combinaisons politiciennes mais mise en œuvre résolue du programme commun, il faut qu'en son sein la force et l'influence des révolutionnaires soit déter-

minante. La différence entre Schmidt, Wilson et Mitterrand, c'est que Mitterrand a été obligé de signer avec nous le programme commun de gouvernement. »

### LA DIRECTION DU MOUVEMENT

Secrétaire général : M. Jean-Michel Catala.  
 Membres du secrétariat : M. Pierre Zarka, Mlle Sylviane Alzard, MM. Jean-Charles Elie (secrétaire de l'Union des étudiants communistes), Jacques Planche, Patrick Stan.

# COUP DE POING SUR LES PRIX

## DANS LES 8 BHV

**Du 5 au 10 mai semaine du meuble**

20% sur les meubles par éléments	20% sur les meubles de salle de bains et armoires de toilette
20% sur les canapés et convertibles	20% sur les tapis mécaniques* et tapis pour salles de bains
20% sur les éléments de cuisine	20% sur les lampes et lampadaires
20% sur les meubles en bois blanc	20% sur les kits d'ameublement

Ex. : Canapé rustique convertible Fontainebleau 2.230 F 2.180 F  
 Ex. : Lampadaire 3 lumières, verrières 68 F 492 F

Jusqu'à épuisement des stocks. Les prix barrés sont ceux pratiqués antérieurement dans nos magasins.

**BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE**  
 RIVOLI-FLANDRE-PARLY 2-MONTHÉRY-GARGES-BELLE ÉPINE-ROSNY 2-CRÉTÉL



# le nou

IBM

مكتبة الجليل

POLITIQUE

COMMUNISTE  
re la lutte

LA DIRECTION  
DU MOUVEMENT



LE P.S.U. : la politique d'exploitation des travailleurs persiste.

M. Michel Mousset, secrétaire national du P.S.U., a condamné la politique gouvernementale d'austérité, ainsi que la « relance » actuelle, devant le bureau national de son parti, qui s'est réuni, le 3 mai, à Marseille. « Nous ne voyons pas proposer, a-t-il notamment déclaré, d'alternance à la politique d'exploitation qui remette en cause fondamentalement le système actuel. Les mêmes dates de relance ne sont que la deuxième phase d'un plan faisant reposer sur les travailleurs la menace du chômage et le poids financier de la réorganisation de l'industrie française qu'entreprennent les grandes sociétés profitant de la crise. » Le P.S.U. préconise de populariser en liaison avec les partis de gauche et les syndicats, des solutions dans lesquelles les travailleurs touchés par la crise bénéficieraient eux-mêmes comment organiser leur production pour qu'elle profite directement à leur classe. Ainsi dans le bâtiment et l'automobile, deux secteurs particulièrement atteints, les efforts pourraient être portés sur la construction de logements sociaux et d'équipements de quartier, sur la fabrication de moyens de transport plus conformes aux besoins des travailleurs.

M. FASSEAU : l'U.J.P. pourrait voter pour certains candidats de gauche.

(De notre correspondant.) Lille. — M. Jean-Paul Fasseau, président national de l'U.J.P., était à Lille samedi 3 mai pour réorganiser son mouvement dans le Nord et le Pas-de-Calais. Depuis un an, les jeunes de l'U.J.P. de ces deux départements étaient délaissés, les uns rejoignant l'U.D.R., les autres ralliant M. Jobert. Un nouveau secrétaire national, M. Jean-Philippe Mollet, a donc été installé à Lille. M. Fasseau, à l'issue de cette réunion, a tenu une conférence de presse et a notamment déclaré : « Nous ne nous situons ni dans la majorité ni dans l'opposition. Nous refusons de nous laisser enfermer dans l'un de ces deux blocs. » M. Fasseau a attaqué vivement la politique du pouvoir actuel. « Elle ne nous offre que quelques réformes qui ne sont pas de structure, mais qui ont l'avantage de ne rien coûter aux contribuables. » Le président de l'U.J.P. qui revendique actuellement trente et un mille adhérents, a affirmé que son mouvement serait représenté lors des prochaines consultations électorales, et il a précisé : « Dans certains secteurs où nous ne présenterons pas de candidat, nous pourrions appeler à soutenir un candidat de gauche contre un candidat de l'actuelle majorité qui serait marqué trop à droite. »

● Une permanence U.D.R. sacquée à Paris. — La permanence de la première circonscription U.D.R. de Paris, 55, rue de Valenciennes, a été sacquée samedi 3 mai après-midi. M. Pierre Charles Krieg, député U.D.R. de cette circonscription, et les conseillers de Paris de ce secteur précisent que l'agression est due à « un groupe de gauchistes qui participent à une manifestation d'ailleurs interdite par la police ». Ils condamnent « cet acte de vandalisme qui témoigne du mépris envers les libertés politiques en usage dans toutes les vraies démocraties, ainsi que l'emploi de la violence comme moyen d'imposer son idéologie ».

CINQ CANDIDATS A L'ELECTION LEGISLATIVE PARTIELLE DU TARN

La date de l'élection législative partielle de la deuxième circonscription du Tarn a été fixée au 25 mai pour le premier tour ; en cas de ballottage, le second tour se déroulera le dimanche 1er juin. Cette consultation est consécutive à la démission de M. Louis Donnadieu, député U.D.R., qui a renoncé à son mandat pour ancien secrétaire d'Etat — dont il était le suppléant. — de retrouver son siège. Outre M. Limouzy, conseiller général de Castres, quatre candidats sont en présence. Il s'agit de Mlle Chantal Cauquil, Lutte ouvrière ; M. Jean Orús, P.C. ; M. Bernard Reynaud, rad. de gauche, et M. Michel Tourmier, P.S.

En 1973, M. Jacques Limouzy, qui se présentait sous l'étiquette U.R.P.-U.D.R., avait été élu dès le premier tour avec 30 589 voix contre 13 671 à M. François Alquier, U.G.S.D.-rad. de gauche ; 4 600 à M. Jean Orús, P.C. ; 4 123 à M. Victor Rozon, rad.-Centr. ; 3 145 à M. André Croske, P.S.U. et 1 461 à Mlle Chantal Cauquil, L.O., sur 72 063 inscrits, 42 537 votants et 60 489 suffrages exprimés.

DEVANT LE CONGRÈS DU FRONT NATIONAL

M. Le Pen reprend et accentue ses attaques contre le communisme

Montpellier. — Le troisième congrès du Front national s'est réuni du jeudi 1er au dimanche 4 mai à La Grande-Motte. La première journée a principalement été consacrée, après une minute de silence en hommage au Vietnam du Sud, à l'audition d'un très long discours de M. Jean-Marie Le Pen, le président du Front, qui a été réduit, en effet, à un rapport moral et de politique générale fort détaillé. Un an après la campagne présidentielle, à l'occasion de laquelle il avait porté les espoirs d'une partie de l'extrême droite, l'ancien député a dressé devant l'auditoire — deux cents délégués environ — un réquisitoire sévère contre la politique de M. Giscard d'Estaing et du gouvernement ; mais c'est surtout la situation internationale qui a retenu son attention, principalement en ce qui concerne l'Indochine. Les journées de vendredi et de samedi ont été consacrées aux travaux des commissions et à la discussion de leurs rapports, discussion qui a parfois été assez vive. Qu'il s'agisse de la partie publique des travaux des délégués ou des propos de leur président ou des réflexions qui ont été échangées dans le huis clos des commissions, le congrès a mis en lumière deux données : le renforcement de l'anticommunisme de M. Le Pen et de ses amis et la nécessité qui est la leur d'assurer la vie de leur mouvement.

De notre envoyé spécial

l'anticommunisme ni l'antisoviétisme ne sont choses nouvelles à l'extrême droite, mais c'est la première fois depuis fort longtemps que M. Le Pen emploie pour les illustrer un vocabulaire aussi musclé.

Une devise parachutiste

Le congrès s'est, d'autre part, interrogé longuement sur le présent et l'avenir du Front national. Son souci majeur peut être résumé par la devise d'un régiment parachutiste, auquel son président a fait allusion à la tribune : « Être et durer. » « Être » : beaucoup de délégués se sont inquiétés des moyens dont disposera leur mouvement — et, au-delà, l'ensemble de leur famille politique — pour « sortir enfin du ghetto », comme il a été dit à plusieurs reprises en commission, et « accéder à la grande et à la vraie grande information ». Le Front a le sentiment que s'est bâti autour de ses idées, de son action, un mur de silence qu'il suffirait de briser pour que de nombreux Français se reconnaissent en lui et le rejoignent. Il compte développer sa propre presse, le bulletin intérieur, *Militaris*, devant une revue trimestrielle jusqu'à ce que le mensuel *le National* puisse devenir hebdomadaire, sans doute à la fin de l'an prochain. Le « quatrième pouvoir », d'une manière générale, a longuement retenu l'attention du congrès.

Le Front escompte simultanément, comme l'a expliqué son président, à la fois le retour en son sein de certains des « fils prodiges » qui l'ont quitté à l'automne dernier pour fonder le parti des Forces nouvelles (dont il estime en général qu'il n'a absolument pas réussi sa percée politique à droite) et l'arrivée d'importants moyens matériels et l'arrivée d'ouvriers de la onzième heure, électeurs de M. Giscard d'Estaing, déçus par « la politique de gauche de cet homme porté au pouvoir par la droite et qui gouverne avec deux chambres : l'IFOP et la SOPRES », même si ces électeurs ont longtemps boudé M. Le Pen et ses amis.

Des propositions précises ont été faites dans un certain nombre de domaines. En ce qui concerne la famille, par exemple, les congressistes ont souhaité qu'une politique d'encouragement à la natalité soit mise en œuvre, que les mères au foyer reçoivent un salaire, que le calcul de l'assiette de l'impôt sur le revenu tienne mieux compte du nombre d'enfants par foyer et qu'un vote plural soit attribué aux pères et mères de famille nombreuse. Dans le domaine militaire, le Front national demande que la part du produit national brut consacrée à l'armée soit portée à 5 %, contre 2,9 actuellement.

BERNARD BRIGOULEIX.

Les élections municipales SUCCÈS SOCIALISTE A CHARTRES

EURE-ET-LOIR : Chartres (2<sup>e</sup> tour). Inscr. 20 107 ; vot. 11 505 ; suffr. expr. 11 175.

Liste d'union pour le progrès et l'action municipale, composée de MM. Georges Lemoine, P.S. cons. gén. et cons. rég., Yves Plassard, P.S., et Bernard Plaze, 6 396 voix ; 3 sièges ; liste d'action municipale, composée de MM. Jean Legré, Centre dém. anc. cons. mun., André Boisroux et Pierre Rousselet, 4 779.

Il s'agissait de compléter le conseil municipal à la suite du décès du maire, Marcel Guillard, sans élection, favorable à la majorité, survenu le 24 mars. Outre celui du maire, deux sièges étaient vacants depuis le décès de Pierre Chassagne, adj. au maire, ex-S.P.L.O., et la démission de M. Jean Legré, qui se représentait. M. Legré avait donné sa démission dès la première réunion du conseil municipal, le 24 mars 1974, parce qu'il ne voulait pas « cautionner le conservatisme » par sa présence.

En 1971, la liste conduite par le maire sortant, M. Marcel Guillard, avait été élue dès le premier tour avec 8 738 voix sur 17 815 inscrits et 11 315 suffrages exprimés. Les trente et un élus de cette liste se répartissent ainsi : 18 act. loc., 6 Centre dém., 4 rad., 3 soc. exclus, 3 rép. ind., 2 U.D.R. et 1 P.D.M. La liste conduite par M. Georges Lemoine, et composée de P.C., de P.S. et de

membres de la Convention des institutions républicaines, avait obtenu 4 587 suffrages.

Alors qu'en 1971 la gauche présentait une liste unique, cette fois-ci l'union n'a pu se réaliser à la suite du refus du parti socialiste de faire liste commune avec le parti communiste. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 20 107 ; vot., 11 501 ; suffr. expr., 11 233 ; liste d'union pour le progrès, conduite par M. Lemoine, 4 226 voix ; liste d'action municipale, conduite par M. Legré, 3 003 ; liste d'union pour la qualité de la vie et l'expansion, soutenue par le conseil municipal et conduite par M. Patrick Montfort, rép. ind., 2 351 ; liste pour l'union de la gauche, la victoire et l'application du programme commun, conduite par M. André Bouillon, P.C., 1 672. La liste conduite par M. Lemoine, et présentée par le P.S., le Mouvement des radicaux de gauche et le Club d'études et de réflexions de l'agglomération chartreuse (CEBRAC), qui a bénéficié du déstabilisme de la liste du P.C., a réalisé au second tour un score supérieur de 497 voix au total des voix obtenues par les deux listes de gauche au premier tour. En revanche, la liste conduite par M. Legré, pour laquelle s'était désistée la liste conduite par M. Montfort, n'a pas rassemblé l'ensemble des voix qui se sont portées au premier tour sur les deux listes favorables à la majorité, la perte étant de 573 suffrages.

Cette perte de voix semble s'expliquer par le fait que des électeurs de la liste de M. Montfort se sont abstenus pour le second tour, alors que la liste de M. Lemoine a bénéficié d'un apport d'électeurs qui n'étaient pas prononcés au premier tour.

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

EQUIPEMENT ● M. André Canals, administrateur des postes et télécommunications, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, et Mlle Geneviève de Saint-Seine, chargée de mission.

COMMERCE EXTERIEUR ● M. Alain Chastagnol, agrégé de l'université, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Norbert Ségard, ministre du commerce extérieur.

EN SOUSCRIPTION : L'OUVRAGE QUE LA MAJORITÉ N'A PAS VOULU ÉCRIRE

**« L'ALLIAGE »**  
ÉLÉMENTS POUR UNE PHILOSOPHIE DE LA PARTICIPATION

De la vraie participation... — que ne désavouera pas la gauche !

paraît le 15 mai aux ÉDITIONS DU ROCHER (Pt Christian Bourgeois) - Diffusion PRESSES DE LA CITÉ  
Sommaire envoyé sur demande

18 F FRANCO (tarif dégressif par quantités)

A RENVoyer AVEC RÈGLEMENT A « L'ALLIAGE », 33, rue Marc-Séguin - 75018 Paris (tél. 298-3717)

NOM : ..... NOMBRE D'EXEMPL. ....

ADRESSE : .....

le nouvel IBM 32...



... un véritable ordinateur à partir de 4746 F (ht)\* par mois.

L'ordinateur IBM 32... Le voici. Il réunit, en une seule machine compacte, la puissance de l'ordinateur et la simplicité de la machine comptable. C'est un ordinateur à part entière, doté de toutes les fonctions nécessaires à une gestion cohérente de l'information. Priorité a été donnée à sa facilité d'emploi : son langage de programmation est simple, son mode d'utilisation l'est aussi. Son installation est facile. Oui, le 32 peut être l'instrument de votre progression : il vous aidera à gérer plus rigoureusement vos affaires, à réagir plus rapidement aux fluctuations du marché, et surtout à avoir une vue d'ensemble sur la marche de votre entreprise.



Téléphonez au centre régional IBM le plus proche : - PARIS et région parisienne - M. Gauffreteau - Tél. 776.43.43 poste 6000 - BORDEAUX (Limoges, Pau, Toulouse) - M. Ferré - Tél. (56) 08.84.85 - LILLE (Amiens, Caen, Calais, Rouen, Valenciennes) - M. Boulet - Tél. (20) 51.92.54 - LYON-ECULLY (Annecy, Besançon, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Saint-Etienne, Valence) - M. Du Fayet de la Tour - Tél. (78) 33.81.70 - MARSEILLE (Ajaccio, Avignon, Montpellier, Nice, Nîmes, Perpignan, Toulon) - M. Stern - Tél. (91) 75.07.27 - NANTES (Angers, Brest, Le Mans, Niort, Orléans, Rennes, Tours) - M. Villetre - Tél. (40) 47.39.00 - STRASBOURG (Metz, Mulhouse, Nancy, Reims, Troyes) M. Franck - Tél. (88) 61.48.15

IBM pour les petites entreprises comme pour les grandes

Division des Systèmes de Grande Diffusion  
Sec 2007 M - BP 82 - 75021 PARIS CEDEX 01

\* Prix de location mensuel à partir de 5 695 F TTC  
Prix de vente : à partir de 218 249 F TTC



## DANS LES 8 BHV EN EXCLUSIVITÉ LES TONDEUSES MADE IN USA

UNE AUTOPORTÉE 8 CV POUR 3.950 F



Autoportée NOGAMATIC US 40 - 8 CV - 4 Temps - Briggs & Stratton - Variateur de vitesse automatique - 2 lames - Largeur de coupe 26 cm **3.950 F**

(non représentées):

Tondeuse NOGAMATIC US 15 - 3,5 CV - 4 Temps - Moteur Briggs & Stratton - Largeur de coupe 51 cm - avec bac récupérateur **1.150 F**

Autoportée NOGAMATIC US 50 - 8 CV - 4 Temps - Démarrage électrique - 4 vitesses avant - 1 vitesse arrière - Batterie 12 Volts - 2 lames - Largeur de coupe 88 cm **4.950 F**

MICRO TRACTEUR UST 80 - 8 CV - 4 Temps - Moteur Briggs & Stratton - Boîte Transaxle - 4 vitesses - Batterie 12 Volts - alternateur de charge - 2 lames - Largeur de coupe 95 cm **5.800 F**

Tondeuse NOGAMATIC US 5 - 3 CV - 4 Temps - Moteur Briggs & Stratton - Largeur de coupe 45 cm - 5 hauteurs de coupe - Sac récupérateur **650 F**

Tondeuse NOGAMATIC US 10 - 3,8 CV - 4 Temps - Moteur Briggs & Stratton - Largeur de coupe 51 cm - 5 hauteurs de coupe - Sac récupérateur **850 F**

Tondeuse NOGAMATIC autoportée UST 20 - 3,5 CV - 4 Temps - Moteur Briggs & Stratton - Largeur de coupe 83 cm - 6 hauteurs de coupe - Sac récupérateur **1.300 F**

Jusqu'à épuisement des stocks.

Tondeuse NOGAMATIC UST 25 autoportée - 4 CV - 4 Temps - Briggs & Stratton spécial - Largeur de coupe réglable - Châssis magnétisme traction arrière - roues avant sur roulements - eyecon arrière - Grand bac récupérateur **1.750 F**

### UN SERVICE APRÈS-VENTE COMPLET À VOTRE DISPOSITION.

Double garantie: Pièces et main-d'œuvre pendant 1 an, contre tout vice de fabrication. Notre atelier répare et entretient tous les matériels: tondeuses, motoneigieuses, tronçonneuses, etc. Un devis gratuit peut être étudié sur demande. Sur simple coup de téléphone, le BHV reprend votre tondeuse, la repare et la livre à domicile. Notre extension 13, rue de la Verrerie, Paris 4, assure la vente de pièces détachées et tient à votre disposition, pendant la pleine saison, un mécanicien confirmé pour vous aider à résoudre vos problèmes dans les meilleurs délais.

**CRÉDIT COURT PAR COFINOGA** (à souscrire aux conditions d'usage, 3 versements sans intérêts, perception forfaitaire de 8 F)

**BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE**  
RIVOLI - FLANDRE - PARLY 2 - MONTLHERY - GARGES - BELLE ÉPINE - ROSNY 2 - CRÉTIL



## HISTOIRE

### AUTOUR DE CHARLES

## Deux livres de Jean-Louis Debré sur les idées constitutionnelles du général

Le général de Gaulle ne s'est pas toujours fait une certaine idée de la Constitution. Tant qu'il n'était qu'un officier de valeur, clairvoyant et cultivé, mais terriblement militaire, il avait sa conception libérale. Le général de Gaulle n'a plus qu'à transcrire en termes juridiques les principes qu'il a choisis. Au moins sont-ils fort clairs.

Le retour au pouvoir, justement, est présenté par Jean-Louis Debré avec quelque angélisme. En revanche, sur l'élaboration pratique de la Constitution, la moisson d'informations est belle. Le général est l'inspirateur, Michel Debré le maître d'œuvre.

En fait, dès sa première conversation avec son garde des sceaux, la plupart des lignes directrices sont acquises. Pourtant, le général n'a pas encore sa religion sur la question de savoir si le gouvernement doit être responsable ou non devant l'Assemblée. Michel Debré l'y pousse de toutes ses forces avec succès. Le projet de Sénat sera substantiellement remanié. Il perdra ainsi en route l'une de ses composantes, la représentation socio-professionnelle, à laquelle, pourtant, tenait fort le général. Il faut trancher aussi deux conceptions de la Communauté, le modèle fédéral et le modèle confédéral. Et quatre sujets font notamment l'objet de discussions infinies: définition du collège électoral du président, le futur article 16, le statut des suppléants et les modalités de l'engagement de la responsabilité gouvernementale.

Plusieurs idées intéressantes capotent, malgré l'insistance de Michel Debré: ainsi l'incompatibilité entre les fonctions de ministre ou le mandat de député, d'une part, et la présidence d'un conseil général ou la sénéchaussée d'une grande ville, d'autre part. Ce n'est pas encore sous cette République-là que les ministres feront leur travail à plein temps ou que les députés se comportent toujours en élus nationaux. Autre exemple: le contrôle annuel des ressources et des dépenses des formations politiques, qui est l'un des moyens d'une moralisation de la vie publique qui ne serait pourtant pas inutile. Quelques engagements importants et mémorables sont pris: en réponse à Paul Reynaud, président du comité consultatif constitutionnel, le général de Gaulle affirme le plus clairement du monde que le gouvernement n'étant pas, dans la nouvelle Constitution, responsable devant le président, celui-ci ne peut révoquer le premier ministre. Théorie spectaculairement battue par Georges Pompidou en 1972, lorsqu'il remercia Jacques Chaban-Delmas, quelques jours après que celui-ci se fut imprudemment fait plébisciter par la majorité au Palais-Bourbon.

Cent autres précisions sont apportées dans le livre de Jean-Louis

Debré qui, comme le veut la règle du genre, doit aussi assaisonner son travail de références aux grands hommes de l'histoire des idées politiques. Ainsi Kant est-il mobilisé à la rescousse du général, ce qui se soutient à la rigueur. Amis, à un autre moment, Jean-Jacques Rousseau est-il invoqué non loin du R.P.F. Le rapprochement est plus étrange.

L'autre livre de Jean-Louis Debré — la Constitution de la V<sup>e</sup> République — vient de paraître. Outre une préface vigoureuse de Michel Debré, il est pour l'essentiel composé d'une série de documents souvent inédits absolument remarquables: deux projets constitutionnels de Michel Debré datant de 1946 et de 1948; les procès verbaux lorsqu'ils ont été lus, c'est-à-dire essentiellement au début des travaux du groupe des experts en 1958, donc de ceux qui, sous la direction de Michel Debré, ont vraiment élaboré la Constitution de la nouvelle République: les différentes moutures des principaux articles, après examen du général de Gaulle, discussion des ministres d'Etat, avis et propositions du comité consultatif constitutionnel, observations du Conseil d'Etat. On y retrouve l'inspiration du général de Gaulle, l'influence et la patte de Michel Debré, le jeu croisé des opinions et des consultations. Bref, à la fois une source historique substantielle et une mesure objective, parfois involontairement cruelle, des décalages entre les intentions et la pratique. Domage seulement que l'appareil critique n'ait pas été plus fourni.

ALAIN DUHAMEL

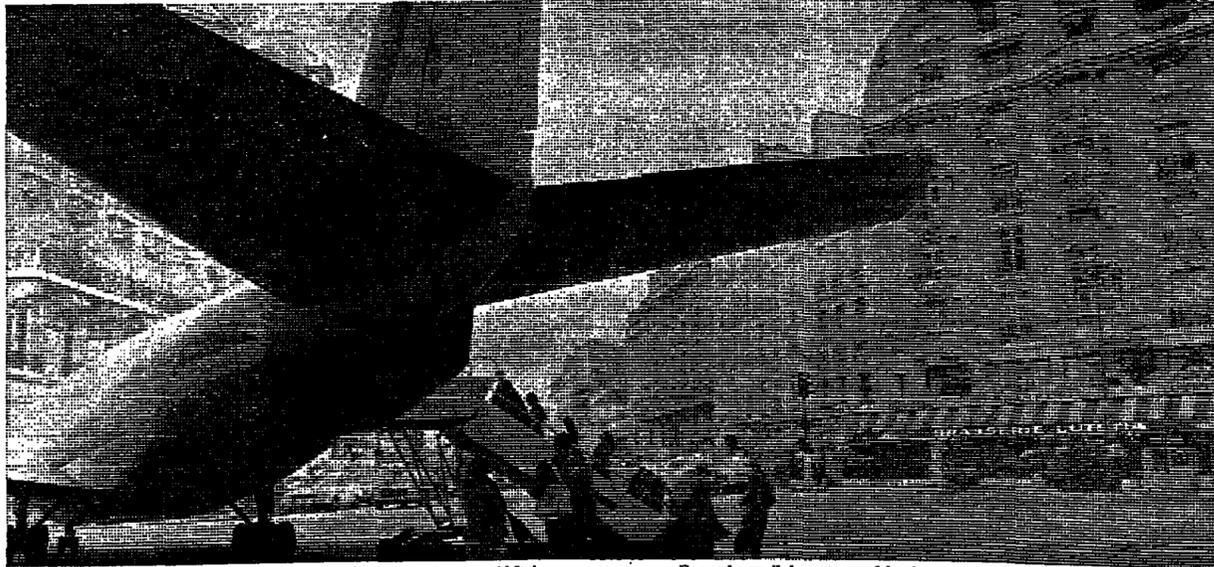
\* Jean-Louis Debré: Les idées constitutionnelles du général de Gaulle. Librairie générale de droit et de jurisprudence, collection « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », 1974, 461 pages, 100 F.

\* Jean-Louis Debré: La Constitution de la V<sup>e</sup> République. P.U.F., collection « Droit d'aujourd'hui », 340 pages, 52 F.

**GAULT ET MILLAU VONT-ILS OUVRIR UN SEX-SHOP ?**

Pas encore... mais ils ont parcouru de fond en comble le quartier des Halles dont ils vous révèlent les meilleurs et les plus pittoresques bistros et bouquins. Dans le même numéro, une foule de suggestions pour vos vacances. Le Nouveau Guide GAULT-MILLAU, numéro de mai, en vente chez votre marchand de journaux.

## Les vitrines de la rue de Sèvres sont à Orly.



«AÉROPORT DE PARIS», c'est Paris en résumé, en 109 boutiques, 18 restaurants, 4 hôtels. 2 cinémas: une sélection raffinée des articles et des plaisirs de Paris. Les achats, les cadeaux, les services des Champs-Élysées, de l'Opéra, de la rue de Sèvres, du Faubourg Saint-Honoré. Le pyjama de soie et le pardessus en loden, l'eau de toilette et le réveil électronique, le coiffeur et le dernier Goncourt.

En une heure d'aéroport, vous faites les courses d'un après-midi en ville. Et derrière les douanes, vous êtes admis dans le monde des boutiques hors taxes. «AÉROPORT DE PARIS»: 4 grandes adresses pour gagner de l'argent et du temps.

**AÉROPORT DE PARIS: boutiques, services, restaurants, hôtels, comme à Paris.**

Orly-Sud, Orly-Ouest, Le Bourget, Roissy-Charles-de-Gaulle.

هكذا من الأهل

HISTOIRE

HARLE DE GAULLE

Debré du général

LES SOUVENIRS DE JACQUES VENDROUX

Les nostalgiques trouveront leur part dans ce deuxième et dernier volume des souvenirs de Jacques Vendroux, mais ceux qui, avec son beau-frère, entendent de Gaulle leur confier : « Bien qu'ils n'aient pas voulu que j'achève ma tâche je laisserai ce qu'il faut pour que d'autres comprennent la nécessité de la poursuivre... ou de la reprendre plus tard », ceux-là sont comblés. De deux manières.

D'abord, Jacques Vendroux, par la fidélité — discrète mais précise — de ses cahiers tenus au jour le jour, éclaire les deux dernières années de la vie du général de Gaulle : c'est-à-dire les circonstances son départ des affaires et son jugement sur ces circonstances et ses successeurs. En mai 1968, de Gaulle était hostile à la réouverture de la Sorbonne, et la confirmation de ce point d'histoire ainsi que la marque constante de confiance en Christian Fouchet sont cette fois définitives. De Gaulle avait ne se faisait aucune illusion, même après le 30 mai, sur la gravité de la situation ni sur la démission des caractères quasi générale parmi ceux qui continuaient de se réclamer de lui ; démission, quand il ne s'agit pas de trahison : l'ancien secrétaire général adjoint de l'I.L.D.E., Alain Chabanon, reçoit à cet égard la palme qu'il a publiquement recherchée à cette époque par son diagnostic sur de Gaulle. Dans le théâtre de l'ambigu, le mérite de la franchise revient à d'autres « fidèles » : « Comme je prends la galerie qui conduit des Quatre-Coins à la salle des conférences, je me sens pris par le bras et entraîné dans l'embrasure d'une des grandes fenêtres qui donnent sur la cour de Bourgoigne. C'est Waldeck Rochet, secrétaire général du parti communiste, qui, sans se cacher de ses amis ni paraître troublé par les regards étonnés de quelques-uns des miens, veut m'entraîner en un court aparté. Il me déclare sans ambages : « Surtout insistez » pour qu'on ne cède pas... Il ne faut pas qu'il s'en aille ! »

La suite est transparente : Jacques Foccart déconseillant au beau-frère du général toute initiative pour que Georges Pompidou annonce fermement qu'il ne serait pas candidat en cas de victoire de « nous » ; l'établissement de Gaulle de voir Michel Debré persévérer dans sa participation au gouvernement après l'élection présidentielle de 1969, alors qu'il n'est plus autorisé au-delà des circonstances de la création, puis du dévoiement de l'amicale parlementaire Présence et Action du gaullisme sont précisées. Jacques Vendroux prend cette initiative pour, un an après, s'en écarter, constatant son noyautage, initiative et écart suivant l'approbation expresse du général de Gaulle, lequel écrit aussi à l'ancien président de la commission des affaires étrangères son approbation pour les interventions de ce dernier à la suite de la conférence de La Haye, en décembre 1969, ou de l'exercice de ressources propres au « Parlement » européen en avril 1970.

Ce guide pour écrire et relire

Une édition exceptionnelle de la Documentation française

« LES VOIX DE LA LIBERTÉ »

Pour un grand nombre de Français et de Françaises, dont les plus jeunes doivent aujourd'hui approcher de la cinquantaine, les premières mesures de la Cinquième Symphonie de Beethoven gardent toujours une signification particulière.

Le marteau du timbalier tenu par la Destin, qui frappe trois brèves et une longue pour marquer son intrusion imparable dans la vie des humains, fut pendant quatre années, de 1940 à 1944, l'indicateur de la B.B.C. qui, notamment, annonçait les émissions de la France libre.

Ces quatre notes irritèrent von Stülpnagel, courroucèrent les gens de Vichy, finirent par exacerber la panique chez les collaborateurs de l'occupant, car elles portèrent jour après jour, lancinantes et amplifiées, l'annonce d'une juste victoire de la liberté sur l'oppression.

En publiant, à l'occasion du trentième anniversaire de la libération et de la victoire alliée, une édition nationale des textes les plus marquants des émissions diffusées en français par la B.B.C. du 18 juin 1940 au 31 août 1944, la Documentation française accomplit une mission historique.

Car qui niera que la première arme de la Résistance fût ce micro anglais prêt à un général rebelle et solitaire pour rallier ceux qui refusaient l'armistice et qui, au mépris du bon sens bourgeois, pris à tort parfois pour vains, choisissaient de continuer avec leurs forces dérisoires un combat dont l'issue paraissait alors incertaine.

Les textes rassemblés en cinq volumes frappés de la croix de Lorraine, sous le titre général *Les Voix de la Liberté* — *ici, Londres 1940-1944*, constituent un ensemble documentaire d'un intérêt historique et politique considérable permettant de suivre au jour le jour l'histoire de la guerre vue d'Angleterre, la construction de la Résistance, l'évolution de l'éthique de la France libre.

Pour tous ceux qui ont vécu cette époque entre Carton Gardens, siège de la France libre, et les studios de la B.B.C. à Portland Place, dans Londres harcelée par les bombardiers allemands, l'aventure fut unique et exaltante.

Le directeur de la Documentation française (Éditions du secrétariat général du gouvernement), M. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, qui fut — après s'être évadé d'un otage en Poméranie — chef du service de diffusion clandestine au commissariat national à l'intérieur et secrétaire du comité exécutif de propagande de Londres, de 1942 à 1944, a obtenu de la B.B.C. l'accès aux archives. Avec son équipe, il a dépouillé pendant quatre ans plus de soixante-dix mille pages dactylographiées, textes des émissions de la France libre. Les travaux préparatoires, les choix (un vingtième seulement des textes ont été retenus), ont été exécutés en collaboration avec le Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale et sous le contrôle scientifique des professeurs, H. Michel et J. Godochot.

On retrouve donc dans ces volumes, dont les deux premiers paraissent le 6 mai, les interventions, réalisées dans le cadre des événements, du général de Gaulle, du maréchal Leclerc, des généraux Giraud, Koenig, Brossat, de Boissieu, Vallin, des amiraux Muselier, Thierry d'Arigniel, Auboyneau, et les textes, informations, reportages, commentaires ou adhésions que Maurice Schumann, Pierre Bourdan, Jean Marin, Jean Oberlé, Jacques Duchesne, André Gillois, Maurice Van Moppes et Pierre Dac lancèrent sur les ondes anglaises, mêlés aux slogans, aux chansonsnettes, aux récits pathétiques, aux consignes, aux messages personnels.

On lit aussi avec intérêt les prises de position et les engagements de MM. Cassin, Plevon, Brossolletta, de Boislabert, d'Astier, Frenzy, J.-P. Lévy, Vienot, G. Boris, F. Cluson, Coulet, Bingen, etc., et à partir de 1943, de MM. Fernand Grenier et Waldeck Rochet, élus communistes. Eve Curie, Georges Bernanos, Jacques Martin, Jules Romains et d'autres intellectuels furent aussi au nombre des supporteurs de la France libre, dont la voix, par la radio anglaise, finit par atteindre — les observateurs vichystes la reconnaissent — au moins 80 % des Français.

« La dimension légendaire de l'appel du 18 juin », écrit dans l'introduction M. Crémieux-Brilhac, nous dissimule la singularité sans précédent d'un acte radiophonique à l'état pur : pour la première fois dans l'histoire, un héros national se sera fait connaître — et reconnaître — par le seul moyen de la radiophonie de toute une nation qui ne l'avait jamais vu. »

L'aventure ne fut pas sans aléas. L'intransigeance du général de Gaulle, la prudence britannique, l'influence américaine, les rivalités de clans des Français libres, les manœuvres des politiciens exilés qui prévoyaient déjà les joutes futures, les conseillers de enion que les combattants méprisaient un peu, créèrent plus d'une fois des conflits stériles. Mais, fort heureusement, l'union se fit toujours autour de l'objectif principal : la participation de la France à la victoire alliée, objectif qui fut atteint sous la devise « Honneur et Patrie », résumant à elle seule les principes du bon combat.

**Un commando psychologique**

La loyauté de la B.B.C. vis-à-vis du commando de la guerre psychologique que constituait l'équipe française, soutenu par un Anglais intelligent et probe, M. Darsis Gillie, ne fut jamais prise en défaut et aujourd'hui encore, le service français de

la B.B.C. que dirigea longtemps John Sharwood, est sensible au souvenir de cette époque des ondes.

A rencontrer les anciens, Anglais ou Français, qui furent engagés dans cette croisade des ondes, où les mots devenaient des armes à longue portée — ce qui fit reconnaître par Goebbels : « L'invasion intellectuelle du continent par la radio anglaise », on éprouve une sensation rassurante.

Et l'on devine que demain, face à d'autres totalitarismes, noirs ou rouges, capables de mettre à nouveau en danger la dignité de l'homme, en le privant des libertés essentielles, la B.B.C. dont la tradition démocratique se fortifia face aux propagandes fascistes, dans le temps où elle prit en charge la vérité trahie, serait encore un bastion où l'honneur trouverait refuge et l'espérance un arsenal intact.

C'est le mérite des *Voix de la Liberté* de restituer aujourd'hui, à travers une belle édition, illustrée par les dessinateurs de l'époque, la vigueur du verbe guerrier, qui se fit action triomphante par la volonté de quelques-uns, venus de l'ombre, pour frapper comme le timbalier de la Cinquième Symphonie de Beethoven, les coups annonçant au monde transi l'arrivée du destin justicier.

M. D.

\* Les deux premiers volumes des *Voix de la Liberté* : 1) « Dans la nuit, 18 juin 1940-7 décembre 1941 » ; 2) « La mort en jeu, 8 décembre 1941-7 novembre 1943 » seront en vente à partir du 16 mai à la Documentation française, 25, quai Voltaire à Paris.

Les trois autres : « La Fin du commencement », « La Forteresse Europe » et « La Bataille de France » seront livrés à raison d'un volume tous les trois mois. Le montant de la souscription pour les cinq volumes est de 350 F.

Outre l'édition officielle, une édition illustrée est réservée aux clubs français des bibliophiles. Coût : 1 400 F.



DEMANDEZ A UN CLIENT DU CIC CE QU'IL PENSE DU CIC

**CIC** Tout ce que nous pourrions vous dire sur notre banque, nos clients vous le diraient mieux que nous.

Ils vous diraient qu'au CIC ils sont connus.

Ils vous diraient qu'ils peuvent recevoir à leur choix un relevé de comptes quotidien, décadaire ou mensuel.

Ils vous diraient aussi qu'ils utilisent des services aussi efficaces et pratiques que l'Impôtomatic, l'Épargne-Conseil, le Budgetmatic.

Certains ajouteraient qu'ils ont obtenu facilement le prêt immobilier dont ils avaient besoin pour mieux se loger.

D'autres insisteraient sur la qualité des conseils de nos collaborateurs en matière de placements.

Tous, ou presque, vous diraient qu'ils peuvent demander davantage au CIC. Et que c'est pour cela qu'ils nous accordent leur confiance.

Demandez-leur ce qu'ils pensent du CIC.



CIC. CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL. On peut demander davantage au CIC.

Don Quichotte et les autres

L'HOMME ESPAGNOL

BARTHÉLEMY BENVENISSE. attitudes et mentalités du XVIe au XIXe siècle. 35F



# SOCIÉTÉ

## Le médecin devant la mort

(Suite de la première page.)

La mort, lorsqu'elle survient à un âge avancé, revêt souvent un caractère paradoxal, frappant les uns après les autres les organes ou les systèmes vitaux. Les troubles pathologiques du vieillard appellent l'intervention médicale se déroulent non dans un organisme sain, mais sur un fond complexe et intriqué de multiples déficiences. Dans un tel contexte, les attitudes techniques et les normes déontologiques, que justifiait la lutte contre les morts indues ou prématurées, ne sont pas nécessairement appropriées à l'équilibre physique ou psychologique du vieillard. Elles ne le sont même plus du tout, et c'est de cette discordance, dont le corps médical commence seulement à être conscient, que naissent pour une bonne part les difficultés ou les drames auxquels se heurtent les familles, les malades et leurs praticiens.

Mme S., quatre-vingt-dix-neuf ans, grabataire, a perdu depuis quinze ans ses facultés intellectuelles. Une incontinence exige la pose d'une sonde vésicale, et des soins attentifs et constants permettent seuls d'éviter les escarres qui la guettent. A la suite de troubles du rythme cardiaque, elle a été munie à quatre-vingt-deux ans d'un régulateur (ou pace-maker). La pile en a été changée quatre fois déjà par des interventions chirurgicales. Un accident vasculaire cérébral, énergiquement traité, a entraîné des troubles de la déglutition et une aphasie. Muette, décharnée, grimaçante, elle est alimentée, « gavage » par une sonde gastrique.

Le dossier placé au pied de son lit, dans un hôpital de la région parisienne, est chargé : perfusions de sérum glucosé, antibiotiques et cortisoniens pour une infection pulmonaire, calmants divers

contre l'agitation (ou est-ce le désespoir de ne pouvoir en finir ?) qu'elle présente. La pile de son régulateur avait eu, il y a quatre ans, une défaillance. Après un traitement vigoureux de soutien cardiaque, elle a pu être changée. « Lorsqu'on m'a appelé auprès d'elle, j'ai agi de façon automatique », dit le jeune cardiologue qui lui a sauvé la vie.

L'exploit technique que justifie, et au-delà, la menace de mort prématurée devient ici réflexe et routine. Une routine dont le mobile est noblement et profondément ancré dans la formation

médicale. « On se bat jusqu'au bout, même si le combat est d'arrière-garde, même s'il est désespéré, même si les malades, fatigués, abandonnent. On se bat pour la vie, et c'est le sens même de notre métier », dit le médecin-chef de cet hospice modèle qu'est la Fondation Rothschild où sur cinq cents pensionnaires, dont la moyenne d'âge est de quatre-vingt-sept ans, deux cent quatre-vingt-dix sont invalides et dix survivent sous gavage gastrique.

Pour la vie, oui, mais faut-il se battre aussi pour une survie végétative, pour la palpitation ténue

d'un cœur sclérosé, pour les contractions d'intestins fatigués ? Faut-il se battre encore lorsque le délirement cérébral empêche le malade de dire sa souffrance, ou sa volonté ? « Tous les malades qui peuvent s'exprimer tiennent à la vie farouchement, ajoute le docteur Lévy. Et ils jubilent lorsque ce sont les autres qui meurent ».

« La pression thérapeutique des familles est très forte, affirme un autre gériatologue. J'ai été dénoncé au conseil de l'ordre par une famille dont la mère, âgéeuse, incontinente, en défilance cardiaque, s'était cassé la jambe à 89 ans. Nous avions placé une

simple attelle, et ses proches exigeaient une opération ».

Ne s'agit-il pas de cas extrêmes ? Et les familles trouvent-elles toujours à s'exprimer librement ? La pression morale qui s'exerce sur elles n'est-elle pas très forte, en un temps où les problèmes spécifiques que pose le comportement médical devant le quatrième âge commencent à peine à se poser ? Pour cet autre médecin, seul soignant qualifié, de près de 600 lits, où la moyenne d'âge est de 89 ans, « les requêtes éhémériques sont, au contraire, fréquentes de la part des familles ».

### Les âmes mortes

Que penser devant ces opinions contradictoires, cette adhésion apparemment unanime à la routine et à la réanimation, devant ces alignements dantesques d'âmes mortes, hérissées de tubes, criblées de piqûres, défigurées de bave ?

Il paraît clair que la décision thérapeutique ne devrait être portée, au-delà d'un certain âge, qu'en fonction d'un jugement de valeur concernant ses conséquences physiques d'une part, la durée et la qualité de la vie à laquelle elle s'adresse de l'autre.

Le traitement routinier et bien intentionné d'un organe ou d'un système atteint risque de stimuler chez le vieillard un désordre infiniment plus grave et douloureux. Nombre de ramollissements cérébraux et de sénilité dégradantes ont été dénichés par l'administration de médicaments destinés à faire baisser une tension excessive.

L'apparition, en 1954, de cette discipline salvatrice qu'est la réanimation a permis depuis lors des miracles, grâce à des exploits techniques et à la supplication

définitivement lésé, comme le montre l'enregistrement électroencéphalogramme plat. Placé sous respirateur artificiel, nourri par des perfusions et une sonde gastrique, bourré d'antibiotiques, Jérôme a passé plus de dix semaines dans un service hautement spécialisé de réanimation.

Le prix de journée y est de 874 F et huit malades y mobilisent à plein temps trois médecins, quatre externes, quatre infirmières et deux aides-soignantes, sans compter un prodigieux équipement technique... « La réanimation hospitalière est souvent trop tardive, dit le chef du SAMU de Paris : c'est la réanimation primaire, intervenant immédiatement sur le terrain, avant que des atteintes graves du cerveau se soient constituées, qu'il faut développer ».

Le canton de Zurich est, sur ce plan, un modèle du genre. Des équipes dites « cardiomobiles » y sont sans cesse en alerte et peuvent intervenir au moindre appel. Elles font six cents sorties par an environ. L'intervention est si rapide qu'il n'est pas question d'en mesurer le bien-fondé ou de poser un diagnostic. On réanime donc péle-mêle des malades auxquels on sauve indiscutablement la vie, lors d'un premier arrêt cardiaque ; d'autres qui en sont à leur deuxième ou troisième hémorragie cérébrale, à leur sixième crise de fibrillation ventriculaire. Certains des fruits de ces exploits trahissent durant des mois dans les hôpitaux de la ville, incontinents, alimentés et hydratés par des moyens artificiels, sans autre issue qu'une lente et silencieuse crucifixion dont le médecin se plaît à croire qu'elle n'entraîne aucune souffrance...

### Le bien-fondé des réanimations

Certes, les plus hautes autorités professionnelles et religieuses s'accordent depuis quelques années pour estimer que le médecin n'est pas moralement tenu d'utiliser des « moyens extraordinaires » chez les patients dont le cerveau est détérioré et chez lesquels aucun espoir de guérison ne peut être raisonnablement envisagé. Il semble que les déclarations faites à ce sujet par le pape Pie XII aient visé le problème théoriquement (et non techniquement) simple que pose l'interruption de la réanimation artificielle chez des patients en « coma dépassé » et dont la destruction cérébrale est avérée.

Mais l'alimentation par tube d'un grand vieillard inconscient depuis des mois est-il un « moyen extraordinaire » ? Et que peut-on trouver d'extraordinaire à la stimulation électrique ou chimique d'un cœur d'enfant arrêté au cours d'une opération, sinon que l'enfant en question est un individu dont l'existence est assurée par un double cancer des reins ? La qualification d'« extraordinaire » s'applique certes pas dans ces cas aux moyens employés — classiques et fort courants — ni à l'indication réflexe et simple qui les justifiait, mais au bien-fondé de leur emploi en fonction de critères relevant non d'une appréciation technique, mais d'un jugement de valeur concernant à la fois la durée probable de l'existence de vie ainsi préservée, et sa qualité.

Jugement, pour une large part subjectif, fondé sur des considérations d'ordre éthique, humaniste, familial et social, auxquelles le médecin, au cours de ses études, n'a nullement été préparé, et dont il est en toute hypothèse peu concevable qu'il doive assumer seul et toujours la charge.

La solution est pourtant évidente en certaines circonstances : en salle d'opération, en cas d'urgence, ou pour un accident survenant en milieu hospitalier. Une formation des médecins moins strictement technique et plus ouverte sur des considérations humanistes s'imposerait sans doute et dans bien des cas à déjouer le double piège de la transition par sa propre compétence et du traitement non « extraordinaire » mais « inapproprié » à une situation donnée.

Cette « éthique de situation » à laquelle devraient s'attacher et les instances préoccupées de la déontologie professionnelle et le corps enseignant, permettrait de répondre mieux qu'une quelconque législation ou réglementation formelle, à des circonstances essentiellement nouvelles et singulières, où les facteurs individuels transcendent, presque par définition, les normes, les règles ou les lois qu'inspire l'intérêt collectif.

Le scandale qu'avait créé, il y a quelques années, l'initiative, médecin-directeur d'un hôpital londonien confirmée ce fait d'expérience. Pendant seize mois, les dossiers des malades âgés de plus de soixante-cinq ans atteints d'un cancer, d'une maladie rénale, ou d'une affection pulmonaire

### L'OPINION PUBLIQUE... ET CELLE DES PRATICIENS

Une enquête, récemment conduite par l'Institut Gallup, indique que 83 % de la population américaine (26 % en 1958) estiment qu'un médecin devrait pouvoir, s'il en est prié par le patient et sa famille, procurer aux incurables une mort sans douleur. Un plus grand nombre de réponses positives à la question posée viennent des jeunes et des plus instruits. En revanche, moins de trois médecins sur dix accepteraient de pratiquer une euthanasie active si la législation l'interdisait était modifiée. L'euthanasie passive (absence ou interruption de traitement) aurait, elle, le faveur de dix médecins sur dix, si une demande expresse du malade les y autorisait (« Living will »).

Mais si 84 % des médecins ont été l'objet au cours de leur pratique de pressions justifiées pour une abstention thérapeutique (euthanasie passive), 12 % seulement ont entendu un malade formuler lui-même cette demande. Une enquête menée en 1970 par l'Association médicale américaine auprès de ses membres montre, outre ces indications, qu'en proportion non négligeable (un tiers) les médecins souhaitent que des modifications législatives ou déontologiques interviennent à propos de l'euthanasie. Elle révèle aussi que 99 % des généralistes ou des médecins hospitaliers, engagés dans une pratique quotidienne et qui proposent l'établissement d'une déclaration d'intention (« Living will »), sont prêts à l'observer pour une euthanasie passive.

compte des désirs ou des situations particulières de ces mêmes malades et de leurs familles. Encore faudrait-il que ces désirs ou ces interrogations essentielles puissent être entendus que les mourants ne soient pas isolés, ou relégués derrière un paravent au fond d'une salle commune et que le médecin ne subisse pas en ces moments suprêmes l'agitation technique et le contact humain.

Dr. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

Prochain article :

L'AIDE AUX MORIBONDS

### LA MORT DU PRÉSIDENT TRUMAN

Le 13 novembre 1972, les médecins de l'ex-président Truman, âgé à l'époque de quatre-vingt-huit ans, furent appelés auprès de lui pour une aggravation des troubles cardiaques et certains d'origine vasculaire qu'il avait présentés épisodiquement durant son séjour à la Maison Blanche. Traités par des antibiotiques pour une infection pulmonaire, mis au repos et soumis à des stimulants circulatoires divers, il fut admis le 4 décembre au Research Hospital and Medical Center de Kansas-City. Il présentait des périodes intermittentes de confusion mentale.

Vingt-six heures après son admission, son cœur et sa respiration défaillèrent. Placé sous oxygène et sous perfusion d'antibiotiques, il se vit soumis à un traitement vigoureux de stimulation cardio-circulatoire. Un tube fut introduit dans son estomac pour le nourrir. Huit jours après son admission, une défaillance rénale due à l'insuffisance circulatoire provoqua au début d'urémie. On se mit alors à le nourrir, toujours par son tube gastrique, avec un mélange spécial envoyé d'urgence de Californie et destiné à soulager les fonctions rénales défaillantes.

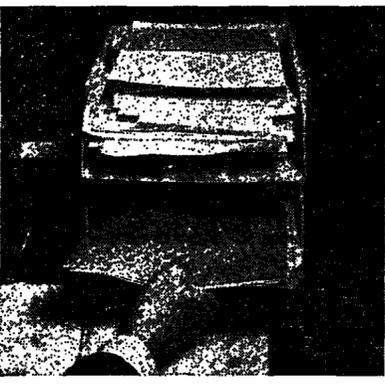
Le néphrologue présent suggéra l'insertion d'un rein artificiel. Mais la dégradation continue de l'état du malade, en dépit des multiples perfusions et transfusions tentées, ne lui en laissa pas le loisir. Truman mourut dans le coma ; il devait y rester dix jours, grâce aux moyens héroïques déployés pour l'empêcher de mourir.

Il rendit l'âme vingt-deux jours après son admission, deux mois après le début d'une agonie qui eût pu se dérouler paisiblement, dans le cadre qui lui était familier, entouré des siens.

Quatre-vingt bulletins médicaux avaient été publiés par une équipe comportant une vingtaine de médecins, professeurs, assistants, internes et spécialistes de toutes sortes.

Is s'étaient bien battus contre la défaillance rénale, l'infection pulmonaire, la sclérose cérébrale, pour la pression sanguine, le rythme cardiaque, le balance d'électrolytes... et pour l'apport de nourriture au centre hospitalier de Kansas.

Mais s'étaient-ils battus pour un homme ?



## Avant de "classer" vos projets d'expansion industrielle, lisez ceci :

Il existe encore dans la CEE un heureux pays où les plans d'expansion industrielle trouvent le climat propice qui leur est indispensable : c'est la République d'Irlande.

Les experts de la CEE sont même en mesure de prédire que le PNB y augmentera encore de 5% par an jusqu'en 1978 au moins.

En ces temps d'inflation, l'Irlande conserve aussi pour les coûts salariaux un très net avantage sur les autres pays européens. Et grâce aux accords nationaux sur les salaires, les rapports sociaux ne cessent de s'améliorer : pendant la dernière décennie, l'Irlande a eu le plus faible pourcentage de journées perdues pour cause de grève de tous les pays industrialisés, y compris ceux de la CEE, les Etats-Unis et le Japon. En 1974, il n'a été que de 35 jours pour 100 salariés.

La Banque nationale foncière possède à l'heure actuelle une réserve de 1.200 hectares de terrains sélectionnés pour les besoins futurs de l'industrie. Les investissements d'Etat en terrains et en usines clés en main pour les industries nouvelles atteignent aujourd'hui 620 millions de francs.

Les exportations de produits industriels (un tiers de la production industrielle) se sont élevées à 8 milliards de francs, chiffre record. Autre record : dans l'année s'achevant en mars 1974, 3 milliards de francs ont été investis dans de nouvelles entreprises (plus du double de l'année précédente : 1.350 millions).

Sur ces 3 milliards, l'Etat en a payé 25% par l'intermédiaire de l'Office du Développement Industriel (IDA Ireland), sous forme de subventions non remboursables sur les immobilisations en capital. Pour certaines des sociétés créant des usines en Irlande, ces subven-

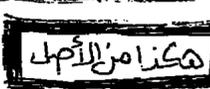
tions s'élèveront jusqu'à 50% de leur investissement total.

Et le Gouvernement maintient jusqu'à 1990 l'exonération totale d'impôts sur les bénéfices provenant de ventes à l'exportation. Capitaux et bénéfices peuvent être rapatriés en toute liberté. Certaines sociétés de services profitent également de ces avantages.

Parmi les sociétés récemment installées en Irlande, on peut citer Ashli, Braun (Groupe Gillette), Merck, Sharpe & Dohme, Poclain et Esilov.

Si vous désirez plus de renseignements sur les facilités offertes par l'Irlande aux investisseurs industriels, veuillez contacter l'un des bureaux de l'Office du Développement Industriel. Vous pouvez téléphoner directement à notre Délégué à Paris, Niall Mooney, au 359.7767.

**IDA Irlande**  
OFFICE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL  
45 rue Pierre Charron 75008 PARIS  
Siège Central : Lansdowne House, Dublin 2  
Angleterre : 28, Bruton Street, W1X7DB Londres  
Belgique : 7, rue Joseph II, 1040 Bruxelles  
Allemagne : 5 Köhn Marienburg 51, Bayenthalstrasse 13  
Danemark : Nyropsgade 47, 1602 Copenhague V



MÉDECINE

VERS UNE RÉFORME DES ÉTUDES

L'internat deviendrait obligatoire pour l'accès à la plupart des spécialités

Un nouveau projet de réforme de l'internat en médecine, lié à une modification de l'accès aux spécialités, devrait être prochainement remis à Mme Simone Veil, ministre de la Santé. Fruit d'un an de travail d'un groupe dirigé par le professeur Rapin, doyen du centre hospitalier universitaire de Créteil, ce projet a été largement discuté avec les représentants de toutes les organisations concernées.

Le « projet Rapin » répond à plusieurs objectifs, dont le premier est la nécessité de réunifier les différents internats actuellement existants : internats des villes de facultés, internats des hôpitaux des régions sanitaires, internats départementaux et régionaux, tel sera, si du moins le projet est retenu, le nouveau concours. Le territoire sera, en effet, divisé en une douzaine de régions. Chaque candidat pourra s'inscrire dans trois régions, dont obligatoirement sa région d'origine, se présenter au concours deux années consécutives.

Le deuxième souci des auteurs du projet est de supprimer la disparité entre les différentes filières d'accès aux spécialités (certificats d'études spéciales, d'une part, ou le plus gros travail et le renseignement théorique; internat, d'autre part, où cet enseignement théorique est quasi inexistant), et de rendre la formation du spécialiste conforme aux directives du traité de Rome, notamment à l'obligation de stages hospitaliers avec exercice de responsabilité. Dans cet esprit, l'internat deviendrait dans l'obligatoire pour accéder à toutes les grandes spécialités cliniques.

Le troisième objectif est de supprimer la véritable concurrence qui existe actuellement entre la préparation des différents concours d'internat et la poursuite des études du deuxième cycle. Trop souvent, l'étudiant qui prépare l'internat en vient à négliger l'enseignement universitaire, ainsi que son rôle hospitalier. A cet effet, on ne prépare plus l'internat : il n'y aura plus de programmes et les épreuves auront la vue à cette filière porteront sur ce qu'aura appris l'étudiant du début de ses études de médecine à la fin du deuxième cycle. Il sera même possible que ce soit la même série d'épreuves — la correction en étant modifiée — qui ouvre les portes de l'internat et qui représente le contrôle de fin de deuxième cycle.

Ces épreuves elles-mêmes consisteront probablement en un certain nombre de questions à réponses ouvertes et courtes, où l'étudiant, en quelques lignes, répond à une interrogation précise. La correction de ce type d'épreuves, déjà en vigueur dans un certain nombre d'unités d'enseignement et de recherche, per-

met l'emploi de l'ordinateur. Les coefficients attribués à chaque discipline seraient différents suivant les régions, permettant ainsi, sous l'influence des caractéristiques locales de l'enseignement, de parvenir à un classement par région favorisant les étudiants « locaux ».

Un certain pourcentage des deux mille postes d'internats mis ainsi au concours chaque année sera réservé aux médecins généralistes pouvant justifier d'un cer-

tain nombre d'années d'exercice, ainsi que d'une réelle formation post-universitaire. Les généralistes concourront entre eux, et bénéficieront probablement d'un internat raccourci.

Après avoir choisi son lieu d'études en fonction des différents classements qu'il aura obtenus, l'étudiant qui aura réussi le concours fera en moyenne quinze années d'internat, où il devra suivre à la fois un enseignement théorique (peut-être sous forme de « séminaires »), et des stages hospitaliers, dont un certain nombre dans la spécialité qu'il aura choisie.

La première année d'internat se déroulera dans l'une des quatre familles de spécialités : médecine et spécialités médicales, chirurgie et spécialités chirurgicales, anesthésie-réanimation, et psychiatrie, le choix définitif de la spécialité elle-même n'intervenant qu'au terme de cette première année.

Des collèges régionaux, fédérés par spécialité à l'échelon national, et formés de représentants de toutes les parties concernées, seront chargés de régler les problèmes de chacune des spécialités. Ils seront notamment chargés d'en déterminer les programmes et l'enseignement, d'établir dans quels services hospitaliers pourront s'effectuer les stages, et peut-être d'organiser l'examen probatoire de fin de spécialité.

Le dernier souci des auteurs du projet est de favoriser la mobilité des étudiants, notamment en rendant obligatoires certains stages dans les hôpitaux régionaux, et cela dans le double but de « faire sortir » les étudiants de l'université des C.E.U. et d'apporter un « sang neuf » aux services de ces hôpitaux, en leur attribuant des internes arrivant en fin d'études, et donc à même de rendre de réels services.

Une fois terminés son internat, après avoir passé avec succès l'examen probatoire de sa spécialité, l'interna pourra, à sa guise, passer, s'installer « en ville » comme spécialiste. Mais, s'il préfère la carrière hospitalo-universitaire, il aura dû passer d'autres épreuves ouvrant la voie au « clinicien », auquel six cents des deux mille internes nommés chaque année pourront ainsi accéder.

Deux mille par an : ce chiffre, qui devrait rester constant, correspond à la volonté de maintenir le nombre de spécialistes formés chaque année à un quart du nombre total de médecins formés. Il va de soi que cela ne sera possible que si, parallèlement, on revalorise le rôle du médecin généraliste. C'est la revalorisation, d'autant plus nécessaire que pour certains, le choix de la médecine générale n'est que le résultat d'un échec à l'internat, est d'ailleurs l'objet de travaux d'une autre commission, présidée par M. Pongère, conseiller d'Etat, et qui devrait, elle aussi, rendre prochainement ses conclusions.

Quelle que soit la rapidité avec laquelle les services du ministère de la Santé et du secrétariat d'Etat aux universités pourront mettre en place ces réformes ambitieuses à bien des égards, celles-ci ne pourront pas en tout état de cause, entrer en vigueur avant 1980. A moins qu'elles ne soient votées, comme tous les projets précédents, des oppositions conjuguées de tous les intéressés, de la force de l'inertie et de celles des habitudes.

XAVIER WEEGER.

REVALORISER LA MÉDECINE GÉNÉRALE

La commission chargée de revoir la place et le rôle que devrait avoir le médecin généraliste, présidée par M. Fougère, conseiller d'état, a terminé ses travaux. Elle a remis au ministre de la Santé et se sont donc pas encore rendus publics, on sait cependant quelles seraient les grandes orientations :

• Restauration de « mesures incitatives », non autoritaires, tendant à agir sur la répartition géographique, de façon à obtenir notamment une meilleure répartition géographique, entre autres entre spécialistes et généralistes.

• Réforme dans la formation du généraliste, probablement en renforçant la médicalisation des deux premiers cycles d'études, au détriment des matières fondamentales; un troisième cycle spécifique aux sciences médicales précoces, incluant des stages formatifs en milieu hospitalier ou auprès des praticiens exerçant « en ville ».

• Modification des conditions d'exercice, en favorisant notamment l'exercice en groupe, en ouvrant la possibilité à des responsabilités hospitalières pour l'omnipraticien, par exemple dans les hôpitaux « locaux »; instauration d'une promotion liée à la formation continue, elle-même à développer.

L'UNEF (unité syndicale) A UN NOUVEAU PRÉSIDENT

Après son congrès à Nanterre

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai). Dans une motion adoptée par 78 voix contre 28, le parti socialiste rappelle à ses militants le respect scrupuleux du principe de l'indépendance syndicale, qui exclut toute ingérence d'une organisation politique dans la vie des syndicats.

Sur le fond, la discussion qui a eu lieu au sein du comité directeur du P.S. a montré que ce parti était plus que jamais embarrassé par la dispersion de ses militants — ils sont nombreux dans le monde scolaire et universitaire — au sein des organisations syndicales d'enseignants. On en retrouve, en effet, au sein de la tendance majoritaire de la FEN — Unité, indépendance et démocratie —, d'autres à « Unité et action » (animée principalement par les communistes), d'autres encore avec les adhérents du P.S.U. à « Rénovation syndicale », d'autres, enfin, en dehors de la FEN, au Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.).

L'initiative de la Fédération nationale des militants du CERES au SNES, si elle brouille encore davantage les cartes, va obliger le parti à se poser sérieusement la question. La Journée des enseignants socialistes, dimanche prochain 11 mai, y sera pour partie consacrée.

Les militants de la nouvelle tendance « Unité et rénovation » ont publié, après la décision du P.S., un communiqué où ils indiquent notamment que celle-ci « est née d'une réaction nécessaire d'enseignants socialistes contre la faiblesse de l'orientation socialiste autogestionnaire dans le SNES. Cela n'a jamais été, comme la liste des candidats le montre, une opération d'un courant du P.S. Au contraire, les enseignants socialistes engagés sur le terrain, et qui savent l'urgence d'une action concrète, ont soutenu massivement cette initiative. Ils y voient le meilleur moyen de débloquer la situation interne du syndicat ».

Les sections parisiennes de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), organisèrent, mercredi 14 mai à 15 heures, de la Basilide au Palais-Royal, une manifestation dans le cadre de la « semaine fédérale d'action », du 12 au 17 mai. Cette manifestation « prolonge la campagne besoins-écrits lancée il y a cinq mois par la FEN, exprime l'opposition des personnels de l'enseignement public aux projets Baby, Sosson et Maseux et leur volonté d'obtenir l'écrit et les postes nécessaires pour l'amélioration des conditions de travail, la garantie de l'emploi et la titularisation des vacataires ».

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

APRÈS SON CONGRÈS À NANTERRE

L'UNEF (unité syndicale) A UN NOUVEAU PRÉSIDENT

Après son congrès à Nanterre

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

AU COMITÉ DIRECTEUR DU PARTI SOCIALISTE

L'action des militants du CERES au SNES est nettement désavouée

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

Le comité directeur du parti socialiste a condamné, au cours de sa séance de samedi matin 3 mai, l'initiative prise par les militants du CERES de créer une nouvelle tendance — « unité et rénovation » — au sein du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES, affilié à la Fédération de l'éducation nationale) (le Monde du 2 mai).

UNIVERSITÉ RENÉ-DESCARTES

FORMATION CONTINUE

29, avenue du Général-Leclerc - 75014 PARIS  
Tél. : 707-30-19

CRITIQUE ET ÉDUCATION DU TÉMOIGNAGE.  
— Public : toute personne susceptible de donner ou de recevoir des témoignages.  
— Dates : 12 ou 16 MAI inclus.

EXPRESSION ÉCRITE ET ORALE (1) - EXPRESSION ORALE (2).  
— Public : tous publics.  
— Dates : (1) 26 ou 30 MAI inclus. (2) 9 ou 12 JUIN inclus.

PROBLÈMES INSTITUTIONNELS ET CULTURELS DU MAGHREB.  
— Public : coopérants en mission, personnels en rapport avec les immigrés maghrébins en France.  
— Dates : 21 ou 23 MAI inclus et du 28 ou 30 MAI inclus.

Océ des copies pour gens raisonnables. C'est l'avis de beaucoup d'assureurs judiciaires (ils connaissent la vraie valeur des choses!). En matière de copies, votre assureur peut dire son mot. Mais être hérisse de questions, il connaît la vraie valeur des choses. Aussi, pour lui, il est évident que ce n'est pas sur les statistiques, mais sur l'efficacité et la rentabilité. Océ est sûr de servir l'attention des assureurs judiciaires. Le gamin Océ donne une réponse raisonnable aux besoins, comme aux budgets les plus petits. C'est ainsi que Océ aime traiter les affaires, discrètement ses rapports avec vous, mais précis dans l'analyse de vos besoins, afin de vous en donner vraiment pour votre argent. Pour être sûr, il est bien connu dans le domaine professionnel, même hors d'Europe. Avant de vous engager dans le choix d'un copieur, jetez un coup d'œil sur ceux des Océ des Grandes Barques et des Compagnies d'Assurances. Il se peut-être bien que ce soit des copies Océ.



Océ-Photosa S.A. 27, rue Cuvier - 93107 Montreuil - Tél. 374.71.35  
Bordeaux - Châteaufort - Grenoble - Lille - Lyon - Marseille - Nancy - Nantes - Rouen - Strasbourg - Toulouse

Apprenez les langues là où on les parle. L'anglais à Londres, Bournemouth, Torquay, Brighton, Cambridge, Edimbourg, Oxford, Dublin et aux USA. Le français à Lausanne, Paris, Cap d'Aï, Antibes, Neuchâtel. L'italien à Florence. L'espagnol à Madrid, Barcelone. L'allemand à Cologne, Zurich. Centres d'enseignement reconnus. Cours à tous les niveaux. Petites classes. Age minimum 16 ans. Stages de perfectionnement pour professeurs. Formation continue (Demandez notre brochure, formation continue sans but lucratif).



EUROCENTRES  
Tél. 325-81-40 - 13 M passage Dauphine, 75006 Paris

Pour vos vacances d'été venez vivre dans le pays la langue dont vous avez besoin demain. Parlez une langue étrangère s'apprend à son place.



ANGLETERRE  
ÉCOSSE  
ÉTATS-UNIS  
ALLEMAGNE  
AUTRICHE  
ESPAGNE  
Jeunes : Cours, Loisirs, Sports. Accueil en famille. Bénévolement.  
Adultes : toute l'année, au titre de la formation continue ou au titre individuel, cours intensifs en laboratoire de langues.

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE  
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 874-24-50

SON pour une documentation complète et gracieuse

NOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

# Le Printemps et les Galeries Lafayette annoncent la Fête de la Femme.

Du 2 au 31 mai, c'est la Fête de la Femme.  
Un événement commercial comme on n'en a jamais vu.  
Le Printemps et les Galeries Lafayette,  
les deux grands magasins de la femme, décident  
ensemble de lui rendre hommage avec :

- **Un jeu simple** qui permet de gagner des  
chèques-cadeaux pendant tout le mois de mai  
de **50 à 5000 F**

- **Un crédit gratuit sur 6 mois** à partir de  
1000 F d'achats après acceptation du dossier.

- **Des prix exceptionnels.**

Et toujours la **garantie de prix** : toute cliente qui  
trouverait ailleurs un article identique moins cher sera  
immédiatement remboursée de la différence.

**galeries  
lafayette**

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

هكذا من الأهل

Les Gale  
et le  
ann  
Fête de

Un jeu simple

50 à 5000 F

Un crédit gratuit sur

Des prix exception

gare

Print

# Les Galeries Lafayette et le Printemps annoncent la Fête de la Femme.

Du 2 au 31 mai, c'est la Fête de la Femme.  
Un événement commercial comme on n'en a jamais vu.  
Les Galeries Lafayette, et le Printemps  
les deux grands magasins de la femme, décident  
ensemble de lui rendre hommage avec :

- **Un jeu simple** qui permet de gagner des  
chèques-cadeaux pendant tout le mois de mai  
de **50 à 5000 F**

- **Un crédit gratuit sur 6 mois** à partir de  
1000 F d'achats après acceptation du dossier.

- **Des prix exceptionnels.**

Et toujours la **garantie de prix** : toute cliente qui  
trouverait ailleurs un article identique moins cher sera  
immédiatement remboursée de la différence.

## Printemps

Hausmann  
Nation  
Parly 2 / Vélizy 2  
Créteil Soleil

# LA 74<sup>e</sup> FOIRE DE PARIS

## Un grand marché aux vacances

**L**a Foire de Paris, c'est l'occasion des rendez-vous : des marchands avec leurs clients, des marchands entre eux, des visiteurs avec leurs besoins ou leurs rêves. Un exemple : le succès que rencontre le Salon du tourisme, où passent bon an mal an la moitié des personnes qui franchissent les portes du Parc des expositions de la porte de Versailles.

Ce Salon, où sont représentées des régions françaises, des pays étrangers, des agences de voyage, c'est un peu un grand marché aux vacances qui vient compléter, tout à côté, les expositions consacrées aux équipements nautiques, au camping, au caravaning et d'une façon générale aux nations étrangères. Comment éviter de rêver en parcourant

le grand pavillon rouge et or d'Hongkong, le dédale des panneaux brun et cuivre sur lesquels sont rappelés les ambitions du Zaïre moderne, le grand bazar égyptien, les minarets du stand de la Tunisie... L'époque est bonne pour, à l'occasion d'un court voyage porte de Versailles, préparer le grand voyage de l'été.

### L'indécis, l'organisé, le casanier

**L**e Salon du tourisme a voulu répondre aux préoccupations de trois sortes de visiteurs.

#### ● Le visiteur indécis

D'une espèce encore très répandue en avril, il n'a pas encore choisi ses vacances, pour plusieurs raisons dont la première est généralement qu'il n'a pas le temps d'y songer ni de les organiser.

A sa disposition, pour un achat, une réservation, une douzaine d'agences de voyages sont installées dans le Salon du tourisme. Dans leurs programmes : des voyages pour tous : globe-trotters, familles nombreuses ou personnes du troisième

âge avec un souci commun : l'originalité et des prix abordables.

#### ● Le visiteur organisé

C'est celui qui a décidé de passer ses vacances à l'étranger, mais manque d'informations sur le pays choisi. A son service : quatorze offices de tourisme étrangers sont répartis dans le salon : l'Autriche, la Bulgarie, l'Égypte, l'Espagne, l'Irak, l'Italie et quatre de ses régions : le Toscane, les Pouilles, le Mezzogiorno et la Campanie, le Japon, Jersey, le Luxembourg, Saint-Martin, le Portugal, la Roumanie, la Tunisie, la Yougoslavie.

En outre des renseignements pou-

vent être trouvés dans les stands officiels de l'Exposition des nations étrangères, voisine du Salon du tourisme, et où sont représentées l'Algérie, Hong-Kong, la Hongrie, le Maroc, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'U.R.S.S. et le Zaïre.

Il s'agit dans tous les cas de donner aux visiteurs des renseignements pratiques ; par exemple : des conseils sur l'hébergement, les itinéraires à suivre, les objets à acheter, les coutumes à connaître, le change, le climat.

#### ● Le « francophile »

A l'intention du Français qui ne veut ou ne peut quitter son pays, le Salon du tourisme reconstruit une partie de la carte touristique de la France. Une quinzaine de régions se présentent librement à travers leur folklore, leur patrimoine culturel ou leur gastronomie.

### Comment veulent-ils partir ?

**L**e Syndicat national des agences et bureaux de voyage a réalisé lors du dernier Salon du tourisme une enquête sur les « conceptions de vacances » de mille soixante-quinze visiteurs de la Foire. Voici quelques-unes de ses conclusions.

#### ● A quelle époque prenez-vous vos vacances ?

Le mois d'août rassemble 49 % des suffrages ; 37 % des personnes interrogées le choisissent seul ; 22 % en association avec juillet et septembre. On trouve surtout cette tendance chez les quadragénaires, dépendant le plus souvent des vacances scolaires (32 % des départs en août, 23 % en juillet). Le troisième âge, en revanche, pratique plus volontiers l'étalement des vacances en choisissant juin, septembre ou le printemps.

#### ● Dans quel pays préférez-vous passer vos vacances ?

L'analyse montre que la France n'importe pas 50 % des souhaits

et que l'étranger, en revanche, représente une grande attraction pour les Français (dont 10 % toutefois se rendent à l'étranger). Parmi les destinations préférées : l'Espagne et le Portugal (20 %), la Grèce et la Turquie (11 %), l'Italie (14 %), les pays de l'Est, l'U.R.S.S. (14 %), la Scandinavie (11 %), la Grande-Bretagne (6 %).

Le Maghreb, les États-Unis et le Canada, l'Amérique du Sud, les DOM-TOM sont les pays les plus cités après l'Europe et ses différents États.

#### ● A quelle date préparez-vous vos vacances ?

Sur l'ensemble des visiteurs interrogés : 29 % ont déjà préparé leurs vacances à la dernière minute (de une à quatre semaines) ; 18,5 % mettent de deux à trois mois ; 18 % de trois à six mois ; 18,5 % de six mois à un an ; le % restant indéfini. Il ressort donc que 47,5 % (29 % + 18,5 %) n'ont pas encore choisi leurs vacances au mois d'avril (date d'ouverture du Salon du tourisme).

Ce pourcentage varie selon les tranches d'âge de la façon suivante : 6 % pour les moins de vingt ans, 56 % pour les vingt à vingt-quatre ans, 33 % pour les vingt-cinq à vingt-neuf ans, 42 % pour les trente à trente-neuf ans, 44 % pour les quarante à quarante-neuf ans, 44 % pour les cinquante à cinquante-neuf ans, 42 % pour les soixante à soixante-neuf ans et 51 % pour les plus de soixante-cinq ans.

#### ● Connaissez-vous les services que vous offre une agence de voyages ?

Plus des deux tiers des personnes interrogées ont répondu positivement : 70 % dans la tranche d'âge trente à quarante-neuf ans, 73 % dans la tranche d'âge quarante à quarante-neuf ans, 77 % entre soixante et soixante-cinq ans. Seuls les moins de vingt ans ignorent en grande partie les services d'une agence de voyages. Cette tranche doit donc faire l'objet d'un effort d'information.

#### ● Quelle formule préférez-vous ?

Les réponses à cette question sont les suivantes : Hôtel, 28 % ; camping, 17 % ; circuits, 16,5 % ; location de villa, 16 % ; villages-vacances, 8 % ; croisière, 6 % ; caravaning, 4 %. De vingt à vingt-quatre ans, le camping arrive en tête (34 %), suivi des circuits (28 %) ; de vingt-cinq à trente ans, égalité entre l'hôtel, les circuits et le camping (20 %) ; de trente à trente-neuf ans, l'hôtel domine (30 %), et viennent ensuite les locations de villa (15 %) ; les circuits, 15 % ; le camping, 14 % ; les villages-vacances, 13 %.

De quarante à quarante-neuf ans et de cinquante à cinquante-neuf ans, l'hôtel l'emporte (28 % et 30 %), suivi des locations de villa (20 % et 24 %).

De soixante à soixante-cinq ans et au-delà de soixante-cinq ans, l'hôtel rassemble la majorité des suffrages (50 et 45 %). Toutefois, les circuits gardent le faveur du troisième âge (18 %).

#### ● Aimeriez-vous séparer vos vacances en deux périodes ?

Réponses affirmatives, 71 % ; négatives, 24 % ; 6 % seulement ont déclaré prendre leurs vacances en plusieurs fois. L'été est grand entre les désirs et la réalité.

#### ● Considérez-vous que la période des vacances doit vous permettre d'apprendre quelque chose de nouveau ?

Parmi les réponses positives, l'activité culturelle est la plus citée (40 %), l'activité touristique et artisanale (25 %), les sports (20 %).

Dans la catégorie et autres réponses « est souvent cité le contact, en particulier avec les étrangers (pour la tranche d'âge la plus jeune surtout). Si les activités culturelles prédominent dans toutes les couches d'âge, les sports connaissent une chute régulière à partir de quarante ans. Comme on s'y attend, 10 % seulement considèrent les vacances comme une période non propice aux découvertes.



la fête, c'est contagieux

Le Portugal est au cœur de ce salon du tourisme. Dans l'exploration de son territoire, de son folklore, de son patrimoine culturel, de son patrimoine gastronomique, le jeune Portugal vous ouvre ses portes. Ce salon, consacré à la promotion de ce pays, est organisé par l'Office National du Tourisme Portugais, le Transports Aériens Portugais, l'Office Commercial du Portugal.

### Six millions de Français ont choisi la campagne

**E**n 1974, plus de six millions de Français ont choisi la campagne pour passer leurs vacances. Parmi les formules d'hébergement mises à leur disposition, les gîtes ruraux ont recueilli un succès sans précédent. Des agriculteurs toujours plus nombreux ont engagé ainsi à l'intention de citadins, des gîtes de différents types et des terrains de camping. Par ailleurs, un large éventail d'activités prises en charge par les exploitants locaux permet de proposer aux touristes des vacances « pas comme les autres » : location de chevaux pour randonnées équestres, initiation au travail artisanal, table d'hôte, vente des produits de la ferme, etc.

L'agriculteur qui entend orienter certaines de ses activités vers le tourisme a intérêt à se voir à ses différents contrats d'assurance.

#### Adapter le contrat d'assurance

Afin que soient couverts les risques normalement garantis, tels que l'incendie, le dégât des eaux... quel que soit le responsable des dommages, il suffit à l'agriculteur, déjà titulaire d'une assurance incendie ou multirisques, d'adapter son contrat à sa nouvelle activité. Par exemple, il est essentiel de déclarer les modifications qui modifient les déclarations initiales : installation de sentiers, d'une cuisine, installation du chauffage central, aménagement d'un grenier en pièces d'habitation. L'agriculteur peut faire garantir les objets personnels de ses hôtes afin d'éviter tout litige en cas de sinistre. Il peut également juger opportun de demander à son assureur un abandon de recours contre ses locataires pour éviter que sa société d'assurance ne leur réclame le montant des dommages dont ils seraient responsables.

Le contrat de « responsabilité civile » peut aussi être adapté aux activités annexes pratiquées par l'exploitant. C'est ainsi qu'il a tout intérêt à être assuré tant à l'égard de ses hôtes que de tous les personnes étrangères pour accidents : les bâtiments, les diverses installations, les personnes ou animaux dont il a la garde (un arbre s'effondrant sur la voiture

d'un hôte, le chien de ferme mord le fils de l'un des « invités »...). De même, le responsable d'une table d'hôte ou d'un service de produits de sa ferme demandera une garantie couvrant sa responsabilité civile en cas d'intoxication alimentaire. Quant au loueur de chevaux, il lui sera intéressant de souscrire un contrat de res-

#### RAPPEL PRATIQUE

**O**UVRETE jusqu'au 11 mai tous les jours sans interruption, de 10 heures à 19 heures, au Parc des expositions de la porte de Versailles. Nocturnes : le 6 mai et le 9 mai, jusqu'à 22 h. 30.

● PRIX D'ENTRÉE : plein tarif, 6 F ; sur présentation de coupon, 4 F ; sur présentation d'une carte d'adhésion, 3 F ; pour les enfants accompagnés (sept à quatorze ans), 2 F ; entrées collectives pour écoles, lycées, C.F.S., collèges techniques, etc., 3 F ; pour les titulaires de cartes Verts S.N.C.F. (sauf samedis et dimanches), 3 F ; entrée gratuite pour les étrangers sur présentation d'une pièce d'identité nationale.

● POUR SE RENDRE A LA FOIRE : — Métro : ligne n° 8, Créteil-Place-Salard ; ligne n° 12, Porte-de-la-Chapelle-Mairie-d'Issy. — Autobus : en semaine, 33, 42, 49, 58, 69 et P.C. ; dimanches et jours fériés, 89 et P.C.

— Parking : la Falaise (par le boulevard de la Seine, entrée porte B) ; palais Sud (entrée rue M.-Yol, Vanves, porte F) ; terrasse F (entrée rue M.-Yol, Vanves, porte F) ; Victor (par la rue d'Orléans-Saint-Gilles) ; héliport : à proximité immédiate du Parc des expositions, devant la porte L, devant le bâtiment I ; parking de la porte de Saint-Cloud et de la porte d'Orléans en liaison avec le réseau de la R.A.T.P. et le P.C.

responsabilité civile sans limitation de somme pour les dommages corporels subis par le cavalier ou par des tiers, et avec un plafond de 500 000 francs à 1 000 000 de francs pour les dommages matériels (une clause « défense-recours » est souvent annexée à ces contrats).

Enfin, il est fréquent que les citadins se plaisent à participer aux travaux de la ferme. Or, en cas d'accident, la responsabilité de l'agriculteur peut être engagée vis-à-vis de ces aides bénévoles.

Pour parer à ce risque, la solution est la souscription d'une garantie de responsabilité civile de l'agriculteur vis-à-vis des aides bénévoles. L'activité des jeunes et touristes a donc cependant faire l'objet d'une certaine surveillance de la part des responsables du site ; par exemple, il est interdit aux jeunes de moins de seize ans de conduire un tracteur en cas d'accident, l'assurance ne jouerait pas.

En règle générale, et pour éviter tout litige en cas d'accident, toutes les activités susceptibles d'être entreprises doivent être déclarées à l'assureur (location de chevaux, promenades organisées, enseignement de travaux artisanaux...).

Enfin, l'agriculteur demandeur à son assureur que ses hôtes payants soient considérés comme des « tiers » afin qu'ils puissent être indemnisés comme tels en cas d'accident.

Source : Centre de documentation et d'information de l'assurance.

**FOIRE DE PARIS**

Mer, campagne ou montagne  
Pour vos vacances

**SALON DU TOURISME ET DES LOISIRS**

- Pour l'agencement de vos vacances, les meilleures informations : voyages, locations et transports
- Pour mieux réussir vos vacances, de nombreuses propositions d'équipements : camping, caravaning, nautisme
- Pour vos activités de loisir, d'intéressantes suggestions, chasse et pêche

PORTE DE VERSAILLES • 26 AVRIL • 11 MAI 1975 • 10<sup>h</sup> - 19<sup>h</sup>  
Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22<sup>h</sup>30  
**POUVOIR CHOISIR POUR MIEUX ACHETER**

كنا من الامل



# Sur le devant de la scène

## UNE EUROPE SOLIDAIRE : CELLE DES FAILLITES

**Pire qu'en 1951**

**BONN**  
En quête de nouvelles crises, le vaivau des faillites continue de planer sur l'Allemagne fédérale. L'an dernier, le nombre des décrets de bilan a atteint son plus haut niveau depuis la seconde guerre mondiale.  
En 1974, sept mille sept cent vingt-deux procédures en insolvabilité ont été engagées auprès des tribunaux de faillites (mises en liquidation judiciaire et procédures de conciliation). Cela a représenté une augmentation de 40 % par rapport à 1973 alors que déjà le nombre des mises en liquidation judiciaire avait été de 20,5 % cette année-là par rapport à 1972. Le précédent record en ce domaine avait été enregistré en 1951, année de la crise de Corée.  
C'est dans l'industrie du bâti-

**Le bâtiment chavire**

**LONDRES**  
Le nombre annuel des sociétés tombant en déconfiture avait régulièrement diminué d'un exercice sur l'autre trois années de suite, mais la tendance s'est brusquement renversée : le nombre total des faillites et des liquidations enregistrées pour l'Angleterre et le pays de Galles, qui avait été de 3 478 en 1973, est en 1974 passé à 8 422 record laissant loin derrière lui le plus fort chiffre atteint dans la décennie (8 768 en 1970).  
Cette tendance se poursuit d'ailleurs depuis le début de l'année en cours malgré les dispositions qu'avait prises le gouvernement dans son budget de l'automne dernier en vue de remédier aux difficultés de trésorerie des entreprises. Six cent quatre faillites ont été notifiées au cours du premier trimestre 1975, contre 428 pour la période

**Une dégradation profonde**

**PARIS**  
CRISE du pétrole, récession, restriction de crédits, rares sont les firmes françaises qui n'ont pas souffert de la conjoncture. Témoin de la dégradation générale de leur situation financière : le gonflement considérable du nombre de défaillances d'entreprises.  
qui a augmenté l'an passé de plus de 26 % par rapport à 1973. Selon les chiffres du *Bulletin officiel des entreprises commerciales* (BOEC), on a enregistré 11 974 jugements de règlements judiciaires, liquidations de biens et faillites en 1974, contre 9 411 en 1973. Plus significatif encore, le « taux de défaillance », qui rapporte le nombre de jugements prononcés au nombre total d'entreprises, est passé de 0,54 % en 1973 à 0,82 % en 1974.  
Tous les secteurs n'ont pas été également touchés. Le plus atteint a été celui du bâtiment et des travaux publics, où le taux de défaillance est passé de

**Faute de combattants...**

**ROME**  
DANS la plus sombre année de la crise, les faillites industrielles ont diminué en Italie alors qu'elles allaient jusqu'à doubler et quadrupler dans d'autres pays, pourtant moins gravement touchés par la hausse brutale du prix du pétrole. En 1974, un peu plus de mille quatre cents entreprises industrielles ont fait faillite en Italie, soit 3 % de moins que l'année précédente. Dans le commerce, où figure pour une partie importante la tourisme pourtant frappé par la réduction du crédit automobile, les faillites ont même diminué de 18,4 %.  
Il est même possible que, cette année au moins, on ait vu une nouvelle réduction de ce nom-

**La C.E.E. demain**  
peuvent mettre en chantier de grands projets tant que l'hypothèque anglaise, d'une manière ou d'une autre, ne sera pas levée. En attendant le référendum, toute initiative, même modeste, susceptible de donner des arguments aux partisans du « Non » est ainsi interdite.  
Il faudra cependant que les Neuf tirent les conclusions de l'échec de la conférence de Paris entre pays producteurs et pays consommateurs de pétrole. Comment faire pour reprendre un indispensable dialogue ? L'entreprise, apparemment, n'est pas désespérée : la rupture de Paris

**A VENDRE**  
Avion d'affaires appartenant à société Beech King Air Turbo Propulseur type E90  
A peu près 400 heures depuis neuf en décembre 1973. Pilote et entretien par professionnel, 6 sièges luxueux, rustique entièrement pressurisé et climatisé. Equipement radio catégorie 1.  
Prix 275.000 livres  
S'adresser à : Captain J.J. Muldon, Central Air Services - Birmingham Airport U.K. - Tlx : 33743.

bre. C'est que les notes de création de firmes passées devant notaire ont nettement diminué, ainsi que les licences d'exploitation de fonds commerciaux et industriels. Cette diminution des nouvelles initiatives en 1974 provoque une chute des dépôts de bilan, car, en Italie, c'est presque toujours peu après son lancement qu'une entreprise fait faillite. L'année dernière, le capital apporté par l'investisseur privé, par la suite, lorsque augmente le nombre d'emplois et que se créent les premières entreprises, soit 8 % de plus qu'en 1974 et près du double du chiffre correspondant de 1973, dépassant ainsi les chiffres record

**MAIGRIER DE PLAISIR**  
ou les secrets de l'anti-grande bouffe  
Ce sont deux hommes Gault et Millau qui démasquent les pièges cachés de votre alimentation et vous révèlent une toute nouvelle cuisine légère, saine et économique que l'ère révolutionnaire des Fast-Foods n'a jamais trouvée dans le Nouveau Guide GAULT-MILLAU, numéro de mai en vente chez votre marchand de journaux.

une hausse plus forte encore, passant de 2,9 milliards de DM à 6,2 milliards.  
Une reprise graduelle de la conjoncture en République fédérale au cours des prochains mois verrait baisser les piles de dossiers qui s'accumulent sur les bureaux des juges de faillites. Car c'est surtout la récession que les entreprises touchées rendent responsable de leurs déboires, considérant qu'au cours des deux dernières années la demande n'a pas été suffisante pour assurer l'écoulement satisfaisant de la production.  
Le gouvernement fédéral et la Bundesbank ont pris, en mai 1973, des mesures restrictives énergiques pour lutter contre l'inflation et on a, dès cette époque, assisté à une hausse très

correspondante de l'année précédente.  
C'est toujours le secteur du bâtiment et de la construction qui accuse le volume de faillites le plus élevé. Il s'est adjugé l'an dernier environ un cinquième de leur total, et ce pourcentage pourrait bien augmenter encore. Les entreprises de construction de biens et de charpentes, les entrepreneurs de menuiserie et les sous-traitants qui sont davantage affectés par le ralentissement des affaires et par les augmentations de prix de revient. Il est vraisemblable que cette tendance persistera durant le second semestre de l'année, étant donné que la légère relance amorcée depuis peu dans la construction immobilière ne se répercutera vraisemblablement chez les fournis-

seurs secondaires qu'après un certain temps.  
Dans d'autres secteurs le creux de la vague semble aussi avoir été atteint. C'est le cas chez les vendeurs de biens de consommation durables — grossistes et détaillants — dont le nombre des faillites a été inférieur de près de moitié au premier trimestre de 1975 à la même période de 1974. Moins de faillites, aussi, dans les commerces de l'habillement. Toutefois, les boutiques de vêtements dans les entreprises de fabrication où le total des faillites a considérablement augmenté. Ainsi le nombre des liquidations volontaires dans le textile et la confection (quarante-deux) représente pour le dernier trimestre 1974 plus du double de ce qu'il avait été pour la période correspondante de 1973.

atteints au premier semestre 1970. Compte tenu du fait que les faillites de 1973 ont été précédées de trois mois la dégradation brutale qu'elles enregistrent s'applique au second semestre 1974.  
Cette dégradation correspond à l'évolution de la conjoncture économique française l'an passé. Pendant la première moitié de l'année, l'activité — encore sur le plan de l'investissement — a été très soutenue, ce qui a permis à la plupart des firmes de ne subir que faiblement les contrechocs de la crise énergétique. Certains secteurs ont considérablement augmenté leur chiffre d'affaires (+ 68 % dans la chimie, + 40 % dans la sidérurgie).  
Le plan de renouveau de l'économie mis en place après l'élection présidentielle a brutalement causé cette expansion. Argent plus rare et plus cher, moins de commandes, cette situation se sont ajoutés les

effets du ralentissement économique des pays voisins et la grève des postes en septembre qui a paralysé toute activité commerciale : la plupart des firmes ont vu dès l'automne leurs carnets de commandes se dégrader brusquement. Encouragés de stocks qu'elles ne pouvaient financer, dans l'incapacité de recourir à l'appui des banques dont elles avaient jusque-là exploité cette dégradation par le marasme profond du marché boursier et la baisse de l'épargne des ménages, la majorité d'entre elles ont été obligées de recourir, pour survivre à court terme, à des expédients divers (appel au marché financier international pour les plus importantes, ponction de la trésorerie des plus modestes). Les plus fragiles se sont effondrées.  
Au-delà de cette explication conjoncturelle, le phénomène est surtout plus inquiétant. C'est véritable « hécatombe » traduit

importante des taux d'intérêt, hausse suivie par celle des salaires. Par suite du dégonflement de la demande, beaucoup d'entreprises n'ont donc pu faire face à l'augmentation des coûts. Conséquences : les entreprises qui ne disposaient pas de réserves suffisantes ont dû déposer leur bilan. Il faut également tenir compte du fait que les entreprises allemandes font moins appel à leurs capitaux propres pour leurs investissements que leurs concurrents étrangers. Elles recourent dans de plus fortes proportions à des sources de financement externes. C'est pourquoi elles se trouvent en situation financière particulièrement fragile en période de restriction. Cela dit, la situation des entreprises s'est quelque peu améliorée : la baisse de la de-

mande paraît émaillée, les salaires augmentent plus faiblement et les taux d'intérêt poursuivent leur descente. Au demeurant, le marasme de la conjoncture n'explique pas toutes les faillites. Quelques firmes ont tout simplement vécu au-dessus de leurs moyens. Elles ont planifié leur activité en fonction des forts taux de croissance de jadis, sans prévoir l'hypothèse d'une récession. En outre, nombre d'entreprises ont renforcé exagérément leurs investissements en recourant beaucoup trop à l'emprunt. Elles espéraient évidemment pouvoir rembourser plus tard leurs dettes en monnaie de singe, grâce à l'inflation !

L'ampleur de ce mouvement reflète la forte concurrence et les faibles marges de profit qui existent dans cette branche où toute erreur d'appréciation risque d'être fatale. La multiplication des faillites y est la conséquence du marasme qui avait initialement frappé les grossistes et les détaillants : pour tenter de survivre ces derniers ont été obligés de réduire leurs stocks, ce qui a ajouté encore aux difficultés des fabricants. m a n e l'industrie se retrouve dans les industries du papier et de l'édition où, au dernier trimestre de 1974, le nombre des liquidations volontaires a été considérablement accru.  
L'industrie mécanique, épargnée pendant la majeure partie de l'année dernière (parce que la semaine de trois jours et la

président d'un office public (SIEP) qui est spécialisé dans le sauvetage de firmes industrielles en difficulté. Une industrie ayant un capital de 1,5 milliard de livres a perdu, l'an dernier, 4 milliards, mais sans déposer son bilan pour autant. Du fait de la dissimulation fiscale, le capital réel est probablement le double du capital déclaré, mais il n'en reste pas moins que la perte de l'exercice dépasse le capital social d'un million de livres. Pour qu'on n'y a-t-il pas eu de faillites ? D'après l'entreprise a déjà reçu au moins 25 milliards de prêts bancaires, soit plus de huit fois son capital. La faillite mettrait donc en cause la sagesse des banques qui

préfèrent soutenir l'affaire en attendant un « renversement de la tendance ».  
Faut-il s'attendre cette année à un tel renversement ? Certainement pas, puisque consommation et production sont en baisse tandis que les prix de vente diminuent et que ceux des matières premières sont en hausse : le stock se dévalorise.  
Les raisons de l'attitude des banques tiennent largement à l'absence d'un véritable marché financier et au manque de liaison entre l'épargne et le capital engagé dans des opérations risquées. Les banques regardent constamment de liquidités, alors que la loi leur interdit de courtir

des risques industriels. Elles consentent donc des prêts, mais leur manque de moyens de contrôle des entreprises leur fait courir des risques encore plus lourds qu'avant la réforme fasciste qui leur a interdit de prendre des participations directes dans les sociétés.  
En fin de compte, pour qu'il recoure au prêt bancaire pour la première fois, l'argent doit être cher en Italie. D'autant plus cher que des sommes immenses sont investies sans utilité dans des entreprises au bord de la faillite.

en effet une dégradation financière constante des entreprises françaises depuis plusieurs années. Le taux d'auto-financement moyen en France est tombé de 54,8 % en 1960 à 44,8 % en 1971-1972. D'où une augmentation de l'endettement extérieur des firmes, qui a accru dangereusement leur vulnérabilité.  
Les syndicats patronaux accentuent le contrôle des prix, et expliquent cette dégradation par l'incapacité des entreprises de répercuter correctement dans leurs prix la hausse de leurs charges (notamment salariales). Il semble cependant qu'une politique de crédit trop laxiste ait encouragé la plupart des entreprises, notamment petites et moyennes, à abuser, parfois inconsidérément, leurs charges financières et à pratiquer la politique de la « fuite en avant ».

des risques industriels. Elles consentent donc des prêts, mais leur manque de moyens de contrôle des entreprises leur fait courir des risques encore plus lourds qu'avant la réforme fasciste qui leur a interdit de prendre des participations directes dans les sociétés.  
En fin de compte, pour qu'il recoure au prêt bancaire pour la première fois, l'argent doit être cher en Italie. D'autant plus cher que des sommes immenses sont investies sans utilité dans des entreprises au bord de la faillite.

des risques industriels. Elles consentent donc des prêts, mais leur manque de moyens de contrôle des entreprises leur fait courir des risques encore plus lourds qu'avant la réforme fasciste qui leur a interdit de prendre des participations directes dans les sociétés.  
En fin de compte, pour qu'il recoure au prêt bancaire pour la première fois, l'argent doit être cher en Italie. D'autant plus cher que des sommes immenses sont investies sans utilité dans des entreprises au bord de la faillite.

des risques industriels. Elles consentent donc des prêts, mais leur manque de moyens de contrôle des entreprises leur fait courir des risques encore plus lourds qu'avant la réforme fasciste qui leur a interdit de prendre des participations directes dans les sociétés.  
En fin de compte, pour qu'il recoure au prêt bancaire pour la première fois, l'argent doit être cher en Italie. D'autant plus cher que des sommes immenses sont investies sans utilité dans des entreprises au bord de la faillite.

des risques industriels. Elles consentent donc des prêts, mais leur manque de moyens de contrôle des entreprises leur fait courir des risques encore plus lourds qu'avant la réforme fasciste qui leur a interdit de prendre des participations directes dans les sociétés.  
En fin de compte, pour qu'il recoure au prêt bancaire pour la première fois, l'argent doit être cher en Italie. D'autant plus cher que des sommes immenses sont investies sans utilité dans des entreprises au bord de la faillite.

des risques industriels. Elles consentent donc des prêts, mais leur manque de moyens de contrôle des entreprises leur fait courir des risques encore plus lourds qu'avant la réforme fasciste qui leur a interdit de prendre des participations directes dans les sociétés.  
En fin de compte, pour qu'il recoure au prêt bancaire pour la première fois, l'argent doit être cher en Italie. D'autant plus cher que des sommes immenses sont investies sans utilité dans des entreprises au bord de la faillite.

des risques industriels. Elles consentent donc des prêts, mais leur manque de moyens de contrôle des entreprises leur fait courir des risques encore plus lourds qu'avant la réforme fasciste qui leur a interdit de prendre des participations directes dans les sociétés.  
En fin de compte, pour qu'il recoure au prêt bancaire pour la première fois, l'argent doit être cher en Italie. D'autant plus cher que des sommes immenses sont investies sans utilité dans des entreprises au bord de la faillite.

des risques industriels. Elles consentent donc des prêts, mais leur manque de moyens de contrôle des entreprises leur fait courir des risques encore plus lourds qu'avant la réforme fasciste qui leur a interdit de prendre des participations directes dans les sociétés.  
En fin de compte, pour qu'il recoure au prêt bancaire pour la première fois, l'argent doit être cher en Italie. D'autant plus cher que des sommes immenses sont investies sans utilité dans des entreprises au bord de la faillite.

des risques industriels. Elles consentent donc des prêts, mais leur manque de moyens de contrôle des entreprises leur fait courir des risques encore plus lourds qu'avant la réforme fasciste qui leur a interdit de prendre des participations directes dans les sociétés.  
En fin de compte, pour qu'il recoure au prêt bancaire pour la première fois, l'argent doit être cher en Italie. D'autant plus cher que des sommes immenses sont investies sans utilité dans des entreprises au bord de la faillite.

FRANCOFORT

GENES

(Publicité)

### VOUS PERDEZ VOS CHEVEUX ? Ce n'est pas irrémédiable...

...si vous agissez sans délai pour conserver ceux qui ne sont pas tombés.

Votre cheveu n'est pas à priori des agréments de la vie moderne et vous ne pouvez pas vous en passer. Vos cheveux s'encrassent, ils ne respirent plus. Vos commandes de produits pour cheveux, la calvitie vous menace.

Pour enrayer la chute des cheveux vous avez tout essayé ? Peut-être des produits de beauté, mais avez-vous consulté EUROCAP ?

N'hésitez pas à vous adresser à des spécialistes reconnus. Ils examineront l'état de votre cheveu et vous conseilleront un traitement adapté à votre cas.

Ces spécialistes vous attendent à l'Institut EUROCAP. Ils vous diront ce qu'ils peuvent faire pour vous et vous renseigneront sur la possibilité d'améliorer l'état de votre cheveu, mais s'ils ne peuvent rien ils vous le diront aussi.

Les installations de l'Institut sont à votre disposition pour l'application de traitements personnalisés. Si vous habitez en banlieue ou en province un traitement à domicile sera préparé à votre intention.

Ecrivez ou téléphonez pour un rendez-vous. L'Institut Capillaire EUROCAP est ouvert de 10 heures à 11 heures et le samedi de 10 heures à 12 heures.

**INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP** (S)

Produits exclusifs EUROCAP pour l'hygiène capillaire

**PARIS : 4, rue de Castiglione. — Tél. : 260-38-84**

59 - LILLE, 18, rue Faidherbe	Tél. 21-24-19	64 - NANTES, 3 bis, place Neptune	Tél. 73-51-75
75 - PARIS, 12, rue Duméril-Trouin	Tél. 33-62-47	71 - METZ, 3-4, en Chapelle	Tél. 73-09-11
13 - MARSEILLE, 58, r. Saint-Ferréol	Tél. 73-02-22	21 - DIJON, 10, place de la Liberté	Tél. 32-04-82
76 - BOURNAY, 18, avenue de Bratagne	Tél. 48-02-34	31 - TOULOUSE, 42, r. de la Pomme	Tél. 21-96-94
83 - ECARVILLE, 34, place Gambetta	Tél. 45-50-50	63 - CLERMONT-FERRAND, 66, pl. de la Justice	Tél. 33-61-91
88 - MULHOUSE, 1, rue du Sauvage	Tél. 45-50-50		

**COLLOQUE SUR LE MARCHÉ INDUSTRIEL**

Le colloque sera organisé par l'Institut Capillaire EUROCAP. Il aura lieu à Paris, le samedi 10 mai 1975, de 10 heures à 12 heures.

Le colloque sera ouvert à tous les industriels et commerçants intéressés par le marché industriel. Les inscriptions sont closes.

Le colloque sera présidé par M. J. MAAHNE, Directeur de l'Institut Capillaire EUROCAP.

Le colloque sera ouvert à tous les industriels et commerçants intéressés par le marché industriel. Les inscriptions sont closes.

مکان الکترونیک

Dossier

LES GRANDES VILLES SONT-ELLES INGOUVERNABLES ?

C'EST presque un slogan international : les grandes villes sont ingouvernables. Il vaut mieux y regarder de près. « Europa » a choisi quatre exemples : Gènes, Francfort-sur-le-Main, Manchester et Grenoble. Les difficultés et leurs causes sont de nature plus différentes de ville à ville qu'on ne pourrait le supposer au départ.

FRANCFORT
« Le ventre ouvert de l'Allemagne »

PARTOUT en République fédérale, quand on parle du sort des grandes villes, apparaît le nom de Francfort. Ce n'est ni la ville la plus importante ni la plus riche, et pourtant, c'est là, « dans le ventre ouvert de l'Allemagne » (selon le mot de l'écrivain Horst Kraeger), que les discussions sont les plus vives et les plus opposées les plus affirmées.

GRENOBLE
En route vers l'autogestion

VILLE d'avant-garde, exemplaire à bien des égards, Grenoble doit sa réputation au dynamisme de ses industries et à la valeur de ses universités, mais également à la qualité de son environnement. Ces atouts lui ont longtemps valu le plus fort taux de croissance démographique (entre 4 et 5 %).

MANCHESTER
Cent mille habitants de moins

CONNUE peut-être surtout pour ses deux équipes de football — City et United — et pour le canal accessible aux gros navires qui la relie à la mer, Manchester est la sixième ville du Royaume-Uni. Elle ne compte plus actuellement que 530 000 habitants, soit 100 000 de moins qu'il y a dix ans.

GÈNES
Un dangereux dépeuplement

VOICI d'abord la « Fiebe » express de Gènes, 300 000 habitants vivent sur une superficie de 230 kilomètres carrés. Le réseau de routes et d'autoroutes atteint 500 kilomètres. L'hygiène publique est déficiente en dépit de la mise en service de quatre dépurateurs d'eau.

COLLOQUE SUR LE REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL
PARIS PALAIS DES CONGRÈS

Le mal dont la ville souffre de la façon la plus criante est le dépeuplement : les Gènes émigrent en masse et gagnent les petits centres urbains de la côte. En 1974, 15 000 habitants ont abandonné la ville. Pour les cinq dernières années, le chiffre atteint 75 000. Les maladies infectieuses, en revanche, comme l'épidémie virale et la typhoïde, sont en progrès.

FRANCFORT
Le ventre ouvert de l'Allemagne

Le mal dont la ville souffre de la façon la plus criante est le dépeuplement : les Gènes émigrent en masse et gagnent les petits centres urbains de la côte. En 1974, 15 000 habitants ont abandonné la ville. Pour les cinq dernières années, le chiffre atteint 75 000. Les maladies infectieuses, en revanche, comme l'épidémie virale et la typhoïde, sont en progrès.

MANCHESTER
Cent mille habitants de moins

Le mal dont la ville souffre de la façon la plus criante est le dépeuplement : les Gènes émigrent en masse et gagnent les petits centres urbains de la côte. En 1974, 15 000 habitants ont abandonné la ville. Pour les cinq dernières années, le chiffre atteint 75 000. Les maladies infectieuses, en revanche, comme l'épidémie virale et la typhoïde, sont en progrès.

GRENOBLE
En route vers l'autogestion

Le mal dont la ville souffre de la façon la plus criante est le dépeuplement : les Gènes émigrent en masse et gagnent les petits centres urbains de la côte. En 1974, 15 000 habitants ont abandonné la ville. Pour les cinq dernières années, le chiffre atteint 75 000. Les maladies infectieuses, en revanche, comme l'épidémie virale et la typhoïde, sont en progrès.

COLLOQUE SUR LE REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL
PARIS PALAIS DES CONGRÈS
27 MAI - LE REDEPLOIEMENT INTERNATIONAL DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE.
28 MAI - L'INDUSTRIALISATION FRANÇAISE : AUJOURD'HUI ET DEMAIN.
29 MAI - LA CONCERTATION ENTRE L'ÉTAT ET LES AGENTS ÉCONOMIQUES POUR L'ÉLABORATION DES POLITIQUES DE REDEPLOIEMENT.
POUR OBTENIR LES PROGRAMMES ET CARTES DE PARTICIPATION S'ADRESSER AU :
SECRETARIAT GÉNÉRAL DU COLLOQUE REDEPLOIEMENT INDUSTRIEL
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE
101, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. 551.17.36 - 551.52.49

# Les clés de la conjoncture

**L**e panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la collaboration de C&G-Economia.

Ont été sélectionnés six indicateurs (taux de croissance de la production industrielle, prix, à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, gestion à court terme) de chaque pays. Ce qui permet d'apprécier le degré de sensibilité au marché international. Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer aussi nettement que possible la position relative de chaque pays. Ce qui permet ensuite de les noter (pour les deux derniers indicateurs, on se limitera à ces notes).

Ces appréciations seront obtenues par regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, équilibre, degré de sensibilité au marché international limité).

## La masse critique de relance

**P**eut-on espérer une reprise prochaine ? Notre graphique des productions industrielles permet de constater, certes, non une remontée mais une moindre dégradation dans les quatre grands pays européens.

En Allemagne, et c'est là un fait nouveau remarquable, il y a même pour la première fois baisse du taux de chômage corrigé des variations saisonnières. Simultanément, autre signe favorable, les offres d'emploi augmentent toujours : elles sont remontées ainsi de cent quatre-vingt-quatorze mille à fin décembre à deux cent soixante mille à fin mars, ce qui signifie que les chefs d'entreprise recommencent à embaucher. On constate une reprise des commandes des biens d'équipement depuis le début de l'année 1975. Tous ces faits sont concordants et semblent ainsi confirmer les quelques espoirs qu'on pouvait nourrir à la suite des indications partielles disponibles au début du mois dernier.

Malheureusement, l'examen de la situation des Etats-Unis, le deuxième pays à avoir projeté, sinon pris des mesures de relance, n'est pas aussi réjouissant. Certes, tout comme en Allemagne, on

continue à observer des indices favorables : plafonnement des stocks, augmentation des commandes, baisse des taux d'intérêt, le prime rate se situant maintenant à 7,25%, et cependant la production continue à baisser encore plus au premier trimestre 1975, le produit national diminuant au rythme annuel de 10 % et le chômage se rapprochant des 9 à 10 % de la population active.

### L'ITALIE REPREND SON CONTROLE

Ainsi, si l'Allemagne apparaît de plus en plus comme pouvant être le moteur d'une reprise occidentale, les Etats-Unis, eux, menacent toujours encore de l'hypothéquer : car non seulement leur production ne reprend pas mais de plus, en raison de la baisse du dollar, certaines de leurs industries commencent à gêner sérieusement leurs homologues européens. C'est le cas de l'industrie textile américaine, qui profite de la baisse relative du coût de la main-d'œuvre et d'un prix de naphtha favorable, ou encore de l'industrie aéronautique.

Dans cet environnement international, qui reste difficile et qui n'apportera guère de soutien avant

le deuxième semestre 1975, l'Italie, la Grande-Bretagne et la France cherchent à maintenir leur activité et à éviter la décrochage. Elles ne peuvent elles-mêmes relancer franchement et essayent tant bien que mal d'assainir leur situation.

Le succès relatif obtenu par l'Italie se confirme : il est surtout net pour la balance commerciale, qui se rapproche rapidement de l'équilibre, et, dans une moindre mesure, pour l'inflation. La stratégie appliquée est comparable à celle de la France : austerité générale imposée avec vigueur, mais tempérée par un certain nombre d'actions sélectives bien choisies, appliquées dans les secteurs les plus sensibles, construction et agriculture, ce qui est une méthode pour échapper peu à peu au cercle vicieux dans lequel elle paraissait enfermée. Ajoutons aussi qu'elle met de son côté le facteur psychologique, qui n'est nullement négligeable dans les circonstances actuelles. La remboursement anticipé de 500 millions de dollars de sa dette à l'Allemagne lui a déjà permis de retrouver une certaine crédibilité internationale. La récente suppression des cautions à l'importation l'a encore renforcée tout en étant favorable à un soutien de l'activité par la réinjection des 1200 milliards de lires que cette mesure immobilisait à la Banque centrale.

### UNE GRANDE-BRETAGNE TOUJOURS FLOTTANTE

Si sa production industrielle a chuté très fortement, l'Italie a du moins su en tirer quelques bénéfices. Ce qui est encore loin d'être le cas pour la Grande-Bretagne, dont la situation contraste de plus en plus avec celle de l'Italie : pour l'inflation d'abord, où il y a divergence accentuée (comme le montre notre graphique). Faute de pouvoir maîtriser des salaires qui augmentent à un rythme de plus de 30 %, la Grande-Bretagne contrôle de moins en moins sa situation.

La récente présentation du budget le 15 avril, qui aurait dû être l'occasion d'une mise au point décisive de la politique économique, a illustré la difficulté qu'il y a dans un tel contexte à définir des orientations fermes. Ainsi la Grande-Bretagne a peu d'espoir, à court terme,

de sortir du dilemme relance-inflation dans lequel elle est enfermée. Et les résultats qu'elle peut atteindre sur certains points, ainsi un meilleur taux de couverture du commerce extérieur obtenu sans beaucoup de mérite par une contraction des importations, restent encore beaucoup plus fragiles que dans les autres pays.

A fortiori, elle ne peut guère contribuer à l'assainissement et à la reprise mondiale, comme essayent de le faire d'une manière, certes toute modeste, l'Italie et plus encore la France. Cette dernière vient de marquer, avec les mesures du 23 avril, une nouvelle phase de son action, et peut-être même un changement de stratégie : en effet, jusqu'à présent, elle mettait au premier plan de ses objectifs le réajustement de sa balance commerciale et la réduction de l'inflation. Les résultats sont bons sur le premier point, puisque, comme le montre notre graphique, l'équilibre est pratiquement atteint à fin mars, cet équilibre demeure néanmoins fragile puisque obtenu, comme dans les autres pays, par une réduction de l'activité et des importations.

Les résultats de la lutte contre l'inflation sont beaucoup moins probants et moins rapides que prévu. Or l'activité, par contre, a chuté davantage et le chômage s'est accru plus fortement que ne l'espérait le gouvernement français. Le risque de décrochage permanent de l'activité est maintenant réel, comme l'attestent les derniers pronostics des chefs d'entreprise qui envisagent de réduire leurs investissements de 1975 de 3 à 4 %.

Comme nous l'avons vu plus haut, la relance internationale que prévoyait le gouvernement pour prendre lui-même des mesures sans trop de risques pour sa balance commerciale tarde à se produire.

### SEULS, LES ETATS-UNIS PEUVENT FAIRE LE POIDS

Le changement de cap du 23 avril en France mise essentiellement sur la relance par les investissements. La manœuvre est délicate car il faut faire investir les chefs d'entreprise à contre-courant alors que les marchés sont menacés, l'équipement sous-utilisé, l'endettement élevé et l'autofinancement obéré. On leur demande de faire un pari sur l'avenir.

Pourtant l'Allemagne semble commencer à réussir dans cette voie. La dette fiscale temporaire de 7,5 %, complétée, à la différence de la France, par les mesures de déficit budgétaire et une réduction très forte du pouvoir d'achat, semble propre à relancer la consommation, et la production en faisant contrepoids au ralentissement de la demande externe.

Il est probable que la France sera amenée, à bref délai, à compléter son dispositif dans le même sens malgré le risque d'inflation qu'il comporte. Elle pourra ainsi, en cas de réussite, renforcer aussi la relance de l'Allemagne par un effet international absolument indispensable puisque le point faible du dispositif allemand réside dans le plafonnement, sinon le recul, des exportations.

Mais la France et l'Allemagne auront-elles la masse critique suffisante pour s'arracher à un cercle vicieux, alors que leurs économies sont liées à l'ensemble du système économique occidental ? On peut en douter. Seuls les Etats-Unis peuvent faire le poids et permettre d'atteindre la masse critique de la relance occidentale. Or, comme nous l'avons vu plus haut, leur relance n'est pas encore en vue et qu'il est probable que durant la plus grande partie de l'année 1975, la situation occidentale restera encore difficile.

MAURICE BOMMENSATH.

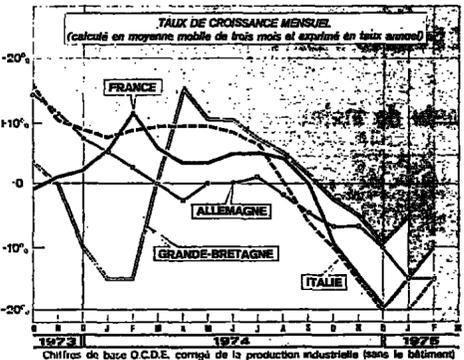
### NOTATION DES GESTIONS A COURT TERME COMPAREES

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITE DE LA CROISSANCE		NIVEAU DE CROISSANCE		
		Fin	Emploi	Chômage	Exportations	Importations
ALLEMAGNE	---	+	---	+	+++	++
FRANCE	---	---	---	---	++	+
ITALIE	---	---	---	---	+	---
GR <sup>de</sup> BRETAGNE	---	---	---	---	---	---

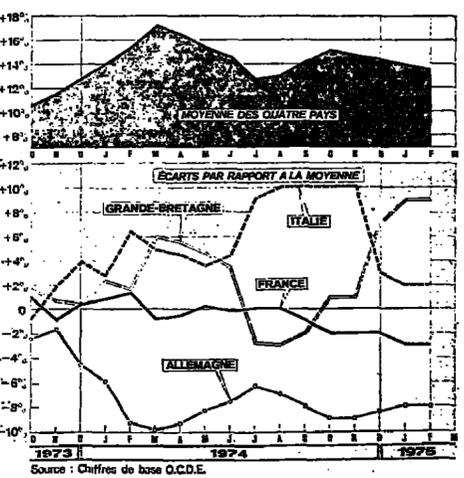
+++ excellent ++ bon + assez bien - médiocre --- mauvais ---- très mauvais tendance précédente

(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour le pays à court terme.

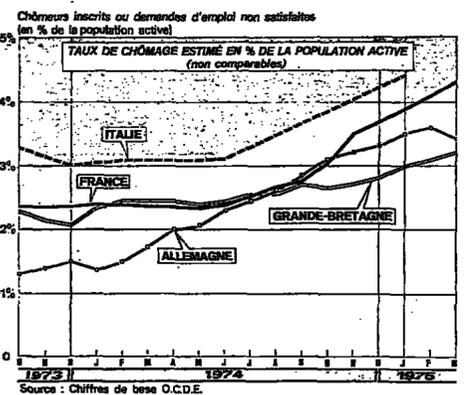
### I. — TAUX DE CROISSANCE INDUSTRIELLE



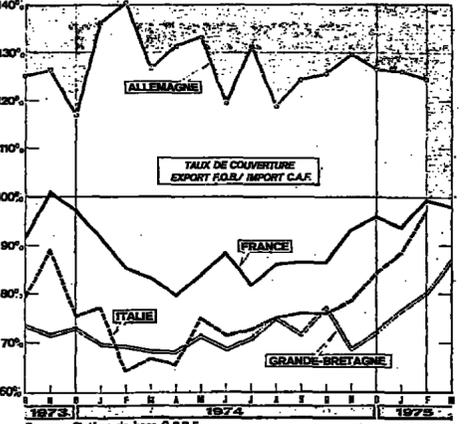
### II. — ÉVOLUTION DES PRIX



### III. — NIVEAU DE L'EMPLOI



### IV. — ÉCHANGES EXTÉRIEURS



## Forum

### APRÈS L'OPÉRATION SURVIE

(Suite de la page 21.)

Comment pourrions-nous envisager, dans les années qui viennent, de contribuer, par exemple en France, à l'objectif de création d'emplois qui sera, dans le cadre du VII<sup>e</sup> Plan, de l'ordre de 1 % par an et compte tenu de la forte croissance des services, de l'ordre de 0,5 % par an pour des industries comme les métaux ? Cela veut dire concrètement que B.S.N. Cerveaux-Danone devrait créer environ deux cents emplois nouveaux par an. Or, les gains de productivité prévus et nécessaires seraient plus que suffisants pour assurer la croissance correspondante de notre production. Loin de créer des emplois, nous devrions donc, en pure logique économique, encore les réduire de 1 à 5 % par an suivant les secteurs.

La croissance seule, et moins d'être effrénée et accompagnée des nuances que l'on connaît est donc insuffisante à résoudre le problème de l'emploi.

Il faudra donc recourir à des mesures qualitatives redéfinissant le mot « plein emploi ». Ce sont d'abord des mesures qui tendent à diminuer le temps de travail, par exemple réduction de la durée effective du travail à quarante heures par semaine, abaissement de l'âge de la retraite, sous certaines conditions, généralisation du travail à temps partiel, etc.

Ce sont ensuite des mesures qui visent à améliorer les conditions de travail et qui sont, elles-mêmes, créatrices d'emploi. C'est un sujet qui me paraît personnellement très important. Il s'agit d'améliorer les conditions de travail avec les intérêts eux-mêmes, qui doivent, à cet effet, disposer de crédits d'incitation pour s'exprimer et donner leur avis sur leurs conditions de travail en présence de leur encadrement et de leurs représentants. Ceci intéresse en France seize millions de salariés.

### La lutte contre l'inflation

Nous avons chiffré globalement l'impact de l'ensemble de ces mesures dans notre groupe : elles nous permettent de satisfaire l'objectif de 0,5 % à 1 % de création d'emplois par an, dans un contexte de croissance générale de 4 à 5 %. Mais leur coût est considérable et pas supportable dans l'état actuel de nos marges. Elles ne pourront donc être appliquées qu'à deux conditions : application progressive, obligation pour l'État de faire respecter les nouvelles règles du jeu par toutes les entreprises, par voie légale, afin qu'il n'existe pas de distorsion au niveau des conditions de concurrence industrielle. Cette question dépasse même le cadre strictement national.

Après l'emploi, la lutte contre

l'inflation est un objectif national auquel doit et peut participer l'entreprise. Si la croissance est trop forte, le montant des investissements pour répondre à la demande devient déraisonnable, ainsi que le niveau de l'emprunt, par rapport à la structure du bilan ; la seule solution reste l'augmentation de l'autofinancement qui ne peut s'obtenir que par l'augmentation des prix de vente.

En sens inverse, le « refroidissement » qui aboutit à une récession brutale peut être aussi un facteur d'inflation ; si le niveau de la demande devient nettement inférieur à la capacité de production, comme c'est le cas aujourd'hui, les coûts unitaires de production augmentent fortement par suite du non-étalement des frais fixes : l'entreprise ne dégage plus alors l'autofinancement indispensable au paiement des charges financières et des investissements d'entretien et de productivité ; le seul remède pour la survie passe alors aussi par l'augmentation des prix de vente. C'est pourquoi le retour rapide à une croissance entre 4 et 5 %, loin d'être inflationniste, peut sans doute, au contraire, aider à contenir les coûts et nous éloigner de la stagnation et de ses nuisances.

L'entreprise doit naviguer à vue entre les récifs, tout en gardant le cap sur les objectifs à long terme. Les nouvelles procédures de gestion permettant des décisions très rapides seront celles de l'économie de guerre qui exige une mentalité de « sauveur », une connaissance parfaite des indicateurs à court terme et un retour à un très strict contrôle des dépenses.

ANTOINE RIBOUD.



Rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« Le Monde »), Piero de Garzaroli, Gianni Gamberotta (« La Stampa »), John Greig, coordonnateur, David Spitzer (« The Times »), Fritz Witzel, Elmar Biehl (« Die Welt »), Publicité : Michel Gérard (« Le Monde »), Riccardo di Corato (« La Stampa »), Gerry Thomas, coordonnateur (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »), Copyright « Le Monde ».

مركز الأبحاث

# LIBERTÉ DE CIRCULATION ET VEROU DES DIPLOMES

## ALLEMAGNE FÉDÉRALE

### Beaucoup de libéralisme

**QU'ONQUE** a accueilli à l'étranger un diplôme universitaire, un titre académique ou une qualification professionnelle sérieuse peut être à peu près certain qu'en République fédérale la reconnaissance de ses titres ne lui sera pas refusée, qu'il soit Allemand ou non. La libéralité est, à cet égard, traditionnelle en Allemagne. Les processus de reconnaissance ne sont à l'heure actuelle pas de problèmes, bien qu'il n'existe rien de « légal », donc aucun accord dit « d'équivalence ». Peut-être est-ce une chance. ? Il n'y a guère qu'en matière d'établissement des médecins qu'il existe, après des préparatifs qui ont duré dix années, une ligne de conduite légale de la Communauté européenne, laquelle il est vrai ne peut être appliquée qu'aux certificats académiques ou à des diplômes. Mais il convient de les interpréter plutôt comme des déclarations d'intention approuvées par des règlements concrets.

Les nationaux et les étrangers qui, après des études universitaires à l'étranger, veulent travailler en République fédérale doivent obtenir du ministre compétent de l'un des onze Länder l'autorisation d'exercer leur profession. Ils doivent passer avec leur qualification professionnelle : les dossiers sont examinés cas par cas.

La procédure n'est cependant pas déclinée à la suite de chaque demande. Les administrations des Länder s'appuient sur les expertises médicales du service central pour les questions d'éducation à l'étranger, qui est rattaché à la Conférence

permanente des ministres de l'éducation des Länder. L'examen des grades académiques est fait généralement mais scrupuleusement. Ainsi le service central de Bonn a-t-il récemment exclu de ses listes dix obscures « fabriques de docteurs » britanniques. Le transfert de grades de docteurs est relativement facile. Le doctorat est reconnu presque automatiquement, mais dans la forme écrite usitée à l'étranger comme « P.H.D. », et non « Doktore » ou « Doktor ».

La reconnaissance des diplômes scolaires dépend aussi des ministres de l'éducation. Toutefois, la plupart du temps, les universités décident seules d'accueillir ou non les étrangers. Selon quelques critères précis — ainsi, si un égyptien titulaire d'un baccalauréat n'a pas le droit d'étudier la médecine dans sa patrie, la République fédérale n'est pas libre, elle non plus, de lui en donner l'autorisation.

Pour la médecine, il est fait appel aux autorités supérieures de la santé publique. Mais dans les secteurs non académiques, il se présente aussi peu de difficultés. La République fédérale défend, depuis longtemps, l'opinion que toute personne ayant travaillé pendant de longues années doit aussi avoir le droit de l'exercer en Allemagne.

Le système d'expertises a fait ses preuves, et le Conseil de l'Europe a recommandé aux autres pays de s'en inspirer. Mais les experts ont aussi une tâche peu agréable : celle de déceler les certificats falsifiés. C'est ainsi qu'à Hambourg un Africain a dû cesser récemment un commerce florissant de certificats de ce genre.

H. J. MELDER  
(Die Welt.)

## FRANCE

### De nombreuses chicanes

**LES** ressortissants étrangers désirant exercer en France certaines professions exigeant un haut niveau de qualification se heurtent encore à un grand nombre de chicanes. L'architecte étranger voulant s'installer dans l'Hexagone doit faire une demande individuelle. En outre, il doit obtenir la liberté d'exercice lui est accordée sans difficulté. Cependant, les architectes étrangers désirant tout de même obtenir un diplôme français — soit pour faciliter leur intégration dans la profession, soit pour poursuivre des recherches — sont généralement admis directement en troisième cycle, c'est-à-dire en cinquième année — sur six — des écoles françaises. De plus, les architectes étrangers qui ont travaillé pendant de longues années en France, et qui ont obtenu des diplômes officiels, encore réservés aux seuls ressortissants français : architectes des bâtiments civils, de l'Etat ou des palais nationaux, par exemple.

Les étudiants étrangers désirant préparer un diplôme français de docteur en médecine peuvent également bénéficier de la même facilité. Les premières années d'études au maximum. Encore leur faut-il auparavant avoir subi avec succès les épreuves de classement organisées pour leurs camarades français à l'issue de la première année. Mais la liberté d'établissement en médecine, déclinée récemment à Bruxelles, doit permettre à ceux-ci d'ouvrir, quelle que soit leur nationalité, un cabinet dans un quelconque des neuf pays de la Communauté européenne.

La certification d'aptitude à la profession d'avocat est, en principe, exigée pour s'inscrire au barreau. La préparation à ce

certificat est ouverte exclusivement aux étudiants de quatrième année de licence. Les étrangers, quel que soit le diplôme dont ils sont pourvus dans leur pays d'origine, ne peuvent obtenir une équivalence supérieure à la dernière année de licence française, et celle-ci doit être demandée au président de l'université ou l'étudiant désire s'inscrire. Par différence avec la médecine, cette sévérité s'explique par les particularités des différents droits nationaux. Une tradition fondée sur la réciprocité veut toutefois que les avocats étrangers puissent à l'occasion venir plaider en France, assistés d'un confrère français.

Les nombreux obstacles relevés ici s'expliquent par l'existence en France d'ordres professionnels contrôlant l'exercice et l'accès aux professions d'architecte, de médecin et d'avocat.

Les enseignements de nationalité étrangère peuvent être nommés par l'Etat professeurs dans une école française, à la proposition de l'une d'entre elles, et du comité consultatif des universités. Il s'agit d'une dérogation exceptionnelle au statut de la fonction publique. Les nominations tiennent compte des titres universitaires des postulants et de leurs travaux scientifiques.

Il n'existe pas de règles juridiques limitant l'obtention en France, par les ressortissants étrangers, d'un titre d'ingénieur. Les directeurs d'écoles accréditées de l'Etat, qui ont le monopole du niveau des études atteintes par les candidats. Les employeurs apprécient de leur côté librement la valeur des diplômes d'ingénieurs des ressortissants étrangers qu'ils embauchent.

BERTRAND LE GENDRE  
(Le Monde.)

## GRANDE-BRETAGNE

### La fin de la suprématie

**QUE** ce soit chez les médecins, chez les juristes, ou ailleurs, on a depuis longtemps abandonné en Grande-Bretagne, la conviction que l'on avait de l'indéfectible suprématie britannique. John Bull et lord Palmerston vont se retourner dans leur tombe, mais la plupart de nos corps professionnels ont favorablement accueilli l'idée de la reconnaissance mutuelle des diplômes dans tous les pays de la Communauté européenne.

Quand, en 1961, M. Macmillan annonça la candidature de l'Angleterre à l'entrée dans la C.E.E., le Dr Eileen Grey-Turner, de l'ordre des médecins, procéda à une série d'investigations qui conduisirent à l'admission de la Grande-Bretagne en qualité d'observateur à la commission permanente des médecins de la Communauté européenne.

Il fait aujourd'hui remarquer que cette association joua un rôle déterminant durant les années de négociation qui ont conduit à une reconnaissance mutuelle. Elle sera probablement effective à la fin de 1976 plaçant ainsi le corps médical au premier rang dans ce domaine. Au cours des trois dernières années les médecins britanniques ont occupé les trois postes les plus importants au comité permanent et de nombreuses discussions parmi les membres décisives, ont eu lieu à Tavistock Square, dans les locaux londoniens de l'association.

Le Dr Grey-Turner souligne que la reconnaissance qui ne serait pas rapidement suivie d'une coordination, notamment pour les honoraires, n'aboutirait qu'à un mode des médecins sans les postes les plus intéressants qu'ils pourraient trouver ailleurs en Europe. La Grande-Bretagne est le seul pays-membre à avoir nationalisé la santé

et beaucoup de médecins préféreraient exercer dans un système médical non nationalisé. Nombre d'entre eux déplorent la disparition progressive des lits privés dans les hôpitaux. Aussi, le nombre de médecins décidés à partir exercer ailleurs en Europe, le jour où la reconnaissance des diplômes prendrait effet, s'est-il multiplié.

Une enquête menée en Belgique, et qui sera publiée prochainement, fait apparaître la différence considérable qui existe entre les gains des médecins britanniques et ceux des autres pays d'Europe. Le docteur Grey-Turner n'en est pas moins convaincu de l'équivalence des niveaux de compétence dans toutes les universités d'Europe, bien qu'il n'y ait pas de quelques réserves pour l'Italie où les effectifs sont beaucoup trop importants.

Les architectes montreraient eux aussi, semble-t-il, une certaine réticence à reconnaître l'équivalence de leurs diplômes avec l'Italie. Attilio Gordon, l'ancien président de l'Institut royal des architectes britanniques, considère que l'on fait une certaine confusion en Italie, entre architectes et ingénieurs, certains cours d'architecture ne comportant en fait que des enseignements de quelque sorte à la fin des études. Les Fachhochschulen allemandes, qui enseignent aussi quelque peu, ont préparé pendant cinq ans un diplôme qu'il faut sept ans pour obtenir ailleurs. Mais l'association, dans son ensemble, accueille favorablement la reconnaissance mutuelle et se déclare prête à sacrifier un peu de l'autonomie dont les architectes bénéficient en Grande-Bretagne — l'Etat exerçant dans les autres pays un contrôle plus serré — pour faire un pas vers l'Europe.

Les juristes quant à eux, nous indique Miss Babelt Brown de la Société de droit, représentant la profession, sont prêts à accueillir dans leur pays les autres membres de la Communauté européenne. On a beaucoup débattu de la possibilité de donner aux avocats étrangers des chances de plaider à la Cour. Mais la reconnaissance des qualifications n'a pas été abordée, la divergence des systèmes juridiques rendant une telle éventualité impossible actuellement. Les choses évoluent sans doute progressivement avec la formation d'associations internationales de juristes, spécialisées chacune dans certains aspects particuliers de la loi.

Seules à s'opposer à l'idée de reconnaissance mutuelle : les infirmières. Miss Eve Bendall, qui les représente, a récemment déclaré que leur libre circulation à l'intérieur de la Communauté pourrait conduire à la présence en Grande-Bretagne d'infirmières dont la connaissance de la langue anglaise serait insuffisante.

TIM DEVLIN  
(The Times.)

## ITALIE

**L'**EUROPE latine encore pour reconnaître les études faites dans les pays qui la composent. Les ministres de l'éducation de la Communauté se sont réunis récemment au problème, promettant une « charte » pour le régler, et l'on s'en tient là. La dernière réunion s'est close sur un engagement solennel et un nouveau revirement. Même les sentences de la Cour de justice de la Communauté ne parviennent pas à faire avancer les choses.

Un exemple : la Cour a été appelée à se prononcer sur le recours d'un citoyen néerlandais, titulaire d'un diplôme belge, qui avait demandé à être admis à l'ordre des avocats de Bruxelles. La requête avait été rejetée en raison de sa nationalité. La Cour de justice a estimé qu'en raison de l'article 52 du traité de Rome on ne pouvait pas re-

tuser à un citoyen d'un Etat membre le droit d'exercer librement sa profession dans un autre Etat. Elle a ajouté que cette disposition était d'application immédiate et n'exigeait pas d'arrêts spéciaux d'exécution. Un tel jugement porte sur deux questions distinctes : la non-discrimination quant au libre exercice d'une profession et la reconnaissance réciproque. Le premier problème a été réglé sur le papier — car en pratique rien n'a été changé à la situation existante. Le second est encore sans solution, les ministres ne parvenant pas à trouver une.

Aussi la situation en Italie est-elle la suivante : le ministre des affaires étrangères dispose d'une liste des diplômés de fin d'études secondaires des différents pays européens, et des diverses facultés auxquelles ils ont obtenu accès. Lorsqu'un citoyen étranger

solicite son inscription à l'université, les conseils de faculté décident, en fonction de cette liste, s'ils peuvent admettre l'étranger à l'examen principal, et à des examens complémentaires, ou encore exiger un baccalauréat italien. Il en va de même à la fin des études supérieures. Les recteurs, au vu du nombre et de l'importance des examens soutenus, décident d'accepter ou de refuser le titre d'étudiant. Une exception : l'Italie d'Autriche a signé un accord d'équivalence, de sorte qu'un décret donne la liste des titres ayant validité de plein droit chez le voisin, et précise ceux qui appellent un examen complémentaire.

En l'absence d'une « charte » sur les équivalences, chaque pays doit prendre des initiatives pour faciliter aux étudiants des autres nations. Dans un décret pris

en février dernier, l'Italie a fixé les normes d'équivalence pour les diplômes de fin d'études secondaires obtenus à l'étranger par les Italiens résidents en Italie, et les membres de leur famille. Une procédure accélérée et décentralisée — la décision appartenant aux universités à l'étranger — a été mise en œuvre, et les examens complémentaires éventuels.

Pour ce qui est du libre exercice de la profession, on s'achemine vers la reconnaissance réciproque du diplôme de docteur en médecine.

Ce premier pas semble un gros succès aux autorités de Bruxelles. En fait, il n'en est rien. Dans la séance du Parlement européen du 13 janvier 1973, M. Brunner, membre de la Commission, déclarait : « On veut l'Europe si nous voulions

appliquer, jusque dans les professions libérales, l'esprit corporatiste du Moyen Age ? Ce ne serait qu'un progrès. » Il faut toutefois préciser que, dans ce domaine, le Moyen Age se montrait supérieur à notre époque. Le célèbre médecin Paracelse, né à Einsiedeln en Suisse, exerça son art dans de nombreux pays d'Europe et acheva sa vie à Salzbourg. C'était au seizième siècle. Gouvernements et organisations professionnelles ont voulu à l'époque avoir confiance en eux-mêmes pour admettre que les médecins, les architectes et les ingénieurs formés dans leur pays d'origine sont tout aussi qualifiés que d'autres et peuvent faire face à « concurrents » venus d'autres pays de la Communauté.

FELICE FROIO  
(La Stampa.)

## Seulement avec l'Autriche

sollicite son inscription à l'université, les conseils de faculté décident, en fonction de cette liste, s'ils peuvent admettre l'étranger à l'examen principal, et à des examens complémentaires, ou encore exiger un baccalauréat italien. Il en va de même à la fin des études supérieures. Les recteurs, au vu du nombre et de l'importance des examens soutenus, décident d'accepter ou de refuser le titre d'étudiant. Une exception : l'Italie d'Autriche a signé un accord d'équivalence, de sorte qu'un décret donne la liste des titres ayant validité de plein droit chez le voisin, et précise ceux qui appellent un examen complémentaire.

En l'absence d'une « charte » sur les équivalences, chaque pays doit prendre des initiatives pour faciliter aux étudiants des autres nations. Dans un décret pris

# Un « face à face » Edmond Maire-Heinz-Oscar Vetter

(Suite de la page 21.)

H.-O. VETTER. — Je pense que votre conclusion est acceptable pour tous les syndicats malgré les différences qui existent entre les pays les plus industrialisés et les autres. C'est

pourquoi j'aimerais pouvoir enlever les syndicats du monde dans un hôtel jusqu'à ce qu'une junte blanche apparaisse pour indiquer qu'une solution commune a été trouvée ou proposée. Ce sera le fait pour l'élection du pape.

E. MAIRE. — Sortir de la crise aujourd'hui me semble nécessiter des changements radicaux de la part des pays industrialisés, tant à l'intérieur que vis-à-vis des pays tiers. Les syndicats ne peuvent accepter qu'il continue à y avoir « développement du sous-développement », dans le quart-monde. Ni que les pays industrialisés se contentent de s'écarter de nos industries de main-d'œuvre à bon marché ou polluantes dans ces pays, gardant chez eux les centres de recherche et de haute technologie. Il nous semble donc qu'il y a une solution de coopération en fonction de rapports de forces nouveaux. Il faudrait pour cela que les pays producteurs réalisent un front uni pour chaquer des matières premières comme cela a été fait pour le pétrole et que les nouveaux échanges se fassent sur une base beaucoup plus équilibrée entre matières premières valorisées et biens d'équipement. Ce type de solution, loin d'être catastrophique pour nos pays, est une solution de raison. Elle implique une restructuration de l'industrie et de l'exportation des pays développés, mais dans un sens qui servirait solidement le développement des deux parties.

sur l'expérience du passé. Quand nous avons débatté les questions concrètes, nous avons constaté que c'était impossible pour une organisation fondée sur l'européisme de prospérer dans l'euphorie. La guerre froide fut un facteur supplémentaire pour la scission.

Quand nous avons créé la C.E.S. (Confédération européenne syndicale) nous nous sommes mis d'accord entre syndicats se référant à un minimum de principes. Nous avons constaté que les conceptions de base des trois confédérations italiennes étaient conformes à celles des autres organisations affiliées à la C.E.S. Nous avons donc accepté l'adhésion de la C.G.I.L., qui s'était détournée de la F.S.M.

Lorsque nous avons essayé d'élaborer un programme d'action commun, nous n'avons pu arriver à un accord minimum. Je souhaite sincèrement trouver une plate-forme commune et c'est ma demande à tous les dirigeants des organisations affiliées à la C.E.S. Pour la C.G.T., il est, à notre avis, très douteux qu'elle soit prête à remplir les obligations qui ont été acceptées par la C.G.I.L. Nous ne voulons pas que nos adhérents aient une double affiliation internationale.

autre point de vue : les réalités syndicales européennes sont très en retard sur l'industrialisation économique des capitaux et sur la coordination propre des Etats. La C.E.S. est encore largement une structure vide, capable de discuter avec les institutions, mais encore incapable d'animer des actions convergentes. La situation de crise internationale que nous nous rencontrons devrait nous donner des possibilités de progresser.

Il ne faut pas être trop ambitieux. Les confédérations d'Europe ne sont pas en état de constituer, d'emblée, une grande plate-forme revendicative englobant tous les domaines. Mais il est possible de rechercher quelques « axes », des points-clés qui répondent à la situation d'inflation et de chômage. Nous souhaitons que les prochains débats de la C.E.S. permettent d'arrêter quelques revendications-clés sur lesquelles s'engagerait l'action.

C'est parce que nous avons en vue cet objectif d'action convergente que nous faisons, à la C.F.D.T., que nous ne pouvons nous priver de personne, parmi les syndicats des pays démocratiques. C'est pour cela que nous voulons que la C.G.T. soit dans la C.E.S. Cela dit, et l'adhésion de la C.G.T. à la C.E.S. est une condition nécessaire pour une bonne action de la C.E.S., ce n'est pas une condition suffisante. En fait, nous détenons entre nous la solution : nous avons déjà la C.E.S. que nous méritons. Nous aurons, aussi, demain, la C.E.S. que nous mériterons.

Propos recueillis par  
JACQUELINE GRAPIN  
et JOANINE ROY  
(Le Monde.)

## Un réformiste

**HEINZ-OSCAR VETTER** est né en octobre 1917, à Bochum, dans la Ruhr, d'un père fonctionnaire dans l'administration municipale. Il devint mécanicien après avoir suivi l'école primaire et plusieurs années d'apprentissage. A vingt ans, il reprit l'école secondaire, ce qui lui permit, après seulement deux années d'études, de passer son baccalauréat. Mobilisé, il se retrouva officier d'aviation avant d'être fait prisonnier par les Anglais. Libéré, il redevint mécanicien, et de mai 1946 à octobre 1949, au fond de la mine du puits Robert-Muser.

C'est durant cette période qu'il adhère au syndicat des mineurs et devient l'un des délégués auprès de la société Harpen Bergbau. Il s'inscrit alors aux cours de l'Académie d'économie et de politique de Hambourg et suit un stage dans la sidérurgie. Le 7 septembre 1952, il devient secrétaire principal de la Fédération des mines et de l'énergie, et c'est en 1953 qu'il devient membre du parti socialiste. A Dortmund, le congrès de sa fédération l'élit membre du bureau exécutif en 1960, puis vice-président chargé de la cogestion, de la culture et des questions de personnel en 1964. Il se trouve alors aux points chauds des luttes pour les revendications de salaires dans la Ruhr, et quand Ludwig Rosenberg, président de l'Union des syndicats allemands (D.G.B.), renonce à se faire réélire en raison de son âge. Le huitième congrès du D.G.B. élit Heinz-Oscar Vetter président, le 21 mai 1969, à Munich, par 267 voix contre 427, dont 193 abstentions. Cinq ans plus tard, il est porté également à la tête de la Confédération européenne syndicale.

L'actuel président du D.G.B., qui compte quelque sept millions d'adhérents, est réputé travailler étroitement en équipe avec les seize présidents des fédérations membres et donner à l'action syndicale en République fédérale une impulsion énergique.

H.-O. VETTER. — Il faut prendre garde de ne pas remplacer un monopole par un autre. Il faut certainement rejeter une politique qui ne servirait que les grands groupes, mais il faut aussi s'assurer qu'une politique démocratique permettra le respect des intérêts de tous les pays. En Allemagne, nous avons une chance que les relations avec les pays en voie de développement soient traitées par un ministre dont l'ambassadeur est de bons rapport avec les syndicats. Cela élimine au moins ce qui est politique ne soit seulement orienté

vers la recherche de profits maxima et permet de tenir compte des intérêts de l'Etat et des travailleurs.

■ Aucun d'entre vous n'est pour la croissance zéro ?

E. MAIRE. — Il ne s'agit pas de diaboliser la croissance des uns pour augmenter celle des autres. La croissance zéro est une absurdité quand on sait qu'il y a au moins deux milliards d'êtres humains qui sont en-dessous du minimum vital. Cela montre plutôt qu'il faut qu'il y ait croissance dans les pays développés pour qu'ils exportent. Mais cela suppose que les pays sous-développés ont des ressources suffisantes pour établir un niveau d'échanges satisfaisant avec les pays industrialisés, d'où l'importance des prix des matières premières. Au lieu d'être un épouvantail, l'augmentation des prix de ces matières devrait être considérée comme un moyen de croissance, parce qu'elle ouvre des marchés nouveaux. Mais l'essentiel reste la modification du type de croissance et de développement.

■ La Confédération européenne syndicale, créée il y a un an, dont vous êtes le président, a été systématiquement absorbée par les controverses relatives aux candidatures d'adhésion posées par les C.G.T. italienne et française. Pensez-vous que la poêle puisse être ouverte à des syndicats affiliés à la F.S.M. (Fédération syndicale mondiale) ?

H.-O. VETTER. — Après la seconde guerre mondiale, nous avons créé une organisation internationale, la F.S.M. constituée par des ennemis du fascisme et de la guerre et fondée

N SURVIE

EUROPE  
UR  
PD  
EUROPA

# Placements

## L'Europe discrète des petits actionnaires

**P**OUR les experts de la bourse et de la finance, le peu de succès des actions auprès des épargnants italiens tient à la protection insuffisante que la loi assure aux petits investisseurs. Les rapports des sociétés sont succincts et souvent

obscurs. Les bilans consolidés en sont presque toujours absents tandis que les opérations d'augmentation de capital, de fusion ou de transformation sont indiquées avec des explications plus que réduites.

En outre, si l'on en excepte l'O.P.A. sur Bastogi que le financier Michele Sindona lança avec une audace sans précédent, sorte de défi aux pouvoirs publics — ceux-ci d'ailleurs réussirent à la faire échouer, — les petits actionnaires n'ont jamais tiré bénéfice des gains réalisés par de

puissants groupes dans le cas où de gros paquets changent de mains ou encore si des actions sont cédées hors marché.

L'année dernière, le Parlement a approuvé une loi 216 du 7 juin 1974 qui mentionne un certain nombre de procédures destinées à ranimer le marché boursier et à éviter les conséquences des spéculations trop audacieuses qui — récemment — ont fait scandale et éloigné un peu plus les investisseurs.

Après l'adoption de l'impôt ordinaire se substituant au précédent mesure rétroactive à cor et à cri par les petits épargnants, — on a mis en place, conformément au précédent français de 1967, une CONSOB (commission nationale pour les sociétés et la Bourse) et dotée de larges pouvoirs pour réformer les Bourses, contrôler les sociétés par actions figurant à la cote et, plus généralement, toutes les sociétés financières. Toutefois, les cinq commissaires ont été nommés, il y a quelques semaines seulement, et les décrets d'application définitifs, qui devaient être pris avant le 31 mars 1975, doivent encore être légèrement retouchés et n'ont pas été publiés au Journal officiel.

La loi prévoit une présentation standardisée des comptes des sociétés financières. Celles-ci ont tenu lieu en Italie de véritables banques d'affaires, et ont assumé ce rôle de façon parfois maladroite en provoquant des scandales en cascade et de grosses pertes pour les petits porteurs. Les bilans des sociétés cotées en Bourse doivent être révisés par des sociétés de certification, mais les nouvelles normes ne sont pas, aux yeux des experts, suffisantes pour rassurer complètement les actionnaires. On attend de la CONSOB, de toute urgence, la réforme d'une Bourse encore régie par la loi bien dépassée de 1913.

Au cours des années passées, des réformes plus ou moins profondes ont été adoptées dans divers pays européens pour défendre les petits porteurs, mais elles n'ont pas abouti, à proprement parler, à une protection totale. En France seulement, la création de la COB (Commission des opérations de Bourse) a permis de contrôler davantage les O.P.E. (offres publiques d'échanges) et les achats en Bourse par les sociétés intéressées, qui doivent recevoir une publicité immédiate. Dans le cas des opérations sur capital, les O.P.A. et O.P.E. doivent donner lieu à publication d'un nombre important de données afin que les analystes puissent se livrer à un examen approfondi. Les simples actionnaires doivent, eux, pouvoir disposer d'une note de synthèse plus facile à interpréter.

Un effort a été fait aussi en Allemagne où une loi de 1965 se propose surtout de donner à des groupes minoritaires de porteurs de parts la possibilité de provoquer des assemblées extraordinaires (1) y compris de 5 % des voix), d'exercer un contrôle particulier en cas de réévaluation de l'actif (12 %), ou encore pour s'opposer à une augmentation

de capital (25 %). En Grande-Bretagne, il n'existe pas encore de législation moderne rassemblant des dispositions de protection des petits porteurs ou des mesures destinées à leur donner une vue analytique de la marche de la société et des postes du bilan. Les actionnaires ont seulement licence d'intervenir à l'occasion des assemblées et d'attaquer en justice délibérations et bilans.

En Italie, en dehors généralement le petit nombre d'actionnaires qui assistent aux assemblées générales, considérées plutôt comme un rite que comme l'occasion d'un échange franc d'idées et d'informations entre administrateurs et porteurs de parts. Il n'en va pas autrement, d'ailleurs, en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Les participants y sont tout aussi rares; il s'agit généralement de retraités qui disposent de temps libre ou de représentants d'associations d'épargnants ou de porteurs qui se limitent à poser quelques questions précises.

### Des spécialistes à l'américaine

Quelques groupes de « professionnels des assemblées » sévissent toutefois en Italie comme aux Etats-Unis. Il s'agit, pour une part, de spécialistes qui interviennent dans les assemblées générales en posant de longues listes de questions — les interventions n'étant pas limitées dans le temps — et qui, même, s'affrontent entre eux. Ce sont souvent les mêmes hommes, bien connus des administrateurs qui, pour se concilier leurs bonnes grâces, leur fournissent à l'avance bilans et renseignements divers et les dédommagent grassement en leur confiant des tâches rémunérées mais purement symboliques. Le travail de ces spécialistes est très intéressant financièrement, ce qui incite d'autres personnes à entrer dans le jeu. On cite le cas d'un retraité plus que démonstratif qui, il y a quelques années, se manifesta à l'assemblée pour critiquer et louer en même temps l'activité de la direction d'une grande société et vit arriver, quelques jours plus tard, un petit mot de remerciement du président accompagné d'un chèque d'un demi-million de lires. L'homme prit goût à la chose et son zèle oratoire lui valut, aujourd'hui, de gagner beaucoup d'argent.

Il existe, d'autre part, des spécialistes à l'américaine et il s'agit d'avocats qui votent contre les bilans, les attaquent en justice et ne retirent leurs plaintes que sous conditions. Toutefois, la récente loi sur la Bourse va limiter leur activité car elle exige désormais une minorité qualifiée pour attaquer le bilan. Enfin

certain financiers ont coutume d'acquiescer de gros paquets d'actions — 10 % du capital et parfois plus — et livrent bataille ensuite aux groupes qui contrôlent l'affaire en demandant à réaliser leurs titres à de bonnes conditions. S'ils n'y parviennent pas, ils exigent des postes de conseillers de l'administration ou des opérations fructueuses sur le capital (distributions d'actions gratuites, augmentation des dividendes, fractionnement des actions).

Récentement, les « spécialistes des assemblées » ont franchi les frontières italiennes et ont commencé à envahir la pacifique Suisse. Auparavant, les assemblées y étaient une simple formalité. Aujourd'hui, surtout dans le canton du Tessin, la situation a changé et les interventions des porteurs italiens ont troublé la tranquillité des administrateurs qui doivent désormais écouter de longs discours incohérents ou d'ininterminables griefs touchant à la connaissance insuffisante de l'italien dont témoigne le rapport accompagnant le bilan. Fort heureusement, on a licence en Suisse de faire voter par l'Assemblée le calendrier des travaux et de lui faire limiter la durée des interventions, ce qui permet de conjurer le péril et ces discours. Heures — parfois quatre heures et plus — qui gênent l'objet de la réunion.

RENATO CANTINI  
(La Stampa)

(avec la collaboration de Francoisa Bessard (Le Monde), Andrew Goodrich-Glass (The Times) et Hans Stohmann (Die Welt).



### LE NEBRASKA ? C'EST AU CŒUR MÊME DES ÉTATS-UNIS

Cela en fait l'endroit idéal pour installer des usines. Beaucoup de firmes internationales sont en train de le découvrir. Et nous aimerions beaucoup avoir l'occasion, au cours d'un entretien personnel et confidentiel, de vous expliquer les avantages d'une implantation au Nebraska. M. Moseman, notre représentant, sera en Europe jusqu'au 17 mai. Il se fera un plaisir de vous rendre visite pour vous fournir des renseignements détaillés sur toutes les

possibilités que le Nebraska offre à l'industrie. Pour arranger un rendez-vous avec M. Moseman, contactez : à Londres : Archie Andrews, ambassade des États-Unis. — Téléphone : 499-9000;

en Allemagne : Gustaf Coontz, ambassade des États-Unis, Bonn-Bad Godesberg. — Tél. : 02221-8955;

à Paris : Mme Georgette Anter, ambassade des États-Unis. — Téléphone : 265-74-00 (poste 7248).

#### ÉTAT DU NEBRASKA

Nebraska Department of Economic Development  
Box 94762, State Capitol Lincoln, Nebraska USA 68509.  
Téléphone : (402) 477-8984.

## 1974 Rapport Annuel aux Actionnaires

Notre 150<sup>e</sup> anniversaire

	1974	1973	% accroissement
Chiffre d'Affaires	\$ 2.0 milliards	\$ 1.5 milliards	29%
Bénéfice Net	\$90.5 millions	\$73.9 millions	23%
Revenu par Action	\$ 2.77	\$ 2.31	20%
Dividende Par Action	\$ .80	\$ .75	7%



AU SERVICE DE L'ENERGIE, DU TRANSPORT/DISTRIBUTION ET DE L'ENVIRONNEMENT DANS LE MONDE

Pour obtenir copie de notre Rapport Annuel, écrire à IU Corporate Affairs 1500 Walnut St., Philadelphia, Pa. 19102.

### Louez des bureaux neufs dans PARIS (face au métro) C'est beaucoup moins cher que vous n'imaginez!

**IMMEUBLE** : 10 étages de bureaux très luxueux. A louer de 130 à 3760 m<sup>2</sup>. Devant une avenue de 60 m de large. Façade particulièrement soignée.

**SITUATION** : 90, rue de Flandre - 75019 PARIS. Quartier rénové.

**DESSERTES** : Face métro Crimée (direct Opéra Liaison RER). Périphérique Porte de la Villette. Face Bus N° 60.

#### AILE SUR JARDIN INTERIEUR :

Aile séparée entrée particulière. Ensemble de 890 m<sup>2</sup> dont 290 en étage. Bureaux Paysages ou cloisonnés en premier jour. Charges très basses. Chauffage traditionnel. Prix 350 F/m<sup>2</sup> an.

**ETAGE COURANT** : 410 m<sup>2</sup> climatisé. Fenêtre ouvrante. Luxueusement aménagé. Divisible en 2 lots de 130 et 280 m<sup>2</sup>. 4 lignes téléphoniques avec possibilité d'extension.

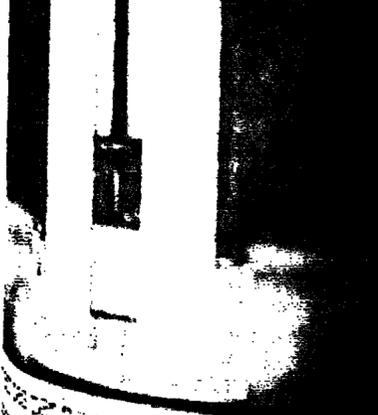
**PRIX DE LOCATION** : Surface Paysages 400 F/m<sup>2</sup> an. (Surface cloisonnée selon les besoins des clients avec étude d'implantation gratuite). 450 F/m<sup>2</sup> an.

**ANNEXES** : Parkings - Locaux sociaux - réserves disponibles.  
**LIVRAISON** : Immédiate.  
**BUREAUX TEMOINS** : A visiter sur place.

**immovetry**  
59 rue Demouettes, 75015 PARIS

TEL 533.68.91

Logabax  
omatique qui  
pouvez regarder  
à la loupe



LOGABAX

كناز الامل

# Consommation

## LES CHEVEUX NE REPOUSSENT PLUS EN SOIXANTE-DOUZE HEURES

UN des premiers cas où l'auteur d'une publicité fut condamné à tenir ses engagements envers un client date remonté à 1838. La Leitch Company, qui fabriquait des peignes électriques, affirmait dans sa publicité :

« Vos cheveux repoussent en soixante-douze heures grâce au peigne électrique Leitch. Enfin du nouveau pour les handicapés du cheveu ! De quoi souffrez-vous ? Vous avez des cheveux gris ? Ils disparaîtront en dix jours. 500 livres de ga-

rantie. Un début de calvitie ? Elle disparaîtra. Six cent soixante et un mille peignes électriques Leitch déjà en service dans tous les milieux sociaux, et même dans la famille royale. Jamais d'échec ! »

Le plaignant avait acheté un peigne et l'avait utilisé matin et soir pendant onze jours, sans résultat. Il réclama — et obtint — les 500 livres promises en garantie.

La législation, dans la plupart des pays développés, interdit maintenant des escroqueries aussi flagrantes, et les propriétaires de « media », de même que les autres responsables, considèrent qu'ils ont intérêt à respecter d'eux-mêmes pour protéger leur image de marque. Mais il existe tout un domaine où la publicité, sans être malhonnête aux termes de la loi,

peut être considérée comme nuisible au consommateur d'une manière ou d'une autre, ou indésirable à d'autres égards, par exemple comme contraire aux bonnes mœurs, au bon goût, à la morale. Ce domaine est actuellement l'objet d'une attention toute particulière, notamment en Grande-Bretagne.

Les règles déjà fixées d'un commun accord par les annonceurs, les agences de publicité et les propriétaires de « media » eux-mêmes ont été renforcées l'an dernier. Depuis janvier, un prélevement volontaire de 1 % sur toutes les annonces publicitaires (télévision et radio exceptées) sert à financer les nouvelles mesures adoptées, notamment à propos des boissons alcooliques. D'autres concernant le tabac entreront prochainement en vigueur.

textes légaux. Il existe en outre en Allemagne des organismes contrôlés par l'Etat, disposant de pouvoirs d'intervention en cas

d'infractions concernant les médicaments, les produits alimentaires, les cosmétiques et le tabac.

revanche, contestent l'efficacité des contrôles dans les autres media. Les améliorations récemment entrées en vigueur ont été adoptées pour tenir compte de ces critiques.

PATRICIA TISDALL  
(The Times).

(avec la collaboration de José Boyère (Le Monde), Sandro Onasssa (La Stampa) et Kinar Stehl (Die Welt).

### Sévérité accrue pour la télévision

Un peu partout, la publicité à la télévision et, dans une moindre mesure, à la radio est soumise à des contrôles plus stricts que celle qui passe par les autres « media » : l'influence particulière de la publicité télévisée n'est plus à démontrer ; et, la plupart des organes de radiotélévision européens dépendent des gouvernements, ils sont plus faciles à contrôler.

En Grande-Bretagne, la publicité à la télévision est limitée à une moyenne de six minutes par heure, avec un maximum de sept minutes. Les spots publicitaires ont une durée de 7 à 60 secondes. Il n'existe pas de programmes subventionnés par les annonceurs.

En France, le maximum de publicité par jour est fixé à 8 minutes, mais peut atteindre exceptionnellement 15 minutes.

En Allemagne, la publicité est limitée à 20 minutes par jour ; elle est interdite le dimanche et les jours de fêtes légales, et après 20 heures.

En Italie, les téléspectateurs sont également beaucoup mieux protégés que les lecteurs de journaux et de magazines contre un excès de publicité.

En Grande-Bretagne, l'Independent Broadcasting Authority Act de 1973 est généralement considéré comme l'une des lois les plus énergiques que le Parlement ait votées pour la défense du consommateur et l'honnêteté du commerce. L'Authority a été créée et n'est pas directement chargée de la prévention des infractions par les annonceurs, et non des poursuites qui peuvent en résulter.

Le contrôle préalable des « scripts » publicitaires à la télévision a été confié à deux organismes différents : l'Advertising Control Department de l'Authority a été chargé de la prévention des infractions par les annonceurs, et non des poursuites qui peuvent en résulter. Les contrôles de la publicité

créés par la télévision indépendante sont approuvés par les organismes britanniques de défense du consommateur qui, en

### DÉPENSES TOTALES EN PUBLICITÉ (1972)

(en millions de dollars U.S.)

	Total	Presse	TV	% du P.M.B.
France	1 625	590	125	0,76
Allemagne de l'Ouest	2 339,7	1 533,6	248,3	0,82
Italie	550	334,4	94,6	0,45
Grande-Bretagne	1 734,6	1 229,1	431,2	1,16

Sources : International Advertising Association, « World Advertising Expenditure », édition 1974.

### Une pluie de textes

Ces dispositions sont appliquées sous le contrôle de l'Advertising Standard Society, chargée de veiller « à la légalité, au respect des bonnes mœurs, à l'honnêteté et à la véracité de la publicité ».

Plus de soixante textes concernent la publicité en général ou certains domaines particuliers. L'un des plus importants est le Trade Description Act de 1968, qui interdit toute affirmation erronée ou mensongère concernant les biens et les services, y compris les prix.

En France également la loi interdit formellement toute affirmation erronée ou mensongère dans la publicité, quelle soit écrite, parlée ou visuelle. Les fonctionnaires chargés du contrôle ont autorisé pour exiger de tout annonceur la preuve de ses affirmations, faute de quoi il peut être contraint à publier un rectificatif. La loi française interdit également dans la publicité toute comparaison avec les concurrents de l'annonceur, aux termes de l'article 1382 du code civil, concernant les dommages causés à autrui. Aucune disposition analogue n'existe en Grande-Bretagne, qu'il s'agisse des rectificatifs ou de la concurrence déloyale.

Il existe en France, comme en Grande-Bretagne, un organisme de contrôle volontaire, le Bureau de vérification de la publicité, dont l'efficacité a été également renforcée l'an dernier, ce qui le rapproche encore du système britannique.

En Italie, les nouvelles règles que s'imposent volontairement les membres de la Fédération nationale des annonceurs publicitaires depuis le 1<sup>er</sup> mars ont désormais très proches également de celles qui existent en Grande-Bretagne.

Du point de vue légal, cependant, une certaine confusion subsiste en Italie en matière de publicité et de promotion. Le seul texte qui protège les intérêts de l'annonceur est celui — très général — du code civil.

En Allemagne, la loi exige formellement que toutes les affirmations soient exactes : toute référence directe ou indirecte à la concurrence est interdite, si elle est de nature à gêner celui qui est cité. D'autres dispositions légales concernent les opérations de promotion et le plagiat publicitaire. Les annonceurs, les agences et les « media » eux-mêmes sont responsables de toute infraction aux

### XII<sup>es</sup> FÊTES MUSICALES EN TOURAINE

Grange de Meslay et de la Besnardière du 26 juin au 6 juillet

JEUDI 26 JUIN 21 heures Arturo Benedetti Michelangeli

VENDREDI 27 JUIN 21 heures Beauvois Trio de New-York

SAMEDI 28 JUIN 15 h. 30 Orchestre de Chambre du Philharmonique de Prague

SAMEDI 28 JUIN 21 heures Sviatoslav Richter

DIMANCHE 29 JUIN 11 heures Zuzana Ruzickova

DIMANCHE 29 JUIN 20 h. 30 Irina Arkhipova

JEUDI 3 JUILLET à 21 heures Maurizio Pollini

VENDREDI 4 JUILLET 21 heures SAMEDI 5 JUILLET 11 heures 15 h. 30 et 21 h. DIMANCHE 6 JUILLET 11 h. et 20 h. 30

Ensemble Musique Vivante - Schola Cantorum de Stuttgart Direction : Pierre Boulez

Départ Masson et Citrus Gottwald. Avec Christoph Eschenbach, Sachse Gewirtz, Luciano Berio, Ellis Ross, Robert Tear, Philip Ledger.

Renseignements et location : Fêtes musicales en Touraine, Madris de TOURS 37002. Tél. : 05-41-03, poste 764.



Pansement adhésif hypoallergénique. Vendu exclusivement en pharmacies.

## Logabax l'informatique que vous pouvez regarder à la loupe

Ce n'est pas par hasard que nous sommes le leader de la mini-informatique de gestion.

- 10 000 installations dans 20 pays
- 200 secteurs d'applications professionnelles

**LogAbax**

la mini-informatique de gestion

Logabax-146 av. des Champs Elysées-75008 Paris-tél. 3596124

## Made in Bonn\*

\* Cet été, le quotidien économique, politique et culturel DIE WELT transférera sa rédaction à Bonn. DIE WELT sera ainsi le seul quotidien de réputation internationale dont l'information émanera directement du centre politique de la République Fédérale d'Allemagne.

**DIE WELT**  
la clef du marché allemand

Joan O. Martin, Responsable pour la France, 18, Rue de Valenciennes, 75016 - PARIS, Tél. 625 06 80, Telex : 61262 JCM

aux neufs  
au mètre)  
moins cher  
agnez!

novary  
533.68.91

# Zurich, mai 1975

## Les gnomes gardent bien leur trésor...



**Z**URICH est la plus grande ville de Suisse, sa capitale viscérale; Berne en est la capitale fédérale, la première des villes étrangères. L'une, capitale selon le cœur, l'autre, selon l'esprit.

gnomes. Cette race de lutins mal-faisants, émanation des Enfers, attaqués jadis par des chevaliers du « Labour » comme Wilson et Brown, vit — selon la rumeur publique — dans les caves de la « Bahnhofstrasse », accroupie sur son trésor de devises et d'or, ourdissant sans relâche de nouvelles intrigues. Les gnomes existent, ils ont bel et bien été inventés. Ces créatures sataniques, nées de l'imagination caricaturale étrangère, inscrivent tout de même à leur actif certaines réalisations positives. Elles ont fait de Zurich le nouvel Eldorado, la ville spécifique de l'or (le marché de l'or contrôlé par les trois grandes banques du pays est plus important que celui de Londres); elles ont hissé la Bourse de Zurich au premier rang européen; elles ont parvenues à enrayer la fièvre de l'inflation et ont fait en sorte que le chômage reste à l'état de spectre, dont tout le monde parle,

mais que personne ne voit jamais. Les rumeurs malicieuses, la ville a su les utiliser à son profit. Elle en a fait le marchepied qui lui a permis de gravir un nouveau degré de développement. Puis, un beau jour, peu avant la deuxième guerre mondiale, de la petite ville qui avait toujours veillé à se tenir à l'heure européenne en évitant les pièges du provincialisme, est sortie une grande cité internationale. Mais elle n'est jamais devenue une grande ville.

La ville parce qu'elles préfèrent vivre à l'air pur tout en payant moins d'impôts. Zurich perd chaque année des habitants. Sa population résidente (quatre cent dix mille âmes environ) a diminué d'environ 10 % depuis 1964. Il en résulte que l'assiette de l'impôt se fait chaque année un peu plus lourde pour chaque Zurichois, au bénéfice du nombre croissant de ceux qui vont s'établir en banlieue. C'est la raison pour laquelle les contribuables de la ville refusent systématiquement depuis quelque temps à leurs édiles tout crédit destiné à améliorer le confort collectif. Les pouvoirs publics ont dû se résigner à faire leur deuil de projets tels que la construction d'un anneau routier, d'un nouveau théâtre, de jardins publics et d'un métro.

8 heures sonnant. Celui qui se complait sur l'oreiller n'est peut-être pas un mauvais bougre, mais il n'est sûrement pas un bon Zurichois. Le grand responsable d'une telle éducation est le réformateur Ulrich Zwingli qui, à partir de 1519, prêcha la nouvelle religion, d'abord contre Rome, ensuite contre Luther. Zurich accueillit la Réforme dans la discipline et dans la calma, sans grands bouleversements historiques. Les Zurichois ont su, depuis cette époque, garder les deux pieds sur la terre dorée de leurs traditions artisanales et commerciales, ne se permettant tout au plus que le luxe de rêves accessibles. Tous les personnages politiques de quelque envergure qui tentèrent d'asservir la ville et son peuple au joug de leur orgueil furent impitoyablement éliminés, exilés ou envoyés au gibet corde au cou. Une fois morts, la ville reconnaissante leur élevait des statues — *in memoriam*.

Personne ne connaît le montant global de monnaie tant fiduciaire que scripturaire détenu sous forme de liquidités de trésorerie, de dépôts et de crédits par le système bancaire du pays, dont le produit national brut est estimé, pour 1974, à quelque 140 milliards de francs suisses. Le président d'une grande banque estime qu'il avoisine 500 milliards de francs suisses. Plutôt jaloux de leur trésor, les Zurichois entendent bien le conserver.

**GS** Finition exportation. Faible kilométrage. Garantie usine. Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROEN de la 2 CV à la SM.

Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur.

Toutes possibilités de crédit. Demander Monsieur Lemaire.



3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51

**Une espèce particulière**

Si la richesse de Zurich est bien de ce monde, elle est cependant d'une espèce particulière. La ville n'a jamais été obsédée par l'ambition de devenir à tout prix riche ou puissante. Si elle y est effectivement parvenue, c'est sous l'empire des circonstances. Les vrais Zurichois ont toujours été, depuis des siècles, saisis d'une angosse toute particulière devant le pauvre. Et, paradoxe du comportement, cette peur viscérale a exercé sur la ville un effet robotif.

Seul le bien-être — stricto sensu — engendre la considération. La pauvreté a quelque chose d'humiliant, de culpabilisant. Qui par contre fait étalage de sa richesse risque fort de vivre au-dessus de ses moyens. A Zurich, on s'efforce de garder le ton juste. A prouve les dirigeants des grandes banques et des Konzern qui plichtent eux-mêmes leurs voitures. Au grand dam des chauffeurs de maître qui trouvent plus facilement à s'employer à Venise.

La plupart des Zurichois se lèvent tôt, et ne se réveillent pas beaucoup plus tard. Même les retardataires sont au travail à

Celle-ci fut plus indulgente à l'égard des célébrités étrangères, comme si elle voulait racheter sa sévérité envers ses propres enfants. D'Allemagne, affluèrent les « quarantahuitards », de Russie l'aristocratie, puis Lénine et, plus tard, les juifs persécutés. Thomas Mann, en compagnie de tous ses enfants prodiges, Bertolt Brecht, Ignazio Silone. Si peu que Zurich ait abrité de ces hommes célèbres, elle leur a offert le recours de ses lois et a veillé, avec un sens avisé de la qualité, à l'épanouissement de leur génie. C'est grâce aux acteurs, metteurs en scène, drama-

Personne ne connaît le montant global de monnaie tant fiduciaire que scripturaire détenu sous forme de liquidités de trésorerie, de dépôts et de crédits par le système bancaire du pays, dont le produit national brut est estimé, pour 1974, à quelque 140 milliards de francs suisses. Le président d'une grande banque estime qu'il avoisine 500 milliards de francs suisses. Plutôt jaloux de leur trésor, les Zurichois entendent bien le conserver.

ROLF R. BIGLER  
(Die Welt.)

# EBIC-LA COMMUNAUTE BANCAIRE EUROPEENNE POUR LES AFFAIRES INTERNATIONALES

L'Ebic (European Banks International) ce sont sept grandes banques européennes indépendantes avec 9000 agences: Amsterdam-Rotterdam Bank, Banca Commerciale Italiana, Creditanstalt-Bankverein, Deutsche Bank, Midland Bank, Société Générale de Banque (Belgique) et Société Générale (France).

Chacune a sa propre individualité juridique et nationale mais toutes ensemble peuvent vous faire bénéficier de leur puissance financière sur quelques-uns des marchés les plus concurrentiels.

Voici comment:  
**En Europe, la Banque Européenne de Crédit (BEC) à Bruxelles et l'European Banking Company (EBC) à Londres** sont à même d'intervenir dans les financements internationaux des projets de grande envergure. (L'European Banking Company a également une agence à Chicago.)

**Aux Etats-Unis, vous trouverez les European-American Banks.** L'European-American Banking Corporation a des bureaux à New York, Los Angeles et San Francisco.

L'European-American Bank and Trust Company a plus de 100 agences dans le périmètre de New York.

**Dans le Sud-Est Asiatique, l'European Asian Bank** est présente sur les principales places commerciales et financières (Singapore, Hong-Kong, Jakarta, Karachi et Kuala Lumpur).

**En Australie, l'Enro-Pacific Finance Corporation** est installée à Melbourne et Sydney.

Pour entrer en relation avec ces organismes, il vous suffit de prendre contact avec l'une des 9000 agences des sept banques de l'EBIC.



### Grain de sel

#### VACANCES: La révolution par le travail

TOUTES les consommations vont-elles se contracter? Angures, pythoïsses, astrologues et prospectivistes n'ont jamais eu autant de travail pour savoir ce que sera demain. L'optimisme ne règne pas. Mais, en même temps que le pessimisme s'empare de l'industrie, les agences de tourisme, de voyages organisés, les vendeurs de loisirs découvrent, émerveillés, que leur activité continuera, mais qu'elle ne sera plus la même!

Les inactifs que nous sommes devenus n'ont plus besoin du même genre de vacances. Autrefois occupés quarante-huit semaines par an (moins les week-ends, les fêtes légales et illégales, les gripes prétextées et les céphalées-sibis...), fourbus d'heures supplémentaires, nous rêvions d'un mois de farniente total, absolu, d'étendre nos muscles usés et nos cerveaux saturés au milieu des muscles et des cerveaux semblables de cent ou deux cent mille travailleurs et employées presque nus sur les bords d'une Méditerranée encombrée. Maintenant qu'ils ne font rien ou qu'ils travaillent beaucoup moins, à quoi rêvent tous ces gens? A ce qui leur manque, à leur drogue: le travail. De quel ont-ils besoin pour passer de bonnes vacances? de travailler!

Organiser les loisirs aujourd'hui, cela revient à vendre du travail à ceux qui n'en ont plus ou pas assez. Prochainement, donc, si le marketing et la stratégie signifient quelque chose, on verra Neukermann proposer en tête de son catalogue: « Constructions des Cocoonilles (et emportez-les si elles marchent!) ». Trois semaines de vacances dans une usine Volkswagen désaffectée. Hébergement en dortoirs de travailleurs émigrés. Nourriture abondante. Animation: jeux de la promotion commerciale, de la grève, du rendement, du sabotage. Trois semaines: 300 D.M.!

Et Cook d'offrir aux employés désœuvrés de la City un week-end en train de plaisir chez Aston-Martin. Ou le camping dans un « industrial estate » où poussent l'herbe et les contradictions capitalistes. Quant à la France, c'est l'embaras du choix. Soyons sûrs que le Club Méditerranée, à l'effût des promotions retentissantes, va nous proposer: « Titan-Coder, joyau de la sous-traitance au bord de la Grande Bleue » ou bien: « Apprenez à tailler des pantalons, des chemises: grand choix de résidences secondaires actives dans les belles provinces de France ». Et, pour les amateurs de grand air et de santé musculaire: « Notre fichier de constructions abandonnées: des grands ensembles aux pavillons individuels, un choix de vacances occupées à gâcher du plâtre en famille ». Avec, naturellement, une réduction aux travailleurs du bâtiment en chômage.

GÉRARD LAUZUN.

### Contactez la Georgie (Etats-Unis) à Bruxelles

L'Etat de Georgie (Etats-Unis) accueille avec joie les demandes de renseignements et les visites des hommes d'affaires européens. Si vous avez l'intention de vous rendre aux Etats-Unis, notre bureau de Bruxelles, grâce à son service complet, peut rendre votre voyage plus payant. Pour tous les renseignements dont vous pouvez avoir besoin, ainsi que pour vous aider à fixer des rendez-vous, contactez s.v.p.:

Mr. John L. Turbiville  
 Managing Director, European Office  
 Georgia Dept. of Community Development  
 Rue du Congrès, 33  
 1000 Bruxelles, Belgique.  
 Téléphone: 18-50-05 et 19-34-34  
 Téléfax: 25.327 EUROF. B.

**GEORGIE - ETATS-UNIS**



# SEULE TWA PEUT VOUS OFFRIR AUTANT POUR L'AMERIQUE.



Un cocktail du Kentucky, d'Ecosse, des Bahamas, ou de Londres servi par une hôtesse de Rock Springs, Wyoming.

Trois plats internationaux au choix, sur chaque vol en classe économie servis par une hôtesse de Springfield, Missouri.

Un choix de 2 films et de 8 programmes radio internationaux, plus quelques bons tuyaux sur New York, proposés par une hôtesse de l'île de Manhattan.

TransWorld Service  
TWA.

Europa  
...  
ion par le tra  
...  
ie (Etats-Un  
elles  
ATS-UNI

Le service international record est disponible en 14 langues maternelles pour les destinations en vol. Les vols de nuit pour les horaires actualisés en classe économie.

# DÉFENSE

## LE REMPLACEMENT DES AVIONS F-104 EN EUROPE Les quatre pays clients reprendraient leur liberté de décision

De notre correspondant

Bruxelles. — A l'issue du sommet belge-néerlandais du samedi 3 mai consacré à l'achat d'un avion pour remplacer les F-104 Starfighter en service dans les forces aériennes belge, néerlandaise et norvégienne, l'impression domine que chacun des quatre pays reprend sa liberté et que chaque capitale prendra sa décision « en toute indépendance ». L'expression a été utilisée par l'un des six ministres belges assistant à l'échange de vues, mais le premier ministre belge, M. Leo Tindemans, d'accord avec son collègue néerlandais, Joop Den Uyl, a cependant précisé que « les quatre recherchent toujours une solution commune ».

De toute évidence, la décision n'interviendra pas avant la fin mai. Le vendredi 9 mai, à Paris, le premier ministre belge doit évoquer le problème au cours d'un entretien qu'il aura avec M. Gérard d'Estaing et où le président de la République rappellera sans

doute à son interlocuteur belge qu'il est « M. Europe ». L'achat fera aussi l'objet d'un échange de vues, cette semaine ou la semaine prochaine, consacré à la création d'une industrie aéronautique européenne et auquel participeront la France, la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, l'Italie et la Grande-Bretagne. On doit y discuter d'aviation civile et militaire. Cette réunion avait été décidée au cours d'une réunion préliminaire, le mercredi 30 avril, à Bruxelles.

Tous les participants ont considéré qu'une industrie aéronautique européenne est souhaitable et que les moyens de la réaliser existent.

Les Pays-Bas, notamment, voudraient qu'elle se limite aux constructions civiles, alors que la France et la Belgique souhaitent qu'elle couvre aussi les secteurs militaires.

Au cours de cette réunion, la République fédérale d'Allemagne n'a pas formulé d'appréciations particulières concernant les secteurs d'activités militaires ou civiles. Mais elle souhaite, comme les Pays-Bas, que le point de départ d'une telle industrie se situe après les années 1980, alors que la France estime que de réelles opportunités existent dès maintenant.

PIERRE DE VOS.

La municipalité de Saint-Dizier (Haute-Marne) a refusé que les troupes de la base aérienne 113, situées au sud de la ville, défilent dans les rues à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de l'armistice, le jeudi 8 mai prochain. M. Martin Carlier, maire (P.C.F.), a expliqué cette décision, d'une part, par le fait que le calendrier des manifestations était déjà arrêté lorsque les autorités militaires ont présenté leur demande ; mais également parce que la municipalité veut protester contre la présence, aux portes de la ville, d'une base qui « corrompt un peu de la vie de la ville ». La délimitation des zones de bruit empêcherait la construction de la ZUP de Marnaval, d'une capacité d'accueil de mille cinq cents logements sur 65 hectares, et pour laquelle la ville s'est déjà engagée financièrement.

# RELIGION

## LE SYNODE NATIONAL DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

### Franchir les obstacles à la transmission de l'Évangile

De notre envoyé spécial

Carry-le-Rouet. — Qui y songe ? Les protestants sont sensiblement moins nombreux que les musulmans en France. Si éloigné que soient leurs problèmes religieux respectifs et différente leur situation dans la société, les uns et les autres souffrent des difficultés propres à toute minorité. L'assemblée des Églises chrétiennes se heurte à la crise religieuse contemporaine mais il est incomparablement plus facile au catholicisme, fort de ses effectifs, de la supporter qu'un protestantisme (1), d'autant plus que les fidèles protestants, surtout ruraux et y a vingt ans, sont de plus en plus disséminés et isolés dans les villes en raison des migrations intestines.

En fait pour cent des paroisses de l'Église réformée de France, soit quarante-six sur cinquante-trois, sont dépourvues de pasteur tandis que les ministères non paroissiaux connaissent certains échecs cuisants. En 1975, vingt pasteurs atteignent l'âge de la retraite, six éprouvés seulement pourront prendre la relève. Dans onze à treize ans, trente à quarante pasteurs arriveront au terme de leur ministère. Dès à présent on dénombre cinq retraités pour six pasteurs actifs, alors que la moyenne nationale de la population française est d'un retraité pour trois actifs.

Telles sont quelques-unes des indications qui ont été fournies au synode national de l'Église réformée de France qui vient de se terminer à Carry-le-Rouet, dans les Bouches-du-Rhône.

A ces inquiétudes s'ajoute celle du nombre de pasteurs qui renouent à leur poste pour se recluser dans des situations civiles. Les experts du synode ont souligné que « l'Église n'est pas propriétaire de l'Évangile ».

Le pasteur voté de plus en plus mal, lit-on, par exemple, l'emprise de son ministère sur la vie. Le pasteur Roger Mehl situe, pour sa part, le malaise à trois niveaux : insuffisance de la place faite à l'évangélisation faite d'une impulsion d'ensemble ; renouveau du piétisme qui s'exprime notamment par un refus de la « politisation » de l'Église ; enfin une prédication au « contenu incertain qui entraîne parfois jusqu'au prédicateur lui-même ».

Pour essayer d'y voir plus clair et d'attaquer le mal à sa racine, le synode a choisi de traiter cette année de la « transmission de l'Évangile ». Pour la première fois, et devant les critiques qui s'élevaient élevées de toutes parts à propos des méthodes madapatées de l'assemblée, les membres du synode ont travaillé en petits groupes. Ils ont élaboré eux-mêmes, sans schéma préalable, leurs réflexions qui ont été finalement synthétisées dans un document « provisoire et partiel » dans ce qu'ils espèrent qu'il sera prolongé dans les paroisses. Voici quelques-uns des axes de ces réflexions :

La foi évangélique est, avant tout, « rencontre du Christ ». C'est-à-dire dialogue et interpellation par une personne. L'Évangile est libérateur, il délivre l'homme de ses aliénations et de ses idoles, il permet la réconciliation. La transmission de l'Évangile n'est pas une affaire de répétition, de doctrine, de traditions, mais elle doit être innovation et invention.

Les méthodes ne sont pas primordiales. Ce n'est pas leur renouvellement ou l'élaboration d'une stratégie qui permettra d'annoncer l'Évangile. C'est la conversion qui compte et la prise de conscience que l'Église n'est pas propriétaire de l'Évangile.

La transmission doit se faire dans une relation de réciprocité et dans l'écoute des autres. Il n'y a pas d'un côté ceux qui transmettent, et de l'autre ceux qui reçoivent. Tous sont indissociablement des transmetteurs-récepteurs.

Le synode a enregistré que les groupes de travail, à l'exception d'un seul, n'avaient mentionné ni Dieu ni la Bible. Comment interpréter cette double lacune ? La question est demeurée sans réponse.

Au fil des interventions publiques, une double mise en garde a été faite : d'une part, ne pas faire du christianisme une idéo-

co-protestant est-il déjà possible en France ?

Deux évêques catholiques ont participé, à tour de rôle, pendant plusieurs heures, aux travaux du synode : Mgr Charles de Provençères, archevêque d'Albi-en-Provence, et Mgr Roger Etcheberry, archevêque de Marseille.

Au total, ce synode a bénéficié du renouveau de ses méthodes de travail et du choix heureux d'un thème si fondamental dans la conjoncture actuelle. Il a peut-être laissé paraître, pour une part à cause du vieillissement de ses participants, qui ne se renouvelent guère, un certain relâchement. La témérité de certaines expériences progressistes faites ces dernières années a-t-elle contribué à ce relâchement ? Il est vrai qu'on ne constate aussi dans l'Église catholique. Mais peut-on généraliser ? Les synodes régionaux sont souvent plus combattifs. En voici un exemple particulièrement intéressant puisqu'il rejoint la querelle de l'aumônerie catholique-ménale chez les catholiques : le synode de la région de l'Est (Chalon-sur-Saône) a demandé à l'unanimité de remettre en cause la manière d'administrer le baptême.

Depuis 1961, en effet, le nombre des enfants baptisés et qui ne sont pas allés au catéchisme a crû jusqu'à 60 % dans certaines paroisses. Voilà des chiffres qui donnent à méditer au-delà de toute opinion personnelle.

HENRI FESQUET.

(1) L'Église réformée de France, notamment, comprend environ trois cent cinquante mille membres, auxquels il faut ajouter des réformés de l'Alsace-Lorraine et des protestants. Soit au total sept cent mille à sept cent cinquante mille personnes. Les musulmans en France, sont environ deux millions.

Dans le cadre de PUER de théologie et de sciences religieuses de l'Institut catholique de Paris, l'École des langues orientales anciennes déclare vacant, pour la rentrée universitaire d'octobre 1975, l'enseignement de la langue syriaque. Les déclarations de candidature, accompagnées du dossier nécessaire (titres, publications, etc.), doivent être adressées à M. le Directeur de l'ÉCOLE, 21, rue d'Assas, 75270 Paris, Cedex 06, avant le 1<sup>er</sup> juin 1975.

« Lire le journal »

Le pasteur Jacques Manry, président du conseil national, a regretté pour sa part le caractère « abstrait » de l'exposé final, qu'il aurait aimé voir compléter par des exemples de situations concrètes. Il est vrai, et ceci compréhensible, que les membres du synode avaient reçu à titre de document préparatoire à l'assemblée une longue anthologie de grands thèmes d'actualité, essentiellement faite à partir du Monde (progrès techniques, relations humaines, la vie et la mort, les femmes, la jeunesse, l'alcool, la drogue, etc.). Ce rapport synthétisé Lire le journal, sans doute pour rappeler le grand théologien Karl Barth, qui disait que le chrétien doit tenir la Bible dans une main et le journal dans l'autre.

La presse confessionnelle donne d'ailleurs de graves motifs d'inquiétude à l'Église réformée de France. Le synode a dû prendre acte de la disparition du magazine interrégional Hortons protestants, ainsi que des sérieux difficultés de l'hebdomadaire Réformés dans la vie ne serait pas assurée à plus ou moins longue échéance. Comment les protestants résoudront-ils ces problèmes ? Il ne semble pas à première vue qu'il y ait là-dessus une idée viable, à moins — mais les esprits sont-ils vides pour cela ? — que l'on trouve une solution œcuménique. Un grand hebdomadaire catho-

UN RÉFÉRENDUM SUR LES CENTRALES NUCLÉAIRES ?

Après avoir surmonté diverses hésitations, le synode a adopté, par 53 voix contre 4, une motion concernant les centrales nucléaires et nécessitant l'étude approfondie des problèmes de sécurité et de répartition sur l'environnement, le synode demande à la Fédération protestante de France de bien vouloir attirer l'attention des pouvoirs publics en les priant de ne pas prendre de mesures définitives sans de sérieuses assurances de la part scientifique et sans information objective et consultation du peuple français.

D'autre part, un vote concernant les femmes déplaça que celles-ci étaient que cent sur les cent cinquante-six membres des groupes de travail du synode. Il réclame la remise en question, à tous les niveaux de la vie de l'Église, d'une image de la femme véhiculée traditionnellement par les liturgies, la catéchèse, les prédications et certains mass media (97 oui, 3 non).

logie en se référant exclusivement aux notions de paix, de liberté, de justice, sans les relier au Christ. D'autre part, pas faire du Christ une idole immuable, lointaine et rassurante, qui n'aurait rien à dire de précis aux hommes de notre époque.

« Lire le journal »

Le pasteur Jacques Manry, président du conseil national, a regretté pour sa part le caractère « abstrait » de l'exposé final, qu'il aurait aimé voir compléter par des exemples de situations concrètes. Il est vrai, et ceci compréhensible, que les membres du synode avaient reçu à titre de document préparatoire à l'assemblée une longue anthologie de grands thèmes d'actualité, essentiellement faite à partir du Monde (progrès techniques, relations humaines, la vie et la mort, les femmes, la jeunesse, l'alcool, la drogue, etc.). Ce rapport synthétisé Lire le journal, sans doute pour rappeler le grand théologien Karl Barth, qui disait que le chrétien doit tenir la Bible dans une main et le journal dans l'autre.

La presse confessionnelle donne d'ailleurs de graves motifs d'inquiétude à l'Église réformée de France. Le synode a dû prendre acte de la disparition du magazine interrégional Hortons protestants, ainsi que des sérieux difficultés de l'hebdomadaire Réformés dans la vie ne serait pas assurée à plus ou moins longue échéance. Comment les protestants résoudront-ils ces problèmes ? Il ne semble pas à première vue qu'il y ait là-dessus une idée viable, à moins — mais les esprits sont-ils vides pour cela ? — que l'on trouve une solution œcuménique. Un grand hebdomadaire catho-

Demain l'été... des sites d'exception

- PUGNOCHIUSO - PUGLIA  
La cité sauvage de l'Italie
- LES TRULLI - PUGLIA  
Les charmes de l'Italie baroque
- PUNTA ALA  
La plage la plus privée de Toscane
- M'DIQ  
Le Maroc en famille
- LE CORBIER Savoie  
Sports et Montagne

POUR DES VACANCES INTELLIGENTES  
**TOURESTEL**  
30, Av. de Friedland Paris 8<sup>e</sup>  
Tél. 755 95 31 / 227 44 78

espérant...  
**contre toute espérance**  
B.Bro o.p.

Nous sommes pris entre une angosse partout présente et un besoin fou d'espérer. Est-ce évasion ou illusion ? Faut-il se résigner à ce que le désespoir n'ait aucun sens ? Retrouver l'espérance, n'est-ce pas ce dont nous avons tous le plus grand besoin pour vivre.

Ce livre complète les Conférences de Notre Dame.  
**CERF**  
256p. 26F.

**Vous vous faites probablement la même idée de Séoul qu'un Coréen se fait de Paris.**

Ah! les petites femmes, les petites femmes de Paris... Cet air connu dans le monde entier, on le fredonne aussi à Séoul. Là-bas Paris, c'est le Moulin Rouge et à la limite encore, la Goulue, le French Cancan, etc... Comme vous le voyez, tout le monde peut se tromper.

Alors quand on parle de Séoul, si vous pensez geishas, pousse-pousse, fumeries d'opium, etc... vous commettez la même erreur. Et c'est bien dommage pour vous. Car Séoul est la capitale financière et le centre d'affaires de la Corée.

C'est pour faciliter les rapports d'affaires entre la France et la Corée que la Korean Air Lines inaugure à partir du 15 Mars un vol direct Paris-Séoul deux fois par semaine par la route polaire. Et quand vous êtes à Séoul, pour le même prix, vous pouvez faire un "saut" jusqu'à Tokyo. Vous voyez que la Korean Air Lines fait tout pour faciliter votre job.

Séoul, en vol direct, ce n'est pas si loin que ça. Et, pour vos affaires, la Corée, c'est peut-être le Pérou.

Korean Air Lines : 9, bd de la Madeleine - 75001 Paris - Tél. 261.58.46.

**KOREAN AIR LINES**  
A partir du 15 Mars, 2 vols directs par semaine Paris-Séoul

مكتبة القرآن الكريم

JUSTICE

L'affaire du « Canard enchaîné » devant la chambre d'accusation de Paris

Un secret de la défense nationale ?

Ce n'était pourtant qu'une « farce » pour le président de la République d'alors, même si M. Pierre Messmer, le premier ministre, suggérait d'ouvrir la voie de la C.I.A. Dix-huit mois après la découverte de micros dans les locaux du Canard enchaîné, le 3 décembre 1973, cette affaire va-t-elle devenir un exemple supplémentaire de la soumission du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif ?

« La justice est saïele, à elle de faire son métier », déclarait M. Raymond Marcellin, interrogé sur les posures de violence « la 14 décembre 1973, à l'Assemblée nationale. La séparation des pouvoirs devenait un merveilleux prétexte pour ne pas répondre ; mais que d'entraves apportées depuis à cette justice par ceux-là mêmes qui se targuent du secret de l'instruction pour se faire !

Le 1<sup>er</sup> mars 1974, M. Guy Xouat, sous-directeur de la direction de la surveillance du territoire (promu depuis à un autre poste), interdit à ses collaborateurs de déléguer aux convocations du juge d'instruction, M. Alain Bernard, parce que, dit-il, les agents de la D.S.T. sont couverts par le secret de la défense nationale. C'est — comme par hasard — le moment où l'on a la certitude que des membres de la D.S.T. se trouvaient bien rue Saint-Honoré (mais, selon eux, pour une autre mission).

La définition de ce secret de la défense nationale va être devenue l'objet principal d'une instruction qui s'avancera déjà que sous les coups de boutoir de la partie civile.

Les 19 juillet et 29 août 1974, à la requête du premier ministre, le conseil d'Etat commettra deux avis, dont l'ambiguïté permet à chacun de trouver ce qu'il y cherche. Recueillis de principes, ces avis rappellent que « quiconque est détenteur d'un

secret de la défense nationale ne peut le divulguer. Cette obligation doit être opposée même à la juridiction ». Mais il dit aussi que le code pénal « fait obligation à toute personne citée à comparaître de se présenter devant l'autorité judiciaire. Aucune exception n'est faite en ce qui concerne les fonctionnaires, quelle que soit la nature du service où ils exercent leur activité professionnelle ».

Enfin, ces avis affirment que « l'existence d'une personne physique est une question de pur fait qui, dès lors qu'elle est établie, ne peut être couverte par aucun secret de quelque nature que ce soit ».

Un risque

Fort du premier principe, M. Michel Ponlatowski (qui semble plus soucieux des libertés individuelles lorsque son propre téléphone était écoulé) justifie, le 22 novembre 1974, dans une lettre au juge d'instruction, le refus de quatre fonctionnaires de la D.S.T. de déléguer à la convocation de M. Bernard.

« Les traits du visage et les caractéristiques de la personne physique, écrit le ministre d'Etat, constituent des éléments d'identification qui, lorsqu'ils s'ajoutent à des éléments d'état civil déjà connus, permettent d'attribuer, en l'occurrence à des fonctionnaires de la D.S.T., dont le signalement a pu apparaître en d'autres circonstances, une identité précise. Ces éléments représentent par là même un risque de compromission (...) d'un secret de la défense nationale dont le fonctionnaire est « gardien ou dépositaire par fonction ou par qualité ».

Une injonction de l'avocat du Canard enchaîné, quatre mois plus tard, obligera le parquet à se prononcer sur ce secret de la défense nationale et, le 18 mars 1975, M. Alain Bernard

rendra une ordonnance par laquelle il s'estime compétent pour apprécier « l'application de la notion de secret de la défense nationale », rejette cette notion dans le processus en cours et affirme son intention de procéder aux confrontations qui lui semblent nécessaires. Les quatre agents de la D.S.T. n'ont-ils pas déjà été confrontés aux témoins, et leur identification ne sera-t-elle pas impossible en raison des précautions prises (« les noms des personnes présentées parmi des groupes de figurants n'étant en aucune façon révélés aux témoins, mais couchés sur un procès-verbal séparé ») ?

Le parquet s'est pourtant empressé de faire appel de cette ordonnance. Il serait soutenu que rien n'écarterait la thèse d'une participation d'agents de la D.S.T. à la pose de micros rue Saint-Honoré, sinon les affirmations du Canard enchaîné, et que, dès lors, les confrontations ne s'imposent pas. Mais le meilleur moyen de mettre la police hors de cause n'est-il pas de laisser l'instruction se dérouler normalement ?

La chambre d'accusation de Paris, saisie samedi 3 mai de l'appel du parquet, a entendu à huis clos, sous la présidence de M. Marcel Sacotte, les observations de M. Gaston Cornu pour le ministère public, et de M. Roland Durand pour la partie civile. Par son arrêt, le 31 mai prochain, elle dira non seulement si l'instruction de l'attitude du Canard enchaîné doit être considérée comme entachée mais surtout si une catégorie de citoyens — les policiers de la D.S.T. — est au-dessus des riges de notre droit pénal. Comment ne pas voir dans cet arrêt le degré de liberté des magistrats devant un pouvoir apparemment pas soucieux que justice soit faite ? BRUNO DETHOMAS.

A Paris

UNE QUINZAINE DE NÉGOCIANTS EN VIN (OU VINAIGRE) ONT ÉTÉ INculpÉS D'INFRACTIONS DOUANIÈRES.

Un trafic international sur les vins, dans lequel sont impliqués une quinzaine de personnes, et remontant à 1971, a suscité l'ouverture d'une information pour infractions douanières confiée à M. Louis Cornu, premier juge d'instruction à Paris : du faux « vin italien », bénéficiant à ce titre des tarifs préférentiels communautaires, avait été importé en France, en 1971, par des caves de la société Vinidock d'Anvers, gérées par les frères Michel et Euripide Anagnostopoulos. Ce produit avait été fabriqué grâce à des vins de France, mais mélangés à des vins étrangers et recouverts de bouteilles par M. Claude Bouyet, directeur technique d'une société de Lausanne, par fermentation de moûts bulgares et grecs non vinifiables.

Ont été inculpés mais laissés en liberté, avec M. Bouyet, des négociants des vinaigreries. En tête de liste : Paul Crémieux, président de la Saprin, de Marseille ; Bernard Dagoussat, de Gentilly (Val-de-Marne) ; François Boiron, gérant de la Sélection des vins de la Loire ; Pierre Ramel, de Meximieux (Ain) ; Jean Beckmann, de Seclin (Nord) ; Louis Puchs, président des Vinaigreries. En tête de liste : Raymond Serrant, président d'Amora-Dessaux ; Jacques Klein, de Nancy ; Guy Chastenet, de Bordeaux ; ainsi que Mme Chantrel Murgat, présidente de la fabrique de jus de fruits Sodiko, et M. Roger Thomas, de Rouen.

M. Bouyet est détenu pour un autre trafic, sur mandat de M. André Fontaine, autre juge d'instruction parisien. Il s'agit du traitement, dans une « usine » de la région parisienne, d'un vin léger du Midi, titrant 8,5 « e vigoré » à 12 ou 15° grâce à du sucre glissé par une trappe secrète aménagée dans un mur d'une confiserie contiguë.

Adoucesseurs d'eau : relapse de M. Wilkinson en appel. — Poursuite pour publicité mensongère. M. Wilkinson, fabricant d'adoucesseurs d'eau, assisté de M. Weil-Curiel, a été relaxé par la troisième chambre de la cour d'appel de Paris. En première instance, la deuxième chambre correctionnelle avait infligé le 14 octobre au prévenu trois mois d'emprisonnement avec sursis, et 4000 F d'amende, tenant rigueur à celui-ci d'avoir dénoncé dans sa publicité, les prétendus méfaits de l'eau calcaire. La cour estime que, dans un tel domaine scientifique controversé, M. Wilkinson ne peut être considéré comme ayant agi de mauvaise foi.

LA FUSILLADE DE PUTEAUX

La cour d'appel déclare M. Charles Ceccaldi-Raynaud civilement responsable de ses partisans condamnés

La onzième chambre de la cour d'appel de Paris a rendu son arrêt, samedi 3 mai, dans l'affaire de la fusillade de Puteaux, réformant partiellement la sentence prononcée en première instance, le 26 avril de l'année dernière, par la troisième chambre correctionnelle (Le Monde des 16, 19 mars, 26 avril 1974 et daté 13-14 avril 1975).

Dans la nuit du 26 au 27 février 1971, au cours de la campagne des élections municipales

de Puteaux, M. Salah Kaced, un des colères d'affiliés au service de M. Georges Dardel, sénateur socialiste des Hauts-de-Seine, avait été tué d'une balle de 9 millimètres par un des membres des équipes des partisans de M. Charles Ceccaldi-Raynaud, maire sortant, élu avec l'appui de l'U.D.R.

Pour avoir atteint de plusieurs coups des feux des partisans de M. Dardel, lors d'un autre affrontement que celui au cours duquel fut tué M. Kaced quelques instants plus tard, l'un des prévenus, M. Pierre Debrossard, déclaré coupable de coups et blessures volontaires et violences avec arme, avait été condamné par le tribunal à trois ans d'emprisonnement. Cette juridiction avait également condamné les conclusions qu'avait développées M. Bessard, avocat général, s'est déclaré incompétente à cet égard, car elle estime qu'il s'agissait en réalité de tentatives de meurtre devant de la cour d'assises. La cour d'appel a renvoyé la cause du prévenu devant la chambre d'accusation.

Cette juridiction dira si les faits imputés à M. Debrossard peuvent être effacés par la loi d'amnistie du 16 juillet 1974.

Autres modifications des condamnations de première instance : quinze mois d'emprisonnement avec sursis à M. Antoine Pasquini et Serge Celle, au lieu de quinze mois dont douze avec sursis ; de son côté, M. Jean Olivier bénéficie de l'amnistie, alors qu'il avait été condamné par le tribunal à dix-huit mois d'emprisonnement dont quinze avec sursis.

La plupart des peines cependant sont confirmées pour infraction à la « loi anticasseurs », en particulier les deux ans d'emprisonnement de M. Antoine Gianni, Marcel Bensadoun et Antoine Canonici, les quinze mois d'emprisonnement avec sursis de M. Jean-Claude Ferrand et les treize mois d'emprisonnement avec sursis de M. Pierre Lesage. D'autre part, la cour déclare M. Ceccaldi-Raynaud civilement responsable de ceux de ses partisans qui sont condamnés à indemniser les parties civiles. C'est lui notamment qui devra verser 20143 francs à la veuve de M. Kaced. Les magistrats constatent que, selon les déclarations des prévenus et celles de M. Ceccaldi-Raynaud, celui-ci exerçait son autorité sur les hommes de son équipe en leur donnant des instructions à l'occasion de ces expéditions nocturnes.

CORRESPONDANCE

A propos de l'escroquerie au crédit de Grenoble

L'association professionnelle des établissements financiers nous a adressé le communiqué suivant :

L'article paru dans le Monde daté du 2 mai, sous le titre « Des magistrats et des avocats approuvent leur soutien à plusieurs centaines de personnes victimes d'une vaste escroquerie au crédit », met en cause les sociétés de crédit qui poursuivraient actuellement des débiteurs malheureux de Grenoble, victimes des agissements de la Société Marriage, spécialisée dans la commercialisation des meubles et articles ménagers.

Les sociétés de crédit, membres de l'association, ont pour politique, dans des cas de ce type, de ne pas poursuivre les débiteurs de bonne foi qui n'auraient pas reçu livraison des matériels commandés.

Cette attitude est d'ailleurs conforme aux recommandations de l'association, qui déplore que des organismes de caution, non membres de son organisation, puissent avoir une attitude différente.

Quatre gardiens de la maison d'arrêt de Nice. MM. François Calatraba, Jean Katarynesuk, François Depigny et Marco Guglielmi, ont été condamnés, mercredi 30 avril, par la 6<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Nice à quatre mois d'emprisonnement avec sursis chacun pour corruption. Il leur était reproché d'avoir fait entrer irrégulièrement dans les locaux pénitentiaires alcool, correspondance et objets divers (Le Monde du 18 avril).

5.6.7.8.9.10 MAI



UNE SEMAINE DE PRIX-CHOC, SUR 7 NIVEAUX, A TOUS LES ÉTAGES, UN VASTE CHOIX D'ARTICLES SÉLECTIONNÉS POUR LEUR EXCEPTIONNEL RAPPORT QUALITÉ/PRIX, ALORS... VENEZ-VITE, EN PROFITER!

LA FEMME

ROBE polo, manches courtes, en coton polynésique imprimé.

80 F JUPE imprimée, coton sur fond bleu ou vert.

50 F Deux modèles de ROBES en tricoté imprimé. Fond ivoire.

170 F PULL acrylique manches courtes. Rayures marine et blanc. glacié et blanc ou amande et blanc.

30 F GILET long acrylique, sans manches. Blanc cassé.

45 F Ensemble SLIP et SOUTIEN-GORGE fermeture devant. Polyamide. Chair, blanc, pacific ou fard.

25 F NUIT courte, polyester et coton imprimé.

25 F SLIP mousse polyamide.

3 F KIMONO polyamide imprimé.

80 F

LA JEUNE FILLE

TEE-SHIRT en éponge, velours, beige, saumon, amande, bleu, marron ou noir.

45 F

ENSEMBLE JUPE et TEE-SHIRT en coton délavé. Kaki ou bleu.

125 F

ACCESSOIRES

CARRÉ pongée, soie imprimée.

13 F ÉCHARPE twill, soie imprimée.

25 F ESPADRILLE fantaisie couleur, talon compensé.

45 F COLLANT mousse 15 D

2,50 F

L'ENFANT

TEE-SHIRT coton M.C. Nombreux coloris. Du 6 au 16 ans.

9 F

ROBE BAIN DE SOLEIL en polyester et coton imprimé.

12 F

LA MAISON

CRÉTONNE imprimée, dessin "liberty", largeur 130.

Le m 10 F

DÉCORDS de fenêtre, coton imprimé, orange ou bleu, doublé de satinette coton, la paire avec embrasses, hauteur 280.

200 F

NATTES mais importées de Chine, 45x75

28 F

75x135

75 F

SPÉCIMEN HAMADAN point noué main, pure laine, fabriqué en IRAN, taille approximative 100x200.

1.200 F

ASSIETTE faïence décorée. Plaque ou creuse.

2 F

GANT agneau glacé ajouré. Coloris mode.

55 F PARAPLUIE pliant, imprimé coloris mode.

35 F PARAPLUIE long, coton patchwork, poignée bois.

90 F

avec chapeau assorti. Du 2 au 7 ans. Le 4 ans.

35 F Le SHORT assorti. Le 4 ans.

12 F

SERVICE à FONDUE.

100 F

SERVICE 5 CASSEROLES émaillées.

115 F

CUISINE PAR ÉLÉMENTS SÉPARÉS, à suspendre ou à poser, façade en pin naturel, porte à larnelles, ferrures noires, plan de travail pin d'Orégon brillant, télement 1 Porte 40x70x35.

210 F

LA TABLE

340 F

LE BANC

180 F

LA CHAISE assortie.

100 F

AUX TROIS QUARTIERS

# SPORTS

## FOOTBALL

### VAINQUEUR DE MARSEILLE (4 A 1)

## Saint-Etienne termine sa saison en champion

Saint-Etienne. — Bastoté par l'affaire Bereta et par l'incertitude qui subsistait à trois journées de la fin du championnat, la rivalité entre l'Association sportive de Saint-Etienne et l'Olympique de Marseille (O.M.) était peut-être plus vive que jamais pour la rencontre qui opposait les deux équipes le 3 mai. Le chômage technique de l'usine Peugeot locale, les menaces qui pèsent sur l'emploi dans la région, les fréquentes et onéreuses sollicitations avec les matches de Coupe d'Europe n'avaient pas empêché plus de trente-sept mille spectateurs, dont trois mille ou quatre mille Marseillais, de venir au stade Geoffroy-Guichard.

De cette rivalité exacerbée entre deux villes si différentes par leur aspect et leur population, mais si proches par leur passion commune pour leur équipe de football bâtie à leur image, il pouvait naître la meilleure ou la pire des choses : une rencontre entre deux formations ambitieuses et désireuses de démontrer leurs possibilités ou un affrontement entre joueurs rendus nerveux par l'enjeu du match et le charivari ambiant.

Pour les Stéphanois, que l'on disait fatigués et quelque peu envenimés par le doute après leur constat d'inefficacité face au Bayern de Munich, comme pour les Marseillais partagés entre l'espoir de mener à bien leur folle course poursuite engagée au championnat et le désir de ménager leurs forces pour les ultimes rencontres de Coupe de France, le coup de sifflet initial de l'arbitre fut heureusement une libération. Dès cet instant, il était évident pour les spectateurs que les deux équipes avaient choisi de se livrer sans réserve et de faire de leur match le sommet tant attendu de la compétition.

Reconser les actions d'éclat et les occasions de but pour mieux les relater équivalait dès lors, pour les informés journalistes, à se couper du spectacle tant celui-ci était permanent. Dans le premier quart d'heure, Charrier, le gardien de but marseillais, par deux fois, et Curkovic, son homologe stéphanois, une fois, eurent même le bonheur de se retrouver sur la trajectoire du ballon sur des tirs à bout portant.

« L'impressionnante maîtrise collective des Stéphanois, les Marseillais répondent par l'acharnement rageur de Bereta, même sans les huées de ses anciens supporters, par le stoïcisme dans la tempête de Trésor, appliqué à col-

### De notre envoyé spécial

mater toutes les brèches de sa défense à la 17<sup>e</sup> minute quand, au prix d'une belle dévotion, il repart de la tête un centre de Zvonka. Loin de les abattre, ce but provoque chez les Stéphanois un sentiment de revanche et d'injustice. Sarramagna, qui effectuait enfin sa rentrée dans l'attaque stéphanoise, expédie une reprise de volée sur la barre transversale. Mais l'égalisation ne survint qu'à la 25<sup>e</sup> minute où, après un remarquable travail préparatoire de Synagheh, Patrick Revellil devança la sortie de Charrier.

### Le but de la révolte

C'est d'ailleurs Paulo Cesar qui déclenche la 17<sup>e</sup> minute quand, au prix d'une belle dévotion, il repart de la tête un centre de Zvonka. Loin de les abattre, ce but provoque chez les Stéphanois un sentiment de revanche et d'injustice. Sarramagna, qui effectuait enfin sa rentrée dans l'attaque stéphanoise, expédie une reprise de volée sur la barre transversale. Mais l'égalisation ne survint qu'à la 25<sup>e</sup> minute où, après un remarquable travail préparatoire de Synagheh, Patrick Revellil devança la sortie de Charrier.

### De notre envoyé spécial

Comme deux boxeurs qui s'entraînent l'un contre l'autre, les deux formations s'entrechoquent avec la violence et l'ardeur de ceux qui précédent les plus tempêtes. Dès la reprise du jeu les vagues d'assaut des Stéphanois se font plus menaçantes. Un rush collectif provoqua un invraisemblable cafouillage devant les buts de Charrier, à la minute, et se profita à Christian Lopez, ce jeune arrière central qui prend, au fil des instants, une assurance de vieux briscard.

Deux minutes plus tard, Jean-Michel Larqué, ce canche si lucide, profita d'un élan trop généreux des Marseillais pour s'emparer de la balle dans le fond central, s'avancer au cœur de la défense adverse, feinter Martin

### De notre envoyé spécial

Trésor et marquer de près de vingt mètres un but exceptionnel. Trois minutes encore, et c'était au tour de Christian Sarramagna, l'oublié de la Coupe d'Europe, de raviver les regrets de ses supporters. Tel un pur-sang lancé dans une course d'obstacles, il partait de ses propres 18 mètres, parvenait tout le terrain avant de centrer sur Balthazar, seul devant Charrier. Cette accélération tranquille et irrésistible des Stéphanois en démonstration, l'omniprésence de ses joueurs passés du tout au galop sans fébrilité sous à coup sûr, la marque d'une grande équipe, qui a sans doute livré sur son terrain le meilleur match de sa saison.

Trois buts en cinq minutes. Saint-Etienne avait gagné un grand champion, et les Marseillais perdus leurs dernières illusions. Avec quatre points d'avance et deux matches de retard à disputer sur le terrain de Charrier, les Stéphanois pouvaient, à deux journées de la fin du championnat, effectuer le tour d'honneur réclamé par le public et célébrer ainsi, par avance leur huitième titre national.

GERARD ALBOUY.

## GYMNASTIQUE

### UNE CHAMPIONNE DE TREIZE ANS

Une nouvelle championne vient de faire son apparition sur la scène internationale. Elle a treize ans. Le 4 mai à Sion (Suisse), Nadia Comăneci a, en effet, apporté à la Roumanie un titre que l'on croyait devoir rester soviétique, celui de championne d'Europe.

Nul ne se souciait, avant que ne commencent ces championnats, de ce petit bout de femme pourtant à peine 28 kilos, et qui prétendait se mesurer à des vedettes aussi confirmées que la championne olympique Ludmila Turichina. Cette dernière n'a pu prendre que la quatrième place au concours général. C'est une nouvelle concurrente soviétique, Natali Kim, dix-huit ans, qui a pris la deuxième place, l'Allemande de l'Est Annelore Zinke étant troisième.

On se souvient qu'aux Jeux olympiques de Munich, en 1972, les spectateurs avaient été subjugués par la jeunesse de la petite prodige soviétique Olga Korbut, qui avait alors quinze ans. Mais celle-ci, ni à Munich ni depuis lors n'a jamais pu remporter de titre dans les concours internationaux. A chaque fois, il lui faut céder la place à Ludmila Turichina.

C'est donc Nadia Comăneci qui aura fait depuis lors couronner à elle qui, depuis trois ans, régnait sur la gymnastique féminine. Il est vrai que l'Olga Korbut ne participait pas à ces derniers championnats d'Europe : elle s'entraîne dans le plus grand secret afin de réaliser un programme entièrement nouveau : six exercices olympiques de 1976. Elle aura alors dix-huit ans.

## ÉQUITATION

### AU CONCOURS INTERNATIONAL DE ROME L'Italie prophète en son pays

De notre envoyé spécial

Rome. — La Coupe des nations, épreuve reine du concours hippique international officiel de Rome, s'est disputée, samedi 3 mai, au stade de Sienne, sous un ciel digne de l'épreuve : plein soleil sur la ville, brise exquise dans l'arena. On doit donc à cette compétition une relation spéciale. Nous nous en acquitterons — pourqu岸 le nier — le cœur serré, la guillemote n'ayant cessé d'opérer dans l'équipe de France composée du commandant Pierre Durand, de Marcel Bastier, d'Hubert Parot et de Michel Roche.

Les trois premiers cités ont à leur actif une longue expérience internationale et des victoires flatteuses, le quatrième, sans vouloir lui causer aucune peine, ni diminuer ses mérites, doit surtout sa sélection à la position d'un des chevaux les plus prestigieux de notre élevage. L'impartialité, toutefois, appelle la commentaires. Les poings fermés sur un paquet de rênes tendues à bloc conviennent peut-être parfaitement à cet animal éruptif par excès de générosité. En équitation, comprenne qui pourra, certaines caboches acceptent plus volontiers les caresses que les aristes au toucher délicat.

Cette parenthèse, à l'intention des « bons amis » de M. Roche, qui se comptent surtout parmi la pitié. Le Prix des nations, épreuve en deux manches, doit-on le rappeler, se court en additionnant les fautes — inévitables à ce niveau de difficulté — des trois meilleurs cavaliers de chaque équipe (qui est composée de quatre membres). « Piazza di Siena », six nations ont pris le départ : Italie, France, Grande-Bretagne, République fédérale allemande, Irlande, Belgique. Mais, avant le premier galop, voyons la piste. Sa beauté frappait d'admiration l'amatour. Jamais nous n'avions vu rassemblés, sur une pelouse promise

aux grands chocs, d'aussi merveilleux coloris, le commissaire responsable ayant su marier en artiste consommé les tons les plus chauds avec les plus nuancés, chaque obstacle doté de son caractère propre, tout en demeurant très classique.

### Les subtilités du parcours

Sur le plan technique, « le tour », effectué à pied, ne semblait pas a priori, poser de sérieux problèmes, les quatorze obstacles, dont un double et un triple, soit dix-sept sauts au total, ayant plutôt bonne figure. En somme, rien qui puisse donner la chair de poule aux plus émotifs. Mais, en examinant de plus près le tracé et ses méandres, d'apparence trompeusement anodine, la personnalité du chef de piste se dessinait progressivement et apparaissait dans toute sa subtilité latente. Un mot vient à l'esprit, un mot de théâtre italien, appliqué à un personnage énigmatique : « Il feint de feindre afin de mieux dissimuler ». Traduction libre et prosaïque d'un concurrent belge après mûre réflexion : « Il y a là deux ou trois petites vacherie qui ne me plaissent guère ».

L'Italie, sur son terrain, et en pareille circonstance, se devait de triompher et elle n'y manqua point grâce à ses trois champions nimbés de victoires olympiques, Piero d'Inzeo, qui donna une nouvelle fois la mesure de son immense talent par un double « sans faute », Graziano Mancinelli, et Vittorio Orlandi, le chevalier à la triste figure et au style irréprochable. La Grande-Bretagne suivit, représentée par quatre jeunes galliards fonçant sans arrêt, brique au poing, un couteau entre les dents.

### Quarante-huit points de pénalisation

A la troisième place, on point l'Allemagne de l'Ouest, avec pour chef de file le maître à sauter Hans Gunther Winkler. L'Irlande, la France, la Belgique fermaient la marche. Deux chiffres valent tous les commentaires : l'Italie a quitté la piste, avec huit points de pénalisation ; la France en accusait quarante-huit.

Il arrive aux meilleurs, aux plus sûrs, d'avoir des défaillances inexplicables. Il s'agit, ici, de bien autre chose. Les fautes accumulées par les cavaliers français sur la rivière, leur accusateur public en place de Sienne, sont de celles qui se comprennent mal, nul obstacle ne se rapprochant plus intimement de la nature qu'un ruissseau généralement franchi d'un bond joyeux et sans bavure par tout cheval digne de ce nom. Nos cracks ne paraissent pas avoir sur le sujet la même opinion. La rivière leur procure une délicate occasion de se rafraîchir les pieds entre deux efforts gigantesques. Comment leur faire passer cette fâcheuse habitude ?

Un vœu d'ordre purement esthétique pour finir : que les membres de l'équipe de France abandonnent vite et tôt, et pour toujours, la tunique bleue de France et rubis, taillée à leur mesure, aux frais de la fédération. Il serait étonnant qu'entre Saint-Raphaël et Menton, un palais ne s'en rendit point acquiescent pour le service de son personnel.

ROLAND MERLIN.

## LES RÉSULTATS

### Athlétisme

L'Américain John Pospel a amélioré le record du 400 m du lancer du javalot en 17,6 s. Le Français Jean-Louis Baudouin a battu le record du monde du 400 m du lancer du javalot en 17,6 s.

### Automobilisme

MILLE KILOMÈTRES DE SPA (renouveau à 150 kilomètres à l'heure). 1. Peugeot (14). 2. Citroën (12). 3. Renault (11). 4. Talbot (10). 5. Lancia (9). 6. Alfa Romeo (8). 7. Fiat (7). 8. Saab (6). 9. Volvo (5). 10. Skoda (4).

### Cyclisme

PARIS-BOURGES. Classement des 243 kilomètres de Paris-Bourges. 1. R. S. 2. R. S. 3. R. S. 4. R. S. 5. R. S. 6. R. S. 7. R. S. 8. R. S. 9. R. S. 10. R. S.

### Écriture

La Hongroise Ildiko Schwanenberg a remporté le concours de composition d'écriture de la Fédération Française de l'Écriture. Elle a écrit un texte de 150 mots en 15 minutes.

### Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION (trente-deuxième journée). 1. Saint-Etienne bat Marseille... 2. Nîmes et Troyes... 3. Lens et Angers... 4. Sochaux bat Lyon... 5. Red Star bat Paris Saint-Germain... 6. Strasbourg bat Bastia... 7. Nantes bat Lens... 8. Monaco bat Bordeaux... 9. Metz et Nice... 10. Classement...

### Hippisme

La prix de Gravelles, disputé à Longchamp et réservé pour les pures sangs français, a été gagné par Frotone, suivi de Babouchin et d'Oréa. La combinaison gagnante est 1-2-1.

### Jeux à treize

La Lésignan, 13-6. Fia b. Saint-Gaudens... 13-6. A Villeneuve... 2-0. La finale aura lieu le 15 mai à Perpignan.

### Pentathlon moderne

La Coupe d'Europe par équipes, disputée à Warendorff, en Basse-Saxe, a été gagnée par l'équipe soviétique devant la Hongrie et la France.

### INDE

15 jours 3.995f

payscope international

## CYCLISME

### LA DYNASTIE DES DANGUILLAUME

De notre envoyé spécial

Bourges. — Depuis plus de trente ans, les Dangouillaume forment une première famille dans le monde du vélo et les filles épousent les deux frères. C'était vrai à l'époque du grand vainqueur Camille, qui trouva la mort sur le circuit de Montlhéry en 1950 après avoir remporté un mémorable Liège-Bastogne-Liège, et c'est encore vrai aujourd'hui, alors que Jean-Pierre et Jean-Louis, les deux frères, roulent côté à côté dans le peloton. André, leur père, Roland, Marcel et Jean, leurs oncles, furent d'excellents routiers, de même que Paul Giguet, Émile Idée, Pierre Pelé ou Francis Champion du monde amateur Jacques Balthazar, qui leur sont tous apparentés.

Ce n'est certainement pas le fait de hasard si Jean-Pierre Dangouillaume, l'héritier de cette

famille dynastique, représente actuellement l'une des valeurs les plus sûres du cyclisme français. Cet enfant de la bulle a été initié à cet enfant de la bulle à des épreuves. Il a suivi une progression régulière sans bruler les étapes et sans s'émousser dans les rangs amateurs. Il a méthodiquement enrichi son bagage et dispose maintenant d'un registre étendu de la plus haute performance dans les épreuves les plus dures.

Déjà vainqueur de la Course de la Paix, du Critérium national, du Grand Prix du Midi libre, et de plusieurs étapes du Tour de France, Jean-Pierre Dangouillaume a remporté Paris-Bourges, Bordeaux-Meyzieu, le championnat de France de vitesse et le sprint le plus jeune professionnel de France, Bernard Hinault (vingt et un ans) et le plus âgé, Raymond Poulidor (cinquante-neuf ans). Fut-il voir dans ce résultat le symbole de sa maturité et de son équilibre ? Sans doute. Il possédait sur le premier tour de France de l'expérience, et sur le second celui de la fraîcheur physique.

Quot qu'il en soit, sa victoire a paru logique au vu de sa méthode : n'avait-il pas été récemment le meilleur Français de la Flèche wallonne et l'indicateur le plus optimiste de Mercier dans Liège-Bastogne-Liège ? Les Dangouillaume ont collectionné tant de succès sur les routes d'Europe que chacune de ses courses ressemble à un pèlerinage. Jean-Pierre avait des raisons personnelles de vouloir la première place l'autre jour à Liège. Samedi à Bourges, il a triomphé au pays de Narce, l'homme qui forma autrefois son oncle Camille et son directeur Maurice De Wente-neu-ami — au sein de l'équipe Peugeot — de cette équipe Peugeot qui est devenue la sienne et qu'il représente brillamment.

JACQUES AUGENDRE.

### AFGHANISTAN

22 jours 3.850f

payscope international

### MORFONTAINE a remporté la coupe SCHWEPPE

le 17 avril au golf de Saint-Germain en battant RACING-LA BOULIE par 9 à 4.

مكتبة المثل

CARNET

Naissances

Chantal et Jean-Philippe Chauvat Benlian sont heureux d'annoncer la naissance de Nicolas le 3 avril.

Adoption

Mme Marie-Madeleine Coran a eu la joie d'accueillir le 28 avril une petite fille née à Saigon le 12 juin 1974.

Décès

BLANCHE ALBANE Nous apprenons le décès de Mme Georges DUBARRÉ, survenue le 29 avril 1975.

Le baron et la baronne Paul d'Arthuis de Charney, le comte et la comtesse Alain de Charney.

Mme Robert David, née Jeanne Braudeau, M. et Mme Pierre Braudeau.

M. Jean Fourcade, M. et Mme André Wahiche, Mlle Marie Fourcade.

THAÏLANDE 11 jours 2.795f payscope International

THAÏLANDE 11 jours 2.795f payscope International

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1143 1 2 3 4 5 6 7 8 9

HORIZONTALEMENT 1. Forme avec l'air un mélange souvent agréable.

VERTICALEMENT 1. Avec lui, on ferme l'œil.

Solution du problème n° 1142 HORIZONTALEMENT I. Escl. - II. Laitue.

A L'HOTEL DROUOT

Mardi VENTES S. 1 - Mobil. de château, dessins et tableaux.

FAITS DIVERS

INCIDENTS AU QUARTIER LATIN

Plusieurs petits groupes de jeunes gens casqués et armés de matraques.

Meurtre d'un médecin à Montpellier. Un médecin du centre hospitalier de Montpellier.

AUJOURD'HUI

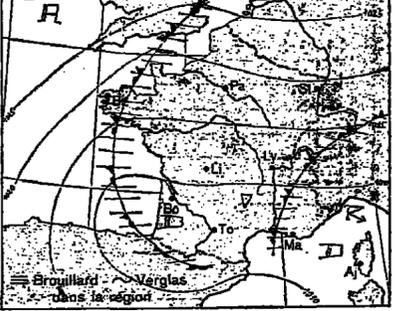
MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5-5-75 A 0 h G.M.T.



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/3 de mm)

PRÉVISIONS POUR LE 6-5-75 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 mai à 0 heure et le mardi 6 mai à 24 heures :

Les températures subissent peu de changement.

Lundi 5 mai, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer est à Paris de 1019,4 millibars.

Mardi 6 mai, sur l'ensemble du pays, le temps sera indécis, frais et souvent très nuageux.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 12 et 6 degrés ; Athènes, 20 et 13 ; Bonn, 10 et 6 ; Bruxelles, 12 et 8 ; Le Caire, 18 et 18 ; Les Canaries, 24 et 18 ; Copenhague, 10 et 3 ; Genève, 9 et 5 ; Lisbonne, 24 et 10 ; Londres, 13 et 4 ; Madrid, 17 et 5 ; Moscou, 22 et 12 ; New-York, 14 et 10 ; Palma-de-Majorque, 20 et 3 ; Rome, 19 et 13 ; Stockholm, 12 et -2 ; Téhéran, 28 et 14.

Journal officiel

Sont publiées au Journal officiel du 4 mai 1975 :

DES LISTES Des candidats autorisés à prendre part au concours ouvert en 1975 pour l'entrée à l'École normale supérieure (section des lettres) ;

Des candidates autorisées à prendre part au concours ouvert en 1975 pour l'entrée à l'École normale supérieure de jeunes filles (section des lettres).

Visites, conférences

MARDI 6 MAI VISITES GUIDÉES ET PROMENADES.

« La fin de la Grèce » (Mme Angot), 14 h. 30, 34, boulevard de Valenciennes.

« Toute l'histoire du pain dans un charbonnier » (Mme Hager), 15 h. 30, rue de Valenciennes.

« Le dieu-ogre de la Bhagavat Gita », 20 h. 30, rue de Valenciennes.

« Méditation transcendantale technique de développement et de réalisation pour l'homme actif » (L'homme et la connaissance), 12 h. 30, rue de Valenciennes.

« Le secret de Darlan, 1890-1942 » (André Gautier-Latziéri), 21 h. 30, rue de Valenciennes.

« Les objets en meubles XVIII<sup>e</sup>, Porcelaines, faïences anc., M. Lecomte, M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan.

« Deux Elixirs Orfèvre, MM. Bouteyan, Baur, S.C.P. Laurin, Guilou, Buffetaud.

« S. 10 - A 16 h. (expo 11 à 16 h.), Tapis d'Orient, M. Bourdeley S.C.P. Laurin, Guilou, Buffetaud.

« S. 11 - Tableaux anc., Objets d'art, Mobil. XVIII<sup>e</sup>, MM. Anasoff, Bevilion, d'Apréval, Couvert-Castéra, M<sup>rs</sup> Oger, Louis XIV, M<sup>rs</sup> Oger, Libert.

« S. 13 - Bibles, Meubles, M<sup>rs</sup> Deurburgue.

« S. 14 - Meubles, M<sup>rs</sup> Thuillier.

« S. 15 - Objets en meubles XVIII<sup>e</sup>, Porcelaines, faïences anc., M. Lecomte, M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan.

« S. 16 - Objets en meubles XVIII<sup>e</sup>, Porcelaines, faïences anc., M. Lecomte, M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan.

« S. 17 - Objets en meubles XVIII<sup>e</sup>, Porcelaines, faïences anc., M. Lecomte, M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan.

« S. 18 - Objets en meubles XVIII<sup>e</sup>, Porcelaines, faïences anc., M. Lecomte, M<sup>rs</sup> Ader, Picard, Tajan.

P.T.T.

« Faisiez (Châtrés) par l'automatique. Les abonnés au téléphone de la région parisienne peuvent obtenir directement depuis le 22 avril leurs correspondants de Faisiez en composant le 16, puis, après audition de la deuxième tonalité, l'indicatif 31, suivi des six chiffres du numéro demandé.

Stages et séjours

« Le Centre d'études, de recherches et de formation institutionnelles (CERFI) organise, dans le Midi, pendant la première quinzaine de juillet, un stage de perfectionnement musical pour adultes (instruments, voix, solfège, musique d'ensemble). S'adresser au CERFI, 49, rue Dalayrac, 94120 Fontenay-sous-Bois, tél. 875-03-11.

« Université océane d'été. La quatrième université océane d'été se tiendra au lycée d'Égletons (Corrèze), du 6 au 12 juillet. Au programme : étude de la langue océane, discussion sur différents thèmes économiques, musicologiques, géographiques, juridiques et expression libre. « Renseignements et inscription : M. Alain Lame, 24, rue Bachelier, 19300 Égletons.

Turquie 8 jours 1.015f payscope International

Le Monde Service des Abonnements 75127 PARIS - CEDEX 09 C.C.P. 4207 - 23

« ÉTUDES SOVIÉTIQUES » Revue mensuelle remarquablement illustrée 1 an - 17 Fr. seulement

ETUDES SOVIÉTIQUES - 8, rue de Prony - 75017 PARIS C.C.P. Paris 4629-39

ETUDES SOVIÉTIQUES - 8, rue de Prony - 75017 PARIS C.C.P. Paris 4629-39

ETUDES SOVIÉTIQUES - 8, rue de Prony - 75017 PARIS C.C.P. Paris 4629-39

(PUBLICITE)

## Les mots croisés de la loterie nationale

conçus par Guy Brouty

### TRANCHE DU MUGUET

**1 2 3 4 5 6 7 8 9 10**

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
4	5	6	7	8	9	10	11	12	
5	6	7	8	9	10	11	12		
6	7	8	9	10	11	12			
7	8	9	10	11	12				
8	9	10	11	12					
9	10	11	12						
10	11	12							
11	12								
12									

**Solution demain dans ce journal**

MCLN 1

**Horizontalement.** - 1/ Odeurante moisson de rando... 2/ Evêque français, rivière du Canada... 3/ Sous les ponts de Compiègne... 4/ Adopté par des sportifs... 5/ Allongée; interjection... 6/ Ne manque pas d'un certain charme... 7/ Souffrir généralement une chose incroyable... 8/ L'indigne... 9/ L'indigne... 10/ Lettres de "crédit"... 11/ Rencontre dans les bois... 12/ Sur la carte on les emprunte... 13/ Ne manque pas d'un certain intérêt... 14/ Souffrir généralement une chose incroyable... 15/ L'indigne... 16/ L'indigne... 17/ L'indigne... 18/ L'indigne... 19/ L'indigne... 20/ L'indigne...

**Verticalement.** - 1/ Voient périodiquement éclore de nombreux pieds de muguet... 2/ Evêque français, rivière du Canada... 3/ Sous les ponts de Compiègne... 4/ Adopté par des sportifs... 5/ Allongée; interjection... 6/ Ne manque pas d'un certain charme... 7/ Souffrir généralement une chose incroyable... 8/ L'indigne... 9/ L'indigne... 10/ Lettres de "crédit"... 11/ Rencontre dans les bois... 12/ Sur la carte on les emprunte... 13/ Ne manque pas d'un certain intérêt... 14/ Souffrir généralement une chose incroyable... 15/ L'indigne... 16/ L'indigne... 17/ L'indigne... 18/ L'indigne... 19/ L'indigne... 20/ L'indigne...

## DIRECTEUR GÉNÉRAL ACHATS 180.000 F

Un des premiers groupes industriels français, de puissance mondiale, recherche pour Paris un Directeur Général des Achats. Il devra définir et organiser la fonction « achats » de l'entreprise dans un esprit de Direction Générale intervenant au niveau de la politique, des stratégies, des procédures, de la formation et de la gestion du personnel. Il animera un service important et complexe comportant un département central et des départements opérationnels décentralisés. Le fait que le budget « achats » représente la moitié du chiffre d'affaires du groupe situe le poids de la fonction. Ce poste conviendrait à un cadre supérieur âgé d'au moins 38 ans, possédant une expérience confirmée des achats dans les secteurs électricité et (ou) électromécanique acquise à un haut niveau de responsabilité, ainsi qu'une pratique du « management » et de l'organisation garantissant un sens politique et une envergure personnelle absolument indispensables dans ce poste. Une bonne pratique de la langue anglaise est souhaitée. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 180.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Les informations complémentaires seront fournies au cours d'un entretien strictement confidentiel avec notre consultant chargé de cette recherche. Écrire à Paris. Réf. A/2253M

---

## DIRECTEUR COMMERCIAL 130.000 F

Une société française spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de biens de consommation durables de marque, recherche pour son siège situé à Paris un Directeur Commercial. Membre du comité de direction, il sera responsable devant le Directeur Général de la Politique produits et du développement des ventes auprès des différents canaux de distribution (grossistes, détaillants, grandes surfaces, installateurs). Il animera différents services : ventes et après-vente, promotion et études commerciales, export, distribution. Ce poste convient à un cadre confirmé de formation supérieure commerciale ou de niveau équivalent âgé de 35 ans au moins. Sa carrière antérieure lui aura permis d'acquies une solide expérience de la vente et de l'animation d'une équipe commerciale, des problèmes de marketing, de publicité et de distribution, de préférence, dans le domaine des biens de consommation durables ou d'équipement. Des qualités d'animateur et de gestionnaire sont nécessaires. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 130.000 francs. Écrire à Paris. Réf. A/2254M

---

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER 110.000 F

Une jeune société française occupant déjà l'un des tout premiers rangs de la parfumerie française, tant en France qu'à l'étranger, et appelée à un développement considérable dans les prochaines années, recherche un Directeur Administratif et Financier pour son siège à Paris. Rendant compte au Président et en étroite collaboration avec les directions concernées : commerciale, achats et usine, il aura, dans le cadre d'une très grande autonomie d'action, à animer une équipe de 10 personnes et à exercer une responsabilité directe sur la comptabilité, le compte d'exploitation prévisionnel, la trésorerie et les relations bancaires. Il sera également chargé du contrôle de gestion, des questions administratives et fiscales ainsi que de la politique générale du Personnel. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre confirmé, âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, possédant le niveau expertise comptable et justifiant d'une solide expérience dans la fonction acquise au sein d'une société industrielle de moyenne importance. Une bonne maîtrise du traitement informatique des données comptables est exigée. La connaissance de l'anglais constitue un atout appréciable. La rémunération annuelle de départ ne sera pas inférieure à 110.000 francs. Écrire à Paris. Réf. A/2255M

---

## RESPONSABLE AUDIT INTERNE 110.000 F

Un important groupe industriel français (2,5 milliards de francs) recherche pour son siège situé en proche banlieue Ouest un Chef de Service Audit Interne. Au sein de la direction financière, il prendra en charge et développera l'ensemble de la fonction pour le groupe : contrôle des activités comptables et financières de la société mère, assistance et vérification des comptes des filiales. Il préparera toutes les actions correctives nécessaires et proposera des améliorations de procédures en liaison avec les services ou unités de production intéressés. Occasionnellement, il participera à l'évaluation de sociétés dans le cadre de prises de nouvelles participations. Ce poste convient à un spécialiste confirmé de l'audit interne âgé de 30 ans minimum du niveau de l'expertise comptable. Il aura acquis une solide pratique de la fonction soit en cabinet soit au sein d'une importante entreprise. La rémunération annuelle prévue se situe aux environs de 110.000 francs. Écrire à Paris. Réf. A/2256M

---

## FISCALISTE Banlieue Ouest

Ce même groupe industriel (cf. Réf. A/2256) recherche pour sa direction financière un fiscaliste. Sa mission consistera à examiner, tant pour la société mère que pour les filiales, les déclarations fiscales, prévenir les erreurs en la matière, veiller à ce que les complexités soient conformes et adaptés aux prescriptions officielles, informer les intéressés de l'évolution de la législation. Ce poste convient à un spécialiste âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'École Nationale des Impôts ayant acquis une bonne pratique de la fiscalité des sociétés soit dans l'administration soit en cabinet ou en entreprise. La rémunération annuelle de départ tiendra compte de l'expérience acquise. Écrire à Paris. Réf. A/2257M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.  
8, rue Bellini, 75782 Paris - Codex 16 - Tél. 727-35-79  
19, Résidence Flondre, 99170 Croix - Tél. (20) 72-52-35  
9, rue Jacques-Moyron, 69006 Lyon - Tél. 52-90-43

Amsterdam - Barcelona - Bruxelles - Copenhague - Frankfurt - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

## RADIO-TÉLÉVISION

### SCÉNARIOS DE LA VIE

L'image télévisée naît rarement de la rencontre fortuite d'un objet et d'un sujet. Le « sujet », bien souvent, est ailleurs, dans une région, derrière la caméra, ou inscrit sur une feuille de papier : on le nomme alors « conducteur ». Ce qui est filmé ensuite, à travers la caméra, est un « objet » (au sens où on dit « femme objet ») filmique ou télévisuel. A ce regard, le scénario écrit après-midi, TF 1 constitue un exemple intéressant. A sa manière, Jacques Martin démythifie la relation caméra-image et redonne son sens à l'acte de filmer. Le scénario est le « dirigeant » de la réalisation du Petit Rapporteur en dessin : « Malmontani, la parole est à l'Unité, selon la « conduite ». Le succès de l'émission tient sans doute davantage à ce type de déplacement qu'à l'importance apparente du discours (le ministre d'Etat qui rêve d'être Tintin, et qu'analyse Mérieu Grégoire, par exemple) : l'emploi systématique des termes du langage télévisuel appliqués à des absences d'objets fait fonctionner le rituel à vide. D'une certaine façon, on assiste à une « messe noire » de l'information. Au contraire, Michel Drucker, qui reçoit François Truffaut, veut faire croire à l'improvisation du film des propos. Une anecdote sur Hollywood permet d'évoquer les grands shows télévisés où demandes et réponses sont écrites à l'avance et inscrites sur de grands anneaux, au cas où. Les rendez-vous du dimanche précédent du même esprit. Mais l'écriture se déguise en découpage. Ici, c'est l'alternance des séquences de direct et des extraits de films qui commande l'articulation des dialogues. Le maître est moins serré mais on n'échappe pas à la trame, de moins en moins invisible dans ces émissions répétitives qui ont envahi les écrans depuis le 6 janvier.

Monde sans frontières, de Fleouter et Manthouls, élargit le propos d'un pays, une musique, qui passe le regard sur le troisième chaîne. Ici, c'est la musique d'un pays qui rythme les images, et la placidité du regard de Robert Manthouls s'accorde bien au « blues » français des « Cajuns » (Acadiens) de Louisiane. Pays vieux, peuple d'anciens, ancrage pittoresque au sud du Nouveau Monde, mais où le parler français désuet décrit une réalité américaine : le loi, l'ordre, les maisons, les bistrot, le pétrole, le décor, les mentalités, sont marqués par le lieu, par l'enracinement dans cette terre détrempée, aux rives marécageuses des « bayous » de Louisiane. Ce peuple qui se décrit, qui tente d'affirmer son identité, existe-t-il encore vraiment ? Chacun semble jouer son personnage, montrer comment il laisse « le bon ton rouler », le bon temps rouler, « the good times roll ». Le père Olivier et ses quatre-vingt-huit ans, comme le notable McWilliams, le shérif de la « paroisse », comme le chanteur Nathan Abshire, semblent échappés d'un film de John Huston. Curieusement, on ne voit personne « travailler », selon l'idée qu'on se fait du travail en Amérique : les « Cajuns » s'occupent ; on est au pays de la bière et de l'occupation cinématographique. Seul Nathan Abshire, le star du bandonion, a un emploi sûr, à la déchirure municipale : « Ca lâche mes nerfs », dit-il. Et il dit aussi qu'il ne sait pas écrire.

Bien qu'il s'agisse d'un documentaire, le générique indique la présence d'un scénariste. Le paradoxe n'est qu'apparent. Depuis Ciné Colonnes à la une et Les Femmes aussi, la plupart des magazines télévisés sont ainsi « écrits », mis en scène, même s'ils empruntent le style du cinéma direct.

Une demi-heure plus tard, l'insipide feuilleton de la Bevarie Saito mortale nous apprendra que le matador est illettré. Un mythe qui séduit les « scénaristes », décidément.

MARTIN EVEN.

### LUNDI 5 MAI

Le Vietnam est le sujet du Point sur l'A 2, qui reçoit Jacques Salabert, Edouard Ehr (Nassouk), Pierre Darcourt (L'Aurore), Philippe Devillers (Le Monde diplomatique) et un représentant du G.R.P. sur Antenne 2 à 21 h.

MARDI 6 MAI

Mme Simone Veil, ministre de la Santé, est interviewée par Jacques Chancel sur France-Inter à 17 heures.

« Sexualité et féminité » est le thème du dialogue entre MM. Bernard Mulworf et Tony Lainé sur France-Culture à 20 h.

## LES PROGRAMMES

### LUNDI 5 MAI

**CHAÎNE I : TF 1**

20 h. 35 La caméra du lundi, chef-d'œuvre du cinéma français : « Les Dames du bois de Boulogne », de R. Bresson (1944), avec M. Casarès, P. Bernard, E. Labourdette, L. Bogart.

Abandonnée par son amant, une femme du monde se jette en lui faisant épouser une demi-mondaine ; Diderot adapté par Cocteau. Un épisode de « Jacques le Fataliste » adapté et reconstruit par le cinéaste du dépouillement.

La projection du film sera suivie par une séquence consacrée à l'histoire du cinéma français par ceux qui l'ont fait, sur le thème : « Un art classique sous l'occupation et la libération ».

**CHAÎNE II (couleur) : A 2**

15h30 Michel Drucker RTL tous les jours

20 h. 35 Série : Les grands détectives. « Le Signe des quatre », d'après Conan Doyle, adapt. J. Ferry et J. Nahum, réal. J.-P. Decourt, avec R. Zalko.

Sherlock Holmes et le docteur Watson enquêtent sur le meurtre de Mary Morston, qui fut aussi l'assistante d'un important industriel.

21 h. 35 Magazine : Point sur l'A 2. Le Vietnam.

**CHAÎNE III (couleur) : FR 3**

65 millions de lecteurs dans le monde

**ANGÉLIQUE ET LE ROI** roman d'Anne et Serge Golon en vente en librairie TRÉVISE

20 h. 30 Prestige du cinéma : « Angélique et le Roy », de B. Bordele (1965), avec M. Mercier, R. Hossain, S. Frey, J. Rochefort, J. Toja.

Veuve de Fleiss-Bellères, Angélique accomplit une mission diplomatique pour le compte de Louis XIV. Obligé de se faire sa favorite, Angélique apprend que l'homme de Peyrac n'est pas mort sur le bûcher.

**FRANCE-CULTURE**

20 h. Carmina destina, par M. Ricard ; « Korot, un médecin humanitaire », avec J. Duby (réalisation : E. Frérot) ; 21 h. (53), Douzième Festival international d'art contemporain de Royan, Orchestre Sinfonietta, Direction G. Arry ; « Givres de Gilbert Arry, Franco Donatoni, Emmanuel Massé, Martin Dalby, Philippe Manoury ; 22 h. 30, Entrée avec Gaëtan Picon, par C. Minart (1) ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), En direct du Palais des concerts de Sarrebruck, Orchestre symphonique de la radio de Sarrebruck, Directeur : Zander (Mozart) ; « Symphonie n° 29 en sol mineur K 218 », avec H. Zander, R. Wotawa, S. McDaniel, W. Ochman, P. Meven ; « Les Petits Riens » ; 22 h. (S.), Musique d'aujourd'hui (Jolivet) ; « Concerto pour flûte et orchestre » (Theriet), avec R. Bourdin, « Symphonie n° 3 en sol majeur » (J. Rivier).

### MARDI 6 MAI

**CHAÎNE I : TF 1**

20 h. 35 Les animaux du monde, de F. de la Grange ; « La chasse et la nature ».

21 h. 5 Emission « Le Blanc et le Noir ».

21 h. 50 Emission littéraire : Pléiade page à Nice, prod. A. Bourin et P. Sipriot.

Emission transmise en direct du VII<sup>e</sup> Festival international du livre, à Nice. M. Y. Châtré, président du Syndicat de l'édition des Libraires, M. J.-B. Dastès, président de la Fédération des Libraires, Mme Braun, directrice des Éditions françaises révisées, M. G. Desgranges, directeur littéraire des Éditions Armand-Colin, M. P. Granel, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre pour la formation professionnelle, débattront sur la situation du livre en 1975.

**CHAÎNE II (couleur) : A 2**

20 h. 35 Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot. Film : « Le 51<sup>e</sup> coup », de J. Harlick, D. Bergman, H. Gouri (1974). (N.)

Un document sur le martyre des juifs en Europe, d'après des photos et des séquences filmées par les Allemands dans les années 1930-1940. Un montage qui retrace l'histoire des ghettos, qui évoque les persécutions et l'extermination des juifs. Ce film israélien est inédit en France.

Débat : « Plus jamais ça... ».

Avec la participation de M. Irwin Fetscher, professeur de sciences politiques à Frankfurt ; de M. Ascher Ben-Nathan, ambassadeur d'Israël à Paris ; du Rabbénat Père Biquet, de l'Union nationale des associations de diplômés, interdites et familles de disparus ;

du docteur Léon Boubhien, de la Fédération nationale des déportés, internés et résistants ; de Mme Germaine Tilton, ethnologue.

**CHAÎNE III (couleur) : FR 3**

20 h. Connaissance : La vie sauvage, d'Y. Tors. Serpents géants.

20 h. 30 Westerns, films policiers, aventures : « Changage au meurtre », de S. J. Furt (1968), avec F. Sinatra, P. Vaughan, D. Nesbitt, N. Gray.

Un ancien agent secret américain, pensant sonner d'affaires à Lepsos, est victime d'un chantage des services secrets de l'Allemagne de l'Est, qui veulent l'obliger à commettre un meurtre au Danemark.

**FRANCE-CULTURE**

20 h. Dialogues, Emission de R. Pillaudin enregistrée et publiée : « Sexualité et féminité », avec Bernard Mulworf et Tony Lainé ; 21 h. 30, Musique de notre temps, par G. Llan ; Girolamo Arrigo ; 22 h. 30, Entrée avec Gaëtan Picon ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 30, Poésie.

**FRANCE-MUSIQUE**

20 h. 30 (S.), Musique ancienne : Concert à Salzbourg ; « Toccata » de J. S. Bach, par l'ensemble « Salomon » ; « Messe à cinq voix » de Palestrina, avec le « Ensemble » ; Suite d'orchestre Indisobillia Amicilia (G. Maffei) ; 22 h. (S.), Musique d'orchestre (Hoffmeister), avec M. Llan ; 23 h. (S.), Musique française : « Musique pour accordéon de concert et orchestre » (A. Abbott) ; « Une saison en enfer » (H. Béroff) ; 22 h. 40 (S.), Concours international de guitare ; 23 h., Oppositions simultanées ; 24 h. (S.), Le musée et les classiques ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

مكتبة الامم

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« LES JOURS GRIS », d'Iradj Azimi

C'est un premier film et c'est le film d'un totalisme envers le cinéma ou, plutôt, envers le cinématographe. Iradj Azimi...

forme dans une « histoire » réduite à des signes, des couleurs, des images, des sons.

Azimi donne à un mur, une fenêtre, un tapis de table, la refaire d'un livre, un filet d'eau versé dans un vase, un arbre, un jardin, la même présence tangible, la même essence cinématographique qu'à un personnage humain.

On est étonné, fasciné et, en fin de compte, pris d'effroi. Cette œuvre des formes cinématographiques qui semble traverser l'écran pour atteindre la où l'écran n'est pas encore allé lui-même, combien de spectateurs, aujourd'hui, peuvent l'accepter ?

JACQUES SICLIER.

★ Ciné-Revue.

CANNES : le procès-verbal d'un art effervescent

(Suite de la première page.)

Dix-huit nations ainsi seront présentes dont trois nouvelles venues : les Pays-Bas qui, après avoir si souvent triomphé dans le court-métrage, nous surprennent par un ouvrage médieval typiquement flamand ; Hongkong dont les couleurs seront défendues par un poète de Pékin dont le film est parlé mandarin ; la République démocratique allemande enfin — c'est sa première participation officielle à Cannes — dont le film, illustrant un roman célèbre de Thomas Mann, donnera le coup d'envoi des manifestations prévues dans le monde entier pour célébrer le centenaire de la naissance du célèbre écrivain.

La plupart des films en course soulignent les tendances des créateurs de ce temps. Entre le cinéma de divertissement, cet « entertainment » qui dans tous les pays du monde fait l'objet de soins attentifs au regard aux records de recettes qu'il autorise, et le cinéma expérimental en proie à un vertige d'inertie, rares sont les hommes qui ont la faculté de formuler des thèmes nouveaux.

Plus rares encore qui ont les moyens de réaliser des films susceptibles d'être vus à plusieurs niveaux de signification.

C'est la vocation du Festival de Cannes de les découvrir, de les réunir en une lutte farouchement inégale.

Nous avons complété notre programme par une sélection, elle aussi rigoureuse, de courts métrages — la plupart d'animation — dont le choix posera de sérieux problèmes au jury.

Une innovation circonstancielle

Une innovation — peut-être circonstancielle — et dont l'appellation est empruntée à Paul Eluard : « les Yeux fertiles ». Circonstancielle parce qu'il est rare de voir une telle abondance de cinégraphistes de talent s'attacher à des films véhiculaires des autres arts.

La sélection de cette section « hors compétition » nous offre, d'un génie à l'autre, le mariage de Mozart et de Bergman aux accents de « la Filote enchantée » ; « Moïse et Aaron », de Schoenberg tentant l'œil de cristal de Jean-Marie Straub.

En version anglaise, sans sous-titres, l'approche de Brecht par Looney dans « Galileo » ; le duel de Glenda Jackson et de Susannah York dans « The Maids » (« les Bonnes »), de Jean Genet.

La danse est illustrée par une « Anna Karénina », dansée par Moïa Pilsetskaja, par deux ballets hongrois de Bela Bartok : « le Mandarin miraculeux » et « le Prince en bois », ainsi que par « Je t'aime, tu danses », de François Weyergans avec Maurice Béjart.

Frédéric Rossif mobilise une grande œuvre picturale avec son « Georges Braque ou le Temps différé », cependant que l'insolite

de la télévision nous est communiqué par l'« Orlando Furioso », de Ronconi dans sa version intégrale de cinq heures.

Enfin Marguerite Duras, par sa mélodie d'« India Song », donne à la littérature et à la musique une forme nouvelle et alimantée d'expression.

Ainsi, répondrons-nous au vœu d'Apollinaire suggérant aux poètes les promesses du cinéma naissant, et s'exclamant : « Qu'on ne s'étonne point si, avec les seuls moyens dont ils disposent encore, il s'efforcent de se préparer à cet art nouveau (plus vaste que l'art simple des paroles) où, chefs d'un orchestre d'une étendue inouïe, ils auront à leur disposition : le monde entier, ses rumeurs, et ses apparences, la pensée et le langage humain, le chant, la danse, tous les arts et tous les artifices, plus de mirages encore que ceux que pouvait faire surgir Morgane sur le mont Gibel, pour composer le livre vu et entendu de l'avenir. »

Le secrétaire d'Etat à la culture, M. Michel Guy, qui inaugurera le Festival, a suivi avec attention l'initiative des « Yeux fertiles » et a promis de revenir à Cannes pour assister aux projections.

Compétition, « Yeux fertiles », ces deux divisions de choc ont sur leurs flancs la Semaine de la critique consacrée aux premières œuvres et la Quinzaine des réalisateurs largement ouverte aux films d'auteurs ; soit près de quatre-vingts films qui se déploieront en ordre de combat sur la Croisette.

Sans oublier les trois cents, peut-être quatre cents ouvrages qui ont traversé le marché du film, au prestige mondial, où la cassette fera son apparition.

Vitrine immense aux surprises multiples, Cannes sera, cette année encore, le procès-verbal d'un art effervescent. Vingt-cinq mille personnes sont attendues, venant d'une centaine de nations différentes. Un peu de notre vie quotidienne y sera bousculée, excommuniée, ou différemment orientée.

MAURICE BESSY.

Lechivo Visconti, victime d'une grave chute, est actuellement hospitalisé à Rome. Son état est jugé satisfaisant. Cet accident retardera le tournage du film qui doit réaliser à partir du roman de Gabriele D'Annunzio « l'Inconnu ».

« Les Amazones »

Le genre de superproduction gréco-mythologique, où s'illustrent, il y a quelques années, Riccardo Freda et Vittorio Cottarelli. Un « popium » - Juliette, dont l'action se déroule au royaume des Amazones. Ces dames viennent d'écrire leur nouvelle reine. Une rigolote qui entend revenir aux vieilles coutumes de la cité et à qui le seul mot de « mâle » donne la nausée. Elle sera naturellement la première à tomber dans les bras d'un beau militaire (il s'agit de Thésée, époux d'une Phédre très complaisante) et à réhabiliter les délices de la servitude amoureuse.

Terence Young a recruté ses Amazones aux quatre coins de l'Europe. Ce sont de fines créatures, solidement charpentées, et auxquelles, contrairement à la légende, il ne manque aucun attribut de leur sexe. La réalisation les débarrasse volontiers et, très hypocritement, leur fait échanger de turvies carresses. Ces chattes et quelques charges guerrières ne suffisent pas à sauver de l'ennui et du ridicule cette odyssée à grand spectacle, mais au talent minime. — J.B.

★ George-V, Max-Linder, Paramount - Opéra, Lux - Bastille, Galaxie, Matin-Rive-Gauche, Mutual, Magic-Convention, Moulin-Bouge. Interdit aux moins de treize ans.

« Paul et Michèle »

Paul et Michèle s'étaient connus dans un précédent film de Lewis Gilbert. Diable au corps et amour enfantins. Ils se retrouvent au terme de leur adolescence. Ils sont trois maintenant, Michèle ayant eu un bébé. Ardemment, patiemment, courageusement, ils vont essayer de renouer le fil du bonheur. Mais les miracles n'ont lieu qu'une fois. Ce n'est pas eux qui ont changé, c'est le monde autour d'eux, ce monde des adultes, dont soudain ils découvrent les pièges et les servitudes. Trop fragiles, trop désarmés pour affronter la vraie vie, ils décident de se séparer à nouveau.

Cette bluette sentimentale est destinée aux cœurs sensibles. On plura dans les chaudières, quand le film sera présenté à la télévision. Sur grand écran les défauts du récit sont difficilement supportables : accumulation de poncifs racoleurs, sottise des dialogues, mollesse de la mise en scène. Sean Bary (le garçon) ressemble curieusement à Marlon Brando : il a du charme et de jolies taches de rousseur. Aniceta Alvina enlève une bonne douzaine de fois sa robe au cours du film. Lewis Gilbert a dû penser que ce qu'elle montrait avait plus d'intérêt que ce qu'elle disait. Nous sommes d'accord. — J. B.

★ Biarritz, Cannes, Gilly-Patiné, Bonaparte, Liberté.

PRESSE

« LE PARISIEN LIBÉRÉ » : notre destruction a-t-elle été préméditée ?

Dans son numéro du lundi 5 mai, le Parisien Libéré explique à ses lecteurs comment « l'organisation syndicale C.G.T. a retardé la parution de notre numéro de samedi ». L'éditorial poursuivait :

« Le cynisme, que favorisent trop de complaisances étranges, ne se borne plus à limiter artificiellement notre tirage et par « décision syndicale », à retarder les horaires de sortie des exemplaires, à désorganiser entièrement le vente par des consignés, aux grèves rotatives, différentes chaque jour. C'est l'arrêt total frappant soudainement l'entreprise, au mépris du lecteur. Le comité interprofessionnel du Livre parisien C.G.T. n'hésite devant aucune forme de sabotage ! Mais ces grèves successives, prétendument légales, correspondent-elles, si peu que ce soit, au droit inscrit dans la Constitution ?

» Ou bien ces grèves n'ont-elles d'autre but que de renouveler des galères tout en rendant écumant l'entreprise, dont la destruction a été préméditée et est exécutée comme un assassinat public ?

En conclusion, le Parisien Libéré en appelle à la « fidélité immuable » de ses lecteurs, car « sa survie dépend de leur constance irréductible ».

Musique

LEJEUNE, DRUCKMAN SCHWARZ AU G.R.M.

Le Groupe de recherches musicales estime très justement qu'il faut multiplier les lieux de concerts à travers Paris pour toucher des publics nouveaux (tel le Centre culturel du Marais où auront lieu les « concerts-phonothèque » des 7, 14, 21 et 28 mai). Le risque est d'éparpiller et de perdre en route une partie de son public attaché à l'œuvre, mais on se retrouverait entre « initiés » dernièrement à la salle Wagram, dont la sonorité merveilleuse est idéale pour la musique électroacoustique qui a trop souvent l'air d'avoir perdu son ombre à l'extérieur et réminiscences de Jacques Lejeune (1940), joue sur les transformations d'un assez beau paysage musical et les « traces » qu'il laisse dans l'esprit de son auditeur. On suit avec intérêt les sons qui s'échappent des blocs, s'aminissent, s'amplifient, deviennent dans d'oiseaux au poir de libellules aux ailes grises, puis crépitements tournoyants à travers les haut-parleurs, chœurs de femmes montent vers l'azur, et ces mystérieuses vibrations de sponges, parfois cartilagineuses, qui semblent les structures de développement.

Synapse, nuit de Valentine, de l'Américain Jacob Druckman (1922), utilise des matériaux électroniques plus réduits, vocabulaire abstrait et géométrique de points noirs, de traits, de taches, de formes fulgurantes, agencés avec virtuosité en des exercices d'un humour marqué, qu'on retrouve dans Valentine, pour contrebasse solo, où J. F. Jenny Clarke chante, hantonne et soupire à la manière de Cathy Berberis, tout en martelant malicieusement son instrument.

Jean Schwarz (1939) a intitulé à dernière œuvre Symphonie, in peu imprudemment, car le ruzal journal n'est pas encore le niveau de ses ambitions. Cet essai de synthèse entre des sons électroniques et des fragments retranscrits crée des mélanges avec nervis, avec des séquences rigoureusement travaillées. Pourant, le développement sur les motifs, caractéristique de la symphonie traditionnelle, reste une tâche difficile de l'électro-acoustique, où la manipulation ne peut voir la souplesse de l'écriture. On l'impression de progressions trop sommaires ou de répétitions un peu pénibles. — J. L.

★ Spécialiste d'ethnomusicologie au Musée de l'Homme, Jean Schwarz signe un disque, assez fascinant, intitulé « L' », qui allie des manipulations sur des musiques percutives africaines et asiatiques pré-enregistrées (téléphone, lithophone, etc.) à une partie vivante écrite par Michel Delaporte également sur des percussions (Chant au monde, LDX 7455).

« MIRACLE A LA COUR » à l'Opéra de Marseille

Marseille — Reynald Giovanetti, qui abandonne la direction de l'Opéra de Marseille à la fin d'une saison où il a présenté notamment le Cid, de Thomas Mahéroux, l'Or du Rhin, Boris la Klovantchina et Andrea del Sarto, n'a malheureusement pas réussi à sortir. Il est allé chercher jusqu'en Allemagne de l'Est une féerie burlesque d'un compositeur inconnu, Gerhard Rosenfeld (1931), et en a assuré courageusement la mise en scène, essayant les lazzis d'un public clairsemé, plus fadieux que furieux.

Cur ce Miracle à la cour n'a aucune des qualités de l'Amour des trois oranges de Prokofiev, seul opéra auquel on puisse comparer. Peut-être est-il mieux qu'il laisse jouer par des musiciens, selon l'intention de l'auteur, cette histoire embrouillée où la fille de quelque roi Pétaud voit contraindre ses amours avec un jeune homme qui n'est autre qu'un féru de faire repartir à sa condition première, celle d'un ours. Un souverain hystérique et veule qui ne parle que de couper des têtes, un ministre aussi résolu que Pignoble Imoyoud, sont les héros de mille aventures parodiques et absurdes, le plus souvent étirées et incompréhensibles, dont l'auteur aurait peut-être fait de grandes leçons dramatiques chez Gounod.

La partition ne parvient pas à nous convaincre, avec ce mélange de musique abominable éparpillée et délavée, que tentent de pimenter des solos instrumentaux grotesques et une percussion sans originalité, et de mélodies bien banales pour les héros à positifs, d'un lyrisme plat et forcé qui ne réveille ni de spontanéité ni de dons. Ça et là surgissent quelques jolis interludes ou accompagnements.

La réalisation peut mieux que l'œuvre et on admire la conviction d'artistes jouant dans un climat aussi exécrable. Les décors et les costumes hétéroclites de Denis Lourdou, reflétant le débâcle et la misère d'une époque.

La Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (S.A.C.E.M.) édite une nouvelle revue d'informations musicales, « Présence de la musique », qui paraîtra chaque trimestre.

En hommage au compositeur Luigi Dallapiccola, récemment décédé, Radio-France présentera le 6 mai en oratorio son opéra « Ulysse », sous la direction d'Arant Bouz ; solistes : Claudio Desderi, Colette Herzog, Denise Boissard et Lili Chookassian (Maison de Radio-France).

troupe de théâtre aux abois (c'est le prétexte de la mise en scène), atteignent parfois à un burlesque savoureux, et la réédition momentanément soumise avec un humour picaresque l'intrigue semblable pagaille du toret.

On citera parmi les acteurs José Denisty, roi hurlant, mais pittoresque, dont la voix agit sur le public marseillais comme une cape rouge devant un taureau, Julien Haas, Berthe Monmart, Claude Calès, l'ours amoureux aux gestes pudiques et peu stéréotypés, et René Arphan, qui, au milieu de cette pétauderie s'impose par sa noblesse et sa voix tendue et frémissante de « riziabi » héroïne. L'orchestre exécuté parfaitement cette partition ingrate, sous la direction de Giovanetti. Un tel effort méritait d'être mis au service d'une meilleure cause.

JACQUES LONGCHAAMP.

★ Dernières représentations les 6 et 10 mai.

LA CREUSE RECHERCHE LES DERNIERS PIONNIERS DU XX<sup>e</sup> SIECLE.

A 3 h de Paris, au centre de la France, un pays est à prendre... pour entreprendre.

Nous recherchons les « nouveaux entrepreneurs » de notre époque :

- Ceux qui veulent passer du rêve à la réalité,
• Ceux qui recherchent l'espace, la nature et la vie véritable,
• Ceux qui savent que rien ne peut se faire seul et comprennent qu'une main-d'œuvre formée et qualifiée -
prête demain à travailler avec eux - est fondamentale,
• Ceux qui souhaitent que les aides et les primes d'investissement soient relayées par l'appui total des responsables locaux,
• Ceux qui sont las de faire ce qu'ils font... et qui pourtant ne peuvent rester sans rien faire.

Nous sommes à votre disposition pour en parler plus longuement. Appelez-nous, venez-nous voir.

La Creuse : un nouveau Far-West.

Map of Creuse region with a circular target icon. Text: « Je suis intéressé par les possibilités d'entreprendre en Creuse... » followed by a list of professions and contact information for the Creuse Economic Expansion Committee.

INDUSTRIE DU RERAFINAGE DES HUILES USAGÉES

(Publicité) L'INDUSTRIE DU RERAFINAGE DES HUILES USAGÉES communique : A la suite des événements survenus au Moyen-Orient et tenant compte : - d'une part des impératifs exprimés par le Gouvernement en matière de recyclage de produits énergétiques, - d'autre part des préoccupations actuelles en matière d'écologie et de protection de l'environnement, notre Profession s'appuyant sur l'arrêté du 20 novembre 1968 réglementant le ramassage et la régénération des huiles minérales de graissage usagées (arrêté pris au moment des événements de Suez) a remis aux administrations concernées un certain nombre de propositions, dont la teneur en date du 22 janvier dernier. Notre Profession tient à souligner que ces propositions présentent sur l'économie nationale trois aspects constructifs : 1) l'engagement de collecter la totalité des huiles usagées, qu'elles puissent être revalorisées ou non ; 2) l'engagement d'éliminer par incinération, dans des conditions satisfaisantes pour l'environnement, celles qui ne seraient pas réutilisables ; 3) l'engagement, dans un délai limité à cinq ans, de restructurer ou d'implanter de telle sorte que toutes les usines répondent aux exigences plus récentes en matière d'écologie. 28 avril 1975 L'INDUSTRIE DU RERAFINAGE

**COMPAGNIE RENAUD BARRAULT**

**THEATRE D'ORSAY**

Ce soir, 20 h 30  
unique récital  
du groupe argentin  
**CUARTETO CEDRON**

en alternance  
Harold et Maudé  
Christophe Colomb - Zarathoustra  
Pas ouï - La dernière bande

Location : 548-65-90 et agences

**PETIT ODEON 18 h 30**

A partir du 6 mai  
une pièce de  
**Serge GANZL**  
dans une mise en scène de  
**Philippe ADRIEN**

**ALBERTINE**

Création  
Tous soirs 18 h 30, et dimanche  
et lundi

Renseign. : 325-70-32

**THEATRE OBLIQUE**

Du 3 au 11 mai  
**Yves LEBRETON**  
« acte sans paroles 1 »  
de **Samuel BECKETT**  
et  
« Hein... ou les aventures  
de Monsieur Ballon »  
d'**Yves LEBRETON**

GRANDE SALLE A 21 H.  
76, RUE DE LA ROQUETTE (11<sup>e</sup>)  
Location 503-78-51

**MERCREDI STUDIO ALPHA**

les films Molière présentent

**LA BRIGADE**

un film de  
**René Gilson**

d'après l'enquête historique  
de Claude Lévy

avec  
Brigitte Fossey  
Edward Wojtaszek  
Jean Bouise-Marcel Cuvelier

**THEATRE DE LA PORTE SAINT MARTIN**  
30 représentations exceptionnelles

**KOLO**

Le Grand Ballet National Yougoslave

Soirées 20h30 - Matinées Samedi 17h - Dimanche 15h  
Relâche Dimanche soir et Lundi. Location Théâtre (tel 607 37 53) et Agences  
En Mai **ROCKY HORROR SHOW** (nouvelle version) passe à 22 h 30

**LE PRINTEMPS A**

**Chaillot**

THEATRE NATIONAL  
mars-juillet 1975

**La mort de Danton**  
de Georg Büchner  
mise en scène : Bruno Bayan  
du 25 Avril au 24 Mai à 21 heures

**THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE**  
21, Bd Jourdan - métro : Cité Universitaire

LOCATION A CHAILLOT  
tél. : 727.81.15 de 11 h. à 19 h.

**SPECTACLES**

**théâtres**

**Les salles subventionnées**  
Comédie-Française, 20 h 30 : l'Idiot

**Les salles municipales**  
Le Nouveau Canal, 9 h 30 et 14 h 30 :  
Magiscope ; 18 h 45 : Comédie à  
une voix (André Fréville).  
Théâtre de la Ville, 20 h 30 : Théâtre  
national de marionnettes de Buda-  
pest.

**Les autres salles**  
A.C.T. - Alliance française, 10 h :  
le Médecin malgré lui ; 14 h 30 :  
la Parce de Malire Pathelin.  
Artistic-Voltaire, 20 h 30 : Je ne  
sais que rêver, le suite le rêve  
Atelier, 21 h : Tuxi fruits  
Biothéâtre, 20 h 30 : Andromaque,  
Caricatures de Vincennes. Théâtre  
du Soleil, 20 h 30 : l'Age d'or -  
Théâtre de l'Aquarium, 20 h 45 :  
le Triomphe de l'amour.  
Comédie Caumartin, 21 h 10 : Boeuf-  
Boeing.  
Cours des Miracles, 20 h 30 : Le Lit-  
ge ; 22 h : Intime conviction.  
Danton, 21 h : Monsieur Massure.  
Fontaine, 20 h 45 : les Jours de la  
nuit.

**A 20 H 30**

**RECAMIER** **BOURSEILLER**

**LE BALCON**  
de JEAN GENÈVE

UNE DES ŒUVRES  
LES PLUS RESSANTANTES DE CES  
VINGT DERNIÈRES ANNÉES

A 22 H 45  
THÉÂTRE OBLIQUE  
DU SÉRIÉUX GARÇON  
D'UN MÉCANIC  
DE M. S. LAURENT  
M. S. LAURENT  
M. S. LAURENT

**GALERIE HEGATE**  
21, rue du Bac (7<sup>e</sup>) - 261-23-29

**CHRISTO**  
7 œuvres récentes

**DEGOTTEX**  
7 Métaphores 1968  
Exposition permanente jusqu'au  
14 Mai 1975

Vacances idéales en Savoie  
**LES ARCS EN MUSIQUE**  
**ACADEMIE FESTIVAL D'ÉTÉ**

13-27 juillet, 10-24 août  
30 soirées internationales  
tous niveaux et amateurs  
**MUSIQUE DANSE - JAZZ**

Renséigne 325-24-53  
(Postes 380 et 382)

**PAC DE DROIT**  
**JUS ET MUSICA**  
82, rue d'Assas, Paris (6<sup>e</sup>)  
Mardi 8 mai, à 21 heures  
récital piano  
ANNE

**QUEFFELEC**  
BACH, BRAHMS, RAVEL, LISZT

Mercredi 16 mai, à 21 heures  
Luth et guitare  
JULIAN

**BREAM**  
BACH, WEISS, SCARLATTI  
DIABELLI, BOCHERINI  
Loc. Soc. FNAC, Durand, Copar

Lundi 5 mai

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles

**LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**  
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

**Les cabarets**  
Alcazar, 23 h : Paris-Broadway.  
Crazy Horse Saloon, 22 h et 0 h 30 :  
Bevis.  
Kiss me, 22 h 30 : Bons baisers de  
Lido, 22 h et 0 h 45 : Grand Jeu.  
Nobles-Bosses, 22 h : Festival.  
Tour Eiffel, 21 h : Jean Sédou.

**Les chansonniers**  
Caveau de la République, 21 h : le  
Caveau de la République.  
Deux-Anes, 21 h : Pierre-Jean Vall-  
lard.  
Dix-Heures, 22 h : Persiflons.

**La danse**  
Espace Cardin, 21 h : Ondeko-Za.

**Les concerts**  
Théâtre Montferrand, 20 h 30 : Khan  
Solmi Quartet.  
Théâtre Essalon, salle I, 20 h :  
Quintette de cuivres de Paris  
Musique de la République. (fran-  
cise, anglaise, allemande).  
Salle II, 20 h 30 : M. Brasseur,  
Instruments (Renaissance de la mu-  
sique française, anglaise, alle-  
mande).  
Le Linceul, 20 h 30 : Tran Quang  
Hai (musique et chansons du  
Vietnam).

**cinémas**

G. BRAQUE OU LE TEMPS DIFFÉ-  
RENT Studio Gie-Cœur, 8<sup>e</sup>  
(338-30-28) (Première partie :  
Maurice : la métamorphose du  
regard).

**LA GUERRE DES MOMIES** (Chil.) :  
Le Clif, 5<sup>e</sup> (337-90-80).  
**HISTOIRE DE WAKARI** (Fr.) : Le  
Clif, 5<sup>e</sup> (337-90-80).  
**IL ÉTAIT UNE FOIS HOLLYWOOD**  
(A. v.o.) : Normandie, 8<sup>e</sup> (338-  
30-28).  
**IL PLEUVE TOUJOURS OU C'EST**  
**NOUVEAU** (Fr.) : Le Clif, 5<sup>e</sup> (337-  
90-80), à 13 heures.

**Les exclusivités**  
A CAUSE D'UN ASSASSINAT (A. v.o.) :  
Saint-Michel, 5<sup>e</sup> (337-90-80).  
Elysée Cinéma, 8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**L'AGRESSION** (Fr.) (7<sup>e</sup>) : Marignan,  
8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LES INNOCENTS AUX MAINS**  
SALES (Fr.) : Bateau-Lavoir, 8<sup>e</sup> (338-  
30-28).  
**JULIA ET LES HOMMES** (Fr.-Al.) :  
Cinéma-Opéra, 9<sup>e</sup> (770-37-11).  
**LA MESSIE DORÉE** (Fr.-It.) : Le Clif,  
5<sup>e</sup> (337-90-80).  
**NISTER BROWN** (A. v.o.) : Action  
Cinéma, 11<sup>e</sup> (338-30-28).  
**MITHILA** (Fr.) : Le Marais, 4<sup>e</sup> (278-  
47-85), à 14 h, 17 h et 20 h.  
**MURAHMAD ALLI THE CHEATEST**  
(Fr.) : Récital, 9<sup>e</sup> (333-62-71).  
**PHANTOM OF THE PARADISE** (A. v.o.) :  
Elysée-Cinéma, 8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**PEUR SUR LA VILLE** (Fr.) : Nor-  
mandie, 8<sup>e</sup> (338-30-28).  
**PAULINA SEN VA** (Fr.) : Le Clif, 5<sup>e</sup>  
(337-90-80), à 12 h, 15 sans dim.  
**PEUR SUR LA VILLE** (Fr.) : Nor-  
mandie, 8<sup>e</sup> (338-30-28).  
**LA VILLE DE LA 5<sup>e</sup> AVENUE** (A. v.o.) :  
Action-Cinéma, 11<sup>e</sup> (338-30-28).  
**HELVETOPFEN** (A. v.o.) : Rana-  
lagh, 19<sup>e</sup> (234-14-08) H. Sp.  
**MASH** (A. v.o.) : Studio Ber-  
trand, 7<sup>e</sup> (783-54-80).  
**SANCTUAIRE** (Fr.) : Studio Ber-  
trand, 7<sup>e</sup> (783-54-80).  
**TOP HAT** (A. v.o.) : U.G.C.-  
Odéon, 9<sup>e</sup> (337-90-80).  
**W. C. FIELDS** (v.o.) : La Esquise, 7<sup>e</sup>  
(331-12-15).

**LES FILMS NOUVEAUX**

**LILY, ANNE-MOÏ**, film français de  
Maurice Dugowson, avec  
Rutna, J.-M. Poitou, Zouzou et  
P. Dewaere, Marignan, 8<sup>e</sup> (337-  
90-80) ; Quintette, 8<sup>e</sup> (338-  
30-28) ; Saint-Lazare-Pasquier,  
8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LES ÉTYMOLOGES DE LA VIE CONJUGALE**  
(Eud. v.l.) : U.G.C.-Marbeuf, 8<sup>e</sup>  
(337-90-80).  
**SECTION SPÉCIALE** (Fr.) : Collè-  
ge, 8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LA ROUTE** (Fr.) : Le Clif, 5<sup>e</sup> (337-  
90-80).  
**LES SENTINELLES DE LA GLOIRE**  
(A. v.o.) : Hauteville, 8<sup>e</sup> (337-  
90-80) ; Montparnasse-63, 8<sup>e</sup>  
(334-14-27).  
**SCÈNES DE LA VIE CONJUGALE**  
(Eud. v.l.) : U.G.C.-Marbeuf, 8<sup>e</sup>  
(337-90-80).  
**SECTION SPÉCIALE** (Fr.) : Collè-  
ge, 8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LA TOUR INFÉRIEURE** (A. v.o.) :  
U.G.C.-Odéon, 9<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LA VIE CONJUGALE** (Eud. v.l.) :  
U.G.C.-Odéon, 9<sup>e</sup> (337-90-80).  
**UN ANGE PASSÉ** (Fr.) : Le Marais,  
4<sup>e</sup> (278-47-85) à 14 h et 20 h.  
**LA VIE CONJUGALE** (Eud. v.l.) :  
U.G.C.-Odéon, 9<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LES VOITURES QUI ONT MANGÉ**  
PARIS (A. v.o.) : Studio Ber-  
trand, 7<sup>e</sup> (783-54-80).  
**LES FESTIVALS**  
CINQUANTE ANS DE CINÉMA  
AMÉRICAIN (v.o.) : Éclaireur,  
13<sup>e</sup> (337-90-80).  
**JEUNE CINÉMA SUISSE** - André-  
Bazin, 13<sup>e</sup> (337-90-80), jusqu'à 6<sup>e</sup> :  
Le Clif, 5<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LE BERGMAN** (v.o.) : Noctambule,  
8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**JESS BRIDGES** (v.o.) : Boite à  
films, 19<sup>e</sup> (234-14-08), à 14 h, 20 h ;  
Piccadilly, 19<sup>e</sup> (234-14-08).  
**BEAUFORT POP** (v.o.) : Anasia, 17<sup>e</sup>  
(794-97-85), à 13 h ; Les 15 ;  
14 h 30 ; 16 h 15 ; Quatre  
Carpenter, 19<sup>e</sup> (234-14-08).  
**THE YELLOW SUB-MARINE**, 20 h :  
Tabacac, 22 h : A film about a  
film.  
**FESTIVAL DU RIRE** (v.o.) : Arie-  
quin, 8<sup>e</sup> (318-82-25) ; Campus.

**Les grandes reprises**

**LE DIABOLIQUE DE MARUSE** (A. v.o.) :  
Actus-Champo, 5<sup>e</sup> (333-  
61-60).  
**LES ENFANTS TERRIBLES** (Fr.) :  
Hauteville, 8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LA REVUE DE CHARLOT** (A. v.o.) :  
Championnat, 5<sup>e</sup> (333-61-60).  
**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) :  
Cinéma-Opéra, 9<sup>e</sup> (770-37-11).  
**LA VILLE DE LA 5<sup>e</sup> AVENUE** (A. v.o.) :  
Action-Cinéma, 11<sup>e</sup> (338-30-28).  
**HELVETOPFEN** (A. v.o.) : Rana-  
lagh, 19<sup>e</sup> (234-14-08) H. Sp.  
**MASH** (A. v.o.) : Studio Ber-  
trand, 7<sup>e</sup> (783-54-80).  
**SANCTUAIRE** (Fr.) : Studio Ber-  
trand, 7<sup>e</sup> (783-54-80).  
**TOP HAT** (A. v.o.) : U.G.C.-  
Odéon, 9<sup>e</sup> (337-90-80).  
**W. C. FIELDS** (v.o.) : La Esquise, 7<sup>e</sup>  
(331-12-15).

**EGLISE SAINT-MEDARD** de 5 au 11 mai et 13, 15, 16 et 17 mai 21 h

**gheorghe zamfir**  
FLUTE DE PAN  
et son ENSEMBLE ROUMAINE  
orgue et flûte de pan

Location : AUX FNAC - DURAND, 4, place de la Madeleine,  
COPAR, 35, avenue de l'Observatoire.

**Les films nouveaux**

**LILY, ANNE-MOÏ**, film français de  
Maurice Dugowson, avec  
Rutna, J.-M. Poitou, Zouzou et  
P. Dewaere, Marignan, 8<sup>e</sup> (337-  
90-80) ; Quintette, 8<sup>e</sup> (338-  
30-28) ; Saint-Lazare-Pasquier,  
8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LES ÉTYMOLOGES DE LA VIE CONJUGALE**  
(Eud. v.l.) : U.G.C.-Marbeuf, 8<sup>e</sup>  
(337-90-80).  
**SECTION SPÉCIALE** (Fr.) : Collè-  
ge, 8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LA ROUTE** (Fr.) : Le Clif, 5<sup>e</sup> (337-  
90-80).  
**LES SENTINELLES DE LA GLOIRE**  
(A. v.o.) : Hauteville, 8<sup>e</sup> (337-  
90-80) ; Montparnasse-63, 8<sup>e</sup>  
(334-14-27).  
**SCÈNES DE LA VIE CONJUGALE**  
(Eud. v.l.) : U.G.C.-Marbeuf, 8<sup>e</sup>  
(337-90-80).  
**SECTION SPÉCIALE** (Fr.) : Collè-  
ge, 8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LA TOUR INFÉRIEURE** (A. v.o.) :  
U.G.C.-Odéon, 9<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LA VIE CONJUGALE** (Eud. v.l.) :  
U.G.C.-Odéon, 9<sup>e</sup> (337-90-80).  
**UN ANGE PASSÉ** (Fr.) : Le Marais,  
4<sup>e</sup> (278-47-85) à 14 h et 20 h.  
**LA VIE CONJUGALE** (Eud. v.l.) :  
U.G.C.-Odéon, 9<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LES VOITURES QUI ONT MANGÉ**  
PARIS (A. v.o.) : Studio Ber-  
trand, 7<sup>e</sup> (783-54-80).  
**LES FESTIVALS**  
CINQUANTE ANS DE CINÉMA  
AMÉRICAIN (v.o.) : Éclaireur,  
13<sup>e</sup> (337-90-80).  
**JEUNE CINÉMA SUISSE** - André-  
Bazin, 13<sup>e</sup> (337-90-80), jusqu'à 6<sup>e</sup> :  
Le Clif, 5<sup>e</sup> (337-90-80).  
**LE BERGMAN** (v.o.) : Noctambule,  
8<sup>e</sup> (337-90-80).  
**JESS BRIDGES** (v.o.) : Boite à  
films, 19<sup>e</sup> (234-14-08), à 14 h, 20 h ;  
Piccadilly, 19<sup>e</sup> (234-14-08).  
**BEAUFORT POP** (v.o.) : Anasia, 17<sup>e</sup>  
(794-97-85), à 13 h ; Les 15 ;  
14 h 30 ; 16 h 15 ; Quatre  
Carpenter, 19<sup>e</sup> (234-14-08).  
**THE YELLOW SUB-MARINE**, 20 h :  
Tabacac, 22 h : A film about a  
film.  
**FESTIVAL DU RIRE** (v.o.) : Arie-  
quin, 8<sup>e</sup> (318-82-25) ; Campus.

**Les séances spéciales**

**AMERICAN GRAFFITI** (A. v.o.) :  
Luxembourg, 8<sup>e</sup> (337-90-80), à 10 h,  
12 h et 24 h.  
**L'ARRANGEMENT** (A. v.o.) : Le  
Clif, 5<sup>e</sup> (337-90-80), à 12 h et 24 h.  
**SANANA SPLIT** (A. v.o.) : Studio-  
Parnasse, 8<sup>e</sup> (338-30-28), dim. à  
mar.

**BONNIE AND CLYDE** (A. v.o.) : Le  
Clif, 5<sup>e</sup> (337-90-80), à 12 h et 24 h.  
**CHARLES MORT OU VIF** (Sua.) :  
Saint-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> (332-  
48-18), à 12 h et 24 h.  
**CUL-DE-SAC** (A. v.o.) : Luxem-  
bourg, 8<sup>e</sup> (337-90-80), à 10 h, 12 h,  
et 24 h.  
**L'ÉQUIPE SAUVAGE** (A. v.o.) : Le  
Clif, 5<sup>e</sup> (337-90-80), à 12 h et 24 h.  
**LA FEMME DE JEAN** (Fr.) : Hec-  
tal, 13<sup>e</sup> (707-28-04), ven., sam.,  
dim.  
**IF** (Ang. v.o.) : Luxembourg, 8<sup>e</sup>  
(337-90-80), à 10 h, 12 h et 24 h.  
**PIERROT LE FOU** (Fr.) : Saint-  
André-des-Arts, 6<sup>e</sup> (332-48-18), à  
12 h et 24 h.  
**SATYRION** (It. v.o.) : Châtelet-  
Victoria, 1<sup>e</sup> (338-94-14).  
**TO BE OR NOT TO BE** (Ang. v.o.) :  
Marigny, 8<sup>e</sup> (232-20-74), à 20 h  
et 22 h.

**MERCREDI**  
**UGC Marbeuf - STUDIO MÉDICIS**

Retourner ce bon au PALAIS DES SPORTS  
accompagné par : chèque bancaire,  
chèque postal ou mandat-impôts  
établi à l'ordre du Palais des Sports.  
Joindre une enveloppe timbrée  
à votre nom.

**BELLABONNA**  
L'ART DE LA DANSE

**TRIOMPHAL RETOUR 20 MAI**  
**D'ALVIN AILEY 29 JUIN**

Après  
le triomphe de 1974,  
la Compagnie  
ALVIN AILEY revient

PROGRAMME B  
**MARDI - VENDREDI**  
**SAMEDI**  
20 H 45

PROGRAMME R  
**MERCREDI - JEUDI 20 H 45**  
**SAMEDI 15 H 30**  
**DIMANCHE 18 H**

1<sup>re</sup> PARTIE  
**THE ROAD OF THE PHOENIX SNOW**  
**CRY**

2<sup>re</sup> PARTIE  
**CARMINA BURANA**

1<sup>re</sup> PARTIE  
**NIGHT CREATURE**  
**AFTER EDEN**

2<sup>re</sup> PARTIE  
**RAINBOW ROUND MY SHOULDER**  
**JOURNEY**  
**REVELATIONS**

LOCATION  
PAR CORRÉPONDANCE  
RETOURNER CE BON AU PALAIS DES SPORTS  
accompagné par : chèque bancaire,  
chèque postal ou mandat-impôts  
établi à l'ordre du Palais des Sports.  
Joindre une enveloppe timbrée  
à votre nom.

TARIFS  
ORCHESTRE 50 F  
MEZANINE 30 F  
BOULEVARD 40 F  
BALCON 20 F

NOM .....  
ADRESSE .....  
LOCALITE .....  
DEPT ..... TEL. ....  
PLACES ..... NOMBRE .....  
PRX. ....

**ANNONCES**

**RESPONSABLE**

**SECRÉTAIRE MANAGER**

**CONSULTANT**

**SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES**

**FORMATION**

OFFRES D'EMPLOI	La Page	La Page T.E.
Offres d'emploi "lacards encadrés"	34,00	39,70
minimum 16 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,08
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La Page	La Page T.E.
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	28,00	26,85

## emplois internationaux

## emplois régionaux

### Afrique Noire

Groupe de Sociétés spécialisé dans la distribution de matériels et fournitures pour l'industrie, le bâtiment, les T.P. et l'automobile

recherche

## Le RESPONSABLE de sa FILIALE au GABON

**CE POSTE EXIGE :**

- Une domination réelle de la gestion des stocks ;
- Une expérience approfondie des problèmes de trésorerie ;
- Un tempérament d'animateur commercial prouvé par réussite antérieure dans activité similaire.

Adresser curriculum vitae et présentations à n° 6.359, CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

AMNESTY INTERNATIONAL recherche un secrétaire central à Londres (G.-B.).

**DIPLOME (2)** pour créer et diriger un service de documentation (cartes, fiches, documents et bibliographiques). Adaptation trav. en équipe. Possibilités concevoir plan d'ensemble à long terme mais moyens limités. S'intéresser aux relations internationales et aux droits de l'homme. Langues de trav. angl. et français. Salaire ann. de départ 3.120 F. Demander dossier candidature à A. L. St. Theobald's Road, London W.C1 X 8SP. Interviews à Paris et à Bruxelles après sélect.

**CARTE DE PRESSE**  
Agence de presse internationale pourvue de succursales européennes, rech. par un travail libre occasionnel de collaboration. DES PHOTOGRAPHES et ECRIVAINS non professionnels, amateurs invités. DES JOURNALISTES et personnes qui à l'occasion aperçoivent ou vivent quelque chose d'intéressant et photographient volontiers (textes suivent). Seule firme internationale de carte de presse qui vous donne de nombreuses possibilités et vous offre de nombreuses portes en vous faisant entrer de nouveaux horizons.

Ecrire à : PHOTO PRESS INTERNATIONAL LTD RATHALISSAGE 41 7800 FREIBOURG / Germany.

Professeurs de français pour la **NORD DE L'ESPAGNE.**  
Ecrire avec C.V. et photo à Academia Idiomas Modernos, Miguel Incar, 7, Valladolid.

## CADRE Technico-cial.

### POUR REGION SUD-OUEST (TOULOUSE)

pour leader national composants électriques et électroniques professionnels.

Le candidat devra :

- posséder une expérience technique de plusieurs années.
- être prêt à se déplacer fréquemment.
- être bien INTRODUIT auprès des CONSTRUCTEURS et LABORATOIRES de la branche ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE.

Résider à TOULOUSE ou dans les environs.

Env. C.V., photo et prêt à réf. 6025 à Pierre LICHOU S.A., 10, rue de Louvois 75003 Paris cédex 02 qui transmettra.

### FILIALE GROUPE MULTINATIONAL

recherche pour son Usine de TOURAINE

## TRAFFIC MANAGER

Connaissances demandées :

- Transports routiers, maritimes et SNCF
- Gestion Stocks et Inventaires

Adresser C.V. manuscrit, photo et présentations sous No 6255 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

## INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - PHYSIQUE  
BIOLOGIE - MEDICINE - INFORMATIQUE  
recherche

pour diriger son agence FRANCE-SUD située à Lyon

## DIRECTEUR D'AGENCE

(30 ans minimum)

chargé de :

- la promotion et la vente de matériels de haute technicité (médecine, biologie, physique nucléaire, micro-instrumentation) ;
- l'animation et du contrôle d'une équipe de vendeurs et d'une équipe de techniciens d'après-vente.

**BONNE D'EXPERIENCE**, vous avez déjà exercé des responsabilités similaires et répondez aux critères suivants :

- Formation technique supérieure ;
- Forte personnalité, dynamique et ambitieuse ;
- Aptitudes au commandement ;
- Disponibilité pour déplacements en France.

La rémunération comporte un fixe + intéressement au chiffre d'affaires.

Adresser C.V. avec présentations, en précisant référence annonce n° 564 à Direction du Personnel, INTERTECHNIQUE - 78030 - PLAISIR

### Pour sa filiale de CASABLANCA

Importante Société française de charpente - chaudronnerie

recherche

## INGÉNIEURS (A.M. OU ASSIMILÉS)

1°) pour poste **CHIEF DE FABRICATION**

Le poste conviendrait à candidat ayant la pratique effective de :

- fabrications en atelier de :
  - charpentes classiques traitées ;
  - charpentes lourdes avec profile de commerce ou recouvertes ;
  - chaudronnerie plane ou courbée avec assemblage par soudure automatique ou semi-automatique
- préparation, bureau des méthodes, tests des plannings
- gestion du personnel d'exécution (150 personnes)
- surveillance et contrôle des achats

2°) pour poste **CHIEF DE BUREAU D'ETUDES**

- responsabilité (10 personnes) des études de l'élaboration des devis et du suivi des affaires
- établissement et contrôle des plans d'exécution
- plusieurs années d'expérience dans une fonction similaire sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et présentations n° 565 PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes une des principales firmes internationales de conseil de gestion, et recherchons un

## SENIOR MANAGEMENT CONSULTANT

pour notre bureau de Bruxelles

Le candidat que nous recherchons, âgé de 32 ans minimum, devra être bilingue Français-Anglais (Néerlandais un avantage), et posséder :

- une formation universitaire complétée par un MBA
- un excellent sens des contacts à haut niveau
- cinq ans d'expérience de conseil
- une pratique diversifiée de la gestion d'entreprises.

**NOUS LUI OFFRONS :**

- la possibilité d'être un des hommes-clés d'un bureau appâté à un grand développement
- une grande autonomie au sein d'un groupe international important
- une rémunération de départ qui sera fonction de l'expérience du candidat, et une croissance liée à celle du bureau.

Env. C.V. et prêt. à No 5017 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, q.tr. Toutes les candidatures seront examinées confidentiellement.

## LEADER EUROPEEN DANS LE DIAGNOSTIC AUTOMOBILE

recherche pour une de ses usines «45 km du MANS»

## Un TECHNICIEN SUPERIEUR en ELECTRONIQUE

pour assister le Chef de Production dans l'INDUSTRIALISATION des produits.

Le candidat sera titulaire d'un BTS en électronique (ou équivalent) et pourra justifier de 3 ans d'expérience industrielle.

Env. C.V. manuscrit + photo + prêt. à n° 6350, CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

## ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

La Société (600 personnes, 73 M de C.A. H.T.) leader européen des stratifiés industriels possède des filiales européennes et des associés internationaux.

Elle recherche pour son Directeur Commercial un Adjoint axé sur les aspects prospectifs de la fonction commerciale, y compris les implications financières qu'elle comporte.

Le poste convient à un cadre de plus de 30 ans de formation HEC, SUP DE CO, ESSEC, avec complément en gestion financière. Anglais indispensable, allemand souhaité. La rémunération ne sera pas inférieure à 90.000F. Lieu de travail : NANCY.

26 Rue Marbeuf 75008 Paris  
vous adressera une note d'information et un dossier de candidature sur simple demande référence 316M4

## La DELEGATION NORD de SODETEG ENGINEERING

implantée au cœur de la Ville Nouvelle de LILLE recherche dans le cadre de ses activités régionales et pour des affaires à l'exportation :

INGENIEUR CHEF DE PROJETS	INGENIEUR DE PROJETS ELECTRICIENS
• Dipl. Grandes Ecoles Génie Civil.	• Diplômé Grandes Ecoles Electricité.
• Au moins 10 ans exp. dans la coordination et la réalisation de bâtiments.	• De 5 à 10 ans d'exp. courants faibles et forte, ascenseurs.
• Respons. de la conduite de projets tous corps d'état et de la conception de s lots Génie Civil.	• Responsable des lots Electricité dans les affaires qui lui seront confiées.

Les candidats intéressés doivent adresser leur curriculum vitae, prêt et photo, à : SODETEG - ENGINEERING, Sac Postal 16 - 59630 VILLENEUVE-D'ASCQ.

### FILIALE AU NIGERIA D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche

## cadre administratif

Attaché au Directeur financier, il sera responsable des opérations d'importation : relations avec les transitaires, les banquiers, les organismes locaux.

Formation supérieure, expérience de 2 à 3 années en comptabilité banque, commerce extérieur.

Anglais impératif.

Ecrire avec CV sous référence CALEN (à mentionner sur l'enveloppe) à

## SOCIÉTÉ NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES

recherche

### pour sa Direction INFORMATIQUE

INGÉNIEURS INFORMATIENS  
INGÉNIEURS MATHÉMATIENS  
TITULAIRES DE D.E.S. ou MAÎTRISE MATHÉMATIQUE ou PHYSIQUE  
DIPLOMÉS EN SCIENCES ÉCONOMIQUES

Formation complémentaire assurée en ALGÉRIE et à l'ÉTRANGER

Possibilité de promotion  
Rémunération intéressante  
Nationalité ALGÉRIENNE exigée

Ecrire à SNIC, Direction Informatique 4-6, boulevard Mohamed-V ALGER

### CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE Région Nord

recherche

- un ASSISTANT en gestion : expérience de l'industrie (A.G.I.), intéressé par les problèmes du COMMERCE EXTÉRIEUR
- un ASSISTANT en gestion : expérience du commerce et des problèmes de DISTRIBUTION (A.T.C.)
- un ASSISTANT en gestion : désireux de s'orienter vers la FORMATION dans le domaine du Commerce et de la DISTRIBUTION

— Age : 30 ans minimum.

— Niveau de formation supérieur ou solide expérience équivalente.

— Rémunération en fonction des compétences.

— Travail intéressant au sein d'une équipe en plein développement.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et présentations au n° 2.478, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Saussaies, 75227 PARIS (8<sup>e</sup>).

### IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE DE STRASBOURG

recherche

## UN INGÉNIEUR D'INDUSTRIALISATION

Ce responsable sera chargé de l'étude approfondie de l'industrialisation de produits dans le domaine des télécommunications.

Rattaché à la Direction des Fabrications, il pourra être chargé de la réalisation des prototypes, en liaison directe avec les services techniques.

Une formation d'ingénieur Electronicien ainsi qu'une expérience dans le domaine du matériel informatique seraient souhaitées.

Le candidat retenu aura une expérience dans le domaine de l'industrialisation de production en série.

Ecrire avec C.V. et présentations sous n° 720.780 : HAVAS STRASBOURG.

### Important Groupe Financier région ROUEN, moderne et dynamique,

recherche

## INGENIEURS DEBUTANTS

diplômés grande école, (Centrale, A et M, Mines...). De telles possibilités de carrière sont offertes aux candidats ayant l'apprit ouvert aux techniques modernes de gestion financière et possédant le goût de l'animation d'équipes d'hommes.

Adresser C.V. + photo + présentations sous réf. AL 117/M à :

2, rue de la Paix 75002 Paris

**peprim**  
Conseil en ressources humaines

### EMPLOIS et CARRIERES

30 rue Vernef 75008 PARIS

## C.C. DORIS

Très dynamique SOCIÉTÉ FRANÇAISE Leader dans les techniques et matériels d'exploitation des richesses sous-marines, recherche

pour ses TRAVAUX OFFSHORE et ses CHANTIERS à l'étranger

## INGENIEURS T.P.

- quelques années d'expérience minimum en construction Béton armé, Béton précontraint et Génie Civil, acquises dans l'Entreprise, Bureau des Méthodes et Bureau de Contrôle.
- Anglais indispensable.

Ecrire avec C.V. et présentations n° 505 à C.C. DORIS 33/35 Boulevard de la Gare - 75015 PARIS.

films nouveaux

zamfi

te de poa

FE

PEPRIM

	La Esne	La Esne L.E.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Place de marché encadrée"		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

	La Esne	La Esne L.E.
L'IMMOBILIER	25,00	29,19
Achat-Vente-Location		
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE		
(chaque vendredi)	23,00	28,86

## emplois régionaux

**IMPORTANT GROUPE FORGES ET MECANIQUE**  
USINES REGION VALENCIENNES

recherche

**CONTROLEUR DE GESTION**

directeur rattaché au Président-Directeur Général.

- minimum 30 ans;
- bonnes connaissances de comptabilité générale;
- ayant été formé à l'école du contrôle budgétaire en coûts directs par un emploi effectif d'au moins 2 années dans la filiale française d'un groupe industriel;
- esprit de synthèse pratique allié à un solide bon sens.

Poste bien rémunéré avec opportunité de réalisations concrètes soutenues par le Conseil d'Administration.

Adresser candidatures avec C.V. en précisant date de disponibilité et niveau de rémunération à n° 802, PUBLICITES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra. Discrét. absolue et réponse sous huitaine garantie.

**NANTES**

Centre traitement informatique d'un groupement bancaire équipé de CYBER 72 CONTROL DATA avec mise en place prochaine du télétraitement recherche

**2 ANALYSTES**  
Responsables de Projets

ILS DOIVENT AVOIR :

- Une formation de niveau supérieur (mathématiques ou sciences économiques);
- Une solide expérience de la conception et de la mise en place de systèmes de gestion informatique;
- Une bonne connaissance du COBOL.

Il leur sera confié la conduite intégrale de diverses applications de gestion depuis la définition des objectifs et l'analyse fonctionnelle jusqu'à la mise en exploitation.

Intéressantes perspectives d'évolution vers les problèmes d'organisation.

Adr. C.V., photo et présent. sous référence MR 1, **Ordis Conseil en Recrutement**, 18, RUE AUBER, 75009 PARIS.

**IMPORTANTES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES DU BAS-RHIN**

recherche

**UN AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL**

Celui-ci dépendra de la Direction des Fabrications. Dans le cadre de l'industrialisation de nouveaux produits.

Dans le domaine des télécommunications, il aura la responsabilité de la conception et de la réalisation des moyens de test final de sous-ensembles ou d'ensembles élaborés faisant appel à l'informatique.

Une expérience acquise dans le domaine du matériel informatique est souhaitée.

Envoyer curriculum vitae détaillé avec présentations sous le numéro 720.731, à HAVAS STRASBOURG.

Manufacture Ilvite contre de la France, recherche pour assurer direction atelier

**COLLABORATEUR**

connaissant bien matières premières de peinture (couleur, duvet) et leurs traitements. Ecrire HAVAS n° 42.24.

En vue de la création d'un laboratoire de son service technique à Rennes, l'Institut de recherche d'Informations et d'Automatique (I.R.A.), recrute

**UN CHERCHEUR**

titulaire d'un D.E.A. d'Informatic ou d'un diplôme d'ingénieur, et ait deux ou trois ans d'expérience en automatique ou en informatique industrielle. Ce chercheur sera affecté à Rennes après une période de formation à Rouen courrant dans Env. C.V. à l'Institut de Service de Personnel, B.P. 57819, LE CHESNAY.

**STATION DE CHATEL**  
recherche

**DIRECTEUR**

OFFICE DU TOURISME  
Expérience touristique et savoir vivre nécessaires. Adr. C.V. man. photo et présent. à l'OFFICE DU TOURISME 7200 - CHATEL.

Important bureau d'études recherche pour son agence en cours de création à

**LILLE**

**UN INGENIEUR**  
GRANDE ECOLE

Intéressé par problèmes d'aménagement urbain. Formation complémentaire dans le domaine économique souhaitée. Chef d'entreprise, il assurera la coordination des études réalisées par une société spécialisée et la gestion commerciale.

Age souhaité : 35 ans minimum. Libre immédiatement.

Env. C.V., photo et présentations à n° 6226 - CONTESSÉ PUBLI., 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

**ORGANISME REGIONAL**  
situé de une ville de l'Est, recrute

**ECONOMISTE**

Niveau minimum exigé : Licence Sciences Économiques. Ecr. n° 8429 « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75227 Paris-9<sup>e</sup>.

offres d'emploi

**taxation manager**

A worldwide manufacturing and marketing company employing 4300 people in France offers an outstanding career opportunity to a high caliber taxation specialist for employment in its Paris headquarters.

This person will :

- Formulate and recommend company tax policies.
- Advise on tax statutes and implications of developments in tax law and practice.
- Prepare estimates of tax provisions and reserves for the company.
- Recommend accounting adjustments for the determination of tax liabilities.
- Provide advice and assistance to company activities in all taxation matters.

The candidate is university graduate in business administration or similar, should have minimum of five years of experience in such matters, should be bilingual in English and French.

Please send a resumé and salary expectation under ref. No 6411 to CONTESSÉ Publ., 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, which will transmit.

LA DIRECTION FINANCIERE D'UN IMPORTANT GROUPE D'ETABLISSEMENTS FINANCIERS recherche

**POUR SON SERVICE ANALYSES ET ETUDES FINANCIERES**

Un collaborateur (trice) pour seconder le responsable dont les missions principales sont :

- La mise en place du budget et de la comptabilité analytique.
- Les études prévisionnelles.

**PROFIL**  
Le candidat devra présenter les caractéristiques suivantes :

- 28 ans minimum
- Ecoles de Commerce (HEC - ESSEC - Sup. de Co. etc...)
- Le DECS serait un avantage certain
- Mini 2 ans d'activité professionnelle de préférence dans une banque ou un établissement financier avec à possible une expérience spécifique des domaines analytiques et budgétaires.
- Bon contact (en raison des relations multiples qu'il sera nécessaire de nouer dans toute la société).
- Goût et sûreté dans le maniement des chiffres
- Imagination et méthodes

Envoyer C.V., photo et présentations sous N° 2370 B à S.E.U. PUBLILOG, 17, r. de La Boétie, 75008 Paris - qui transmettra

Un important Producteur Européen de Produits Chimiques et matières plastiques cherche à renforcer son organisation sur le marché français. Il voudrait donc engager les personnes suivantes :

— **AGENCE DE LYON**  
**UN INGENIEUR**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**

ayant 3 à 5 ans d'expérience dans la vente de matières plastiques, si possible sur la région Rhône-Alpes.

— **SIÈGE SOCIAL A PARIS**  
**UN INGENIEUR**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**

ayant pour principale fonction de visiter les transformateurs de matériaux techniques.

— Possédant une connaissance technique de ce type de matériaux de 3 à 5 ans combinée avec une aptitude aux négociations commerciales.

— Age minimum : 28 ans.

Nous offrons pour ces deux postes un training de préparation à nos produits dans nos laboratoires européens et dans les services parisiens de la Société.

De bonnes notions d'anglais sont nécessaires. Une maîtrise de français ainsi que tous les avantages sociaux habituels, sont accordés.

Ecrire avec C.V., salaire actuel, présentations et photo, sous la réf. 4.347, à Pierre LICHAU S.A., 10, rue de Lenoir, Paris, Cédex 02, qui assure DISCRETION TOTALE ASSURÉE.

**IMPORTANTES SOCIÉTÉS SECTEUR ALIMENTAIRE**  
recherche pour son SIÈGE à PARIS

**ATTACHÉ DE DIRECTION**  
chargé des problèmes commerciaux

dépendant du Directeur Général. Il aura pour mission de :

- déterminer la politique des marchés;
- assurer la gestion commerciale des différents points de production;
- mener des négociations à très haut niveau;
- rechercher de nouveaux investissements.

Il devra posséder :

- une formation supérieure (H.E.C. ou équivalent);
- une très bonne expérience de quelques années dans le secteur alimentaire;
- un bon sens des relations humaines et être capable de s'intégrer dans une équipe jeune et dynamique;
- une bonne connaissance de l'anglais.

Il devra prévoir quelques déplacements réguliers en province.

Il lui est offert :

- une période de formation;
- une rémunération très intéressante, et une évolution à court terme prometteuse pour un candidat de valeur;
- une voiture de service.

Les candidats intéressés sont priés d'envoyer leur C.V. et présentations à J.-C. Dubois, EUROPS CONSEIL, av. Montaigne, 75008 Paris, sous référence 34.015. Discrétion totale assurée.

**INGENIEURS ASSURANCE QUALITE DES CENTRALES NUCLEAIRES A L'EXPORTATION**

Vous avez une expérience de quelques années de la vie industrielle que vous avez acquise dans les domaines de la fabrication, de bureau d'études ou de technico-commercial. Vous souhaitez aujourd'hui évoluer vers un domaine neuf.

Nous vous proposons de valoriser vos connaissances dans l'Assurance Qualité Nucleaire. Votre mission : assister chez nos fournisseurs l'ensemble des procédures d'organisation et de réalisation à toutes les étapes de la vie d'un produit, des études à l'exploitation. Puis en contrôler l'application pour garantir la fiabilité des composants en fonction des impératifs de qualité les plus sévères. Une fonction impliquant donc de nombreux contacts et déplacements et demandant une maîtrise de l'anglais.

REF. M34

**FRAMATOME** Service Emploi/Orientation  
Tour FIAT 10 - 92084 Paris Défense Cédex 16

**responsable de service juridique**

Importante Société de Produits Chimiques 1400 personnes, 2 mines de production, Filiale d'un Groupe Multinationnel nous vous proposons un poste dans notre direction administrative et financière.

Vous assurez une assistance juridique aux différents services de la Société dans les domaines suivants : contrats, marques, publicité, messagerie, législation sur les prix, conventions, droit des Sociétés...

Vous assurez les liaisons avec les administrations et cabinets extérieurs.

Ce poste conviendrait à un licencié en Droit ayant une première expérience professionnelle dans une entreprise ou un cabinet.

La pratique de l'Allemand sera appréciée.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée à n° 855 à Henkel France DRH BP 119, 92950 Bagneux.

**Henkel**

**RESPONSABLE COMMERCIAL**  
Electroménager

**à haut niveau**

35.000 +  
Résidence Paris ou Boulogne

Ce poste à l'avenir brillant est offert à un homme dynamique

**30 ANS MINIMUM**  
**DIPLOME ECOLE DE COMMERCE**  
Anglais courants.

- Un Meneur d'Hommes qui sait déléguer aussi bien que décider par lui-même.
- Un Gestionnaire qui se sent responsable de son budget.
- Un Négociateur qui sait vendre et négocier à tous les niveaux.
- Un Homme de Terrain (3-5 ans) qui depuis l'exercice des responsabilités.
- Un Formateur qui accepte d'être formé à l'étranger comme en France.

C.V. manuscrit - photo à n° 5788 CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, c.v.

L'état-major administratif et financier d'une importante Entreprise Française de TRAVAUX PUBLICS SPÉCIALISÉS (renom international) recherche :

**JEUNE COLLABORATEUR**  
Formation ESSEC - ESCP ou équivalent

Anquel nous souhaitons préparer une prise de responsabilité importante. Il devra avoir marqué son goût pour la branche comptable par des stages appropriés au cours de ses études et par l'accession au niveau du D.E.C.G. Il est prévu des séjours à l'étranger en début de carrière.

**ANGLAIS COURANT NECESSAIRE**  
SECOURS LANGUE SOUS-TRAITE  
Quartier MONCEAU

Adresser lettre manuscrite avec C.V. à n° 6226, cabinet leconte, 4, rue André Cautet, PARIS-9<sup>e</sup> membre de l'ANCERP

**USI**  
U.S.I. EUROPE

Important producteur de polyéthylène établi en Belgique recherche pour son bureau de Paris

**SALES MANAGER**  
**POLYÉTHYLENE**

Responsable ventes et promotion produits de la Société sur le marché français

- formation supérieure, technique ou commerciale;
- personnalité dynamique;
- solide expérience vente, si possible connaissance matières plastiques;
- pratique courante de l'anglais parlé et écrit indispensable.

Adresser C.V. + photo à :  
M.A. J. KOLEB, Sales Director U.S.I. EUROPE N.V., P.O. Box 829 2000 ANTWERPEN (Belgique).

**GEGEDUR PEGHNEY**  
PREMIER TRANSFORMATEUR EUROPÉEN D'ALUMINIUM

recherche pour son Département Bâtiment à Paris

**UN CHEF DE MARCHÉ**

Le Poste sera confié à un Homme alliant à des connaissances techniques et professionnelles de second ordre, des capacités en matière d'analyse de marché et de développement de produits nouveaux.

Evolution de carrière ultérieure intéressante pour candidat de valeur.

Adresser demande manuscrite avec C.V. et photo sous le numéro 6314 à CONTESSÉ PUBLI., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS - Cédex 01, qui transmettra. Ce recrut. sera conduit avec une totale discrétion.

**FILIALE GROUPE MULTINATIONAL**  
recherche pour son Siège Social PARIS

**CHEF SERVICE**  
COMMANDES - FACTURATION

Poste rattaché à la Direction Commerciale.

Adresser C.V. manuscrit, photo et présentations sous No 6256 à CONTESSÉ PUBLI., 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**ANNONCES**

2 collaborateurs

DIRECTEUR TECHNIQUE

هناك الامم

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.R.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	39,70
minimum 15 lignes de hauteur	36,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.R.
Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITES	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION DE MACHINES AGRICOLES**  
recherche son  
**DIRECTEUR COMMERCIAL**  
120/130.000 F./AN  
35 ANS MINIMUM  
Sérieuse expérience commerciale nécessaire dans l'un des domaines suivants :  
- Machines agricoles  
- Matériel T.P.  
- Véhicules  
Résidence Paris. Réf. GFC 397

**ENTREPRISE DE MÉCANIQUE**  
recherche son  
**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL**  
120/130.000 F./AN  
40 ANS MINIMUM  
Chargé de la gestion du personnel (700 personnes dont 800 ouvriers) et de la supervision des questions Achats - Comptabilité - Budgets - Informatique.  
Alternance nécessaire  
Résidence région Est. Réf. GFC 398  
Écrire en précisant référence à la : Division Recherche d'Hommes Nouveaux  
**GFC**  
GROUPEMENT FRANÇAIS DE CONSEILS  
103, rue de la Pompe - 75116 PARIS  
Discrétion et réponse assurées.

Pour faire face à son expansion  
**Leader Européen**  
en biens de consommation industrielle  
recherche  
**PROMOTEUR DE VENTES**  
sur Région Parisienne  
30 ans minimum  
Qualités requises :  
- Personnalité dynamique ;  
- Force de persuasion ;  
- Expérience de vente produits industriels.  
Offre :  
- Salaire élevé. Statut de cadre ;  
- Participation importante aux fruits de l'expansion ;  
- Formation assurée sur le produit de la société.  
Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à  
CEPI  
75001 PARIS.

**PS Conseil**  
SOCIÉTÉ DE SERVICE PARIS  
Une des premières Sociétés de sa branche, recherche dans le cadre de son expansion sur le plan national,  
**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**  
Sous l'autorité du Directeur Général, il sera pleinement responsable de toutes les opérations administratives et comptables, permettant de faciliter l'expansion et la vente des produits de l'entreprise. En plus des services comptables et du contrôle de gestion, il sera chargé de l'informatique, de l'organisation, des procédures administratives, et des services généraux. Il aura pour mission de constituer le centre de gestion administrative et comptable, ayant les meilleures performances sur la place et les meilleurs coûts, de qualité et de qualité de service. Il assure également la gestion de l'information, au rythme de croissance exceptionnelle de la Société. Ce poste convient à un candidat de formation supérieure, ayant une expérience personnelle et d'encadrement dans chacun des domaines cités dans la fonction, et ayant travaillé sans interruption et de manière dynamique, en réalisant des responsabilités administratives et comptables, dans un milieu d'agences de vente. La rémunération sera fonction de l'expérience et des responsabilités présentées par le candidat.  
Adresser C.V. sous réf. B547112 à  
**PS CONSEIL**  
3, rue Bellini - 75782 Paris Cedex 16  
qui transmettra

Filiale d'un Groupe très important spécialisé dans l'étude et la fabrication de matériels électroniques dans le cadre de son développement  
**2 INGÉNIEURS ELECTRONICIENS DIPLOMÉS**  
Le premier a une expérience de 2 à 3 ans de études de faisabilité, de définition de matériels électroniques industriels ou militaires et/ou en particulier appareils de mesure et conversion d'énergie petites et moyennes puissances. (M, 02/03)  
Le second est confirmé dans la conception et le suivi de bancs de tests ou de bancs d'essais de systèmes de simulation de matériels militaires. (M, 02/03/M)  
Les ingénieurs intéressés qui ont une bonne connaissance de la langue anglaise envoient leur dossier de candidature sous référence correspondante à :  
Elisabeth FRENCH  
137, avenue Marat  
75018 Paris

**TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ de Biens de consommation**  
recherche :  
**INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU**  
(X, Centrale, Mines, etc.)  
Ayant occupé un poste important tel que Directeur d'une grande usine ou Directeur de la production d'une entreprise de moyenne importance, et disposant par conséquent d'une expérience industrielle approfondie.  
Après une période de stages, le candidat sera appelé à un poste de haute responsabilité dans la Direction de Production de cette Société.  
Ce poste convient à un candidat âgé au minimum d'environ 35 ans  
La rémunération sera fixée en fonction de la compétence et des qualités du candidat.  
Écrire avec C.V. détaillé, n° 6299, CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DE L'ILE-DE-FRANCE**  
RECHERCHE POUR SON  
Département ORGANISATION  
**2 collaborateurs**  
chargés d'études et de mise en application de procédures administratives Crédit.  
Les postes exigent une expérience d'environ 2 ans en organisation administrative.  
Le salaire annuel de début ne sera pas inférieur à 45 000 Frs. Position CADRE.  
Promotion possible tant au sein du Département que dans l'entreprise.  
Envoyer CV détaillé et photo au Service Recrutement, C.R.C.A.M. Ile-de-France, 26 quai de la Rapée 75012 Paris.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE**  
fabriquant un matériel de pointe (moyennes séries) branche électro-mécanique recherche pour usine située proche périphérie PARIS  
**RESPONSABLE METHODES ET INDUSTRIALISATION**  
Ce poste pourrait convenir à un INGÉNIEUR diplômé âgé d'au moins 35 ans ayant une expérience confirmée des méthodes en fabrication petites ou moyennes séries mécanique, électrique et électronique.  
Env. en adr. C.V., photo et présent. à n° 6134, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.  
DISCRETION ASSURÉE.

**SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE MATÉRIEL DE BUREAU**  
RECHERCHE  
**POUR USINE PARIS EST (300 personnes)**  
**DIRECTEUR TECHNIQUE**  
Formation A.M. - Centrale ou équivalent.  
EXPERIENCE SOUHAITEE  
• Usinage petite mécanique  
• Moulage petite et moyenne séries  
QUALITES DEMANDEES :  
• Esprit d'initiative  
• Animation et coordination de l'équipe de cadres  
• Efficacité dans la gestion des différents ateliers.  
Le candidat sera intégré étroitement dans l'équipe dirigeante.  
Envoyer C.V. sous n° 24887 B à  
EDITIONS BLEU PUBLICITE  
17, rue Lebel - 94300 VINCENNES qui trans.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE**  
recherche pour son siège BANLIEUE SUD  
**CADRE 26 ans minimum**  
FORMATION SUPÉRIEURE, pour poste initial  
**ATTACHÉ DIRECTION FINANCIÈRE**  
Expérience comptable et fiscale et connaissance de l'anglais indispensable.  
Adr. C.V. et prétentions à M. Clément CASTEX, COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE, 5, rue Galvani - 91301 MASSY.

**ELF AQUITAINE**  
recherche  
**JEUNES CADRES ET INGÉNIEURS**  
financiers, juristes, économistes  
dégagés des obligations militaires - connaissant l'anglais, pour des emplois dynamiques impliquant en cours de carrière des séjours à l'étranger.  
Adresser C.V. et prétentions à  
No 5940 CONTEXTE Publicité  
20, avenue Opéra 75040 Paris  
Cedex 01 qui transmettra.

**GRANDE BANQUE PRIVÉE**  
recherche pour zone européenne  
**UN CADRE (Junior)**  
• De formation économique ou commerciale supérieure ;  
• Ayant une bonne expérience des problèmes de trésorerie et de crédit des grandes Sociétés Internationales ;  
• Capable d'entretenir relations et développer affaires avec correspondants bancaires et Sociétés étrangères en Europe ;  
• Connaissance de l'Allemand et de l'Anglais indispensables.  
Le poste à pourvoir basé à Paris comporte des possibilités réelles de développement personnel en France et à l'étranger.  
Envoyez C.V. à n° 6153, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS, cedex 01.

**UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS**  
recherche pour son service des budgets et de l'analyse de gestion  
**ADJOINT AU CHEF DE SERVICE**  
30 ans minimum  
Formation grande école ou équivalent + perfectionnement à la gestion.  
Plusieurs années d'expérience de l'analyse de gestion, conception et fonctionnement de systèmes d'information de Direction Générale. Pratique courante de la langue anglaise.  
Adr. dossier de candidature à n° 4225 EMPLOIS ET ENTREPRISES 18, rue Volney 75002 PARIS

**PHILIPS**  
**Cadre Financier**  
Vous êtes un jeune cadre diplômé grande école commerciale Sciences Po ou Doctorat Sciences Eco, ayant deux ans d'expérience financière ou bancaire.  
Nous vous proposons de passer 1 à 2 ans dans un département de gestion budgétaire ou d'informatique, afin de préparer votre évolution de carrière ou sein des services financiers de notre groupe.  
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, sous référence 338, Département de Personnel 20, avenue Maréchal, 75008 PARIS.

Importante Société de distribution de Matériel Électrique en gros recherche pour Nord de Paris  
**chef d'agence**  
Ingénieur, Bachelier-Violet-Sudria, ou équivalent des bons Technico-Commerciaux  
2 à 3 ans d'expérience de gestion autonome d'un centre de profits dans la distribution.  
pour informations complémentaires écrire sous référence 2301 A à  
**SYNTHESES Conseil/PR**  
25, rue de la Boétie, 75008 Paris

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES A SAINT-DENIS**  
recherche  
**UN INGÉNIEUR FORMATION ARTS ET MÉTIERS OU ÉQUIVALENT**  
• Possédant qualités d'organisateur et de méthodes, esprit de synthèse et sens du commandement pour diriger  
**SERVICE DEVIS**  
• Connaissances approfondies et installations de devis.  
• Age minimum : 40 ans.  
Ret. d'entrepr. - Prox. Gare SNCF et autobus.  
Écrire avec C.V. détaillé sous le numéro 4275, SPERAR, 12, r. J.-Jaurès, 92887 FUTEAUX, qui tr.

**Très important établissement spécialisé dans le financement de l'immobilier**  
recherche son  
**Responsable des participations**  
dans des programmes de promotion immobilière. Les fonctions seront :  
• La sélection de projets immobiliers et leur mise au point avec les promoteurs.  
• La constitution des " tours de table ".  
• La gestion de ces participations.  
Les candidats susceptibles d'être retenus devront :  
• être âgés de 35 ans au moins,  
• être diplômés d'une Grande Ecole (HEC - ESSEC - IEP + DROIT),  
• avoir une solide expérience de la promotion immobilière notamment dans le domaine financier,  
• savoir animer une équipe de collaborateurs,  
• avoir le goût des contacts et de réelles qualités de négociateur,  
• avoir le sens de la décision.  
Adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous réf. 36412 à Havas Contact 156 bd Haussmann, 75008 Paris.

**LES PARFUMS LANVIN**  
recherche pour formation au poste  
**D'INSPECTEUR INTERNATIONAL**  
Basé à PARIS.  
Célibataire, minimum 24 ans, absolument bilingue anglais.  
Diplômes E.S.C.P. ou E.S.S.E.C. souhaitables.  
Le candidat doit assurer plusieurs années de FOLLOW-UP, clientèle directe : détaillants et D.F.S. comportant multiples voyages à l'étranger.  
Entretien prévu à PARIS entre le 15 et le 21 mai, sur convocation, après étude C.V. et lettre manuscrite à adresser à :  
Mme LE BLOAS  
2, rue de Suresnes - 92000 NANTERRE  
Photo souhaitée. Indiquer date de disponibilité et fourchette prétentions.  
DISCRETION ASSURÉE.

**TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**  
recherche à PARIS  
**cadre comptable**  
responsable d'un service comptable de recouvrement des créances sur l'étranger. Connaissance approfondie des mécanismes bancaires internationaux (réglementation des changes, du marché des devises...) de la comptabilité générale. Relations avec clientèle banques, déplacements fréquents à l'étranger. Anglais, arabe courants impératifs. Écrire avec CV sous référence CAME1 (à mentionner sur l'enveloppe) à  
**EMPLOIS et CARRIERES**  
30 rue Vernes 75008 PARIS

**GROUPE MULTINATIONAL D'ENGINEERING ET DE CONSTRUCTION**  
Bâtiments industriels et administratifs recrute pour son département Engineering, section Conditionnement d'air - Chauffage - Ventilation :  
**UN INGÉNIEUR**  
diplômé ou niveau Arts et Métiers, ayant quelques années d'expérience.  
Adresser lettre avec CV et photo au : Service du Personnel, BP 98 - 78140 Vélizy-Villacoublay.  
**AUSTIN EUROPE S.A.**  
Engineering et Construction

**Jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur Commercial,**  
**RANK XEROX** vous propose de débiter votre carrière par LA VENTE.  
Votre dynamisme et votre capacité de travail vous assureront un niveau de rémunération élevé. Les structures ouvertes de la Société permettront aux meilleurs une évolution rapide. Des postes sont actuellement à pourvoir à PARIS et sa région et dans les départements suivants : 47, 54, 55, 57, 58, 62, 64, 67, 68.  
Merci d'écrire sous réf. V 48 à Gilles LÉLOUVIER Service Recrutement  
**RANK XEROX** BP 83 93802 Aubrey-sous-Bois

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.E.
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 16 lignes de hauteur	34,00	39,70
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

# ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	25,00	29,10
Achat-Vente-Location	30,00	35,08
EXCLUSIVITES		
L'AGENDA DU MONDE	23,00	26,55
(chaque vendredi)		

### offres d'emploi

## CHEF COMPTABLE

Pour le Département MOTEURS des Chantiers de l'Atlantique à Saint-Denis.

Après une phase d'intégration comme Adjoint au titulaire actuel, le candidat se verra confier peu à peu la totalité du Service (50 personnes). Aux responsabilités classiques (comptabilité générale, analytique, clients, fournisseurs, informatique), s'ajoutent, les problèmes des échanges internationaux (prédominance à l'exportation).

Il est requis : - l'expérience comptable ou équivalente, - une expérience confirmée en comptabilité export de produits industriels, - une personnalité forte et autonome, - la pratique courante de l'anglais.

Des responsabilités et un salaire motivants au sein d'un Département leader européen.

Adressez un C.V. détaillé à Hervé LE BAUT sous référence 91181 C

## BOSSARD SELECTION

12, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX

## DIRECTEUR FINANCIER

TRES IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS sous l'étiquette de TRANSIT INTERNATIONAL

Dépendant directement du Directeur Général Adjoint, il prendra en charge l'ensemble des activités FINANCIERES, COMPTABLES, ADMINISTRATIVES et JURIDIQUES de la filiale, en outre il assurera les liaisons fonctionnelles avec le Directeur Financier du Groupe.

Ce poste ne peut convenir qu'à un homme d'expérience : - de 35 ans minimum ; - parfaitement bilingue français-anglais ; - de formation supérieure, type IEC, ESSEC, ESCP, ISEP + DSCG Compétence en équivalence et si possible licencié en Droit ou à un expert comptable d'entreprise.

De plus, la connaissance des Droits Maritimes serait particulièrement appréciée.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat et pas inférieure à 120.000 F.

Adressez C.V. manuscrit détaillé avec photo sous référence 924 à ALIX Publicité, 5, cité Pigalle, 75008 PARIS, qui transmettra.

## HACHETTE

recherche

pr son Département Informatique à MONTBOUGES

## ANALYSTE PROGRAMMEUR

Il aura à assurer les tâches confiées généralement aux informaticiens :

- analyse logique ;
- recherche de solutions informatiques ;
- programmation ;
- tests des programmes.

Il aura une formation supérieure informatique, une connaissance des langages informatiques. Pl. 1 notamment et, si possible, une expérience dans un service similaire.

Salaire : 48.500 F par an.

Adressez C.V. détaillé à LIBRAIRIE HACHETTE, Service de l'emploi, 79, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS, sous référence n° 209.475.

## THOMSON-CSF

DIVISION « FAISEUX HERTZIENS »

recherche

pour diriger son service

## METHODES USINAGE

## UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN

(A.M., I.C.A.M., E.C.A.M.)

avant 3 ans environ d'expérience professionnelle. Ecr. avec C.V. ph. et prêt, au ré. 470 à T.E. C.S.F., Serv. Recrutement, 33, r. Greffulhe 92384 Levallois.

## INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

(C.C. CENTRALE, MINES, etc.)

Avant occupé un poste important tel que directeur d'une grande usine ou directeur de la production d'une entreprise de moyenne importance et disposant par conséquent d'une expérience industrielle approfondie.

Après une période de stages, le candidat sera affecté à un poste de haute responsabilité dans la direction de production de cette Société.

Ce poste convient à un candidat âgé d'un minimum de 35 ans.

La rémunération sera fixée en fonction de la compétence et des qualités du candidat.

Ecr. avec C.V. détaillé, à M. J. L. B. CONTESSE Publicité, 26, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q.t.

## ASSISTANT (E) NIQUE

pr laboratoire mesures, pollution particulaire. Exp. : connaissances microscopie. Age min. 30 ans. 42 h. 3255 fr. Tél. 34-07-18, 34-15-21.

### offres d'emploi

## UN AGENT DE MAITRISE POUR CONDITIONNEMENT

Formation de préférence pharmacologique ou cosmétologique.

Expérience des ateliers Indus. Ecr. avec C.V. man. photo et prêt, à 3 120 BRIO, 5, place des Victoires, 75002 PARIS, ou tr. SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE recherche

## INGENIEUR ou ASSIMILE

35 ans minimum

Avant connaissances très concrètes en Informatique (comptabilité, financier, technique et administratif). Références morales indispensables.

Ecr. avec C.V. photo et prêt, à 651 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra Paris-1<sup>er</sup> qui tr.

## UN CADRE DEBUTANT

diplômé Grande Ecole Commerciale ou Licence en Droit + I.A.E. Il aura obligatoirement eu une première approche de cette fonction dans une entreprise. Nous lui proposerons, après formation, une responsabilité dans le cadre d'une direction fonctionnelle au sein d'un service de la Société. A terme, il pourra accéder à des postes de responsabilité opérationnelle dans des unités de Production. Anglais ou Allemand. Réf. 3.151/1

## UN REVISEUR COMPTABLE CONFIRME

diplômé Grande Ecole de Comptabilité (Certificat de Comptabilité ou Université + D.E.S.C.) ayant 3 à 5 ans d'expérience dans un Cabinet d'Audit ou d'Expertise et une bonne connaissance des techniques de révision comptable. Il dirigera une équipe de collaborateurs et assurera le fonctionnement de l'organisation et des procédures de comptabilité de ses clients. Il devra superviser les travaux de ses collaborateurs et les comptes de Divisions et Filiales de la Société. Son but sera de proposer des modifications visant à améliorer le contrôle interne et les systèmes existants. Déplacements fréquents en Europe et en Allemagne agréés. Réf. 3.152/2

## REDACTEUR TECHNIQUE

Etablissement A.T. 2. Connaissance Anglais appréciée. Tél. pr R.V. : 75-96-90

## PROGRAMMEUR ASSEMBL.

SYSTEME DE SALAIRE ELEVE. Tél. pr R.V. : 82-33-44

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## ADJOINT (H. ou F.) AU CHEF COMPTABLE

recherché par groupe sociétés financières Paris-1<sup>er</sup> niveau min. B.P. B.T.S. Expérience bancaire ou cabinet de conseil. Age 30 ans. Salaire fonction capacité. Possibilité cadre.

## RECOURVILLER CREANCES COMMERCIALES

recherché par groupe FINANCIER PRIVE

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## MULTILINGUAL SECRETARY

standard secretarial skills fluent English-French other languages.

## SHERATON HOTEL QUARTIER MONTPARNASSE

recherche

## DES SECRETAIRES BILINGUES ANGLAIS

POUR : - Service TECHNIQUE - Service EXPLOITATION - Service COMMERCIAL. Libre recrutement.

## UN INGENIEUR EN INFORMATIQUE

chargé ASSISTANCE TECHNIQUE par SYSTEME SIRIS 2

## INGENIEURS ECO OU ECONOMISTES

3 à 5 ans expérience prof. pour participer recherche et études nouvelles de gestion. Etudes de rationalisation, choix budg. contrôle de gest. budgets de projets.

## ANALYTES PROGRAMMEURS

Formation IUT ou équivalent - Bonne connaissance COBOL. POSSIBILITES D'AVENIR

## COMPTABILITE GESTION ADMINISTRATION

recherche Cadre haut niveau D.E.C.S.E.C. ou simil. situation. Ecr. C.V. et photo, à FIDURE, 64, rue de Tocqueville, 75017 Paris q. 7.

## DESSINATEUR E 2 SERVICE METHODES

Expérience outillage méthodes numériques et implantation postes de travail.

## TECHNICO-CHEF BIOCHEMISTES

CONNAISS. ANALYSES MEDICALES APPREC. Fréquentes déplacements. Ecr. C.V. photo et prêt, sous n° 2558 B à BLEU, 17, r. Lebel, 92009 Vincennes, q. 1.

## DESSINATEUR E 2 SERVICE METHODES

Expérience outillage méthodes numériques et implantation postes de travail.

### offres d'emploi

## LABORANTIN (E)

chimie bio-bébé, sachant préparer service étranger.

Nous sommes une société française de première importance

NOUS RECHERCHONS QUELQUES PERSONNES DE CARACTERE

Capables après un STAGE REMUNERE d'entretenir un ou plusieurs mois UN SALAIRE DE 4.000 à 4.500 F MENSUELS

Nous leur offrons :

- Une formation complète
- Une activité passionnante
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « BEAU NEUVE »

Tél. : pr R.V. rendez-vous

La préférence sera donnée à candidats ayant fait : - soit de bonnes études, - soit preuve de leur personnalité.

Disposition de réagir.

## SECRETARE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS

Essentiellement excell. présent. Très bonne maîtrise de toutes les langues. Rémunération intéressante.

Ecr. C.V. détaillé, photo, prêt, sous n° 4027 ConTEXTE Pub. 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

## SECRETARE

FEMMES 30 ans minimum. - 10 ans expérience professionnelle. - Connaissance de droit et de commerce extérieur. - Analyse comptable mais non administrative. - Capable assurer relations avec cabinets d'experts, officiers de financement, etc.

Adr. C.V. n° 6172 ConTEXTE Pub. 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

## représent. offre

## CHEF COMPTABLE B.T.S. ou D.E.C.S.E.C.

Ne pas présenter. Ecr. à : CABINET TUILLET, 22, rue de Valenciennes, Paris-11. Impl. Organisme bancaire PARIS-2<sup>e</sup>, rech. pour son service étranger.

## COLLABORATEUR GRADE

AYI une exp. comptable approfondie des opérations en devises. Exp. en crédit. Pr. 100 F. 276 à P. LICHAN 10, rue Louvois, 75008 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

## COMPTABLES 2<sup>e</sup> échelon CONFIRMES

Age minimum 25 ans. Comptabilité générale. Déclaration des bénéfices et para-fiscales.

## ANDES-COMPTABLES CONFIRMES (F.)

T. 758-12-20 poste 50 et 415

## CHIEF DE PUBLICITE COMPLET

H. 35 ans - 9 ans d'expérience Grande Agence (Paris et Province) - Anglais courant. - Bonne expérience des budgets nationaux. - Connaissance approfondie des budgets à vocation internationale et des budgets régionaux dans les domaines de l'équipement, l'immobilier, la distribution, la recherche, les transports, l'assurance, etc.

## SECRETARE GENERAL FORMATION SUPERIEURE

38 ans - Anglais, espagnol. Expérience administrative, juridique, financière, crédit export, création filiales étrangères, études de propositions. Export et voyages appréciés. Libre immédiatement.

## GADRE COMMERCIAL CHEF DE PRODUIT

45 ans

17 ans exp. VENTE - GESTION - MARKETING. Sprit d'Equipe Direction. CONTACTS MAJORS RIVERAUX. CHERCHER POSTE PARIS ou PROVINCE. Libre de suite.

## PRODUT GRANDE CONSOMMATION

Expérience et résultats dans sociétés importantes fabrication et distribution.

## SECRETARE GENERAL

Libre de suite

H. 42 a. BP 1<sup>er</sup> préc. niv. 2<sup>e</sup> ch. demande contact verbal direct. Délail, 183, rue Beillevue, 10<sup>e</sup> arr. Paris, tél. 47.30.00

## HEC/F, 25 ans, 3 ans expérience budgets et

Compt. analyt., société industrielle internat., cherche responsabilité service prix de revient, contrôle budgétaire, prévisions trésorerie. Paris ou banlieue Ouest.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

### représent. demande

## SECRETARE DE DIRECTION BILINGUE ANGLAIS

Essentiellement excell. présent. Très bonne maîtrise de toutes les langues. Rémunération intéressante.

Ecr. C.V. détaillé, photo, prêt, sous n° 4027 ConTEXTE Pub. 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

## représent. offre

## CHEF COMPTABLE B.T.S. ou D.E.C.S.E.C.

Ne pas présenter. Ecr. à : CABINET TUILLET, 22, rue de Valenciennes, Paris-11. Impl. Organisme bancaire PARIS-2<sup>e</sup>, rech. pour son service étranger.

## COLLABORATEUR GRADE

AYI une exp. comptable approfondie des opérations en devises. Exp. en crédit. Pr. 100 F. 276 à P. LICHAN 10, rue Louvois, 75008 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

## COMPTABLES 2<sup>e</sup> échelon CONFIRMES

Age minimum 25 ans. Comptabilité générale. Déclaration des bénéfices et para-fiscales.

## ANDES-COMPTABLES CONFIRMES (F.)

T. 758-12-20 poste 50 et 415

## CHIEF DE PUBLICITE COMPLET

H. 35 ans - 9 ans d'expérience Grande Agence (Paris et Province) - Anglais courant. - Bonne expérience des budgets nationaux. - Connaissance approfondie des budgets à vocation internationale et des budgets régionaux dans les domaines de l'équipement, l'immobilier, la distribution, la recherche, les transports, l'assurance, etc.

## SECRETARE GENERAL FORMATION SUPERIEURE

38 ans - Anglais, espagnol. Expérience administrative, juridique, financière, crédit export, création filiales étrangères, études de propositions. Export et voyages appréciés. Libre immédiatement.

## GADRE COMMERCIAL CHEF DE PRODUIT

45 ans

17 ans exp. VENTE - GESTION - MARKETING. Sprit d'Equipe Direction. CONTACTS MAJORS RIVERAUX. CHERCHER POSTE PARIS ou PROVINCE. Libre de suite.

## PRODUT GRANDE CONSOMMATION

Expérience et résultats dans sociétés importantes fabrication et distribution.

## SECRETARE GENERAL

Libre de suite

H. 42 a. BP 1<sup>er</sup> préc. niv. 2<sup>e</sup> ch. demande contact verbal direct. Délail, 183, rue Beillevue, 10<sup>e</sup> arr. Paris, tél. 47.30.00

## HEC/F, 25 ans, 3 ans expérience budgets et

Compt. analyt., société industrielle internat., cherche responsabilité service prix de revient, contrôle budgétaire, prévisions trésorerie. Paris ou banlieue Ouest.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

## SECRETARE DIRECTION

Bilingue français-anglais. - Très bonne orthographe. - Très haut salaire.

Immobilier

La ligne La ligne T.E.

occasions

autos-vente

LANCIA AUTOBIANCHI LEASING PARTICULIER

MERCEDES BENZ Laos Paris

transports

DEMANAGEMENTS

demandes d'emploi

FONDÉ DE POUVOIR (classe VIII)

CHIEF DE PUBLICITE COMPLET

SECRETARE GENERAL FORMATION SUPERIEURE

GADRE COMMERCIAL CHEF DE PRODUIT

PRODUT GRANDE CONSOMMATION

SECRETARE GENERAL

HEC/F, 25 ans, 3 ans expérience budgets et

SECRETARE DIRECTION

سازمان تامین

Voir les demandes d'emploi et autres rubriques en page 41



# La région parisienne

## Circuler dans la capitale : un pari quotidien

Sur les quinze écrans du fond de la salle, les quarante-trois caméras disposées aux points sensibles de la capitale renvoient l'image d'un incroyable maelström : files de voitures immobilisées, carreaux enchevêtrés, sans oublier quatre alertes à l'incendie en une demi-heure, un accrochage sur le périphérique, porte de Saint-Ouen, et des travaux partout, notamment porte de Bercy, où des milliers de conducteurs retrouvent les joies du parcours du combattant. Et, pour couronner l'ensemble, une manifestation de chauffeurs de taxi au carré Marigny qui va paralyser les Champs-Élysées.

« Une soirée ordinaire », cependant, pour le commandant Maurice Petit, qui, du P.C. de circulation de la préfecture de police, va tenter, en ce jour de fin de semaine, de faire sortir de Paris les 1 200 000 voitures qui y sont entrées ce matin.

Pour comprendre le pari quotidien que représente la circulation dans la capitale, il faut rappeler quelques lois mathématiques. Sur une voirie qui peut supporter une circulation simultanée de 100 000 véhicules, on compte 2,4 millions de mouvements par jour. En 1969, alors que ce chiffre était inférieur de moitié, certains ne manquaient pas de prévoir l'imminence de la saturation totale du réseau : en fait, en onze ans, les distances parcourues quotidiennement sont passées de 9 millions à 18 millions de kilomètres. Cela au prix de nombreuses améliorations du réseau : ouverture du périphérique et de la voie express, équipement en feux des carrefours (976 sur 8 600), sens uniques (850 kilomètres de voies sur 1 250), matérialisation des voies de circulation. Aujourd'hui, cependant, toutes ressources épuisées, on ne peut plus espérer de grands progrès. Or, aux heures de pointe, les rues parisiennes « travaillent » effectivement à la limite de la saturation. Quelques chiffres édifiants : une voie moderne absorbe 2 000 véhicules à l'heure, une autre, 800. Lorsqu'un véhicule obtient une file pendant une heure en un moment crucial, il retient donc

derrière lui, au moins, 3,5 kilomètres de voitures dans le second cas, et 10 kilomètres dans le premier.

Le conducteur de cette vieille Dauphine qu'un écran nous montre s'arrêtant dans le souterrain des Tuileries va provoquer, en dix minutes d'immobilisation, un retard impossible à compenser pour des centaines d'autres automobilistes. La voie express, qu'on disait telle pour 100 000 voitures par jour, en absorbe aujourd'hui jusqu'à 120 000 (record atteint cinq fois en octobre), et 9 000 à l'heure certains soirs (davantage qu'aucune autre autoroute en France).

Pour assurer sans encombre le transmanche bi-quotidien du troupeau, le berger du poste de commandement compte sur ses chiens. Les chiens courants, d'abord : 32 voitures-ple, 120 cyclomoteurs, 50 motos-radio et les 1 300 hommes à pied des six compagnies de circulation qui, dans un Paris découpé en « camemberts », se relaient jour et nuit dans les rues, plus spécialement autour de 100 « points rouges » et « points bleus » qui sont souvent « noirs » pour l'usager.

Eux collent directement à l'événement, bien qu'ils n'agissent que sur ordre du commandement — qu'ils informent en permanence — afin d'éviter initiatives malheureuses ou déstabilisantes catastrophiques : l'an dernier, ils ont dû « composer » avec le « monstre » automobile et 109 manifestations, 592 services d'ordre, 212 réunions hippiques, 47 matches au Parc des Princes, et quelques dizaines d'incendies (62 plans d'intervention sont prévus et 850 établissements font l'objet de dispositions spéciales en cas de feu). D'où, en plus des permanences des « hommes en blanc » sur les carrefours (jour-nuit de six heures d'attente à sans repos), 19 000 interventions de voitures-ple, 3 567 de cyclomoteurs, et 157 256 contraventions, s'ajoutant aux 115 435 mises par les 28 auxiliaires féminines chargées spécialement de la répression du « stationnement gênant » : enfin 48 019 mises en fourrière...

### Boulevard de ceinture : 200 000 voitures par jour

Pour surveiller le circuit particulièrement agité du périphérique, il faut des « chiens sachant monter les crocs ». Ce sont les « traï-pax » : seize R5 à moteur Gordini équipés d'appareils photographiques qui « piègent » les contrevenants sans les arrêter, toujours dans le but de ne pas perturber la circulation. Le célèbre boulevard de ceinture draine en effet deux cent mille voitures par jour et le tiers du flux parisien (8 millions de kilomètres parcourus). Le moindre incident y prend des proportions gigantesques.

Un accrochage porte de la Chapelle à 8 heures est ressenti dans la demi-heure qui suit jusqu'à la porte de Châteaux. Les excès de vitesse sont, certes, générateurs de tels accidents, mais aussi les changements de file intempestifs, le non-respect des lignes continues ou l'usage des voies de gauche par les poids lourds. Tout en participant à la régulation générale, les « traï-pax » traquent donc particulièrement ces infractions. 10 954 procès-verbaux ont ainsi été dressés en 1974, en 743 000 kilomètres de courses.

chiffre finalement raisonnable qui s'explique par le fait que la seule vue, dans le rétroviseur, du feu noir et blanc surgissant étonnamment suffit le plus souvent à rendre les conducteurs dociles et respectueux du code.

Enfin le plus redoutable de tous ces carnassiers, le chien d'arrêt : le cinéomètre. La préfecture de police en possède sept qu'on rencontre souvent le mercredi et pendant le week-end aux abords des bords afin d'inciter à la prudence envers les enfants : 7 547 278 véhicules contrôlés l'an dernier, 33 402 procès-verbaux, mais seulement 19 alcoolisés positifs (les buveurs ont le pied léger).

Et pourtant, malgré tous les dangers qui le guettent, le Parisien continue de faire confiance à sa voiture. Après une baisse de quelques mois consécutive à la hausse massive du prix de l'essence, le volume de la circulation a repris depuis octobre dernier son rythme d'augmentation de 10 % l'an. Le pari quotidien sera-t-il encore longtemps gagné ?

JAMES SARAZIN.

### Derrière les idées, les réalités

## Jeux de maquettes aux Halles

À U grand guignol des Halles, le rideau vient de tomber sur un acte qui n'est pas le dernier. Les architectes sont des marionnettes ; la finance et la politique tirent les ficelles.

Depuis plus de dix ans, les dirigeants politiques rêvent chacun à leur tour le centre de la capitale à leur image, vertical ou verdoyant, grandiose ou bon enfant. De temps en temps, ils offrent au peuple de Paris quelques maquettes et lui jettent en pâture quelques noms d'architectes. Trois petits tours et puis s'en vont. Tandis que dans l'ombre tourne la machine financière et que des gens sérieux font des comptes et établissent des bilans.

On a beaucoup parlé, depuis neuf mois, d'architecture et d'urbanisme. En août, après la décision prise par M. Valéry Giscard d'Estaing de remplacer le centre de commerce international par un jardin, une dizaine d'architectes furent conviés à donner leur idée. Les conseillers de Paris, en octobre, refusèrent de couronner celui qui possédait pour le favori de l'Élysée. Cinq hommes de l'art, architectes et paysagistes, furent invités à peaufiner leurs études. Trois maquettes, résultant de ces travaux, furent présentées aux élus et, pendant une semaine, aux Parisiens. Fallait-il « casser le rectangle » des Halles et créer une grande place ouvrant la perspective vers l'église Saint-Eustache ? Fallait-il, sur l'ancien carreau, entourer le jardin d'immeubles à arcades ? Les esprits s'échauffaient. Les architectes, entraînés par les prises de position remarquées et le sens aigu des relations publiques de M. Ricardo Bofill, échangeaient des arguments. Les Parisiens donnaient leur avis.

Pourquoi faire tout de tapage autour des idées d'architecture et d'urbanisme ? Les élus devaient simplement livrer à la Société d'économie mixte pour l'aménagement des Halles (SEMAH) un plan et un document financier. Les Parisiens et la majorité de la majorité, c'est-à-dire l'U.D.R., préféraient un parti oblique et l'ouverture de la perspective vers Saint-Eustache. Les élus rechignaient à sacrifier l'architecte catalan grand patron des Halles. Qu'à cela ne tienne, ils obtempèrent vite leurs préférences pour se rallier à l'astucieuse proposition de l'administration : un quatrième plan reprendrait les amplacements des bâtiments

proposés à la fois par les équipes de MM. Bofill et de La Tour d'Auvergne. Pour l'architecture — des arcades ou pas — on verrait plus tard. C'est la SEMAH, rappelait-on, qui choisit les architectes. Ainsi, la petite politique — ne pas briser la majorité présidentielle — poussait les élus à rejeter le seul plan qui correspondait à leur désir de dégager la vue de l'église Saint-Eustache, celui de l'équipe de M. Jean-Claude Bernard.

### Qui décide ?

Les élus ont peu de pouvoirs à Paris. Mais ils semblent parfois se retrancher derrière le statut de tutelle qui est le leur pour en exercer le moins possible. Et ils délèguent toutes leurs responsabilités à quelques-uns d'entre eux. M. Christian de la Malène, rapporteur général du budget, par exemple, qui est aussi, en l'occurrence, président du conseil d'administration de la SEMAH. Ce dernier joue un rôle important mais il n'apparaît pas, face au public, comme un maire qui pourrait dialoguer ouvertement avec l'État, prendre des positions claires et expliquer aux Parisiens ce qui leur arrive. Il est normal que l'État, qui participe au financement, ait son mot à dire pour un aménagement de cette importance. Mais tout serait plus clair si un véritable représentant des Parisiens pouvait lui répondre.

La situation financière est encore moins claire. Les associations d'habitants, qui suivent avec intérêt et passion les affaires d'urbanisme de la capitale, réclament que l'on ouvre les dossiers financiers, que l'on explique aux citoyens comment sont établis les bilans, comment on calcule la fameuse rentabilité commerciale. Sans succès.

A part le président du conseil d'administration, quel élu contrôle réellement le fonctionnement des sociétés d'économie mixte qui, comme la SEMAH, font l'urbanisme sur le terrain. Fonctionnant comme des sociétés privées, ces organismes sont condamnés à respecter les lois de la rentabilité commerciale. Et c'est sans doute, en dernier ressort, ces considérations d'équilibre financier qui commandent la forme de l'urbanisme.

Le plan accepté par le Conseil de Paris pour les Halles prévoit que les bâtiments encadreront le forum commercial souterrain. Ainsi, les commerces installés en surface

seront très proches du « cratère » et guideront peut-être mieux le chaland...

On est loin des projets vus imaginés avant 1968 : 700 000 mètres carrés de constructions, dont un nouveau ministère des finances, sur une zone de rénovation de 35 hectares. L'abandon du centre de commerce international va dans le bon sens puisque sa construction aurait accéléré la transformation du quartier en cité d'affaires. Mais les marchands sont toujours présents aux Halles, même s'ils se font plus discrets...

### Tout se tient

Les Parisiens ont peut-être l'impression que le débat est clos, le dossier réglé. Il n'en est rien. On leur a montré des maquettes qui n'engageaient personne : architecture néo-haussmannienne avec un petit goût d'Italie, arcades... Rien n'est décidé, et les architectes ne sont même pas officiellement désignés. D'ailleurs, pouvait-on choisir si rapidement l'architecture et l'aménagement de six hectares au cœur de Paris ? Les responsables savaient bien que non, tout en donnant au public l'illusion qu'il participait au choix.

Le débat sur l'urbanisme, sur l'organisation du quartier a été escamoté aussi. Tout se tient, des rives de la Seine à l'église Saint-Eustache, de la Bourse du commerce au plateau Beaubourg. Livrer un « espace vert » à l'imagination de citoyens frustrés est une bonne idée, et qui pourrait le refuser ? Reste à définir ce nouveau lieu, et l'on s'aperçoit au fil des semaines que les pouvoirs publics souhaitent avant une place monumentale qui marquera « le règne » qu'un simple jardin public. D'autant que les contraintes financières poussent dans ce sens.

Car on oublie régulièrement qu'un dossier financier sous-tend le débat d'idées. De lourdes contraintes pèsent sur les intentions les plus louables. Et s'alourdissent de jour en jour. En brandissant, en septembre dernier, une menace de démission, M. Christian de la Malène l'avait dit bien haut. Aujourd'hui le dossier retourne à la SEMAH. Il ne faut pas qu'il retourne du même coup dans l'ombre et le mystère...

MICHELLE CHAMPENOIS.

## D'UN DÉPARTEMENT À L'AUTRE

### Hauts-de-Seine

#### BOURG-LA-REINE CHANGE DE CENTRE

DEPUIS 1969, on parle de rénover le centre de Bourg-la-Reine (20 000 habitants). Etargir la RN 20, rénover un cœur de ville vieux de deux cents ans, exigences qui imposent, croyait-on, une reconstruction totale. Mais les choses ne sont pas si simples et le cas de Bourg-la-Reine illustre les difficultés que rencontrent bien des cités de la région parisienne.

Les habitants contestent cette rénovation dans laquelle les logements non adés (près des trois quarts des mille six cents présumés) et les bureaux (9 000 m<sup>2</sup>) financeront les équipements collectifs. L'Association pour la participation des habitants à la rénovation et l'urbanisme de Bourg-la-Reine (A.P.H.U.) et la plupart des habitants concernés par la rénovation affirment qu'il serait préférable de réhabiliter le centre-ville, ce qui devrait garder son aspect provincial. Bourg-la-Reine est une ville de pavillons, et c'est pour cette raison que ses habitants l'ont choisie. Pourquoi, demandent-ils, construire des immeubles de huit à dix étages ?

Si, à plusieurs reprises, l'association des habitants a été convoquée à la mairie, « c'était, dit-elle,

à titre purement informatif et non consultatif ». Si la mairie a exposé la maquette et continué à le faire, « cela ne permet pas de juger réellement un projet puisqu'on n'en connaît pas tous les éléments ». Bourg-la-Reine aurait encore l'exemple de Soanuz où un dossier accompagné de croquis, d'explications et de chiffres, a été largement diffusé et ses habitants, cités volontiers une phrase du ministre de l'équipement : « Les problèmes touchant aussi directement à la vie des gens de l'urbanisme ne peuvent être traités correctement que si les autorités qui en sont légitimement chargées acceptent délibérément de se soumettre à un contrôle permanent de l'opinion. »

### Seine-Saint-Denis

#### PAS DE SAISIE POUR LES CHOMEURS

QUINZE mille cinq cent trente et une demandes d'emplois non satisfaites étaient recensées, le 31 janvier 1974, en Seine-Saint-Denis. Un an plus tard, ce chiffre a augmenté de 43,2 % pour atteindre vingt et un mille sept cent quatre-vingt-

### Paris

#### DES BOULANGERIES OU DES BANQUES ?

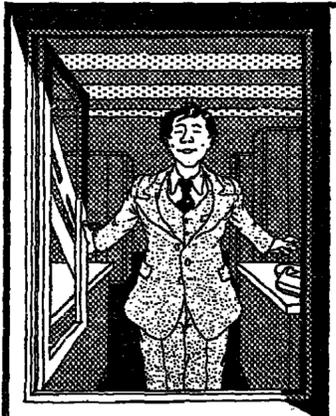
Un conseiller de Paris, M. Denis Joyeux (Paris-Avenir), vient de transmettre au préfet la lettre suivante, que lui ont adressée des habitants du 10<sup>e</sup> arrondissement :

« Monsieur le conseiller, c'est un S.O.S. que nous vous adressons : notre quartier se meurt sur le plan commercial, les banques entraînent tout le secteur. Une importante et florissante boulangerie située à l'angle de la rue La Fontaine et de la rue Fossais va disparaître ainsi que le salon de coiffure contigu pour faire place à la succursale d'une banque qui en possède cependant déjà une à deux pas.

« Une autre boulangerie, à l'angle de la rue Géricault et

de la rue Fossais, a également disparu pour faire place à une banque : une troisième, à l'angle de la rue d'Autreménil et de la rue des Perchamps, est dans le même cas, ainsi qu'une pâtisserie avenue Mozart. Les jours de fermeture hebdomadaire ou pendant les périodes de vacances les Autreménils ne savent plus où trouver du pain.

« Par ailleurs, une crèmerie, 115, avenue Mozart, au coin des Halles à l'angle de la rue Barthelemy-Lepage et de la rue La Fontaine, une poissonnerie-légumes, angle rues Donizetti-Fossais, une mercerie rue Géricault, un grand restaurant avec une salle de réunions, unique dans le quartier, tous ont été de même absorbés par des banques.



## Les T de Créteil : des bureaux avec de vraies fenêtres, à 250 m. du métro.

Dans les bureaux des T de Créteil, tout est vrai.

- Les fenêtres ne sont pas des vitres inamovibles, elles s'ouvrent et se ferment à volonté (vous économisez le coût de la climatisation).
- Le métro est le vrai métro parisien : la ligne n° 8 Balard - Opéra - Créteil.
- 250 m est une vraie

distance, et non pas « à quelques minutes de... »

Venez apprécier les vrais avantages de ces 16 000 m<sup>2</sup> de bureaux (10 000 m<sup>2</sup> au grand T, 6 000 m<sup>2</sup> au petit T) :

- restaurant d'entreprise,
- parkings réservés,
- espaces verts.

Venez en métro, tous les accès sont (vraiment) faciles.

Un dernier détail, les bureaux sont en location, au prix de 290 F le m<sup>2</sup>. Quelles prestations pour ce prix ?

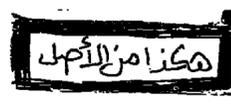
Appelez Joël le Guillou. Tél. 526 87 28 ou 874 04 75, ou envoyez-lui le bon ci-dessous. Adressez-le à : Assurances Générales de France, 103, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.

Nom : \_\_\_\_\_

Société : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_



# EQUIPEMENT ET RÉGIONS

## ENVIRONNEMENT

### LE DÉBAT NUCLÉAIRE

#### Le Centre démocrate : pour un taux de croissance raisonnable

Un immense débat s'ouvre, les plus hautes autorités scientifiques, économiques s'affrontent. L'homme politique se sent bien modestes. Sur un point pourtant l'unanimité s'est faite : chacun a la conviction que la crise qui s'ouvre sera profonde et longue.

Les sources d'énergie accessibles ne sont pas inépuisables, le prix de cette énergie ne sera jamais bon marché et son utilisation doit être organisée. Il faut donc passer de la société de dépendance à une société de coopération.

Les pétroliers hier, notamment par leur politique de prix, ont déterminé l'orientation de la consommation d'énergie, et, par là même, le développement et de sociétés que trop de gouvernements ont subi quand le ciel ne leur a pas encouragé. On en voit aujourd'hui le résultat.

Nous nous trouvons maintenant choisis de nouveau devant un choix. Il se situe à nos yeux dans la détermination du type de taux de croissance dans la consommation d'énergie, et c'est pourquoi ce choix est essentiel et d'ordre politique.

Si en effet on retient la « croissance zéro » énergétique on aboutit très vite à une « croissance zéro » du produit national brut et par conséquent à une aggravation de la crise économique (déorganisation de la production) et de la crise sociale (accroissement du chômage) ; les conditions seront alors réunies pour une répartition autoritaire de la richesse dont on imagine aisément les conséquences politiques qui ne pourraient être rien moins que la disparition de la démocratie.

Il convient donc de définir un minimum de croissance énergétique. En revanche, une croissance trop rapide de cette consommation, à supposer même qu'elle soit possible, est également à éviter car elle participerait à une relance de l'inflation.

Le choix s'opère entre un certain nombre de technologies soumises à des entraves dues à l'état de la recherche scientifique et à la capacité de production industrielle pour générer cette énergie.

Dans le meilleur des cas, l'apport des énergies nouvelles dans dix ans atteindra au mieux 1 à 5 % de la consommation totale. À court et à moyen terme, il est donc clair qu'il n'y a pas l'énergie de substitution. Le choix se situe soit dans l'intensification de l'exploitation du pétrole, soit dans le pari du nucléaire. Nous sommes donc au choix du nucléaire et raisonnable. Ce qui, par ailleurs, est moins, c'est l'accroissement du nucléaire : ce qui est en France, le plus fort au monde.

Quels sont les risques de cette politique ? Ils sont d'ordre financier, économique, social, écologique. Le « tout-nucléaire » comporterait un risque financier appa-

remment insupportable. En effet, l'investissement (E.D.P. + 17 %, centrale Eurodif, traitement des déchets) est colossal. Il n'est pas possible que la promotion des autres équipements collectifs n'en subisse pas le contre-coup.

Le risque est également économique : il est clair, et il faut le savoir, qu'on accroît notre dépendance technologique et le contrôle industriel étranger par le biais des multinationales dont l'action se trouve renforcée.

Les risques sont aussi sociaux. Dans l'état actuel de la législation le contrôle de la technologie et le pouvoir de décision échappent au pouvoir démocratique. Il faut donc définir les modalités d'un contrôle parlementaire sur la production et la sécurité du public. Il faut également prévoir dans quelle mesure et par quels moyens la délégation générale de l'énergie pourra opérer de manière satisfaisante les arbitrages nécessaires à la promotion des différentes sources énergétiques.

Par ailleurs, la centralisation de la production du savoir et du pouvoir ne doit pas donner prétexte à une remise en cause de la politique de régionalisation.

Il y a, enfin, des risques écologiques et humains. Les études en cours (déchets, réchauffement des eaux, effets des faibles doses de radiation) n'ont pas encore abouties et les conséquences sont mal connues. Ce qui est sûr, c'est que les experts sont divisés. Mais il est évident, par-delà les polémiques actuelles que si on dépense beaucoup pour la sécurité les risques sont plus réduits. La seule question est encore politique : sommes-nous prêts à payer cher un bon niveau de sécurité, et les objectifs de rentabilité n'atteignent-ils pas demain la qualité de cette sécurité ?

Devant ces facteurs incalculables d'incertitude et compte tenu de la nécessité d'assurer un « vrai » nucléaire, est-il raisonnable d'opter pour un taux aussi élevé du développement nucléaire ?

Nous ne le pensons pas : en effet, le nucléaire est réservé pour l'instant à la production d'électricité. Mais celle-ci ne représente seulement que le quart de l'énergie consommée en France et l'atome n'a pas vocation à remplacer toutes les sources d'énergie électrique. Il est donc raisonnable d'estimer pour l'horizon 1985 à 10 % de la consommation totale d'énergie le pourcentage de nucléaire.

Il convient aussi d'économiser : consommer plus de services et consommer moins de produits. La lutte contre le gaspillage incitera également à fabriquer des produits de longue durée, par exemple, les voitures, et à mettre fin à l'ère des gadgets.

Nous sommes en train de quitter dans celle de nouvelles formes de production d'énergie. Cette période de vingt à trente ans exige un relais qui ne peut être sans doute que nucléaire.

Mais c'est dès maintenant qu'il faut préparer les techniques nouvelles « plus fiables » et « plus propres », telles que les surgénérateurs, la fusion thermonucléaire contrôlée, la géothermie, l'énergie solaire.

Il ne faut pas seulement le dire, il faut le faire et faire que la délégation aux énergies nouvelles ait réellement les moyens financiers, scientifiques, techniques, bref de qui fait aujourd'hui la réalité du pouvoir.

LA OÙ IL Y A UNE VOLONTÉ, IL Y A UN CHEMIN.

**ANDRÉ DILIGENT,**  
vice-président  
et porte-parole  
du Centre démocrate.

Le Monde a publié sur le débat nucléaire des déclarations de M. Claude Labbé, président du groupe U.D.E. de l'Assemblée nationale (4 avril), de M. Robert Chapuis, membre du comité directeur du parti socialiste (5 avril), de M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche (6-7 avril), de M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants (18 avril).

#### Les mouvements écologiques se désolidarisent de l'attentat contre la centrale de Fessenheim

Strasbourg. — La contestation nucléaire vient de gravir un degré de plus. Et on sait aujourd'hui que les centrales nucléaires françaises ne sont pas à l'abri d'un acte de terrorisme. Deux explosions se sont produites le samedi 3 mai à la centrale de Fessenheim (Haut-Rhin), la première centrale nucléaire au cours d'achèvement le long du Rhin.

Il était 13 h. 55 samedi lorsque les agences de Colmar des quotidiens régionaux associés recevaient chacune un coup de téléphone d'un correspondant anonyme. L'homme annonça, sans aucun accent allemand : « Trois charges d'explosif ont été placées à la centrale nucléaire de Fessenheim par le commando Ulrike Meinhof-Prip-Antich (1). Elles vont exploser à quatorze heures. Le commando a prévu la centrale afin que tout le monde puisse être évacué. L'explosion a été placée dans les toilettes du bâtiment au-dessus de l'appareil de chauffage... »

De fait, vers 14 h. 16, deux explosions se succédèrent les bâti-

De notre correspondant

ments situés au cœur de la centrale de Fessenheim. Les charges avaient été déposées, non pas dans les toilettes du Bâtiment 2, mais à côté d'un réacteur. Aussitôt après, un incendie s'est déclaré. Les pompiers locaux l'ont maîtrisé en une demi-heure. Un barrage composé de gardiens, de personnels de la protection civile et de pompiers a été mis en place autour de l'immeuble changeant en interdisant l'accès.

Le nombreux public accouru aux abords de l'usine et les journalistes ne furent aucunement reçus. Les questions qu'ils posèrent pendant toute la soirée de samedi. Le mutisme officiel n'a été rompu que tard dans la nuit de samedi à dimanche par le chef d'exploitation de la centrale, M. Staquet. Celui-ci a annoncé que le réacteur (qui devrait recevoir son combustible nucléaire en décembre prochain) n'avait subi aucun dégât, que ceux-ci étaient, de toute manière, peu importants et que les travaux reprendraient « dès lundi ». Il ajouta qu'un tel sabotage serait impossible « lors-

que l'usine fonctionnerait normalement ».

Mais il est apparu aussi que ce ou les auteurs de l'attentat connaissent parfaitement les lieux, qu'ils étaient très au courant des principes de fonctionnement d'une centrale et que le sabotage avait été soigneusement préparé. En effet, la première déflagration a affecté l'un des éléments du circuit primaire du réacteur et la seconde charge a explosé sur une colonne destinée à recevoir les barres d'uranium. Quant à la troisième charge, elle a été effectivement retrouvée dans les toilettes du Bâtiment 2, mais sans dispositif de mise à feu.

**Non-violence**

Cet attentat a accentué la « peur nucléaire » d'une bonne partie des habitants de la plaine d'Alsace. Il va probablement servir la cause des mouvements écologiques badots, suisses et alsaciens, qui ont choisi la non-violence pour s'opposer à la construction de nouvelles centrales nucléaires le long du Rhin. Plusieurs organisations se sont aussitôt désolidarisées de cette action dans un communiqué : « Cette façon de faire ne correspond pas à nos méthodes de travail. Nous l'avons démontré à Markthalheim et à Wyhl comme à Kaiseraugst. Mais si la démocratie avait fonctionné dans le cas de Fessenheim, si les pouvoirs avaient fourni aux populations concernées toutes les données du problème nucléaire, aux vrais citoyens, nous aurions, tous ensemble, pu choisir notre avenir. »

**JEAN-CLAUDE PHILIPP.**

[Comme cela a été souligné dans la série « L'énergie et le désespoir : un calcul de risques » (Le Monde 9 du 19 avril), toute centrale nucléaire est exposée à des agressions extérieures, d'un en particulier à l'action de commandos décadés, commissant les lieux et moyens d'exploitation. Les autorités américaines s'en préoccupent fort. Elles ont imposé récemment aux sociétés privées qui exploitent des centrales des mesures de sécurité draconiennes : sociétés électrifiées munies de systèmes d'alarme, gardes armés, fouille obligatoire à l'entrée, etc. Les centrales qui ne se conforment pas à ces règlements sont immédiatement frappées d'amendes. L'administration française impose de solides clôtures barbelées à l'E.D.P., mais celle-ci fait appel à des entreprises de gardiennage pour surveiller ses installations. Ces dernières sont d'autant plus difficiles à garder qu'elles sont, et pour des années (en attendant la fin de la construction des réacteurs), d'immenses chantiers.]

(1) Le mouvement semble se réclamer à la fois d'Ulrike Meinhof, terroriste allemande, actuellement en prison, faisant partie de la bande à Baader, et de Prip-Antich, anarchiste espagnol exécuté en mars 1974.

#### FAITS ET PROJETS

**Environnement**

**FAGNY-SUR-MEUSE DIT NON AU FLORE.** — Déjà repoussée par la population de Saint-Avoird (Meuse), puis de Marcolshem (Haut-Rhin), l'implantation d'une usine de la Chemische Werke München fabriquant des stéréotypes de plomb vient d'être refusée par les habitants de Fagny-sur-Meuse (Meuse). Le maire, M. Perot, souhaite accueillir l'usine pour compenser la fermeture prochaine de l'usine des Ciments français qui em-

ploie une centaine de personnes. Il avait été mis en minorité par son conseil municipal (le 10 mars 20 mars). Consulté dimanche 4 mai, les électeurs ont refusé, par 278 voix contre 201, une étude plus approfondie du dossier.

**Transports**

**EQUIPAGES FRANÇAIS SUR BATEAUX FRANÇAIS.** — M. Augustin Gramain, responsable de la Fédération des marins C.G.T., vient de rappeler, dans une lettre adressée au secrétaire général de la marine marchande, l'opposition de son syndicat à toute modification du code du travail maritime qui autoriserait la libre circulation des travailleurs et dans l'embarquement de marins de la Communauté économique européenne à bord de bateaux français (Le Monde du 3 mai).

« Il s'agit, écrit-il, d'un acte capital mettant en cause tout l'éédifice social des marins qui remonte à trois siècles en arrière... La différence de Japon de notre pays, le problème de langue qui est très important pour les manœuvres et la sécurité des navires, la vie en sous-marin après jour, pendant des mois, font qu'il n'y a rien de commun entre la libre circulation pour les travailleurs de terre et les marins. »

**FERMETURE DE LA LIGNE NICE-NEW-YORK.** — La compagnie américaine T.W.A.

#### Urbanisme

**VILLE NOUVELLE SOCIALISTE**

Les élections des dix-huit délégués représentant les résidents de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise aux commissions du syndicat communalitaire d'aménagement ont eu lieu le dimanche 4 mai. Près de 50 % des habitants ont participé à ces élections, bien que les délégués qui siègeront avec certains membres des conseils municipaux des quinze communes intéressées par la ville nouvelle aient seulement une voix consultative.

C'est le parti socialiste qui, avec près de 45 % des voix, arrive en tête et remporte 8 sièges. La liste modérée « Vivre à Cergy » en obtient 7, la liste du parti communiste 2. Cergy-Pontoise est la seule ville nouvelle où les habitants ont la possibilité d'être leurs représentants.

**Halte à la pollution!**

ENCYCLOPÉDIE DE L'ENVIRONNEMENT

NOUVEAUX DISQUES AUX ACTIVITÉS INDUSTRIELLES

Ouvrage collectif présentant la pollution de l'air, l'eau, des individus, etc., et en particulier la CONTAMINATION RADIO-ACTIVE DE L'ENVIRONNEMENT tant par les retombées nucléaires que par certaines activités industrielles.

Un vol. illustré, 384 p., 85 F (fco 80)

Notice sur demande : Éditions GUY LE PRAT, 5, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, C.C.P. PARIS 2713-39

# LE MONDE IMMOBILIER BUREAUX

ADRESSES	PRIX MOYEN AU M2	SURFACE M2	DATE LIVRAISON	LOCATION	VENTE	DESCRIPTION	NOM DU CONSTRUCTEUR
<b>TOUR TOKYO</b> 24, avenue d'Ivry, PARIS.	13	4100 F TTC hors d'eau hors redévance	650 en totalité ou par lots	3 <sup>e</sup> trimestre 75	*	Dans quartier rénové. Miroir Porte d'Ivry. Bureaux en rez-de-chaussée. Un centre commercial de 10.000 m <sup>2</sup> . Un supermarché en sous-sol. Des équipements sociaux. Des espaces verts au pied de la tour. Parking en sous-sol.	<b>SEMILE</b> 5, av. Bertie-Albrecht, 75008 Paris. Tél. : 766-51-76. Sur place : Bureaux de vente en semaine de 13 h. à 19 h., sam. et dim. de 14 h. 30 à 18 h. Tél. : 580-55-73.
<b>PARIS- PLEYEL</b> Carrefour Pleyel SAINT-DENIS	93	3150 F RTVA redévance incluse S.T.V.A. 375 F redévance incluse	14 000 m <sup>2</sup> divisées par plateaux de 500 m <sup>2</sup> environ	Immédiate	*	Entièrement terminé y compris cloisonnement (mobile) et auto-commutateur téléphonique - climatisation intégrale • Micro ligne n° 13 jusqu'au-dessous de l'interurbain, prolongée jusqu'à CHAMPS-ÉLYSÉES - CLEMENCEAU • Autobus 7 lignes, n° 142 - 153 - 161 A - 164 B - 165 - 168 - 174 • À proximité du périphérique et des autoroutes A 1 et A 3	<b>COUFRANCE</b> 47, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75008 Paris. Tél. : 385-70-70 (poste 339). <b>BOURDAIS - BUREAUMATIQUE</b> 142-168, Bd Haussmann, 75008 PARIS. Tél. : 227-11-39
<b>HORIZON 2000</b> Boulevard Gay-Lussac MARSEILLE (14 <sup>e</sup> )	13	250	100 à 2.000	Immédiate	*	En plein cœur de la zone industrielle Nord. A proximité du futur Centre Directionnel. Bureaux en rez-de-chaussée. Proximité du Parc de Marseille. A 5 mn du Centre Ville par Autoroute Nord. Bureaux dans grand standing. Res. de - de - chaussees + 2 étages. Climatisation. Parking.	<b>SEGIMO PROVENCE</b> Tour Méditerranée - 2 <sup>e</sup> étage 85, avenue Central. 13200 MARSEILLE. Tél. : 47-50-04. M. ROMANO.

Cette rubrique de publicité, ouverte chaque lundi (Le Monde daté du mardi) à tous les constructeurs-promoteurs, est destinée à faciliter la démarche de nos lecteurs dans la recherche et le choix d'un programme immobilier bureaux

# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### Grève générale de vingt-quatre heures à Usinor-Dunkerque

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. d'Usinor-Dunkerque ont lancé, le 3 mai après-midi, un appel à la grève générale de vingt-quatre heures aux dix usines situées du complexe sidérurgique. Ce mot d'ordre paraissait largement suivi le lundi 5 mai au matin; un meeting devait avoir lieu à 13 h. 30 (1).

Cette escalade dans un conflit né il y a une semaine, mais qui se concentrait que les douze cents ouvriers des aciéries, fait suite à

l'intervention samedi des forces de police à l'intérieur de l'usine. La direction avait demandé et obtenu une ordonnance en référé, exigeant l'évacuation du hall des mélanges, occupé par des grévistes, afin d'assurer la vidange des cuves dans lesquelles la fonte risquait de se solidifier.

## Faits et chiffres

### Démographie

● A PROPOS DU RECENSEMENT, nous avions signalé, dans le Monde du 23 avril, le mécontentement de deux agents recenseurs de Saint-Brieuc, qui avaient refusé de rendre leurs dossiers. Il s'agissait, en fait, de deux agents de Mur-de-Bretagne (Côtes-du-Nord).

### Emploi

● LICENCIEMENTS DANS UNE USINE DE HESST. — La direction de l'usine Transocéan, fabrique de vêtements féminins qui emploie deux cent quatre-vingt personnes, a annoncé qu'elle allait procéder au licenciement de cent seize salariés. Cette mesure touche notamment cinq représentants du personnel. L'un de ces délégués assure même trois mandats: il est délégué du personnel, membre du comité d'entreprise et délégué du syndicat C.G.T. Pour justifier ces licenciements collectifs, la direction invoque la crise économique. Quant aux délégués du personnel qui ont d'abord fait l'objet d'une mise à pied, elle leur reproche « une faute grave » sans en avoir précisé la nature. La C.G.T. a aussitôt introduit un recours en référé contre toutes ces décisions. L'usine Transocéan était installée à Brest en 1963 venant de la région parisienne. Aussi avait-elle bénéficié d'une aide importante des pouvoirs publics au titre de la décentralisation industrielle. Sa direction avait annoncé à l'époque qu'elle comptait employer cinq cents personnes. — (Corresp.)

L'intervention de la police a suscité une double controverse: d'une part, M. Callewart, directeur d'Usinor-Dunkerque, déclare n'avoir pas demandé l'intervention des forces de l'ordre; « notre seul souci, a-t-il dit, a été d'assurer la vidange des mélanges ». Les services officiels rétorquent que la demande d'ordonnance en référé faite par la direction impliquait, en cas de besoin, l'appel aux forces de l'ordre. Qui leur a demandé explicitement d'intervenir? Les explications des deux parties sont peu claires.

D'autre part, une polémique oppose les syndicats et la direction; les premiers font remarquer qu'il n'était pas question pour les grévistes de porter atteinte à l'outil de travail et que la fonte pouvait encore séjourner plusieurs jours dans les mélanges sans risque, alors que la direction a invoqué l'urgence pour exiger l'évacuation des grévistes.

Au-delà de « la provocation polémique », ce que dénoncent les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. d'USINOR-Dunkerque, c'est la politique patronale de « désorganisation de la production ». Alors qu'une partie des travailleurs sont mis en chômage technique en raison des difficultés économiques, d'autres sont amenés à travailler les samedis et dimanches ou à faire des heures supplémentaires, affirment-ils.

Les syndicats réclament « la compensation intégrale des pertes de salaire et une augmentation mensuelle de 250 francs ». La Fédération C.F.D.T. de la métallurgie « appelle l'ensemble de ses sections syndicales de la sidérurgie à développer l'action ». Elle annonce une grève et des manifestations en soutien du groupe SACLOR-SOLAC pour mardi 6 mai.

(1) Lors des dernières élections professionnelles en mars 1975, la C.G.T. a recueilli 98 % des voix chez les ouvriers, et la C.F.D.T. 2 %.

## AGRICULTURE

### Pour protester contre l'emprisonnement de douze personnes

### UNE SOIXANTAINE DE PAYSANS OCCUPENT UNE ÉGLISE DE NANTES

(De notre correspondant.)

Nantes. — Une soixantaine d'agriculteurs de Loire-Atlantique ont commencé dimanche après-midi, à l'appel de la F.D.S.R.A. (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) et des Paysans-Travailleurs, une occupation pacifique de l'église Saint-Nicolas, en plein centre de Nantes. Les agriculteurs sont entrés dans l'église peu avant la messe du soir, à laquelle ils ont participé, chantant avec les autres paroissiens. À la sortie de l'église, ils ont distribué des tracts expliquant leur mouvement. Une bannière signée de la F.D.S.R.A. et déployée sur le parvis en résumait le sens: « Douze paysans et ouvriers en prison: libérons-les ».

Le président de la F.D.S.R.A., M. Simon Durand, qui participait à l'occupation, a donné au curé de la paroisse l'assurance que le mouvement n'apporterait pas de gêne au culte et que toutes dispositions seraient prises par le syndicalisme agricole pour qu'il se déroule sans incident. L'occupation doit se prolonger jusqu'à la libération des douze emprisonnés, qui devaient être à nouveau jugés en appel, lundi après-midi à Rennes. Une manifestation régionale agricole aura lieu à cette occasion.

Les douze paysans et ouvriers avaient été condamnés le 23 avril dernier à des peines de prison ferme, allant de quinze jours à neuf semaines, par le tribunal de grande instance de Saint-Nazaire, pour avoir participé au piquet de garde mis en place lors de l'installation sauvage d'un jeune ménage d'agriculteurs dans une ferme inségréée, située à la Vigne-Marou, à Plessé (Loire-Atlantique).

### M. CHIRAC ANNONCE UN EFFORT PARTICULIER EN FAVEUR DU MASSIF CENTRAL

M. Jacques Chirac a inauguré, dimanche 5 mai, le 22<sup>e</sup> exposition de matériel agricole d'Éguyrande (Corrèze). Après avoir visité l'exposition, le premier ministre a déclaré: « Après les années difficiles de 1973-1974, un certain nombre de mesures et d'initiatives sont actuellement en cours et devraient faire l'objet de décisions gouvernementales très prochaines pour aider à la conservation et à l'installation des agriculteurs nouveaux dans les régions d'Auvergne, du Limousin et, en général, du Massif Central. » Un effort particulier va être engagé à la demande du président de la République, dans l'ensemble de cette région, tant sur le plan économique et agricole que sur le plan des équipements et des investissements. »

## ACTION SOCIALE

### DEVANT LES EFFETS DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

### Les parents d'enfants inadaptés s'inquiètent des limitations apportées au projet de loi concernant les handicapés

Huit cents délégués de l'Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés (UNAPEI) (1), organisation qui fédère deux cents associations et qui groupe environ soixante-cinq mille familles, ont tenu du 2 au 4 mai leur sixième assemblée générale à La Baule, en présence de Mme Simone Veil, ministre de la santé, et du maire de la ville, M. Olivier Guichard. Comme lors du récent congrès de l'Union des organismes privés sanitaires et sociaux (« le Monde » du 29 avril), le débat a porté sur le pro-

jet de loi d'orientation des handicapés et sur le projet de loi sociale actuellement examiné par le Parlement. Les participants ont demandé d'une façon pressante à Mme Veil d'intervenir auprès du gouvernement en faveur des amendements qu'ils préconisent craignant « les conséquences de la crise économique » et « une remise en cause du principe de la liberté d'entreprise dans le domaine social ». M. Michel Durafour, ministre du travail, avait renoncé au dernier moment à assister à ces assises.

### De notre envoyé spécial

La Baule. — C'est à une véritable pluie de questions que s'est soumise Mme Veil, en acceptant le débat que lui proposaient les parents d'enfants inadaptés. Pour le ministre de la santé, la tâche était d'autant plus rude qu'il lui avait fallu écarter la défection du ministre du travail, retenu à Saint-Etienne (« par des impératifs qu'il ne pouvait décommander »). En fait, une tension sociale assez vive régnait dans la région de Saint-Nazaire et les ouvriers de la BOUTRIMEC (An-ciennement usine Caravelair), menacés de fermeture, avaient annoncé leur intention de venir « occuper M. Durafour ».

Deux heures durant, Mme Veil a écouté les doléances des congressistes et a répondu point par point à leurs critiques. Celles-ci portaient d'abord, comme il fallait s'y attendre, sur le projet de loi d'orientation en faveur des handicapés dont la dernière discussion est prévue pour le 20 mai devant l'Assemblée nationale. Ainsi que l'a déclaré M. Jacques Henry, président de l'UNAPEI, le texte de ce projet a été rédigé à une époque où la situation économique ne posait pas encore de graves problèmes dans le domaine de l'emploi. Le précédent congrès de l'UNAPEI avait permis à M. René Lenoir,

secrétaire d'État à l'action sociale, d'indiquer les améliorations limitées qu'il estimait possible d'obtenir par rapport au texte déposé. Les parents d'enfants inadaptés étaient alors rentrés résolument dans le jeu parlementaire et une partie des vingt et un amendements qu'ils préconisaient avaient été adoptés par les députés. Aujourd'hui, plusieurs de ces amendements n'ont pas été votés par le Sénat.

M. Jacques Henry a d'abord déploré que le texte examiné maintienne certaines récupérations par l'aide sociale sur les droits de succession, ainsi que dans divers cas le recours à l'obligation alimentaire. Mme Veil a répondu qu'il fallait conserver une cohérence entre l'évolution du droit civil et celle de la législation sociale. « Ce qui n'est pas demandé à la solidarité familiale, a-t-elle observé, est mis à la charge de la collectivité. Or les transferts qui sont opérés par la loi d'orientation s'élèvent à près de 2 milliards de francs chaque et il a bien fallu mettre le barre à un niveau compatible avec les moyens dont on dispose... »

JEAN BENOIT.

### La perspective du chômage

Une deuxième critique portait sur le fait que le handicapé admis dans un centre d'aide par le travail (CAT) ne bénéficiait pas du statut de salarié reconnu aux handicapés engagés dans un atelier protégé.

Selon Mme Veil, il s'agit d'événements dont la production est trop irrégulière, sont soumis aux lois de la concurrence et aux aléas du marché « avec les perspectives de chômage qui impèsent la condition actuelle ». Le versement d'un prix de journée apparaît, dans ces conditions, comme une garantie. Mme Veil a donc insisté sur la nécessité d'une formation adaptée de travail évaluée à 30 % de celle d'un travail ordinaire. M. Henry se de nombreux inadaptés ont toutefois regretté que l'on s'en soit tenu, dans ce domaine, à des critères de rentabilité.

Mme Veil a rappelé, enfin, que le gouvernement s'était engagé devant le Sénat à mettre en œuvre l'ensemble des textes d'application d'ici au 31 décembre 1977. C'est ainsi que les allocations pour mineurs et pour adultes handicapés à plus de 80 % seront

versées dès le second semestre de 1975. L'année suivante interviendront l'extension de l'allocation aux handicapés adultes de moins de 80 %, la généralisation de l'assurance-maladie, et l'application des contrats d'aide à l'enseignement privé. L'année 1977 verra la promulgation des autres mesures.

A propos de la loi sur les institutions sociales et médico-sociales, organisant l'implantation d'établissements privés et publics, Mme Veil a affirmé que la procédure d'autorisation préalable imposée par le projet, visait à éviter « les créations qui ne seraient pas utiles » quelle que soit l'origine — privée ou publique — des initiatives. Le projet semble réaliser « un équilibre judicieux entre l'extension des thérapeutiques et le maintien d'un bénévolat qui s'appuie sur l'expérience acquise ». Du reste, les normes qui seront désormais imposées pourront faire l'objet de dérogations: selon Mme Veil, on peut difficilement aller plus loin.

Le ministre de la santé n'a

## TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

### A l'automne

### M. ANSQUER RÉUNIRA LES ASSISES DE L'ARTISANAT

M. Vincent Ansquer, ministre du commerce et de l'artisanat, a annoncé le 3 mai, en inaugurant la Foire de Besançon, qu'il avait l'intention de « réunir au début de l'automne les premières assises nationales de l'artisanat ». Les assises, a-t-il précisé, devraient permettre d'aborder la totalité des problèmes qui se posent à cette profession et de « rechercher ensemble des solutions adéquates ». Elles réuniront toutes les organisations institutionnelles et professionnelles de l'artisanat.

avril 1975: ouverture de satolas dans le centre d'affaires de l'est lyonnais visiez

## Perralière III

les bureaux les plus fonctionnels de Lyon  
6000m2 divisibles en location

Réalisation Commercialisation  
sefimeg Bourdais  
Bureaucratique

84, rue du 1er Mars 1943  
69100 Villeurbanne  
(78) 84.94.32

Paris: tél. 227.11.89  
Lyon: Le Britannia  
20, bd Eugène Deruelle  
69003 Lyon / (78) 71.00.36

POUR LE PAYS

### Demain nocturne jusqu'à 22 h 30

26 AVRIL - 11 MAI 1975 - 10 h - 19 h

Nocturnes les mardis et vendredis jusqu'à 22 h 30

POUVOIR CHOISIR POUR MIEUX ACHETER

(1) 28, place Saint-Georges, 75009 Paris.

(PUBLICITÉ)

### AUTOMATISATION ET CONTRÔLE DES PROCESSUS DE FABRICATION DANS LES ACIÉRIES ÉLECTRIQUES ET LES FONDERIES

14, 15 et 16 MAI 1975

Tel est le thème du colloque international organisé par le Comité Français d'Electrothermie, en liaison avec l'Union Internationale d'Electrothermie, à l'heure où les modifications profondes de la conjoncture énergétique et l'accroissement du coût des matières premières nécessitent la recherche de solutions nouvelles et incitent les industriels à s'adapter pour éviter les gaspillages de toute nature.

Il reste encore des places disponibles à cet IMPORTANT COLLOQUE. Pour tous renseignements et inscriptions, veuillez vous adresser sans tarder au

COMITÉ FRANÇAIS D'ELECTROTHERMIE

25, rue de Pray  
75017 PARIS  
Tél. 227-94-60

## Montparnasse est au cœur de Paris, et l'hôtel Sheraton au cœur de Montparnasse.

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tél. 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel

هنا من الأمل

# LA VIE ÉCONOMIQUE

## EUROPE

APRÈS L'ÉCHEC DE LA RÉUNION DE PARIS

### Les Neuf cherchent les moyens de relancer la conférence entre les pays industrialisés et le tiers-monde

Bruxelles (Communauté européenne). — Les ministres des affaires étrangères des Neuf se réunissent ce lundi 5 mai à Bruxelles. En l'absence de M. Sasagawaraku, qui accompagne M. Giacardi d'Enzaing à Rabat, la délégation française est conduite par M. Destremeu. Le conseil doit d'abord constater que la négociation en vue de conclure les accords préférentiels avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie est bloquée, puisque les ministres de l'agriculture, saisis du dossier, n'ont pas été en mesure de répondre à la demande des gouvernements maghrébins, qui, avant de conclure, souhaitent que la Communauté amène les facilités d'accès offertes à leurs exportations de fruits, de légumes, de conserves et de vins.

Les Neuf vont aussi faire le point sur les résultats de la réunion de Paris entre pays consommateurs et pays producteurs de pétrole. Comment relancer le dialogue amorcé avec Kéber ?

semble exiger que ce premier échange de vues puisse déjà aboutir à la définition d'une nouvelle ligne de conduite, mais les Neuf pourraient marquer leur volonté d'accorder une attention prioritaire à l'ensemble du dossier concernant les relations entre pays industrialisés et pays du tiers-monde, afin d'essayer de rendre possible avant l'été — par exemple à l'occasion du « conseil européen » des 16 et 17 juillet — une initiative « constructive » de la Communauté.

Du débat qui s'est déroulé, vendredi dernier, au sein du comité des représentants permanents, il ressort en effet que les résultats obtenus à la conférence de Paris ont suscité parmi les Neuf une réflexion nouvelle et que les gouvernements membres sont conscients de la nécessité de consacrer un effort supplémentaire pour reprendre le débat engagé avec le tiers-monde.

#### De notre correspondant

La réunion de Paris ne peut pas être considérée comme un échec, car elle a permis aux participants de mieux prendre la mesure des problèmes qui leur étaient posés. Mais elle constitue un avertissement pour les pays industrialisés : ils ne pourront s'entendre avec les pays du tiers-monde et rendre possible la conférence sur l'énergie que dans la mesure où ils procéderont à la « dévaluation » de leurs positions sur le problème des matières premières et du développement des pays pauvres. Telles sont les conclusions auxquelles on est parvenu dans les milieux communautaires après un examen attentif des résultats obtenus à Paris.

On ne considère pas ici que la conférence de l'avenue Kléber a été un fiasco, car, en fait, il était impossible de parvenir, dès ce premier rendez-vous, à un accord tant les positions de départ des pays industrialisés et celles du tiers-monde étaient opposées. On y a assisté à un rapprochement appréciable des points de vue. Les pays indus-

trialisés ont accepté que les matières premières deviennent un chapitre distinct de l'ordre du jour de la nouvelle conférence ; les Sept ont fait, de leur côté, une concession majeure en donnant leur accord pour que les problèmes de l'énergie soient traités de façon spécifique et placés en tête de l'ordre du jour.

Au moment de la séparation, les divergences, estimées à Bruxelles, portaient moins sur les sujets qui devaient être abordés par la conférence (y compris la recherche d'un « ordre économique nouveau ») que sur la manière dont chacun de ces sujets devrait être traité.

Les Sept établissent un lien très fort entre les dossiers « énergie », « matières premières » et « développement ». Les pays industrialisés, quant à eux, considéraient toujours que la conférence devrait accorder une place particulière à l'énergie. Comment parvenir à un compromis ?

et surtout les plus pauvres, sont dépourvus de matières premières. Le monde industrialisé, notamment l'Europe, ont intérêt à agir vite. Si un effort substantiel, représentant un saut qualitatif important, n'est pas entrepris pour créer les conditions d'une économie de marché satisfaisante dans les pays sous-développés, ceux-ci se détourneront d'eux. D'autres viendront alors proposer une autre forme d'organisation économique. Le prix à payer pour l'Occident et le Japon pourrait se révéler alors bien plus lourd que celui qui leur est demandé aujourd'hui.

Il est prématuré, assurément, d'essayer de deviner quel sort sera réservé par les Neuf à ces réflexions. Ceux-ci, à l'heure de vérité, se montreront-ils prêts à prendre des initiatives dont l'aboutissement, cela est clair, impliquera de leur part un sacrifice financier non négligeable ? Il apparaît cependant — n'est-ce pas là déjà un résultat positif ? — que, après la réunion de Paris, les milieux communautaires manifestent une attitude plus ouverte que dans le passé, montrant qu'ils ont compris qu'un dialogue sérieux sur le pétrole est subordonné à un débat également sérieux sur les matières premières et les problèmes de développement.

PHILIPPE LEMAITRE.

## MONNAIES ET CHANGES

### PENDANT LE PREMIER TRIMESTRE L'augmentation des réserves de l'OPEP s'est ralentie

Washington (A.F.P.). — L'augmentation des réserves de change des pays exportateurs de pétrole s'est ralentie pendant le premier trimestre 1975. Certains de ces pays ont même vu leurs réserves diminuer sensiblement, indiquent les dernières statistiques financières internationales publiées par le Fonds monétaire international.

La baisse des réserves a été particulièrement forte pour l'Algérie (888 millions de dollars de tirage spécial au lieu de 1 370 millions à la fin 1974) et pour la Libye (2 382 millions au lieu de 2 958 millions). Les réserves de l'Irak ont légèrement diminué, tombant de 8 947 à 8 673 millions de dollars de tirage spécial.

Les réserves du Venezuela (5 966 millions de D.T.S. au lieu de 5 333) et du Koweït (1 372 millions au lieu de 1 141) ont, en revanche, continué à progresser substantiellement. Pour l'Arabie Saoudite et l'Irak, les statistiques sont encore partielles : les réserves saoudiennes ont augmenté de 350 millions de D.T.S. en janvier,

pour atteindre 12 017 millions, celles de l'Irak sont passées de 2 873 millions à la fin de 1974 à 2 727 millions à la fin février.

Quant aux réserves des pays industrialisés, elles ont substantiellement augmenté pendant le premier trimestre dépassant à nouveau le niveau de 100 milliards de dollars de tirage spécial, retrouvant ainsi leur niveau moyen de 1973. Les causes de cette augmentation, qui avait commencé à la fin 1974, ont été diverses : gros emprunts privés et publics sur le marché de l'euro-dollar, influx de capitaux provenant des pays producteurs de pétrole et amélioration de la balance des paiements de certains pays.

### LA BAISSÉ DE LA LIVRE SE POURSUIT

La livre sterling a continué, en début de semaine, à s'affaiblir sur tous les marchés de change, son pourcentage de dévaluation depuis décembre 1974 atteignant 23,2 %. A Paris, son cours est tombé lundi 5 mai à 9,5 F contre 9,7 F vendredi.

## A L'ÉTRANGER

En Italie

### Levée de boucliers contre l'État-patron

Rome. — L'État-patron n'avait jamais affronté en Italie autant de critiques à la fois. C'est une véritable levée de boucliers, justifiée par des « scandales » récents, elles coïncident avec de grandes manœuvres en coulisse pour pourvoir au remplacement de plusieurs dirigeants d'entreprises, ces barons du « sotto governo » auxquels on attribue des pouvoirs quasi

mythiques, bien supérieurs à ceux de la plupart des ministres. Le débat ne porte pas seulement sur telle ou telle personnalité, telle ou telle opération suspecte ; il conduit à une mise en question de tout le secteur public qui occupe en Italie une place plus grande que dans les autres pays capitalistes et industrialisés d'Occident.

#### De notre correspondant

La discussion est née, pour l'essentiel, de deux affaires louches et de deux successions. Ces dernières concernent M. Giuseppe Petrilli et Raffaele Girotti, respectivement présidents de l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle) et de l'ENI (Office national des hydrocarbures), c'est-à-dire des deux géants du secteur public. En poste depuis quatorze ans, M. Petrilli verra son mandat se terminer en octobre. On lui aurait prévu comme point de chute la direction d'un haut-commissariat pour l'énergie. Son successeur pourrait être l'actuel directeur général de l'IRI, M. Leopoldo Menguzzo, auquel le secrétaire de la démocratie chrétienne, M. Fanfani, adhérait volontiers l'ancien P.-D.G. de la radiodiffusion, M. Ettore Bernabei. Mais les jeux sont loin d'être faits.

Quant au mandat de M. Girotti, il est arrivé à échéance en octobre 1974. Après de longues semaines, le président de l'ENI ne verrait pas d'inconvénient à se succéder à lui-même. Mais tout dépend de l'avenir du secteur chimique en Italie, après les tentatives de ces dernières semaines pour transférer le groupe Montedison, où l'ENI semble avoir augmenté, en sous-main, sa participation. Ce affaire peu claire, sur laquelle le parlement demande valablement des explications illustre bien les déviations du secteur public et ses rapports plus ou moins ambigus avec l'industrie privée.

Il est une autre opération, qualifiée couramment de scandale, qui touche l'ENI (organisation de gestion des entreprises minières et métallurgiques). Cette firme publique a acquis, en janvier, une participation de 51 % dans la société de navigation Vitolis et l'ENI semble avoir augmenté, en sous-main, sa participation. Ce affaire peu claire, sur laquelle le parlement demande valablement des explications illustre bien les déviations du secteur public et ses rapports plus ou moins ambigus avec l'industrie privée.

#### Un nouveau féodalisme

Plusieurs formations politiques réclament un réexamen global du secteur public, de ses méthodes et de sa « philosophie ». Le parti républicain — membre du gouvernement — a ouvert le feu en dénonçant, le 6 avril, « des phénomènes croissants de maîtres gestion », provoqués par « l'improvisation » et « l'épave » et « l'utilisation du secteur public à des fins politiques. Il réclame un projet complet de réorganisation dans les six mois ».

Deux jours plus tard, les socialistes attaquent à leur tour, en montrant au « nouveau féodalisme dans lequel les centres de pouvoir économique sont plus forts que le pouvoir politique ». Les communistes, enfin, remarquaient, le 10 avril, que les entre-

prises publiques « se soustraient au contrôle du parlement et du gouvernement lui-même ». L'État-patron en Italie n'est pas un petit entrepreneur. Il occupe une place grandissante dans l'économie, par l'intermédiaire de plusieurs organismes : le comité inter-ministériel pour la programmation économique, qui, comme son nom l'indique, détermine les grandes lignes de développement du pays, le ministère des participations d'État, qui exerce ses directives, six instituts de droit public (IRI, ENI, ESIM, EGAM, EAGA et ENTE cinema), dotés d'un patrimoine propre, d'une autonomie de gestion, et qui ont des participations dans des centaines de sociétés privées.

#### Les ministres des entreprises publiques

Le ministère des participations d'État est censé contrôler les entreprises publiques qui, elles-mêmes, sont supposées orienter leurs filiales dans le sens de l'intérêt général. Or, il arrive que le contraire se produise. Véritable État dans l'État, les « entités » ont un rôle décisif dans le choix de « leur » ministre et lui assistent pratiquement un rôle d'observateur bienveillant. Avec l'intérieur, le ministère des participations d'État est censé contrôler les entreprises publiques, qui elles-mêmes, sont supposées orienter leurs filiales dans le sens de l'intérêt général. Or, il arrive que le contraire se produise. Véritable État dans l'État, les « entités » ont un rôle décisif dans le choix de « leur » ministre et lui assistent pratiquement un rôle d'observateur bienveillant. Avec l'intérieur, le ministère des participations d'État est censé contrôler les entreprises publiques, qui elles-mêmes, sont supposées orienter leurs filiales dans le sens de l'intérêt général. Or, il arrive que le contraire se produise. Véritable État dans l'État, les « entités » ont un rôle décisif dans le choix de « leur » ministre et lui assistent pratiquement un rôle d'observateur bienveillant.

Les entreprises publiques (les « entités ») ont fini par se situer au même niveau que les sociétés privées, employant leurs méthodes et partageant leurs défaites. On les voit même se concurrencer entre elles, après avoir largement dépassé leurs prérogatives initiales : l'ESIM, fondé en 1962, pour gérer des entreprises mécaniques nationales, opère aujourd'hui dans les secteurs du caoutchouc, de l'alimentation et même dans la zootechnie et le tourisme. L'ENI et l'IRI en souffrent, mais

sont mal placés pour dénoncer de telles ambitions. Il faut reconnaître aux « entités » un rôle essentiel dans le « décollage » économique de l'Italie ; des hommes de la compétence de M. Petrilli y sont certainement pour beaucoup. Mais les instituts de gestion n'ont pas réussi à atténuer véritablement le déséquilibre entre le Nord et le Sud, ni toujours à bien se gérer eux-mêmes, plus de la moitié des sociétés de l'ESIM n'enregistrent-elles pas des pertes ininterrompues depuis une douzaine d'années ? Les « entités » souffrent certainement du manque de compétence de certains de leurs cadres, dont la « formation » s'est faite surtout dans les rangs de la démocratie chrétienne. Ce parti compte d'ailleurs 80 % des dirigeants du secteur public, dont il a fait son meilleur agent électoral. On ne compte plus les infrastructures mises en place pour venir en aide à tel ou tel sénateur, à tel ou tel député. Les socialistes, qui font aujourd'hui figure de grands censeurs, ont aussi quelques péchés — moins graves, il est vrai — sur la conscience.

Le contrôle par les entreprises publiques de certains journaux, et surtout de la publicité télévisée, est un motif supplémentaire d'inquiétude pour les autres partis politiques, qui proposent diverses solutions : concentrer tout ce secteur en deux grandes « entités » ; supprimer le ministère des participations d'État et placer les différents instituts sous le contrôle des ministères intéressés ; supprimer les « entités » elles-mêmes, qui leur semblent atteintes de maux incurables. Cette dernière solution, qui enlèverait au système d'intervention italien son originalité, en ne laissant plus subsister que des sociétés nationales, est difficilement imaginable.

Peu souhaitent d'ailleurs une disparition de l'État patron. On voudrait surtout qu'il ne soit pas un centre de pouvoir politique et qu'il se donne un plan de route qui fait actuellement défaut. Si la programmation a besoin aujourd'hui comme hier des entreprises publiques, celles-ci ne peuvent se passer de programmation.

ROBERT SOLE.

Information à sens unique, information-propagande, information-communication, échanges, confrontation... Quelles peuvent être les finalités d'une information municipale ? L'information, dans quel but ? Sur quoi ? Pour qui ? Par qui ? Comment ?

Roger BEAUNEZ et Francis KOHN tentent de répondre à ces questions dans leur ouvrage :

## L'INFORMATION DANS LA CITÉ

Collection « Pouvoir local » et mettent l'accent sur une information qui développe les solidarités et responsabilités collectives.

29 F

### LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

12, avenue Sœur-Rosalie - 75621 Paris Cedex 13

## Joël PICARD

CONSEILLER DE DIRECTION

Gestion de Personnel - Formation - Recrutement

DIRECTION COMMERCIALE

LYON

Une importante société commerciale recherche un Directeur Commercial. En liaison étroite avec le Directeur Général, il sera responsable de l'ensemble des ventes et de leur développement sur le plan national. Le candidat, âgé d'environ 40 ans, aura une formation supérieure et une expérience très complète touchant au choix des politiques, définition des objectifs et des moyens, négociations, gestion et surtout animation d'équipes. La personnalité de l'homme doit allier un sens de l'organisation très marqué à une souplesse dans le contact, dans un cadre général de véritable délégation. Le niveau de rémunération sera motivant. Excellentes perspectives.

Référence n° 12

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Envoyer curriculum vitae en rappelant la référence à :

Joël PICARD - 36, rue Truchot, 69096 Lyon - Tél. : 52-21-04

## EN SUISSE

Reprenons aux meilleurs cours parts de Fonds de placement, actions et obligations. Secret bancaire.

MAILING-SERVICE  
19, Château Bloc  
CH-1219 GENÈVE - SUISSE

Adressez vite ce bon à l'adresse ci-dessus. Nous vous renseignerons rapidement et avec discrétion

Nom \_\_\_\_\_ 207  
Rue \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_ Pays \_\_\_\_\_

## LES BUREAUX "ERARD II"

A proximité de la Gare de Lyon et de la station RER-Nation.

De 300 à 2800 m<sup>2</sup> en vente ou location

Aménagement moderne - Parkings

Téléphone

## HERRING DAW

256-0761

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## GÉNÉRALE OCCIDENTALE

Société Anonyme au capital de 94.910.250 F  
Etablissement financier régi par la loi du 13 juin 1941  
Siège Social : 90, avenue des Champs-Élysées - 75008 PARIS  
R.C. 552 030 306 B PARIS  
N° SIRET : 552 030 306 00013

### augmentation de capital

de 94.910.250 F à 126.160.250 F  
par l'émission de 625.000 actions nouvelles  
de 50 F nominal

Prix d'émission : F 160  
Jouissance : 1<sup>er</sup> juillet 1975  
Droit de souscription :  
Réservé par préférence aux actionnaires à raison  
d'UNE action nouvelle pour TROIS actions anciennes.

### ÉPARGNE-CROISSANCE

M. Pierre Bailey, récemment élu président des sociétés Épargne-Valor et Épargne-Infat, s. conformément à la loi qui limite le nombre des mandats, demandé au conseil d'administration de la société Épargne-Croissance d'accepter sa démission de président. Le conseil, dans sa séance du 30 avril, n'a pu que s'écarter à regret devant sa démission et lui a conféré à l'unanimité le titre de président d'honneur.  
Le conseil a désigné pour lui succéder en qualité de président M. Gérard Liewellyn, M. Daniel Olchanski a été confirmé dans ses fonctions de directeur général.

### BOURSE DU BRILLANT

MARCHÉ DU BRILLANT  
Prix d'un brillant rond spécimen  
BLANC EXCEPTIONNEL  
1 CARAT  
5 mai - 41.992 F T.T.C.  
+ commission 4,90 %  
M. GÉRARD JOAILLIERS  
8, avenue Montaigne, PARIS (8<sup>e</sup>)  
TÉL. 259-83-86

### SGI

Mission conditionnelle  
titres, recherches, travaux  
100, rue de Valenciennes, Paris (11<sup>e</sup>)  
F. LACOSTE  
607-05-12  
206-83-29

### GRUPE SCREG

#### BITUME ET ASPHALTE DU CENTRE SMAC

Le bénéfice net pour 1974 ressort à 4.511.000 F contre 3.818.000 F en 1973.  
Il sera proposé à l'assemblée de distribuer à chacune des 358.124 actions composant le capital social un dividende de 8,50 F brut et d'avoir fiscal de 3,25 F, soit un revenu global de 8,75 F contre 9,45 F en 1973.

### FRANÇAISE D'ENTREPRISES DE DRAGAGES ET DE TRAVAUX PUBLICS (S.F.E.D.T.P.)

Le bénéfice net ressort pour 1974 à 7.059.000 F après 22.543.000 F d'amortissements contre un bénéfice de 4.981.000 F en 1973. Ainsi se confirme le redressement déjà signalé les années précédentes.

Il sera proposé d'affecter ce résultat aux réserves de manière à renforcer encore les fonds propres de la société.  
Le chiffre d'affaires de S.F.E.D.T.P. et de ses filiales a atteint la somme de 810.800.000 F, dont la moitié a été réalisée en France, au portefeuille dans différents pays de la Communauté économique européenne, en Afrique et en Asie du Sud-Est. Le carnet de commandes dépasse actuellement 900 millions de francs.

### SICAV DE LA BANQUE ROTHSCHILD

Situation au 31 mars 1975

	ROTHSCHILD- EXPANSION	%	LAFFITTE- RENDIEMENT	%	LAFFITTE- TOKYO	%
Actions étrangères	289.788.564	95,0	8.948.190	12,4	16.924.642	53,7
Actions françaises	46.715.123	5,5	31.523.248	43,5	—	—
Obligations étrangères	4.131.436	0,8	6.689.737	9,2	—	—
Obligations françaises	82.281.698	16,8	18.028.818	26,3	12.111.014	38,4
Liquidités	87.423.148	17,9	8.213.773	11,0	2.480.800	7,9
Total actif net	489.331.967	100	72.397.773	100	31.526.636	100
Valeur liquidative unitaire	325,17		118,74		118,38	

### ARBED

Acieries réunies  
de Burbach-Eich-Dudelange  
Siège social : Luxembourg  
avenue de la Liberté  
R.C. Luxembourg N° B 6390

Nous avons l'honneur d'informer les porteurs de parts sociales de notre société que l'assemblée générale ordinaire du 25 avril 1975 a décidé, au titre de l'exercice 1974, la répartition d'un dividende de 350 F lux. net d'impôt luxembourgeois, convertibles en francs français au cours de change officiel du franc belge coté à la Bourse de Paris le jour du paiement. Ce dividende est payable en deux parties égales de 165 F lux. net, la première partie à partir du 12 mai 1975 contre présentation du coupon N° 27, la seconde partie à partir du 18 décembre 1975 contre présentation du coupon N° 28.  
Les actionnaires auront toutefois la possibilité de se faire souscrire la seconde partie du dividende et de toucher une somme de 350 F lux. net par part sociale, payable en une fois à partir du 12 mai 1975, contre présentation des coupons N° 27 et 28.  
Les porteurs résidant dans la zone monétaire française sont priés de s'adresser aux guichets des établissements suivants :  
(1) Crédit Lyonnais, 10, boulevard des Italiens, 75002 Paris ;  
(2) Banque de l'Union Européenne, 4 et 6, rue Quai, 75002 Paris ;  
(3) Crédit du Nord et Union Parisienne et Union Bancaire, 6 et 8, boulevard Haussmann, 75009 Paris ;  
(4) Société Générale S.A., 29, boulevard Haussmann, 75009 Paris.  
Les impôts visés par les lois françaises sont à la charge des porteurs. Luxembourg le 25 avril 1975.

### France-Investissement

FRANCE-INVESTISSEMENT  
SICAV

L'assemblée générale ordinaire, tenue le mardi 29 avril 1975 sous la présidence de M. Roger Paluel-Marmont, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 et fixé le montant global du dividende à 5,50 F, dont : coupons, 4,75 F et impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), 0,75 F.  
Le dividende net de 4,75 F par action se décompose comme suit :  
— Un coupon de 1,50 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 0,16 F correspondant aux revenus des obligations françaises non indexées ;  
— Un coupon de 3,25 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 0,50 F correspondant aux autres revenus.  
Ce dividende sera mis en paiement à compter du mardi 27 mai 1975.  
L'assemblée générale a réélu pour six ans M. Roger Paluel-Marmont comme administrateur. Le conseil d'administration, qui s'est réuni à l'issue de cette assemblée, a renouvelé M. Roger Paluel-Marmont dans ses fonctions de président-directeur général.

### BANEXI

Le Banque pour l'Expansion Industrielle - Banexi, banque d'affaires du groupe de la S.N.P., partage ses activités entre les prises de participations, les négociations d'entreprises et les opérations de promotions immobilières.  
Elle vient d'appeler à son conseil de surveillance M. Jacques Couvel, directeur général adjoint de la S.N.P., et de renouveler les mandats de MM. Jean-Louis Gramois et de M. André Gramois.  
M. Gramois n'ayant pas, pour des raisons de limite d'âge, sollicité la reconduction de son mandat de président du conseil de surveillance, Jacques Couvel a été élu président. M. Marc Manificat, directeur général adjoint de la S.N.P.  
Le conseil de surveillance comprend :  
M. Marc Manificat, président, M. Pierre Ledoux, vice-président, MM. Gaston Defoort, André Bérone, Jacques Couvel, Jean-Louis Gramois et Henri Ghét, membres.  
Le directeur de la Banexi se compose de MM. Jean Dromer, Edmond Jéantot, Michel Rubinstejn, René Thomas et Jacques P. Vizio, président.

J. DELMAS et Cie  
J.-C. COURTES, J. de GUEYNY, A. LAURENTE  
Principes et mise en place du  
**TABEAU DE BORD DE GESTION**

EXTRAIT DU SOMMAIRE :

- Le tableau de bord dans le système de gestion ;
- Organisation de gestion et points clés ;
- Choix des indicateurs ;
- Construction des tableaux ;
- Collecte des informations ;
- Suivi des séries statistiques ;
- Interprétation et utilisation de la base ;
- Applications pratiques.

70 P.  
Prix : 100 F.  
ÉDITIONS L'ÉCLAIR - 75008 PARIS - 025312

### GRUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Le 15 avril 1975 se sont tenues les assemblées générales ordinaires des deux SICAV du groupe :  
— La compagnie d'investissement et de placement C.I.P. sous la présidence de M. Maxime Malinski ;  
— La compagnie anonyme pour la gestion financière de valeurs immobilières sous la présidence de M. Roger Pappas.  
Les résolutions proposées ont été adoptées et les comptes d'administration qui ont suivi les assemblées ont fixé la date de paiement des dividendes au 31 avril 1975.  
Au 27 mars 1975, la situation des deux sociétés était la suivante :

	Compagnie d'investissement et de Placement C.I.P.	A.G.F.I.M.O. Société anonyme pour la gestion financière de valeurs immobilières
Nombre d'actions au 27 mars 1975 (action de 100 nominal)	314.444	682.262
Actif net par action	232,92	150,88
Actif net total	73.241.492,53	102.801.252,17
Répartition actif net en %		
— Disponible	4,34	0,38
— Obligations françaises	47,77	24,37
— Obligations étrangères	1,90	—
— Actions françaises	19,88	63,85
— Actions étrangères	25,71	9,38
Rappel : Dividende par action de 100 F nominal		
Montant net et avoir fiscal	11,27 + 2,11	9,38 + 0,78
Date de paiement	21 avril 1975	21 avril 1975

### W.R. GRACE & Co

La société Industrielle Internationale W.R. Grace & Co a déclaré que son chiffre d'affaires et ses bénéfices pour 1974 ont été les plus élevés dans l'histoire (qui remonte à cent vingt ans) de la société, à savoir de 33 % du bénéfice net et un accroissement de 23 % du chiffre d'affaires. Cette performance est due essentiellement au secteur chimie de Grace, surtout les produits chimiques agricoles et les dérivés de ressources naturelles, qui, ensemble, ont représenté 92 % du revenu d'exploitation.  
Le bénéfice net consolidé pour l'année échue au 31 décembre 1974 a été de \$ 120,6 millions, soit plus de 35 % par rapport au bénéfice de \$ 85,3 millions en 1973. Le bénéfice par action a été de \$ 4,12 contre \$ 2,81 l'année précédente, soit une augmentation de 47 %. Le chiffre d'affaires est passé de \$ 2,8 milliards à \$ 3,5 milliards (+ 25 %).  
Les résultats du quatrième trimestre 1974 ont augmenté par rapport à la période comparable de l'année précédente aux deux trimestres consécutifs. Le bénéfice net consolidé pour le dernier trimestre de 1974 a été de \$ 27,5 millions, soit + 17 % par rapport au bénéfice de \$ 23,3 millions en 1973. Le bénéfice par action a été de \$ 83 cents (contre 75 cents). Le chiffre d'affaires pour le dernier trimestre de 1974, en partie à cause de l'effet d'un décalage d'investissement décidé dans certaines activités de produits alimentaires en 1975 aux U.S.A., a été de \$ 793 millions, soit + 10 % par rapport au chiffre d'affaires de \$ 717 millions après impôts, soit 24 cents par action.



banque de la République  
au service du commerce extérieur

315 rue de Valenciennes  
Saint-Georges  
75003 Paris tél. 290-63-45

## OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTE AUX ENCHÈRES, le jeudi 29 mai 1975, à 14 heures, en l'étude de M<sup>e</sup> E. et R. Liffman, 45, place Ph.-de-Cubazole, - 94300 CAVAILLON.  
B.P. n° 5. - Tél. : 90 78-00-73.

**UN MAS à EYGALIÈRES (Bouches-du-Rhône)**  
avec 28.000 m<sup>2</sup> de terrain  
**MISE A PRIX : 280.000 FRANCS.**

**UN MAS à EYGALIÈRES (Bouches-du-Rhône)**  
avec 37.000 m<sup>2</sup> de terrain  
**MISE A PRIX : 350.000 FRANCS.**  
RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS SUR DEMANDE

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 15 mai 1975, à 14 heures  
**TERRAIN NU 1.411 M<sup>2</sup> A PARIS 15<sup>e</sup>**  
**62, BOULEVARD GARIBOLDI**  
**MISE A PRIX : 5.000.000 F**  
S'adresser : M<sup>e</sup> TOUNY, avocat, 15, rue d'Argentan, Paris (10<sup>e</sup>) ; M<sup>e</sup> R. SCAMAMA, administrateur judiciaire, 10, rue de Valenciennes, Paris (11<sup>e</sup>) ; M<sup>e</sup> FABIEN SCAMAMA, avocat, 10, rue St-Lazare, Paris (10<sup>e</sup>), 15 av. pr. Tr. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.

Adj. au Tribunal de Commerce de Paris, le 21 mai 1975, à 14 h. 15. Fonds  
**INFORMATION - PUBLICITÉ**  
ET TOUTES OPÉRATIONS EN VUE DE FACILITER  
**LA VENTE D'APPARTEMENTS EN ESPAGNE**  
Intermédiaire en service pour le commerce d'import-export - Toutes marchandises, représent. comm. locat. administr. gestion d'appart., etc.  
**à Paris (8<sup>e</sup>) - 21, Rue Royale**  
AVEC BAIL DES LOCAUX, comprenant :  
BOUTIQUE en façade sur la rue Royale, pièce au-dessus à l'entresol.  
Local au 1<sup>er</sup> ét. formé de 2 apparts, 1 sous-sol, 2 chambres sous combles.  
UN APPARTEMENT au deuxième étage au-dessus de l'entresol.  
**MISE A PRIX (pouvant être baissée) : 350.000 FRANCS.**  
CONSIGNATION : 150.000 Francs (en chèque certifié)  
S'adresser à M<sup>e</sup> X. Demoreux, notaire à Paris, 67, bd Saint-Germain.  
M<sup>e</sup> Jean-Claude Girard, Syndic à Paris, 69, boulevard Saint-Germain.

### ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vte Palais Justice Meaux, 22 mai, 14 h.  
Maison bâtie sur 2 de Charriery,  
**LA FERTÉ-SOUS-JOUARRE (77)**  
**MISE A PRIX : 60.000 FRANCS**  
Libre locat. et occupé. S'ens. Meaux,  
N° 107, 15, pl. Henri-IV pr. via. s/pl.

Adj. au TRIB. DE COMM. PARIS  
LE 21 MAI à 14 h. 15 - Fonds  
**AGENCE PUBLICITÉ**  
**20-22, R. BALLU, PARIS-9<sup>e</sup>**  
N° 15 et 16 P. 50.000 F.  
Cons. 50.000 F. S'ad. M<sup>e</sup> DAUCHEZ,  
Not. 31, qu. Tourneville, M<sup>e</sup> MAR-  
TEAU, Synd. 13, r. Etienne-Marcel

Vte sur fol. enchère après sur. 20 mai 1975, 14 h. Trib. Corbeil-Essonnes  
**PROPRIÉTÉ à LA FERTÉ-LAIS (91)**  
1, rue Sacha-Guitry, comprenant :  
**MAISON ET TERRAIN ; Contenance 2.789 m<sup>2</sup>**  
**Mise à prix 300.000 F**  
N° 18, av. Carnot, Corbeil, 91-30-71.

Vente au Palais de Justice de Paris, le lundi 26 mai 1975, à 14 heures  
**TERRAIN - Libre de location - 220 m<sup>2</sup> superf.**  
**PARIS (13<sup>e</sup>), 31-33, rue des Terres-au-Curé**  
**MISE A PRIX : 120.000 FRANCS.**  
S'adresser : le M<sup>e</sup> Elry, avocat, Paris (13<sup>e</sup>), 12, av. Montaigne - 2<sup>e</sup> DOMAINES,  
1, rue Truchet, Paris (9<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Griffois, crieur du Trib. Cde Inst. de Paris.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 15 mai 1975, à 14 heures  
**HOTEL PARTICULIER - PARIS-16<sup>e</sup>**  
**171, rue de la POMPE**  
**MISE A PRIX : 1.243.000 F**  
S'adresser : M<sup>e</sup> LESGUILLE-MIGNON, avocats à Paris (17<sup>e</sup>), 3, rue A.-de-Pontze (tel. 330-37-89) ; et M<sup>e</sup> JOUANNEAU, J.-P. WEILL et ATTAL, avocats à Paris, 83 à tous avoc. postulant près les Trib. de Gr. Inst. de Paris, Bobigny, Créteil, Nanterre.

Vente le 27 mai 1975, à 14 heures, au Tribunal de Corbeil-Essonnes  
**MAISON us. hab. - TERRAIN - 3 gds GARAGES**  
**VIRY-CHATILLON (91) - Cont. 361 m<sup>2</sup>**  
**MISE A PRIX : 100.000 F**  
Bans : Corbeil-Essonnes. Tél. : 09-30-11.  
S.C.P.A. : Elul, James, Gzmal, avocats

Vente à surenchère du dixième au Palais Justice Paris, jeudi 22 mai 1975, 14 h.  
EN UN SEUL LOT :  
**1) UN ATELIER - 2 REMISES - 2 BUREAUX**  
LOGEMENT - Jouissance d'une cour privée  
**2) FONDS DE COMMERCE D'EAUX GAZEUSES MINÉRALES ET BIÈRES**  
sités à  
**FRESNES (Val-de-Marne)**  
2 à 6, Promenade du Barrage et 30, rue Jules-Guesde  
LIBRE - Mise à prix : 187.000 F.  
S'adresser à M<sup>e</sup> ROGET, avocat, 7, rue de l'Université, Paris (7<sup>e</sup>) ;  
M<sup>e</sup> LYONNET DU MOUTIER, avocats, 182, rue de Rivoli, Paris (1<sup>er</sup>) ;  
M<sup>e</sup> LEBEYEC, syndic, 41, rue Dauphine, Paris (6<sup>e</sup>).

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 15 mai 1975, à 14 heures  
EN UN SEUL LOT  
**PARIS-15<sup>e</sup> - RUE LECOUBE**  
**1) TERRAIN NU 1.913 m<sup>2</sup> au 20 bis**  
**2) TERRAIN NU, 376 m<sup>2</sup>, au 22**  
**3) IMMEUBLE 512,82 m<sup>2</sup> au 24**  
se composant de deux parties.  
**TERRAIN NU et UNE MAISON**  
divers d'un rez-de-chaussée et 2 étages (2 boutiques au rez-de-chaussée)  
**4) TERRAIN, 337 m<sup>2</sup>, au 18 et 20 bis**  
**5) Ds IMMEUBLE DE RAPPORT au 20-20 bis**  
Divers biens et droits immobiliers se composant de  
**31 LOGEM. - 11 CAVES - UN LOCAL COMM. - Cont. tot. 176 m<sup>2</sup>**  
**MISE A PRIX : 21.500.000 F**  
S'adresser : M<sup>e</sup> TOUNY, avocat, 15, rue d'Argentan, Paris (10<sup>e</sup>) ; M<sup>e</sup> SCAMAMA, administrateur judiciaire, 10, rue Valenciennes, Paris (11<sup>e</sup>) ; M<sup>e</sup> F. SCAMAMA, avocat, 10, rue Saint-Lazare à Paris (10<sup>e</sup>).

هنا من الامل

هنا من الأهل

LES MARCHÉS FINANCIERS

EURO-EMISSIONS

Pause salubre

Après — Le secteur libéré en l'absence de marché euro-obligataire s'est imposé une pause salubre...

Après avril 1975, 100 millions de francs ont été proposés et pendant quatre premiers mois de l'année...

LONDRES

Le repli s'accroît

Le repli de la Bourse de Londres, amorcé vendredi, s'est brusquement accentué lundi...

Table with columns: VALEURS, CLOTURE, COURS. Lists various stock prices.

MARCHÉ MONÉTAIRE

Table with columns: Taux de change, Taux de marché. Shows exchange rates.

B.A.L.O.

Le B.A.L.O. du 5 mai publie notamment les inscriptions suivantes: Cornejoir — Attribution gratuite...

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NORSK HYDRO

La société va augmenter son capital par émission, à titre onéreux, d'une action nouvelle pour trois anciennes...

PRESSES DE LA COTE

Bénéfice net comptable, hors plus-values: 4,54 millions de francs contre 8,6 millions (il n'y a pas d'impostos sur les sociétés en 1974)...

SOMMER-ALBERT

Bénéfice net comptable: 23,1 millions de francs contre 48,3 millions en 1974...

LABORATOIRES ROGER BELLON

Dividende global de 14,90 francs par action...

SAIREGUMINES

Bénéfice net en 1974: 5,3 millions de francs contre 3,2 millions en 1973...

DE DIETRICH

Dividende global porté de 20,16 F à 22,2 F.

INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 = 31 déc. 1974) Valeurs françaises: 132,2; Valeurs étrangères: 126,5.

VALEURS

Large table of stock market values with columns for various companies and their prices.

BOURSE DE PARIS — 2 MAI — COMPTANT

Table of stock market values for Paris, 2nd May, cash settlement.

MARCHÉ A TERME

Table of stock market values for Paris, 2nd May, term settlement.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices.

Vertical text on the left margin, including 'banque', 'au sein', 'du comité', '21.500'.

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. AFRIQUE**  
— Le voyage de M. Giscard d'Estaing au Maroc.
- 3-4. ASIE**  
— **VIETNAM** : un comité militaire administre Saigon ; les réfugiés sont mal accueillis aux États-Unis.  
— **INDE** : une bombe qui ne veut pas dire son nom (II), par Nicolas Vichney.
- 5. PROCHE-ORIENT**  
— La fin de la visite de M. Arafat à Moscou.
- 6. AMERIQUES**  
— **CHILI** : la justice ne parvient pas à dominer la crise économique.
- 7 à 9. EUROPE**  
— **POINT DE VUE** : « Face à la stratégie américaine », par Michel Vénier.  
— **PORTUGAL** : MM. Soares et Cabral pourraient se rapprocher.
- 10 à 13. POLITIQUE**  
— **Le congrès des Jeunes communistes.**
- 14-15. HISTOIRE**  
— **AUTOUR DE CHARLES DE GAULLE** : deux livres de Jean-Louis Debéd ; les souvenirs de Jacques Vendroux.
- 17. MÉDECINE**
- 17. EDUCATION**

**EUROPA**  
Pages 21 à 23

- Un « face à face » Edmond Maître - Helmut Oester Vetzer.
- Sur le devant de la scène : l'Europe solidaire, celle des réfugiés.
- **DORSTNER** : Les grandes villes sont-elles ingouvernables ?
- **LES CLÉS DE LA CONJONCTURE** : La masse critique de balance.
- **SOCIÉTÉ** : Liberté de circulation et retour des diplomates.

- 30. RELIGION**  
— La synode de l'Église réformée de France.
- 30. DÉFENSE**  
— Le remplacement des F-104.
- 31. JUSTICE**  
— L'affaire du Canard enchaîné  
— La fusillade de Puteaux : la cour d'appel de Paris déclare M. Charles Ceccaldi-Roynand civilement responsable.
- 32. SPORTS**
- 35-36. ARTS ET SPECTACLES**  
— **CINÉMA** : les Jours gris, de Iradj Azimi.  
— **MUSIQUE** : Mircea à la cour, à l'Opéra de Marseille.
- 42. LA VIE DES RÉGIONS**  
— Derrière les idées, les réalités : jeux de maquettes aux Halles.
- 43. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS**  
— **ENVIRONNEMENT** : les mouvements écologistes se démultiplient de l'Atlantique au centre de l'Allemagne.
- 44-45. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE**  
— **ACTION SOCIALE** : les parents d'enfants handicapés s'agitent ; les limitations opportunes au projet de loi concernant les handicapés.  
— **CONFLITS ET REVENDICATIONS** : grève générale de vingt-quatre heures à Usinor-Dunkerque.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (34)  
Annonces classées (37 à 41) ; Aujourd'hui (33) ; Carnet (33) ; Journal officiel (33) ; Météorologie (33) ; Mots croisés (33) ; Finances (47).

Pour le week-end, faites vous plaisir. Louez une voiture chez Europcar : 645.21.25.

**COLIS FAMILIAUX HUILE D'OLIVE**  
VIERGE EXTRA « OLIVOLI »  
Produit naturel de l'olive fraîche  
Garantie extraite par PREMIÈRE PRESSION À FROID et clarifiée par simple décantation et filtration  
FRANCO DE PORT À PARTIR DE 5 LITRES  
Demandez Documentation gratuite N° 9 à :  
STE PROVENCAL OLEICOLE 13 - SALON-DE-PROVENCE

A B C D E F G

## Alors que deux cent cinquante étrangers restent encore à Phnom-Penh

### Les premiers Français évacués du Cambodge sont attendus mardi matin à Paris

La plupart des personnes évacuées du Cambodge et arrivées en Thaïlande, samedi 3 mai, étaient attendues, mardi 5 mai, à 8 heures, à l'aéroport de Roissy. Le gouvernement français a affrété spécialement un Boeing-747 pour assurer notamment, le rapatriement en France de quatre cent douze ressortissants français. Un centre d'accueil a été prévu dans la région parisienne pour héberger ceux qui n'ont ni famille ni ressources en France.

M. Marc Bonnot, haut fonctionnaire chargé par le gouvernement français de superviser, en Thaïlande, l'accueil et le transfert des réfugiés, a indiqué, dimanche, à « France-Inter » qu'il était possible que des Français n'aient pas pu rejoindre Phnom-Penh. Nous connaissons des cas, mais il n'y a pas de raisons de s'en alarmer pour le moment », a-t-il dit.

Cinq cent quatre-vingt-dix-huit personnes, souvent amalgamées dans la matinée de samedi (heure locale) au poste frontalier thaïlandais d'Aranyaprathet. La majorité avaient été bloquées à l'ambassade de France à Phnom-Penh, pendant près de deux semaines, après la prise de la capitale cambodgienne par les Khmers rouges. D'autres, un peu moins d'une centaine, s'étaient jointes au convoi d'évacués à Battambang.

Le voyage de Phnom-Penh à la frontière a duré longtemps : trois jours, — a expliqué, dimanche dans le Sunday Times, l'envoyé spé-

cial de l'hémodaïre britannique, qui faisait partie du groupe de huit journalistes présents dans ce convoi. « C'est parce que certaines routes sont si mauvaises que nous avons dû nous déplacer par moments à moins de 8 kilomètres à l'heure ». Un grand nombre de ponts ont été détruits pendant la guerre ; en outre, « des orages assés d'un soleil brûlant et le fait que nous étions serrés comme des sardines dans des camions rendaient le voyage inconfortable », a ajouté le journaliste.

Les Khmers rouges, a-t-il précisé, fournissent des vivres et des cigarettes aux évacués et arrêtaient périodiquement le convoi pour leur permettre de se désaltérer. A Pursat, à 250 kilomètres de Phnom-Penh, une partie des évacués, notamment les femmes et les enfants, avaient été installés à bord d'autobus. Tous ont été conduits, samedi, dans divers hôtels de Bangkok.

Il reste cependant à Phnom-Penh environ deux cent cinquante étrangers, dont une centaine de Français, qui doivent être, en principe, convoyés vers la Thaïlande dans le milieu de la semaine. Leur arrivée à la frontière khméro-thaïlandaise est attendue à partir de mercredi 7 mai. Il faudra attendre leur retour — et celui du vice-consul, M. Jean Dyrac, — pour connaître les détails du séjour des réfugiés à l'ambassade de France et du récit de la prise du pouvoir par les révolutionnaires. Il se confirme que plusieurs centaines de citoyens cambodgiens, qui avaient pris asile à l'ambassade de France à Phnom-Penh dans la panique qui suivit l'ordre d'évacuation de la ville par les Khmers rouges, ont été pris

par ceux-ci de quitter les lieux dans les jours suivants. Time rapporte dans son dernier numéro que quatre-vingt officiers supérieurs de l'armée cambodgienne ont déjà été exécutés par les Khmers rouges. Le magazine conservateur fonde ses informations sur une conversation privée que le président Ford aurait eue avec un groupe de responsables du parti républicain et au cours de laquelle le chef de l'extrême gauche américain aurait dit : « Ils ont tué les femmes également. Ils ont soutenu que les femmes étaient comme leurs maris. C'est une chose horrible, mais nous sommes certains de la véracité de nos sources. Newsweek, citant des « Informations parvenues à la connaissance des services de renseignement américains », affirme, d'autre part, que les nouveaux dirigeants du Cambodge ont fait massacrer des milliers

de partisans de l'ancien régime républicain et que l'épuration à laquelle ils se livrent pourrait se solder au total par l'exécution « de dizaines de milliers de Cambodgiens fidèles au régime Lon Nol ». « Tous les officiers, jusqu'au grade de sous-lieutenant, devaient être tués, de même que leurs épouses », affirme encore l'hémodaïre américain, qui ajoute que des messages radio des Khmers rouges dans lesquels étaient donnés les ordres en vue de ce « bain de sang ».

Aucune de ces informations ne peut être contrôlée pour le moment. De Phnom-Penh, la « Voix du Front national du Cambodge » s'est bornée à lancer, vendredi, un appel au peuple cambodgien et aux réfugiés français pour qu'ils fassent davantage de travaux d'irrigation afin de promouvoir « dans un esprit révolutionnaire » la production agricole.

« SCOOP » ET SOLIDARITÉ

Les huit journalistes arrivés de Phnom-Penh à Bangkok samedi — dont notre envoyé spécial Patrick de Beer — sont convenus de réserver leur témoignage afin de ne pas compromettre, a précisé leur porte-parole, la sécurité des personnes devant quitter le Cambodge cette semaine. Ils ont fait savoir qu'ils souhaitaient que les autres journalistes observent la même attitude. D'autre part, le ministre français des affaires étrangères « attire particulièrement l'attention de la presse sur la décision prise par les journalistes de ne compromettre la sécurité de personnes évacuées... et souligne strictement cet embargo pour des motifs tout à fait compréhensibles jusqu'à l'évacuation totale des personnes se trouvant encore dans les locaux de l'ambassade de France de Phnom-Penh ». Le ministre ajoute que « pour le moment, il convient d'accueillir avec prudence toute information de ce genre ». Le ministère précise que « pour le moment, il convient d'accueillir avec prudence toute information de ce genre ». Le ministère précise que « pour le moment, il convient d'accueillir avec prudence toute information de ce genre ».

« La reine Elizabeth est arrivée, dimanche 4 mai, à Hong-Kong, pour une visite officielle de trois jours, la première faite dans cette colonie de la couronne par un souverain britannique. — (Reuter.)

Pour la libération des prisonniers politiques et l'amnistie générale, les organisations sud-vietnamiennes politiques argentine, comité de soutien à l'Argentine en lutte, comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, comité de défense des prisonniers politiques uruguayens, Ligue communiste révolutionnaire, Politique Hebdo, P.D.U.P., P.L.C., P.S.U. et Révolution appellent leurs adhérents à soutenir le meeting tenu par la gauche révolutionnaire brésilienne qui se tiendra le lundi 5 mai à 20 h. 30, 44, rue de Rennes.

Le commandant Gourvenec, qui dirigeait la garde nationale et nomade ainsi que les services de renseignements ichadiens, a été confirmé dans ses fonctions par le nouveau régime de N'Jijemba (le Monde 3 du 25 avril).

De source informée, nous croyons savoir que le commandant Galopin avait été présenté par le président Tombalbaye lui-même pour l'office de négociateur, ce que les rebelles l'avaient agréé. Le commandant Galopin avait d'autre part fait plusieurs nouvelles entre N'Jijemba et le régime avant d'être libéré.

M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de Travail chargé des travailleurs immigrés, est arrivé dimanche 4 mai, en Tunisie où il doit s'entretenir avec le ministre tunisien des affaires sociales.

La conférence des ministres de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (O.P.A.P.) a terminé dimanche 4 mai, en milieu d'après-midi, à Koweït ses travaux en paraphant notamment un texte créant une compagnie arabe de services pétroliers. Cette compagnie a un capital de 100 millions de dinars libyens (300 millions de dollars) dont 15 déjà souscrits, avait siége en Libye.

## Au Tchad

### LE COMMANDANT GALOPIN AURAIT ÉTÉ EXÉCUTÉ PAR LES REBELLES

Tout indique que le commandant Pierre Galopin, l'un des trois plages français détenu par les rebelles tchadiens au Tibesti, a été exécuté, écrit ce lundi 5 mai, l'envoyé spécial du Figaro Thierry Desjardins. Celui-ci, qui a pu entrer en contact avec les rebelles, rapporte les propos de leur chef, M. Hissain Habre, selon lequel l'exécution a eu lieu le 4 avril.

M. Hissain Habre aurait annoncé la nouvelle le 12 avril aux négociateurs français venus sur place, MM. Pussis et Bétrande, mais ceux-ci ne l'auraient pas cru (le Monde du 16 avril). D'après le chef rebelle, le commandant Galopin a reconnu qu'il avait été « le numéro deux du service de répression de Tombalbaye ». Thierry Desjardins parle, à ce propos, de la maladresse du gouvernement français. Celui-ci aurait pu en être difficilement, selon lui, ne pas être au courant de la qualité de commandant Galopin ; le danger de rencontrer les rebelles qui le considéraient comme un criminel de guerre, c'était le condamner.

Les rebelles semblent rester fermes sur leurs positions. Ils ne restitueront les deux autres otages, Mme Claustre, archéologue, et M. Combe, coopérant technique, qu'en échange de fourniture d'armes.

M. Hissain Habre a, d'autre part, déclaré que le commandant Galopin avait révélé l'identité de l'assassin du docteur Ouhéoua opposant au régime de Tombalbaye, assassiné à Paris en août 1973. Il s'agirait d'un certain Léon Haroy, de nationalité française, ancien garde du corps de Bokassa et ami de Gourvenec, chef de la Gestapo de Fort-Lamy.

Le ministre de la coopération, déclare ne détenir aucune preuve matérielle de la mort du commandant Galopin.

## ENVOYÉ SPÉCIAL DE L'AGENCE GAMMA AU VIETNAM

### MICHEL LAURENT A ÉTÉ TUÉ lors d'un engagement près de Saigon

Michel Laurent est mort. Reporter photographe de l'agence Gamma, il a été tué à 19 kilomètres de Bien-Hoa (sud-est de Saigon), le 27 avril dernier, le jour même où il avait disparu en compagnie de Christian Roche, l'envoyé spécial du Figaro. Ce dernier, légèrement blessé, avait été soigné dans une hôpital de campagne des forces révolutionnaires vietnamiennes, avant de regagner son hôtel à Saigon.

L'ambassadeur de France, M. Jean-Marie Mirillon, a découvert le corps de Michel Laurent, entouré sous des mètres de terre, près de Bien-Hoa, sur les lieux où s'était déroulée, deux jours avant la chute de Saigon, une bataille entre militaires vietnamiens et soldats du G.R.P. Michel Laurent et Christian Roche se trouvaient dans cette région avec une équipe de la télévision française conduite par Jean-Pierre Moscardo, qui tournait un film pour l'émission « Satellite ». Au moment où l'équipe de tournage quittait les lieux à bord d'une véhicule, Michel Laurent était revenu sur ses pas, vraisemblablement pour porter secours à son camarade du « Figaro ». C'est à cet instant qu'il s'est écrié, crié de haines.

En apprenant la nouvelle dimanche, alors qu'il se trouvait à Fes, le président Giscard d'Estaing a tenu à adresser aux journalistes présents ses condoléances personnelles. Michel Laurent est la trente-neuvième journaliste tué en mission au cours des trente années de guerre en Indochine. A cette liste doit être ajoutée celle de vingt-six disparus dans le conflit du Cambodge.

« J'accueille des preuves », répondait le héros d'un film de René Clément par le souvenir de Mirillon la jeune algérienne torturée à mort, dont il filmait l'un des meurtriers. Abandonnant sa caméra pour un revolver, le jeune homme exécutait le tortionnaire. Michel Laurent, visage adolescent angélique et timide, n'a jamais abandonné son appareil, convaincu qu'il était de l'efficacité et de l'utilité de ses photographies d'assassins et d'assassinés.

Le numéro du Monde, daté 4-5 mai 1975 a été tiré à 506 432 exemplaires.

**WATERMAN**  
Createur de stylos depuis 1884

Vous changez... Vous grandissez... Nouveaux espaces. Nouveaux bureaux.

Sirafor aménagement à Paris 776.42.21 Mme Marty

**STRAFOR**

Couverts argentés garantis 25 ans

PLATERIE-CAFETERIE

Fabricant - Vente directe

**FRANOR** 70, rue Amstel TEL. : 708-87-94

N° St-Germain. Ouv. 7x les jours et samedi

**YVONNE DE BREMOND D'ARS** cabinet pour collectionneurs : tous beaux meubles anciens tapisseries tableaux de maîtres.

20, Fg St-HONORE, PARIS 8° 265.11.03

Exposition de 500 modèles de pianos et orgues sélectionnés parmi les meilleures marques mondiales.

**Piano center**

PIANOS  
Paris-Ouest 71, rue de l'Algle 92230 LA GARENNE (Seine-D.)  
Tel. 242.26.30 et 782.75.67

PIANOS-ORGUES  
Paris-Est 122-124, rue de Paris 93100 MONTREUIL

**BMW-POZZI**  
CONCESSIONNAIRE OFFICIEL

10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris

IMPORTANTES ATELIERS SPECIALISEES  
754.91.64 - 754.91.65 - 755.62.29

**Vacances Club à Calvi à Prix choc**

1 SITUATION Unique, en Corse, sur l'un des plus beaux golfes de monde 2 NATURE Magnifique, pinède de 10 hectares en bordure de la mer 3 HABITATIONS Bungalows, tous à proximité de la mer 4 AMBIANCE Orchestre, Animation, sport 5 REPAS Abondants et de qualité, restaurant sous les pins 6 ANIMATION Amicale, sans obligation 7 PRIX Extrêmement compétitifs, pour 2 semaines depuis 920 F de Nice ou 1320 F de Paris par avion.

**CLUB OLYMPIQUE** 3, rue de l'Échelle Paris 2603162



هنا من النمل